

SUPPLÉMENT

Le Monde
The New York Times

الفَاعِدَةُ
Al Qaeda Threat Appears in Many Guises

Global Terrorist Group Goes Local

Japan Defends Itself Against English Invasion

En V.O., le meilleur du quotidien new-yorkais en 8 pages de sélection

CORSE
La visite de Sarkozy et la naissance d'un second FLNC p. 8

SUPPLÉMENT

Le Monde
ARGENT
Le palmarès européen des sicav

L'IRAK À L'ONU
George W. Bush et le soutien de la Chine p. 4

CHEVÈNEMENT
L'avenir du Pôle républicain p. 9

JUSTICE
Au procès des attentats de 1995, les portraits des accusés p. 10

MÉDECINE
Cancer de la prostate : dépistage, diagnostic et traitements p. 19

THÉÂTRE
A Berlin, un « Idiot » qui fera date p. 21

PORTRAIT
Miklos Bokor, peintre parisien d'origine hongroise, ou la vie vue de dos p. 24

International.....	2	Entreprises.....	17
France-Société.....	8	Aujourd'hui.....	18
Horizons.....	12	Météorologie-Jeux.....	20
Carnet.....	16	Culture.....	21
Abonnements.....	16	Radio-Télévision.....	25

TENNIS

L'effet Mathieu



RÉCENT VAINQUEUR des tournois de Moscou et de Lyon, le Français Paul-Henri Mathieu, 20 ans, sera l'un des joueurs les plus attendus de l'Open de Paris, qui débute lundi à Bercy. Lire page 18

A Moscou, l'assaut des forces spéciales

La plupart des 700 otages ont été libérés sains et saufs. Le commando tchétchène a été éliminé

LES FORCES spéciales russes ont pris le contrôle, samedi matin 26 octobre, du théâtre de Moscou où un commando tchétchène retenait, depuis près de trois jours, 700 personnes pour obtenir le retrait des troupes russes de Tchétchénie. Selon le porte-parole de la cellule de crise russe, Sergueï Ignatchenko, « les terroristes ont commencé dans la nuit à tuer des otages. Un groupe d'otages a alors tenté de sortir en force des locaux. Les terroristes ont ouvert le feu (...). Dans ces conditions les Spetznaz [forces spéciales russes] ont été obligés d'intervenir. Ils sont passés à l'attaque ».

Le bilan de l'assaut, qui s'est dénoué entre 5 et 6 heures du matin samedi (heure de Paris), est incertain : une dizaine de morts et des blessés parmi les otages, 34 membres du commando terroriste abattus, dont leur chef Movsar Baraev. Certains seraient en fuite. Le maire de Moscou a évoqué, lui, le nombre de 130 morts, parmi les otages, avant de se rétracter un peu plus tard.



Selon des témoignages d'otages cités par notre correspondante, Natalie Nougayrède, des gaz paralysants auraient été utilisés pour neutraliser les assaillants. Selon

l'agence Interfax, « des corps de femmes aux traits caucasiens et d'hommes en treillis portant sur eux des explosifs gisaient sur le sol, ils semblaient avoir été tués pendant leur

sommeil ». La grande majorité des otages libérés a été conduite vers des hôpitaux de la capitale. La réussite de l'opération est un succès politique pour Vladimir Poutine.

► Les Spetznaz russes ont donné l'assaut au théâtre autour de 5 heures samedi matin

► Ils ont employé des gaz pour neutraliser les terroristes avant de les tuer

► Bilan incertain : une dizaine de morts parmi les 700 otages

► 34 membres du commando tchétchène et son chef tués

Lire pages 2 et 3

Lula, travailleur-président du Brésil ?

ARRIVÉ en tête du premier tour avec 46,40 % des voix, Luiz Inacio Lula da Silva, candidat du Parti des travailleurs (PT), est assuré d'être élu président du Brésil, dimanche 27 octobre, au soir du second tour. Le Monde a voulu comprendre cette victoire annoncée de l'ancien ouvrier métallurgiste en enquêtant sur « les hommes de Lula », ceux qui ont créé le PT en 1980 et ont su le consolider depuis.



Lire pages 12-13, nos informations page 5 et un point de vue page 15

► Le candidat du PT est pratiquement assuré d'emporter le second tour de la présidentielle

► Enquête : qui sont les dirigeants de ce parti créé en 1980 ?

En Palestine, un si long voyage pour un mariage si près...

WAËL YOUSSEF ABOU DEQQA n'en croyait pas ses yeux. Au terme d'un périple de cinq jours qui l'a conduit dans deux pays arabes limitrophes de la Palestine, Mouna, sa jeune promise, est arrivée à bon port pour que soit enfin célébré leur mariage. Mouna ne venait pas d'un coin reculé de quelque continent éloigné, mais de la ville d'Hébron, en Cisjordanie, et se rendait à Deir Al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, où l'attendait Waël. En temps « normal », une centaine de kilomètres sépare les deux villes, au lieu des 1 000 kilomètres parcourus par Mouna. Les bouclages et autres sièges israéliens des territoires palestiniens sont la cause d'une telle équipée. L'histoire de Waël (27 ans) et de Mouna (24 ans) a été rapportée vendredi 25 octobre par le quotidien saoudien *Al-Hayat* publié à Londres.

Les deux tourtereaux s'étaient rencontrés à Gaza à l'hiver 2002, à l'occasion d'une visite de Mouna à des proches. C'était au temps où les Palestiniens pouvaient se déplacer entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, pour peu qu'ils soient porteurs de laissez-passer délivrés par les autorités israéliennes, via un « passage sécurisé » inauguré en octobre 1999. Les deux jeunes gens convinrent de se marier fin 2000, mais c'était sans compter avec le déclenchement de l'intifada le 29 sep-

tembre de cette année-là ni avec les bouclages, fermetures et autres découpages et blocus imposés par l'armée israélienne. Depuis, Waël et Mouna n'avaient pu se revoir et ne communiquaient que par téléphone.

Après avoir frappé en vain aux portes de maints responsables de l'Autorité palestinienne pour obtenir, par leur intermédiaire, un droit de passage dans un sens ou dans l'autre afin de célébrer leurs noces, les fiancés n'avaient plus le choix. Le passage des Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie étant autorisé, il ne restait plus à Mouna qu'à se rendre dans le royaume et, de là, en Egypte, avant de franchir le poste-frontière de Rafah pour rejoindre Gaza et revoir son fiancé.

Le père du jeune homme se rendit via Le Caire à Amman, où, après une attente de deux semaines, Mouna a pu le rejoindre en compagnie de ses parents et de l'une de ses sœurs. Ils firent ensuite le voyage en sens inverse, et la jeune fiancée est arrivée à Deir Al-Balah trois jours avant la noce. Le périple aura coûté 2 500 dollars. Le mariage a été célébré le 19 octobre.

Mouna Naïm

Lire aussi nos autres informations page 4

UNION EUROPÉENNE

Le sommet de Bruxelles consacre l'Europe des 25 en 2004

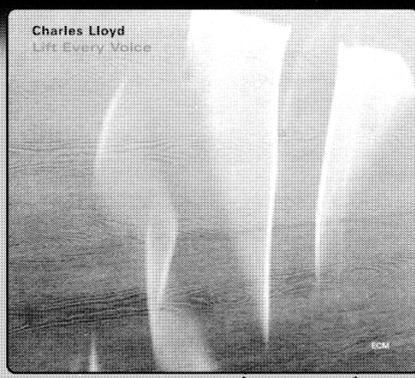


LES DIRIGEANTS des Quinze ont trouvé, vendredi 25 octobre à Bruxelles, un compromis sur le financement d'un élargissement historique de l'Union européenne à dix nouveaux pays à compter de 2004 : Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Pologne, Slovaquie, Chypre et Malte. L'accord sur la PAC a relancé la dynamique franco-allemande.

Lire nos informations pages 6 et 17, et notre éditorial page 14

La Fnac aime le nouvel album de **Charles Lloyd**

Lift Every Voice



Charles Lloyd saxophone ténor, flûte, taragato
Geri Allen, piano
John Abercrombie guitare
Marc Johnson contrebasse
Larry Grenadier contrebasse
Billy Hart batterie

2 CD ECM 018 783-2

À PRIX SPÉCIAL

TSF 89.9

ECM

fnac

POINT DE VUE

Double peine : éloignement = bannissement

par Etienne Pinte et Bertrand Tavernier

QUI n'a touché du doigt les ravages de la double peine - des familles brisées par l'expulsion du territoire français de l'un des leurs, parce que, tout en étant en situation régulière, il est de nationalité étrangère - a peut-être du mal à comprendre les drames humains qui se cachent derrière ces procédures.

C'est en tant qu'hommes que ce principe de la double peine nous choque profondément. Confrontés à ces séparations dramatiques, nous ne pouvions dès lors que nous interroger sur le fondement même de cette pratique tant judiciaire qu'administrative.

Notre pays, en pérennisant de telles mesures d'éloignement, renie nombre de principes essentiels qui fondent une société juste : le respect des règles de droit et des valeurs d'humanité. Que vaut, en effet, une reconnaissance théorique de droits détachée de leur application effective et réelle ?

Bien que le Conseil constitutionnel ait jugé que l'éloignement n'était pas une sanction mais une mesure préventive de trouble à l'ordre public, nous ne pouvons partager cette analyse des juges constitutionnels. Plusieurs raisons nous font militer, après

l'abolition de la peine de mort physique, pour l'abolition de la peine de mort sociale.

Il existe un principe fondamental en droit français en vertu duquel nul ne peut être puni deux fois pour un même fait.

Lire la suite et le point de vue de Nancy Huston page 15, et nos informations page 10

ETIENNE PINTÉ est député (UMP) des Yvelines, maire de Versailles.
BERTRAND TAVERNIER est cinéaste.

INTERNATIONAL

RUSSIE

Les forces spéciales ont pris d'ASSAUT, à l'aube du samedi 26 octobre, le théâtre de Moscou où un commando tchéchène retenait en otages quelque 700 personnes depuis mercredi, en réclamant que le pou-

voir russe mette fin à la guerre en Tchétchénie. Les circonstances de l'assaut demeuraient incertaines en ce début de journée, et la plus GRANDE CONFUSION régnait sur le bilan des victimes. Un nombre élevé de

membres du commando de quelque 50 personnes armées ont été tués, en particulier les femmes armées qui portaient des ceintures d'explosifs. Le chef du commando, Movsar Baraev, a été tué. Plusieurs DIZAINES

DE MORTS pourraient être dénombrés parmi les otages. Le président Vladimir Poutine a reçu, pendant les 50 heures de la crise, le soutien de nombreuses personnalités étrangères, y compris de Saddam Hussein.

Les forces spéciales mettent fin à la prise d'otages de Moscou

Dans un assaut conduit à l'aube, des unités d'élite ont repris le contrôle du théâtre où un commando tchéchène détenait quelque 700 personnes depuis mercredi. La plupart des ravisseurs ont été tués dans l'attaque qui a fait un nombre encore incertain de victimes

MOSCOU

de notre correspondante

Au moins trente-deux membres du commando tchéchène ont été tués, dont leur chef, Movsar Baraev, lors de l'assaut donné par les forces de sécurité russes, selon le bilan provisoire donné par les autorités, samedi matin 26 octobre, à l'issue de la crise des otages. Des incertitudes demeuraient sur le nombre d'otages tués dans cette opération, aucun chiffre n'étant publié par Moscou. Cité par l'AFP, le maire de Moscou, Mikhaïl Loujkov, a indiqué que le nombre d'otages morts pourrait aller jusqu'à trente victimes. Cité par l'agence russe Interfax, M. Loujkov aurait évalué un bilan pouvant atteindre 130 morts, avant de se rétracter.

► **La journée de vendredi 25 octobre** avait été marquée par ce qui semblait être un début de négociations, avec des gestes d'ouverture du pouvoir russe. Le commando tchéchène avait fait savoir, par l'intermédiaire d'otages communiquant par téléphone avec leurs proches, que leur ultimatum était modifié. « Ils menacent de prendre des mesures sérieuses à cinq, six, ou sept heures du matin [samedi, heures locales] », confirmait, juste avant minuit, une journaliste russe, Anna Politkovskaïa, qui venait de passer plusieurs heures à l'intérieur du bâtiment. L'ultimatum, qui impliquait un début d'exécution des otages, portait sur

le retrait par Moscou de ses troupes en Tchétchénie. La même journaliste précisait que les preneurs d'otages s'étaient dits d'accord avec sa proposition d'une vérification du retrait des troupes réalisée par Lord Judd, un membre du Conseil de l'Europe ayant effectué plusieurs missions sur les violations de droits de l'homme en Tchétchénie.

Les ravisseurs tchéchènes avaient donné auparavant « une semaine » au Kremlin pour satisfaire leurs demandes. Les membres du commando avaient exigé qu'un émissaire du président Vladimir Poutine vienne s'entretenir avec eux, dans une demande transmise par l'ancien président ingouche, Rouslan Aouchev, l'un des nombreux intermédiaires entrés vendredi dans le théâtre. La menace de tuer des otages avait été confirmée par un porte-parole du FSB, les services secrets russes, Sergueï Ignatchenko.

A l'issue d'un entretien avec le président Poutine, le chef du FSB, Nikolai Patrouchev, avait cependant annoncé que les autorités « garantiraient la vie sauve » au commando si celui-ci libérait tous les otages. Vladimir Poutine passait à la télévision pour se dire « prêt à tout contact » avec la partie tchéchène, sans toutefois préciser avec qui exactement. Parallèlement, le FSB faisait diffuser sur les écrans de télévision une vidéo du président tchéchène, Aslan Maskhadov, « démontrant » que le diri-

geant tchéchène aurait partie liée avec le commando. Une version démentie avec insistance par les représentants des indépendantistes, selon lesquels il s'agissait d'un enregistrement ancien.

► **Au cours de la nuit de vendredi à samedi**, le président Maskhadov avait appelé les preneurs

« La victoire du président est énorme »

« La victoire politique du président est énorme », a expliqué Dmitri Rogozine, député et président du comité des affaires étrangères de la Douma (Chambre basse), interrogé depuis les studios de la chaîne de télévision d'Etat, RTR. Prié par un journaliste de commenter « le courage » qu'il avait fallu au chef du Kremlin pour « prendre la décision de l'assaut », le député a commenté : « S'il avait fait la moindre concession, c'était la catastrophe. Nous serions retournés à la situation de 1996 », c'est-à-dire à l'époque du retrait des troupes russes de Tchétchénie après le premier conflit (1994-1996).

Vladimir Poutine « n'a pas permis que le sang soit versé. La Russie a reçu un soutien énorme, sur le plan extérieur, à son opération antiterroriste. La situation vient aujourd'hui de changer fondamentalement dans le Caucase du Nord. Et sur le plan intérieur, vous avez tous vu comment tous les chefs de parti ont apporté leur soutien à l'action du président ? », a déclaré le député. Et de conclure : « On va maintenant pouvoir dormir tranquille. » — (Corresp.)

d'otages à « éviter toute action précipitée », selon les propos rapportés par son représentant Akhmed Zakaïev, sur la radio Echo de Moscou. « Il est très inquiet pour vous et pour ceux que vous retenez », a ajouté M. Zakaïev, à l'adresse des preneurs d'otages

A l'intérieur du théâtre où ils avaient interrompu, mercredi soir 23 octobre, la représentation d'une comédie musicale, les membres du

commando avaient réitéré, tout au long de la journée de vendredi, auprès des différents médiateurs (dont l'ancien premier ministre, Evgueni Primakov), leur détermination à « aller jusqu'au bout ». Les seules concessions obtenues avaient été la libération de dix-neuf otages supplémentaires (por-

nes armés, se présentant comme des « kamikazes » déterminés à obtenir « la fin de la guerre en Tchétchénie ».

Alors que le jour n'était pas encore levé, l'enchaînement rapide des événements a été décrit en ces termes par un représentant de la cellule de crise russe, Sergueï Ignatchenko : « Les terroristes ont commencé à tuer des otages. Deux otages ont été abattus. Un groupe d'otages a alors tenté de sortir de force des locaux. Les terroristes ont ouvert le feu. Il y a eu des victimes, des blessés. Dans ces conditions, les Spetsnaz [forces spéciales russes] ont été obligées d'intervenir. Ils sont passés à l'attaque. Une partie des terroristes a été liquidée, d'autres ont été faits prisonniers. Certains se sont échappés. »

► **Vers 6 h 30 locales, une nouvelle explosion**, très puissante et suivie de tirs, avait été entendue. L'annonce officielle de l'arrestation des rebelles et de la libération des premiers otages est intervenue moins d'une heure plus tard, vers 7 h 15 locales.

► **Samedi matin, vers 8 heures, rue Melnikova, des otages blessés étaient transportés en ambulance** vers des hôpitaux. Certains, affalés sur des sièges d'autobus, dans la lumière des phares et néons, paraissaient sonnés. On apprenait que la dépouille du chef du commando, Movsar Baraev, était « identifiée ». Des équipes de démineurs s'approchaient du théâ-

tre où tout s'était déroulé. Pendant trois jours, le commando tchéchène, équipé d'explosifs, avait menacé de tout faire sauter si les forces de l'ordre donnaient l'assaut. Ce scénario n'a pas eu lieu.

Selon l'agence Itar-Tass, les membres du commando portaient sur eux « de 500 grammes à 2 kilogrammes d'explosif troïtilum ». Selon des témoignages d'otages, un gaz somnifère aurait été utilisé pour neutraliser les assaillants. Une femme à l'intérieur du bâtiment a raconté à la radio Echo de Moscou, jointe par téléphone portable, juste avant l'assaut : « Du gaz a été injecté dans le théâtre. Nous espérons que cela ne va pas se terminer comme le Koursk [sous-marin ayant coulé en 2000, sans que la marine russe ne puisse sauver l'équipage] ». Des images montrées par la chaîne d'Etat RTR tendent à confirmer que du gaz aurait été employé. « Ce sont les nôtres qui tirent. Cela vient de l'extérieur. C'est notre gouvernement qui a décidé que personne ne doit sortir vivant », avait ajouté la femme à l'intérieur du théâtre.

Un peu plus tard, l'agence Interfax a décrit la scène du théâtre après l'assaut : « Au sol gisent des corps de terroristes, des hommes en treillis et des femmes aux traits caucasiens, portant sur eux des explosifs, et qui semblent avoir été tués pendant leur sommeil. »

Natalie Nougayrède

La position du président tchéchène, Aslan Maskhadov

LA POSITION d'Aslan Maskhadov, le président tchéchène indépendantiste, sur la prise d'otages restait controversée, samedi 26 octobre, alors qu'il ne s'était pas encore prononcé directement sur celle-ci. D'autres s'en sont chargés : « Movsar Baraev a dit que c'était une action commune d'Aslan Maskhadov et de Chamil Bassaev, qui se menait sur leur ordre », a rapporté Mark Franchetti, du Sunday Times, qui avait rencontré vendredi le chef du commando.

Mais le site internet kavkaz.org de l'aile radicale de la résistance tchéchène, n'avait apparemment pas donné d'indications en ce sens, alors qu'il était en contact, par téléphones portables, avec les preneurs d'otages.

Le FSB, services secrets russes, a par contre donné aux chaînes russes, qui la diffusaient en boucle, une cassette censée prouver que le président tchéchène Aslan Maskhadov avait « ordonné l'opération ». Or, il s'agissait d'une séquence filmée lors d'une « inspection du front ouest » des opérations de la résistance en Tchétchénie, diffusée en août par kavkaz.org lui-même, où l'on voit M. Maskhadov promettre simplement à ses troupes – comme il le fait régulièrement – que leurs actions connaîtront un « changement radical avant l'hiver ».

Les représentants de M. Maskhadov en Occident ont en revanche nié depuis le début de la prise d'otages, que cette dernière ait un lien avec le gouvernement tchéchène, qui « n'était

pas au courant » de sa préparation, a notamment déclaré M. Zakaev, son représentant à Londres. Il a précisé vendredi à l'AFP être « prêt à aider les otages, si Moscou le lui demande » et indiqué, dans la nuit, que le président avait « appelé les preneurs d'otages à éviter toute action précipitée ». Les proches du président Maskhadov ont rappelé le décret qu'il avait signé dans la foulée du 11 septembre 2001, interdisant « toute action militaire contre l'occupant russe hors des frontières de la Tchétchénie ». Ce décret n'a pas été annulé et le président Maskhadov continue de dénoncer tout acte de terrorisme, ont-ils assuré.

Sophie Shihab

Movsar Baraev, à le tête du « régiment islamique à destination spéciale »

MOSCOU

de notre correspondante

Il avait vingt-cinq ans et s'appelait Movsar Souleïmanov. Le chef du commando qui a mis la Russie

■ PORTRAIT

En Tchétchénie, les Baraev ont une réputation sulfureuse

en état de choc pendant trois jours, depuis mercredi 23 octobre, était un homme brun aux traits fins, apparaissant très calme, voire détaché, sur les images filmées par l'équipe de télévision russe NTV à l'intérieur du théâtre de Moscou.

S'il porte le nom Baraev, c'est en référence à son oncle, Arbi Baraev, le frère de sa mère, un chef de guerre tué en avril 2001 dans son village natal d'Alkhan-Kala, à l'ouest de Grozny, lors d'une opération de l'armée russe. Movsar rêvait-il de devenir un héros ? En Tchétchénie, société clanique aux traditions anciennes, mais distordue par la guerre et la peur des délations, les Baraev ont une sulfureuse réputation. Arbi Baraev était de ceux qui, de 1996 à 1999, dans la période qui sépara les deux guerres tchéchènes post-soviétiques, contribuèrent à plonger la République caucasienne dans le chaos des enlèvements, du crime et de la dérive islamiste.

C'est cette période de trois ans,

où la Tchétchénie était de facto indépendante mais paraissait ingouvernable, qui prépara le terrain au conflit qui porta Vladimir Poutine au pouvoir. La multiplication des prises d'otages, des demandes de rançon, des meurtres avait poussé au départ les étrangers, journalistes, diplomates, humanitaires qui se penchaient sur la région. La Tchétchénie était bientôt livrée à elle-même, sorte de trou noir au cœur du Caucase.

« LE COMBAT CONTINUERA »

Le nom d'Arbi Baraev, notamment, fut prononcé quand on retrouva en 1998, en bordure d'une route, les têtes décapitées de quatre employés britanniques d'une société de téléphone mobile, venus en Tchétchénie pour un contrat d'installation. Fin 2000, le nom d'Arbi Baraev resurgissait dans l'affaire de l'enlèvement du Français Vincent Cochetel, représentant du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU dans le Caucase du Nord.

A ce jour, de nombreux Tchétchènes voient derrière ces atrocités la marque des agissements de services secrets russes chargés de déstabiliser la République indépendantiste pour mieux la ramener dans le giron de Moscou.

Théorie du complot ? En 2000, une enquête de l'hebdomadaire russe *Obchaïa Gazeta* présentait Arbi Baraev comme un bandit recruté à la fois par les wahhabites (islamistes radicaux) et par le FSB, les services secrets russes. Quand, l'année dernière, Arbi Baraev est tué, une version se met aussitôt à circuler :

les « services » avec lesquels il collaborait avaient décidé de supprimer un potentiel gêneur, qui en savait trop.

C'est à ce moment que Movsar, le neveu, prend la tête du groupe armé de Baraev, appelé « régiment islamique à destination spéciale ». Ils combattent les Russes, participant à des attaques de colonnes. A deux reprises, des communiqués officiels russes annoncent la mort du chef de guerre tchéchène, d'abord le 25 août 2001, lors d'un incident armé à Argoun, puis le 12 octobre 2002, lorsqu'un commandant adjoint des troupes russes en Tchétchénie assure que « Movsar Baraev est mort sous les frappes précises de l'aviation et de l'artillerie russes », selon le quotidien *Moskovskoe Komsomoles*.

De Movsar Baraev, on sait peu de choses. Mais la présence de femmes voilées parmi les assaillants du théâtre de la rue Melnikova, à Moscou, rappelle un épisode devenu, pour la partie radicale de la jeunesse tchéchène d'aujourd'hui, un symbole important, même s'il est resté isolé. Il s'agit de l'attaque-suicide menée le 7 juin 2000 contre un bâtiment

des forces spéciales du ministère russe de l'intérieur (OMON) à Alkhan-Iourt, près de Grozny, par une cousine d'Arbi Baraev, Khala Baraeva.

La jeune femme s'était fait exploser dans un véhicule projeté vers le bâtiment des policiers, devenant la première femme tchéchène kamikaze. Des cassettes de musique chantant sa gloire étaient en vente, cet été, sur des étals du marché de Grozny. « Je vais en toute conscience à la mort, au nom d'Allah », avait dit Khala Baraeva, dont de nombreux proches avaient péri dans la guerre.

Après le décès de son oncle, l'an dernier, Movsar Baraev avait fait ce commentaire, publié sur le site Internet kavkaz.org, contrôlé par la mouvance islamiste radicale des combattants tchéchènes : « Les fédéraux (l'armée russe) veulent présenter la mort d'Arbi comme une grande victoire. Ils pensent que la mort de nos commandants peut mener à la victoire. Mais les commandants devenus des shahid (martyrs) seront remplacés par de nouvelles personnes. Le combat continuera. »

N. No.

Nina Bouraoui

La vie heureuse



“L'amour lui va si bien.”

Christine Rousseau
Le Monde

Stock

Chaque lundi

LE MONDE ECONOMIE

avec Le Monde
DATÉ MARDI

INTERNATIONAL RUSSIE

Le débat sur la guerre en Tchétchénie n'a guère mobilisé dans la société russe

De petites manifestations se sont tenues à Moscou, comme l'exigeait le commando

MOSCOU

de notre correspondante

Le débat montera-t-il, en Russie, sur la guerre de Tchétchénie et ses implications, à l'issue de la spectaculaire prise d'otages au centre de Moscou ? Viktor Chenderovitch, écrivain et commentateur politique, s'est exprimé sur le sujet, samedi 26 octobre, quelques heures après l'assaut final des forces spéciales. « En tant que société, nous considérons la Tchétchénie comme une guerre lointaine, et nous considérons ce qui vient de se produire à Moscou comme du terrorisme. C'est une erreur inadmissible. Les morts d'aujourd'hui [dans le dénouement de la prise d'otages], sont des victimes de la guerre de Tchétchénie. Tant que la société russe continuera à considérer comme normal que tant de gens meurent en Tchétchénie, où nous nous livrons à des exactions, le terrain sera prêt pour le prochain acte terroriste », a-t-il déclaré à la radio Echo de Moscou, très écoutée dans la capitale.

« La question qu'il faut poser est : qu'a bien pu subir une femme pour qu'elle décide d'attacher des explosifs sur son corps et qu'elle aille tuer d'autres femmes et des enfants ? » a

ajouté M. Chenderovitch. « Notre pays, immense, s'est révélé sans défense. La guerre n'a pas lieu dans le Caucase, elle n'est pas seulement en Tchétchénie, cette guerre se déroule en Russie. Et tant que nous croirons que nous sommes loin d'elle, ailleurs, en Europe, tant que nous continuerons à laisser tuer des gens, le risque terroriste sera là. »

L'écrivain appelle à un « réveil de la société russe, qui est endormie, comme si elle aussi avait respiré un gaz ». « Nous sommes les otages d'une guerre [de Tchétchénie] de voleurs, de bandits. La première guerre [1994-1996] était une guerre des trafics, la seconde guerre [en

cours] aura été une guerre électorale », a-t-il ajouté, en référence à l'ascension politique de Vladimir Poutine au moment où commençaient les opérations militaires dans le Caucase du Nord.

Mais selon lui, une vraie remise en cause de la politique menée en Tchétchénie est peu probable à ce stade. Après l'élimination du commando de preneurs d'otages, « nous allons assister à une vague d'hystérie patriotique, avec des démonstrations de muscle, jusqu'à ce qu'un nouvel acte terroriste se produise... » Ce commentateur rappelle, en outre, un attentat sanglant, commis en mai dans la ville

de Kaaspiisk, où une bombe avait fait une cinquantaine de victimes pendant une parade militaire. « Il y eut ce jour-là plus de morts que pendant cette prise d'otages, mais aucune réaction dans la société ».

Vendredi, deux petites manifestations ont eu lieu à Moscou contre la guerre de Tchétchénie, réunissant quelques dizaines de parents d'otages. « Arrêtez la guerre », disaient les panneaux. Mais des participants expliquaient que leur motivation était surtout de chercher à satisfaire une des demandes du commando tchétchène, qui aurait relâché des otages à condition que leurs proches protestent publiquement contre la poursuite de la guerre.

« Ces trois dernières années, combien de personnes sont-elles venues place Pouchkine [le lieu des manifestations démocratiques, dans les années 1980-1990], pour dénoncer ce conflit ? » s'interroge amèrement Viktor Chenderovitch. « Seulement une poignée de gens, les reliques du mouvement dissident ou de l'intelligentsia... Pourquoi n'avons nous pas été des milliers ? »

N. No.



AFP/DMITRI LOVETSKI



L'assaut

Samedi 26 octobre au matin, les forces spéciales russes ont lancé l'assaut contre le théâtre de Moscou où une cinquantaine de terroristes retenaient près de 700 personnes en otage depuis mercredi. Le chef du commando, Movsar Baraev, ainsi que toutes les femmes terroristes (photo) ont été tués.

AFP/NTV



Arrivée des secours

Après l'assaut, qui aurait fait une trentaine de victimes parmi les otages, les ambulances arrivaient, ce samedi matin, devant la maison de la culture.

AFP/EPA/SERGUEÏ CHIRIKOV

Grande sollicitude pour M. Poutine de la part de George W. Bush et de Saddam Hussein

AVANT son dénouement, samedi 26 octobre à l'aube, la prise d'otages de Moscou avait fait l'objet de nombreuses condamnations internationales, l'une des plus remarquables émanant du président irakien, Saddam Hussein. Dans un appel lancé aux « musulmans en général et aux Tchétchènes en particulier », diffusé au moyen d'un communiqué lu à la télévision irakienne vendredi, Saddam Hussein a déclaré que cette action allait nuire à la cause des Tchétchènes. « Il n'est pas sage que les Tchétchènes perdent la sympathie des Russes (...) et d'autres », dit-il. Selon le chef de l'Etat irakien, les seuls bénéficiaires ne pouvaient être que les Etats-Unis et Israël : « Cela va donner au sionisme et à l'Amérique l'occasion de saper l'islam et les musulmans », a-t-il déclaré.

Le régime de Bagdad compte sur la Russie pour maintenir aux Nations unies son opposition au projet de résolution américain sur l'Irak, alors que les Etats-Unis attendent d'elle à l'inverse qu'elle renonce à s'y opposer.

Le président américain a appelé, jeudi, au téléphone son homologue russe, Vladimir Poutine, pour lui exprimer son soutien. « Le président Bush a exprimé sa solidarité avec le peuple russe et avec le gouvernement russe », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. M. Bush a qualifié la prise d'otages d'action « terroriste » ; « Il a indiqué que les Etats-Unis étaient prêts à aider la Russie pour tout ce dont elle aura besoin. C'est une période de solidarité entre les Etats-Unis et la Russie », a souligné Ari Fleischer.

« Il apparaît que les preneurs d'otages sont dirigés par un combattant tchétchène lié à l'aile extrémiste du mouvement séparatiste, dont certains membres sont connus pour avoir des liens avec des organisations terroristes internationales », a pour sa part déclaré le porte-paro-

le adjoint du département d'Etat, Philip Reeker, en se référant au chef du groupe, Movsar Baraev. Il a toutefois précisé que Washington « n'a aucune indication sur un lien direct » entre l'opération de Moscou et le groupe Al-Qaïda.

Les ministres des affaires étrangères du G 8 ont demandé, vendredi, « la libération immédiate et inconditionnelle » des otages, dans une déclaration émise par le gouvernement du Canada, qui préside, cette année, cette organisation. Des condamnations de l'opération tchétchène, qualifiée de « terroriste », sont venues également de l'Union européenne, de plusieurs pays d'Europe de l'Est (République tchèque, Hongrie, Bulgarie, Ukraine) et du sommet Asie-Pacifique réuni au Mexique, auquel M. Poutine aurait dû participer.

« L'ULTIME SOLUTION »

Tout en condamnant la prise d'otages comme un acte « qu'aucune cause ne peut justifier », Jacques Chirac a déclaré, vendredi, que le conflit tchétchène, comme « tous les conflits potentiels » – une allusion à l'Irak –, appelle une solution politique. « J'ai une conviction bien ancrée, que j'exprime en toute occasion, c'est que la guerre ne peut être que l'ultime solution lorsque vraiment tout a été essayé », a dit le président français lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil européen de Bruxelles. « La solution, dans un monde civilisé, c'est la solution politique et la seule qui soit utile. Cela s'applique à la Tchétchénie comme à tous les conflits potentiels », a-t-il dit.

La presse européenne était divisée, vendredi. De nombreux journaux soulignaient la propagation du « terrorisme » tandis que d'autres, par exemple Tagesspiegel de Berlin, insistaient sur « la part de responsabilité du gouvernement russe dans les souffrances tchétchènes ».

blouson en peau de mouton retournée 1750 euros, pull en cachemire col v camel 508 euros



Calvin Klein

53 avenue Montaigne 75008 Paris Tel 01 56 88 12 12

L'armée israélienne a réoccupé la ville palestinienne de Jénine

L'opération est une riposte à un attentat-suicide et vise à en empêcher d'autres, selon Tsahal

TSAHAL, l'armée israélienne, a réoccupé vendredi 25 octobre la ville de Jénine dans le nord de la Cisjordanie, tandis que le mouvement radical palestinien Jihad islamique menaçait l'Etat juif de nouveaux attentats-suicides. Pendant toute la journée, l'armée, qui n'a pratiquement pas rencontré de résistance, a quadrillé Jénine, à la recherche des responsables d'un attentat-suicide qui a fait quatorze morts, outre les deux kamikazes, lundi en Israël. Cet attentat a été revendiqué par le bras armé du Jihad islamique, les Brigades Al-Qods. L'opération a pour but de démanteler « un vaste réseau terroriste projetant d'exécuter des attaques contre des citoyens et des soldats israéliens dans les prochains jours », selon l'armée.

« MANQUE DE GARANTIES »

Une quarantaine de chars et véhicules blindés sont entrés à Jénine, appuyant des soldats qui procédaient à des perquisitions maison par maison. Quatre adolescents et un enfant de 2 ans palestiniens ont été blessés par des tirs israéliens durant l'offensive, la

plus importante en Cisjordanie depuis plus de six mois. L'armée israélienne avait occupé en juin sept villes autonomes de Cisjordanie après une vague d'attentats-suicides. Elle s'est depuis retirée de la zone de Bethléem, qui reste toutefois encerclée, et a allégé son dispositif partout ailleurs.

La direction palestinienne a condamné la réoccupation de Jénine, accusant l'Etat juif de refuser toute solution pacifique du conflit. « Nous condamnons les crimes israéliens commis contre notre peuple au vu et au su de l'émissaire américain William Burns et du monde entier », a-t-elle indiqué dans un communiqué. « L'offensive contre Jénine prouve que le gouvernement [d'Ariel] Sharon n'acceptera aucun plan de paix, qu'il soit international, américain ou européen, car il mise sur la solution militaire pour briser la résistance du peuple palestinien », selon elle.

M. Burns a rencontré à Ramallah le militant palestinien des droits de l'homme Moustapha Barghouti et la députée Hanane Achraoui, pour les informer du plan américain destiné à promou-

voir un plan de paix du Quartet (Etats-Unis, ONU, Russie, Union européenne) prévoyant la création d'un Etat palestinien d'ici à 2005. « Burns a parlé de réformes sécuritaires et internes. Il a dit que les Américains se sont engagés à établir un Etat palestinien », a déclaré M. Barghouti. « Le document du Quartet a besoin d'être travaillé. Il y manque des garanties », a précisé de son côté M^{me} Achraoui.

Le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient avait rencontré la veille Ariel Sharon ainsi qu'une délégation officielle palestinienne, mais pas le président Yasser Arafat que Washington veut mettre à l'écart. Il devait quitter samedi Israël.

« VENGEANCE, VENGEANCE »

Dans la bande de Gaza, à l'occasion d'un rassemblement à Khan Younés, quelque 2 000 personnes, dont plusieurs membres armés et encagoulés du Jihad islamique, ont brûlé le drapeau, ainsi qu'une maquette de char et de bus israéliens. Le dirigeant du Jihad islamique, Ramadan Abdallah Challah, basé à Damas, s'est adressé par téléphone aux manifestants les appelant « à poursuivre la résistance, le soulèvement et les opérations-suicides contre l'occupation israélienne ». Les participants au rassemblement ont lancé des appels à « la multiplication des attentats-suicides », criant « vengeance, vengeance » et « les Brigades Al-Qods sont prêtes à lancer de nouvelles attaques ». Dans un communiqué, le Jihad islamique a reproché à l'Autorité palestinienne de lui avoir interdit l'organisation d'un rassemblement jeudi sur la place publique du camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza. - (AFP.)

Irak : George Bush dit avoir reçu un « appui » de la Chine

Il a discuté « à fond » de la crise avec le président Jiang Zemin

WASHINGTON de notre correspondant

Il y a dix-neuf mois, les Etats-Unis, à la tête desquels venait de s'installer George Bush, étaient aux prises avec la Chine après la capture d'un avion espion américain et de son équipage sur le territoire chinois. Depuis, les attentats du 11 septembre et les impératifs de la « guerre » contre le

terrore du prince Abdallah, il s'est prêté à une conférence de presse commune avec son hôte. Mais il n'a pas dit grand-chose. Il y avait pourtant de quoi dire et de quoi faire, avec le débat sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU et la révélation, par la Corée du Nord, de son programme d'enrichissement de l'uranium visant à développer un

arsenal atomique. Selon un collaborateur de la Maison Blanche, la question irakienne a été discutée « à fond ».

Les Français soutenus au Conseil de sécurité

Les Etats-Unis ont officialisé, vendredi 25 octobre à l'ONU, leur projet de résolution sur l'Irak en le « passant au bleu » : cette démarche signifie que c'est le document américain qui sera soumis au vote du Conseil de sécurité le premier, si un texte concurrent est déposé. C'est une réponse à la France qui, la veille, avait fait circuler, sans toutefois la déposer officiellement, une version du projet américain amendée par ses soins, qui pourrait, selon elle, constituer un compromis acceptable par le Conseil de sécurité. Le geste des Etats-Unis a irrité les membres non permanents du Conseil à qui le texte américain n'a été remis que mercredi, alors que les cinq pays permanents en discutent depuis un mois.

Lors des consultations, le projet américain a essuyé de nombreuses critiques. Les Français se sont réjouis du soutien apporté à leur proposition par le Mexique, la Guinée, l'île Maurice, l'Irlande, le Cameroun et la Syrie, sans compter la Chine et la Russie (qui a aussi déposé un texte resté informel). La Bulgarie, la Norvège, la Colombie, Singapour et le Royaume-Uni soutiennent Washington. Il faut 9 voix et aucun veto pour qu'un texte soit adopté. Les Américains ont indiqué qu'ils souhaitaient un vote « vers la fin de la semaine » prochaine. - (Corresp.)

terrorisme ont modifié les rapports entre les deux pays. Vendredi 25 octobre, M. Bush a reçu, dans son ranch texan de Crawford, le président Jiang Zemin, invité comme l'ont été, avant lui, Vladimir Poutine, Tony Blair et le prince héritier d'Arabie saoudite, Abdallah.

TOUR DU PROPRIÉTAIRE EN 4 x 4

M. Jiang, qui n'a passé que quatre heures sur le domaine du président américain, a eu droit, comme ses prédécesseurs, au tour du propriétaire en 4 x 4. A la diffé-

rence du prince Abdallah, il s'est prêté à une conférence de presse commune avec son hôte. Mais il n'a pas dit grand-chose. Il y avait pourtant de quoi dire et de quoi faire, avec le débat sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU et la révélation, par la Corée du Nord, de son programme d'enrichissement de l'uranium visant à développer un

arsenal atomique. Selon un collaborateur de la Maison Blanche, la question irakienne a été discutée « à fond ».

« SANS ARMES NUCLÉAIRES »

Sur la Corée du Nord, aussi, la diplomatie était de mise, les Américains soulignant que les Chinois veulent, comme eux, une péninsule coréenne « sans armes nucléaires » et laissant dans l'ombre la réponse positive donnée par Pékin à la demande de Pyongyang de négocier l'abandon de son programme. « Nous n'avons rien exclu complètement », a concédé le haut responsable anonyme, tout en réaffirmant que la violation de l'accord de 1994 par la Corée du Nord n'incite pas à lui faire confiance pour négocier un nouvel arrangement.

Patrick Jarreau

■ La chaîne de télévision américaine CNN a annoncé, vendredi 25 octobre, que l'Irak avait décidé d'expulser plusieurs de ses journalistes, dont la directrice du bureau de Bagdad, Jane Arraf, après s'être plainte de la couverture de la crise par la chaîne américaine. Ils ont été sommés de quitter Bagdad lundi au plus tard. CNN dispose d'un bureau à Bagdad depuis douze ans. - (AFP.)

SPORT+ C'EST PLUS DE FOOT EUROPÉEN EN DIRECT

LA LIGA / LA PREMIER LEAGUE / LE CALCIO / LA BUNDESLIGA



Disponible sur CANALSATELLITE et les meilleurs réseaux câblés.

Sport+ POUR CEUX QUI VEULENT PLUS DE SPORT

Brésil : Lula plus que jamais favori de l'élection présidentielle

Le scrutin de dimanche 27 octobre devrait consacrer la victoire du candidat du Parti des travailleurs. Sur les vingt-sept Etats, quatorze gouverneurs d'Etat doivent encore être élus au second tour, dont celui de l'Etat de Sao Paulo, poumon économique du pays

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

En ballottage très défavorable à l'issue du premier tour du 6 octobre, José Serra, le candidat du pouvoir, a bien tenté, en vue du round final du dimanche 27 octobre, de renverser la vapeur en ciblant sa campagne télévisée sur « l'incompétence » et « le manque de préparation » de son rival du Parti des travailleurs (PT), Luiz Inacio Lula da Silva, arrivé en tête avec 46,40 % des voix. La faillite financière de l'Argentine et l'instabilité institutionnelle au Venezuela de Hugo Chavez lui ont - en vain - servi d'épouvantails.

Restait le débat télévisé de la dernière chance, organisé vendredi 25 octobre sur TV Globo, la principale chaîne brésilienne. Englué en permanence dans des duels de chiffres et de statistiques sur des sujets aussi arides que le financement de l'accession au logement, la réforme de la Sécurité sociale ou les carences de l'assistance médicale, le morne spectacle n'aura probablement guère d'influence sur le verdict anticipé par les instituts de sondage.

Donné vainqueur dans un fau-



Les deux candidats à l'élection présidentielle de ce dimanche, le favori, Luiz Inacio da Silva (Parti des travailleurs, à droite sur la photo), et José Serra (le candidat du pouvoir), juste avant leur dernier face-à-face télévisé, vendredi 25 octobre, sur la chaîne privée TV Globo.

teuil avec plus de 60 % des intentions de vote, Lula s'est attaché à multiplier, entre les deux tours, les meetings dans les Etats - huit sur quatorze - où le candidat du PT était en lice pour le deuxième tour de l'élection des gouverneurs. Au premier tour, le PT avait conservé l'un des trois sièges qu'il détenait,

et conquis celui du Piauí, l'un des Etats les plus pauvres du Brésil, dans le Nordeste. La puissance de la « vague rouge » surgie dans le sillage de Lula, qui a déjà fait du PT le premier groupe parlementaire de la Chambre fédérale, se mesure également à cette aune.

En prévision du « changement

très fort » qu'il pressent, Fernando Henrique Cardoso, le président sortant, très discret durant la campagne, a mis l'accent ces derniers jours sur la « tranquillité du processus électoral ». Dans le but de faciliter la passation de pouvoirs avant l'intronisation, le 1^{er} janvier 2003, de son successeur, une « commis-

sion de transition », d'une cinquantaine de représentants du président élu, sera installée dès mardi. Arminio Fraga, le gouverneur de la banque centrale, et Erevardo Maciel, le directeur de la Recette fédérale (les services fiscaux), seront les principaux interlocuteurs de cette nouvelle équipe.

MILIEUX D'AFFAIRES SATISFAITS

Cette dernière, selon un porte-parole du gouvernement, aura un « avis prépondérant » dans le traitement de deux dossiers : les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) ayant trait à l'accord signé en septembre 2002 (assorti d'un prêt de 30 milliards d'euros libérable sous conditions jusqu'à la fin 2003), et l'appel d'offres de 700 millions d'euros - dont Dassault Aviation est l'un des favoris - relatif à la modernisation programmée des forces aériennes brésiliennes.

A la veille du scrutin, le marché des changes, soumis depuis des mois à de violentes turbulences, connaissait par ailleurs une sensible accalmie, illustrée par le repli en trois jours de près de 5 % du dollar par rapport au real. Ce reflux

est d'abord motivé par l'excédent courant - record historique - de 1,22 milliard d'euros enregistré en septembre. Grâce essentiellement à la croissance accélérée du solde du commerce extérieur (7,86 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année), qui compense la réduction prévue cette année de 20 % des investissements étrangers directs, le real semble en passe de mieux résister aux attaques spéculatives nourries par la crainte d'un moratoire sur la dette publique.

Les milieux d'affaires ont d'autre part accueilli avec satisfaction les récentes déclarations d'Antonio Palocci, coordinateur du programme de gouvernement du candidat du PT, sur « la nécessité d'un ajustement fiscal bien ordonné en 2003, sans céder à la tentation inflationniste ». « Il n'y aura, a-t-il déclaré au quotidien économique Valor, aucun choc, aucune expérimentation, aucune mesure hétérodoxe. » L'augmentation envisagée à partir d'avril 2003 du salaire minimum de 65 euros à 80 euros n'est déjà plus à l'ordre du jour.

Jean-Jacques Sevilla

Les espoirs des « sans-terre » à la veille du scrutin

SAO PAULO

de notre envoyé spécial

A la frontière des communes de Sao Paulo et de Casamar, au campement de « La terre sans maux », la

REPORTAGE

Le MST est la principale force d'opposition au président sortant

« salle de réunion » du Mouvement des sans-terre (MST) se résume à un abri rudimentaire fait d'une armature de branchages coiffée d'une toiture de chaume et de toiles en plastique. Aux alentours, quelque 450 baraques recouvertes de bâches noires - propices à l'effet de serre - s'agrippent aux flancs poussiéreux d'un minuscule vallon. Certaines arborant le slogan : « Agora é Lula » (« Maintenant c'est Lula »). Grand favori des sondages face à José Serra, ancien ministre de la santé et représentant du gouvernement, Luiz Inacio Lula da Silva, le candidat du Parti des travailleurs (PT), est ici assuré de remporter un franc succès à l'occasion du deuxième tour de l'élection présidentielle, ce dimanche. Grâce au soutien actif de la Conférence épiscopale nationale, le MST est en effet devenu, au nom de la lutte pour la réforme agraire et tout au long de ces huit dernières années, la principale force d'opposition au président sortant Fernando Henrique Cardoso.

« LULA, IL EST COMME MOI »

En multipliant les invasions de propriétés foncières sous-exploitées et les squats de sièges régionaux de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Incra), ses militants n'ont cessé de tenir les avant-postes sur le front des revendications sociales auxquelles Lula, s'il est élu, va devoir répondre en priorité. Dans tous les cas, le MST, de plus en plus indépendant à l'égard du PT, fait figure d'épouvantail à cause de sa capacité de mobilisation et d'organisation.

C'est à l'initiative des services d'assistance sociale de la paroisse de Maua, ville industrielle de la banlieue de Sao Paulo, où il vivait dans un taudis avec son épouse et sa fille, que Joel Barbosa, boulanger-pâtisier au chômage depuis trois ans, a participé, le 20 avril, à la fondation du campement de la « La terre sans maux ». Le terrain de 300 hectares occupé sous l'égide du MST appartient à la Sabesp, la société d'économie mixte chargée de la distribution d'eau et de l'entretien des égouts, qui comptait y aménager une décharge publique. L'ar-

rêté d'expulsion émis par la justice étant resté lettre morte, Joel Barbosa y a construit sa cahute et délimité son lopin de terre. En six mois, une sorte de favela rurale est née.

« Je ne sortirai d'ici que si j'obtiens ailleurs un lot garanti par les autorités. Avec Lula, je crois que ce sera plus facile. J'ai toujours voté pour lui parce qu'il connaît bien nos problèmes. Il est comme moi du Nordeste », raconte Joel Barbosa, natif d'une petite bourgade de l'Etat de Pernambouc. Originaire de la même région, la plus pauvre du Brésil, José da Silva, dix-neuf ans, partage son point de vue. Ancien chiffonnier à Campinas, à 100 km de Sao Paulo, il a rallié le MST « pour fuir la drogue et la violence urbaine ». Il rêve lui aussi de décrocher un bout de terrain pour y installer sa mère.

La victoire annoncée de Lula est cependant loin d'être perçue chez les dirigeants du MST comme une sorte de « grand soir », car l'alliance électorale scellée par le candidat du PT avec le Parti libéral a passablement faussé les repères.

Le profil bas adopté durant la campagne par les dirigeants du MST, concerné comme les syndicats par le « pacte social » que Lula se dit seul en mesure de négocier en tant que président, tranche au demeurant avec les discours incendiaires des leaders du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST), autre organisation d'exclus née il y a huit ans avec la bénédiction de l'épiscopat. Distant d'une vingtaine de kilomètres de « La terre sans maux », le campement « Carlos Lamarca », du nom d'un ancien guérillero mort dans une embuscade en 1971 pendant la dictature militaire (1964-1985), jouxte un bucolique ensemble résidentiel dénommé « Parc des princes ». Près de 10 000 personnes s'entassent sous un soleil de plomb dans des taudis cubiques de planches et de bâches invariablement noires. Sur ce terrain vague que se disputent en justice deux entreprises privées, l'atmosphère est autrement plus sinistre que chez les sans-terre. Les affiches du PT bien plus rares.

L'instinct de révolte, qui se nourrit ici de la misère extrême, se lit dans le regard de Gilson Oliveira, un jeune Noir de vingt-quatre ans. Membre de la coordination du campement, il a fait ses classes d'activiste pendant six ans dans une organisation étudiante. Pour lui, la probable élection de Lula « ne représente pas grand chose, car le PT s'est allié à la bourgeoisie ». « Les sans-toit qui ont leur carte d'électeur vont logiquement voter Lula, mais s'il le faut, quel que soit le président, on descendra dans la rue pour canaliser l'indignation du peuple. Peut-être que le recours aux armes sera la solution finale ? »

J.-J. Sé.

NOÉ PRODUCTIONS PRÉSENTE

ENQUÊTE SUR LE MONDE INVISIBLE

Sur notre planète des êtres humains
communiquent avec des êtres invisibles.

SOMMES-NOUS SEULS DANS L'UNIVERS ?

UN FILM DE
JEAN MICHEL ROUX

WWW.LEMONDEINVISIBLE.COM

En coproduction avec BAC FILMS, avec la participation de FILM OFFICE et la collaboration de TPS et MULTIVISION. Image JEAN-LOUIS VIALARD - Son PIERRE CHOUKROUN, ERIC MAUER, JÉRÔME THIAULT - Mixage BRUNO TARRIÈRE - Montage JOSEPH LUCIDE - Assistante Réalisation MIREYA SAMPER - Musique BIOSPHERE, HECTOR ZAZOU - Produit par FREDERIQUE DUMAS et MATHIEU BOMPOINT. Un film écrit et réalisé par JEAN MICHEL ROUX.

TPS STAR BOF disponible chez NOÉ MARS

© Noé Productions - Bac Films 2002



AU CINÉMA LE 30 OCTOBRE



La mort d'un sénateur fragilise les démocrates américains

WASHINGTON. Le sénateur Paul D. Wellstone (démocrate, du Minnesota), l'une des figures libérales du Sénat, a trouvé la mort, samedi 26 octobre au matin, dans un accident d'avion qui a également coûté la vie à sa femme et sa fille.

La disparition soudaine de Paul Wellstone, 58 ans, candidat à sa réélection face à l'ancien maire de Saint Paul, Norm Coleman, est un coup dur pour les démocrates, qui disposent d'une seule voix de majorité au Sénat et comptent sur sa victoire pour la conserver. A quelques jours des élections du « mid-term », la question est de savoir qui ils désigneront pour représenter leur couleur. - (AP.)

DÉPÊCHES

■ **CENTRAFRIQUE : des tirs nourris ont retenti**, vendredi 25 octobre après-midi, dans la capitale Bangui, où des soldats gouvernementaux ont dû faire face à une attaque surprise d'éléments rebelles, ont rapporté des habitants. Les tirs n'avaient pas repris, samedi au lever du jour. Des témoins avaient affirmé avoir reconnu parmi les assaillants des partisans de l'ancien chef d'état-major, François Bozizé, réfugié au Tchad il y a un an. - (AFP.)

■ **COMPÉTENCE UNIVERSELLE : la Cour de cassation a rejeté**, jeudi 24 octobre, le pourvoi de l'officier mauritanien Ely Ould Dah et renvoyé l'affaire devant la cour d'assises pour crimes de torture sur le fondement de la compétence universelle. Une plainte avait été déposée, en juin 1999, au nom de deux victimes, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue des droits de l'homme (LDH), soutenues par des associations mauritaniennes, contre le militaire qui à cette époque résidait en France. Les associations l'accusaient de s'être livré à des actes de torture à la prison de Jeïdra en 1990 et 1991. Mis en examen en juillet 1999 puis libéré sous contrôle judiciaire, Ely Ould Dah s'est enfui. C'est néanmoins la première fois qu'est consacré, en France, l'article 689-1 du code pénal qui établit la compétence universelle des tribunaux français pour des actes de torture, même commis à l'étranger par un étranger.

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Abraham Serfaty

Réagissant à la correspondance de Mahmoud Archane (candidat lors des élections législatives qui se sont tenues fin septembre au Maroc), publiée dans nos éditions du 24 octobre où il démentait avoir un passé de « tortionnaire », nous avons reçu la lettre suivante d'Abraham Serfaty, qui fut prisonnier d'opinion au Maroc durant dix-sept ans :

Je puis attester que j'ai été torturé dans les locaux du service urbain de la police judiciaire de

Rabat fin janvier 1972, alors que Mahmoud Archane était le chef du service régional de la police judiciaire de Rabat dans ce même bâtiment et était le « patron » de l'antenne dudit service urbain. Je puis également témoigner que ma sœur Evelyne a été torturée dans ces mêmes locaux début octobre 1972, alors que Mahmoud Archane assumait les mêmes fonctions. Elle est morte deux ans plus tard, et ses tortures ont joué leur rôle dans cette mort.

Les Quinze entérinent leurs propositions financières pour permettre l'élargissement de l'UE

L'accord franco-allemand sur la PAC a suscité de vives critiques britanniques à Bruxelles mais a levé le dernier obstacle pour boucler les négociations avec les pays candidats en décembre

BRUXELLES

de notre bureau européen
« Une chose était d'avoir un accord à deux, une autre était d'avoir un accord à quinze. » A l'issue du sommet de Bruxelles, vendredi 25 octobre, le président Jacques Chirac a dû constater qu'un accord franco-allemand ne suffisait pas à emporter l'adhésion immédiate de tous les partenaires. La veille, Français et Allemands s'étaient mis d'accord pour régler leur querelle agricole, levant le dernier obstacle à l'élargissement de l'Union. Dans la délégation française, on pavait à l'idée que, une fois de plus, le « moteur » franco-allemand allait être « irrésistible », comme l'assurait un diplomate français. Fort de cet accord, Paris allait pouvoir faire plier les Britanniques et les Espagnols, les premiers sur leur « chèque », les seconds sur les avantages qu'ils retirent des aides régionales.

Ce scénario n'a été que partiellement vérifié. La dynamique franco-allemande est effectivement relancée, et c'est grâce à elle que le sommet de Bruxelles, que tout le monde disait voué à l'échec, a atteint son objectif : les Quinze se sont mis d'accord sur une proposition financière aux pays candidats, et pourront clore les négociations d'adhésion lors du sommet de Copenhague, mi-décembre. En revanche, Français et Allemands ont dû renoncer à une partie de leurs ambitions, et le sommet que l'on pensait bouclé rapidement a duré jusqu'en fin d'après-midi : ils n'ont pu convaincre leurs partenaires de s'engager eux aussi à faire, le moment venu, des efforts pour faire face au coût de l'élargissement. Paris avait souhaité faire préciser que « le principe de stabilité », auquel il a souscrit pour la politi-

que agricole commune (PAC), devrait s'appliquer aux autres aspects du budget communautaire, dans une allusion claire aux aides régionales et au rabais britannique. Devant la mobilisation des pays du Sud et du Royaume-Uni, cette phrase a été supprimée.

« Sans cela, il n'y aurait pas eu d'accord », a résumé Jean-Claude Juncker, le premier ministre luxembourgeois, ajoutant : « Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006. » Le premier ministre britannique, Tony Blair, était à la fois furieux de l'offensive franco-allemande et soulagé que toute allusion au rabais ait été supprimée des conclusions du Conseil. « Le rabais n'est pas un sujet à l'ordre du jour », a-t-il affirmé. Jacques Chirac a répliqué que les Britanniques vont « être dispensés de payer les deux tiers des dépenses dues à l'élargissement. C'est une situation qui n'est pas convenable, et que rien ne justifie ».

« UN BEL ÉCRAN DE FUMÉE »

Certains estimaient que la France a essuyé une défaite sur ce point, alors qu'un proche de Romano Prodi, le président de la Commission européenne, donnait cette explication florentine : « Il ne pouvait pas y avoir de négociations qui anticipent les décisions qui seront prises en 2006 [lorsqu'on négociera le cadre financier de l'Union pour la période 2007-2013]. Le rabais britannique, c'était un bel écran de fumée destiné à sauver la PAC : Chirac a obtenu une très grande victoire. »

Soulagement dans les pays candidats

Les propositions des Quinze sur le financement de l'élargissement de l'Union entre 2004 et 2006 seront présentées, lundi 28 octobre à Copenhague, aux chefs d'Etat et de gouvernement des treize pays candidats par le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, et le président de la Commission, Romano Prodi. Les premières réactions à l'accord de Bruxelles ont été positives, même si les propositions ne sont pas perçues comme très généreuses. Les dix pays qui devraient entrer dans l'UE en 2004 se sont vu reconnaître le droit à percevoir aussitôt des aides directes pour la PAC, mais seulement progressivement. L'enveloppe proposée pour la politique régionale a été ramenée à 23 milliards d'euros. « C'est une grande réussite que les Quinze aient finalement trouvé un langage commun », a estimé le ministre polonais des affaires étrangères, mais a ajouté son collègue slovène : « Des négociations difficiles nous attendent maintenant. Il sera important de respecter le principe de solidarité entre les candidats, ensemble nous pouvons obtenir d'avantage. »

Un « signal positif » à l'égard de la Turquie

BRUXELLES

de notre bureau européen
Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze ont adressé, vendredi 25 octobre, à la Turquie le signal politique « le plus positif possible », comme l'avait souhaité le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, sans aller jusqu'à offrir à Ankara une date pour l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE). Aucun d'entre eux n'a proposé de fixer cette date à l'occasion du sommet européen de Bruxelles, même si certains pays (l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Grèce) pourraient être enclins à franchir ce pas sous certaines conditions, à l'occasion du sommet européen de Copenhague, à la mi-décembre.

Tous ont estimé qu'il était trop tôt pour s'engager plus avant, du moins tant que les élections turques du 3 novembre n'ont pas levé l'incertitude quant à l'orientation pro-européenne du prochain gouvernement. Les dirigeants d'Ankara ont compris ainsi : « En attendant, ils jouent la montre. Il faut nous montrer patients », a commenté le premier ministre turc, Bülent Ecevit. Cette réaction conciliante a été assombrie par la menace à peine voilée du ministre turc des affaires étrangères : « Si l'Union ne prend pas la décision d'entamer des négociations d'accession avec la Turquie en 2003, les relations UE-Turquie souffriront et la Turquie devra reconsidérer tous les aspects de ses relations avec l'Union », a souligné Sukru Sina Gurel.

Cette allusion vise deux contentieux entre les Quinze et Ankara : d'une part, le blocage des négociations intercommunautaires sur l'avenir de Chypre, île divisée qui doit entrer dans l'Union en 2004, avec ou sans réconciliation entre chypriotes grecs et turcs ; d'autre part, l'impasse actuelle sur les « arrangements

permanents » entre l'Union européenne et l'Alliance atlantique, qui freine la montée en puissance de la défense européenne. Pesant chaque mot au trébuchet, les Quinze ont « salué » les « mesures importantes » prises par la Turquie en vue de réunir les critères politiques de Copenhague (démocratie, droits de l'homme, etc.), ainsi que le fait qu'Ankara est « allé de l'avant » s'agissant des critères économiques, un double mouvement qui a « avancé l'ouverture de négociations d'adhésion » avec la Turquie.

La nature de l'accord sur la PAC reste pourtant soumise à des interprétations radicalement divergentes. « Les règles de la PAC ne seront pas modifiées jusqu'en 2006 », a assuré M. Chirac. Pour les années suivantes, les dépenses seront « stabilisées à un niveau qui paraît convenable », car elles seront établies sur la base des plafonds financiers décidés lors du sommet de Berlin (mars

1999) et non pas sur les dépenses réelles, qui seront inférieures. Il n'empêche, la France a dû faire une forte concession par rapport à l'accord franco-allemand : le plafond des dépenses agricoles progressera à un rythme de 1 % par an, inférieur à l'inflation. C'était une condition exigée par « nos amis hollandais », a reconnu M. Chirac. Les Pays-Bas, en pleine crise politique, souhaitent réduire leur contribution financière au budget européen. « Nous avons décroché le principe d'une dégressivité des aides », s'est réjoui Jan Peter Balkenende, le premier ministre démissionnaire.

Tony Blair vitupérait, vendredi, la PAC, qui doit être réformée, selon lui, avant 2006. « Il est essentiel que l'Union européenne soit capable de faire une offre défendable » dans le cadre des négociations de l'Organisa-

tion mondiale du commerce en 2004, a-t-il expliqué. « On comprend les soucis de certains pays pour protéger leurs agriculteurs, mais le monde va dans une seule direction : la libéralisation. La PAC est mauvaise pour les pays en développement », a-t-il ajouté. Quant à la révision à mi-parcours des aides de la PAC, prévue pour 2003 au sommet de Berlin, elle fait toujours l'objet de divergences. La Commission estime que sa proposition de réforme reste d'actualité. Le président Chirac en rejette les dispositions les plus audacieuses, tout en admettant qu'un toilettage est prescrit par l'accord de Berlin.

Tout porte donc à croire que la foire d'empoigne à propos des aides agricoles, du rabais britannique et des aides régionales reprendra bien avant 2006. Politiquement, cependant, Français et Allemands ont fait basculer le rapport de force en leur faveur : les premiers ne peuvent plus être accusés de s'arc-bouter sur la défense corporatiste de leurs agriculteurs, les seconds ne menacent plus de bloquer l'élargissement pour des raisons financières.

Jacques Chirac a tenté, avec un peu d'emphase, d'en tirer la leçon : « Pour progresser, la construction de l'Europe suppose un accord dynamique entre la France et l'Allemagne. Si l'accord existe, les choses vont de l'avant, et l'Europe fonctionne. Si cet accord n'existe pas, elle s'arrête. Ce n'est pas une volonté d'hégémonie, mais quand on oublie [cette vérité], on est durement rappelé à l'ordre par la réalité des choses », a conclu M. Chirac.

Gerhard Schröder, moins lyrique, s'est refusé de parler du moteur franco-allemand parce que, sinon, on passe son temps à dire qu'il est en panne, ou qu'il a des ratés. Mais il a expliqué que les relations entre les deux pays étaient « un élément central pour le développement européen », illustrant ses relations personnelles avec Jacques Chirac en vantant « sa grande connaissance de la culture africaine et asiatique »...

Arnaud Leparmentier, Jean-Pierre Stroobants et Laurent Zecchini

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

JEAN-CLAUDE JUNCKER

AFP

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

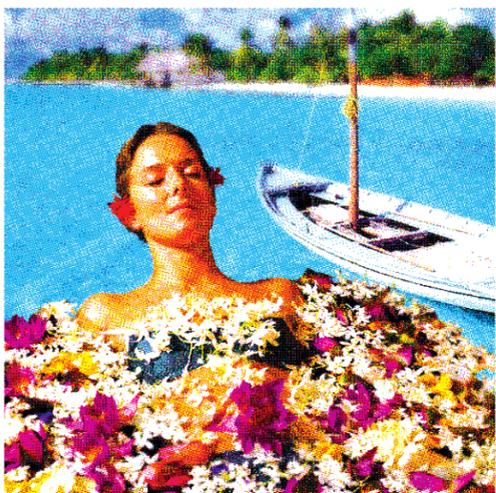
« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

« Il est évident que les fonds structurels et le chèque britannique seront soumis à examen en 2006 »

Prix de la meilleure compagnie d'Asie Centrale en 2002

Gagnez un séjour de luxe au Sri Lanka.

L'île qui a su marier la fleur de lotus à l'océan Indien



Sri Lanka Maldives

Après avoir exploré les mystères de l'océan, plongez

vous dans un bain de fleurs et d'huiles relaxantes. Telle est l'invitation de Sri Lankan Airlines

et de ses séjours "2 en 1". Explorez les eaux claires des Maldives, avant de découvrir les

côtés mystiques du Sri Lanka, une île réputée pour son écotourisme, ses sites historiques et

ses centres ayurvédiques*. Une expérience magique au-dessus

comme au-dessous du niveau de la mer.

Une expérience qui débutera dès que vous serez à bord de l'un de nos

appareils, les seuls à assurer régulièrement une liaison directe avec les Maldives et le Sri Lanka.

Pour tout renseignement, visitez notre site à l'adresse suivante : www.srilankan.lk

* Ayurveda: médecine traditionnelle à base de plantes et d'huiles essentielles.

You're our world

SriLankan Airlines

robustaflex

Reposez-vous à la surface de l'eau avec le lit Roba Aqua!

UT ROBA AQUA, SYSTEME DE CONFORT A EAU

Venez découvrir en exclusivité tous les bienfaits du lit à eau Roba Aqua. Doté de propriétés antirhumatismales, le Roba Aqua vous procure un confort exceptionnel. Il s'adapte automatiquement à votre morphologie quelle que soit votre position et élimine toutes tensions musculaires. Grâce à son système de chauffage, il diffuse une chaleur saine en hiver et une agréable fraîcheur en été. Autant de qualités pour vous offrir un sommeil réparateur. Ouverture exceptionnelle le dimanche 27 octobre.

TOPPER LE PLUS GRAND ESPACE CONFORT

À PARIS DEPUIS 1926

63, rue de la Convention 75015 Paris
Tél. : 01 45 77 80 40
M° Bouicault - Parking gratuit

Garantie Qualité Suisse

FRANCE - SOCIÉTÉ

LE GOUVERNEMENT

Le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, s'est rendu en **VISITE OFFICIELLE** en Corse, vendredi 25 et samedi 26 octobre, dans le cadre des Assises des libertés locales. Rencontrant de nombreux élus et habitants de

l'île, il s'est employé à convaincre que « si la Corse veut être précurseur, elle ne trouvera pas d'obstacles sur son chemin, si ce n'est celui de ses propres divisions ». Dans un **DISCOURS** prononcé samedi, en présence de

MM. Perben et Devedjian, M. Sarkozy a brandi la menace d'un **RÉFÉRENDUM** sur la création d'une collectivité unique, dans le cas où les élus locaux ne trouveraient pas d'accord. Les représentants des nationa-

listes n'ont pas pris part à ces consultations. Un nouveau **MOUVEMENT TERRORISTE**, qui se dénomme FLNC et conteste la légitimité du premier, revendique des attentats et brouille le paysage politique local.

M. Sarkozy appelle les Corses à se forger « un avenir brillant »

En visite dans l'île, vendredi 25 et samedi 26 octobre, le ministre de l'intérieur s'est efforcé de convaincre élus et habitants que le projet de décentralisation leur offre « les moyens de faire mieux que quiconque » et a affirmé qu'il ne tiendrait aucun compte du terrorisme

BORGO, AJACCIO
de notre envoyé spécial

La Corse peut être à l'avant-garde de la décentralisation à la mode Raffarin. C'est aux Corses de le décider, aux Corses de le mettre en œuvre. En deux jours de voyage sur l'île, vendredi 25 et samedi 26 octobre, Nicolas Sarkozy a beaucoup parlé. Plaidoyer pour le développement économique et social à Borgo (Haute-Corse), défense de la culture corse à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), appel à l'audace institutionnelle à Ajaccio : le ministre de l'intérieur a transformé les assises des libertés locales en tribune, pour y redire son « amour » pour la Corse, les espoirs qu'il fonde sur ses habitants ainsi que dans une méthode dont il a livré, samedi à Ajaccio, le principe : « Ce n'est pas à Paris, au cours de tractations secrètes, que va être débattu l'avenir institutionnel de la Corse. C'est ici, avec notre participation à tous. » Ou encore : « Le gouvernement ne décidera pas à votre place. »

Les élus locaux sont les premiers visés. M. Sarkozy veut les voir proposer, décider, faute de quoi... A Ajaccio, le ministre a cité en exemple le débat qui agite les partis sur la division actuelle de l'île en deux départements. M. Sarkozy a averti : en cas de blocage, « il n'y aura pas d'autre solution que de se tourner vers chaque Corse pour lui demander son sentiment et lui faire trancher une bonne fois pour toutes cette question ». Autrement dit : seule l'organisation d'un référendum permettrait alors de contourner la résistance des édiiles.

MOBILISATION RÉDUITE

Selon M. Sarkozy – rejoint samedi par le garde des sceaux, Dominique Perben, et le ministre délégué aux libertés locales, Patrick Devedjian –, le projet de réforme constitutionnelle sur la décentralisation offre un cadre adéquat à la Corse pour son développement. Il lui offre de prendre un peu plus son destin en main, notamment grâce à l'expérimentation et au transfert de pouvoirs législatifs à la région. La réforme ne noiera pas la Corse dans le lot commun des régions françaises, comme l'ont dit des nationalistes, assure en outre le ministre de l'intérieur. « Nous faisons mieux que lui donner un traitement préférentiel, a-t-il expliqué. Nous lui donnons les moyens, si elle le souhaite, de faire mieux que



quiconque. Si la Corse veut être précurseur, elle ne trouvera pas d'obstacles sur son chemin, si ce n'est celui de ses propres divisions. »

Les rencontres préparatoires aux assises, au cours des jours pré-

cédents, n'ont donné lieu qu'à une mobilisation réduite. La préfecture de région a dénombré 500 participants (sur les 260 000 habitants de l'île)... La venue de M. Sarkozy a déplacé plus de monde. Celui-ci

avait clamé son désir d'être « à l'écoute ». Il a pu entendre des entrepreneurs, des syndicalistes, des intellectuels, des artistes et des élus, qui, tous, lui ont rappelé les difficultés de développement propres à la Corse. Une population trop faible, une culture d'entreprise insuffisante, l'indivision des terres. Des fonctionnaires ont déploré, devant lui, la part trop importante du travail dissimulé, ou le fait que 40 % des Corses soient sans diplôme.

CHAÎNE NUMÉRIQUE TERRESTRE

Responsable d'une association, Danielle Mattei a stigmatisé les dangers de l'illettrisme. « Si l'on ne s'attaque pas à la formation des hommes, on ne débouchera sur rien », a-t-elle dit. « J'aimerais convaincre les Corses qu'ils peuvent avoir un avenir brillant », a répondu M. Sarkozy. Il a évoqué une rencontre, à la mi-décembre à Bruxelles, avec le président de la Commission européenne, Romano Prodi, où l'accompagneront des élus corses pour solliciter un statut fiscal plus favorable à l'île. Il a aussi abordé le retour à la zone franche supprimée par le gouvernement de Lionel Jospin.

Le ministre de l'intérieur s'est

également prononcé en faveur de l'insertion des Corses en Corse. Il a ouvert la possibilité de concours régionaux pour les fonctionnaires de catégories B et C. Mais il a surtout insisté sur les atouts pour un tourisme haut de gamme, et pour l'essor des techniques de commu-

ment » comprendre « que l'on veuille transmettre le corse à ses enfants, car c'est une part fondamentale de la culture corse ». Le ministre de l'intérieur a aussi tenu à mettre en garde contre « les ravages provoqués par la corruption [et] le racket » sur l'économie locale,

M. Raffarin « pas opposé » à un référendum

Jean-Pierre Raffarin n'est pas opposé à l'organisation d'un référendum en Corse sur l'éventuelle création d'une collectivité territoriale unique. « Si la volonté s'exprime d'avoir une seule collectivité territoriale, il n'y aura pas d'opposition à un référendum sur cette évolution », déclare le premier ministre dans un entretien publié, samedi 26 octobre, dans le quotidien *La Provence*. Tout en soulignant la nécessité que « les pratiques nationales soient respectées », M. Raffarin affirme que la Corse « doit sentir qu'il y a, au sein du gouvernement, une vraie volonté de développement de la Corse avec les Corses, pour la Corse, et le tout, non dans un système d'accusation, mais dans un système de confiance ». Le président (UMP) de l'Assemblée de Corse, José Rossi, a souhaité, vendredi, qu'un référendum soit organisé « avant l'été 2003 » afin de « consulter les électeurs de Corse » sur la création d'une collectivité unique et la suppression des conseils généraux.

Il s'est ainsi engagé à ce que l'Etat aide à la création d'une chaîne numérique terrestre. Il est vrai que Charles Capia, responsable du Medef pour la région, avait dénoncé, vendredi, le manque de financement dont souffre l'économie insulaire. Sur le terrain culturel, M. Sarkozy a déclaré « pleine-

sans qu'aucun de ses interlocuteurs n'ait abordé le sujet.

Mais c'est pour évoquer la violence que M. Sarkozy a eu les mots les plus durs. Parlant d'« exception corse dans ce qu'elle a de pire », il a dénoncé la « lâcheté » et l'« immobilisme », concluant cependant que le terrorisme était « un non-événement » et que le gouvernement n'en tiendrait aucun compte.

Entre Bastia et Porto-Vecchio, le ministre de l'intérieur a néanmoins fait étape à la gendarmerie d'Aléria, dont les garages avaient été la cible de l'un des attentats perpétrés dans la nuit du 17 au 18 octobre. A Ajaccio, où séjournait M. Sarkozy, une bombe a partiellement détruit une agence bancaire, samedi vers 3 h 30 du matin.

Le volontarisme du ministre n'a toutefois guère été mis en péril. Vendredi, les élus nationalistes ne sont venus lui porter la contradiction ni à Borgo ni à Porto-Vecchio. Seuls deux slogans bombés sur des murs au bord de la route – « Sarko des actes et vite. Liberta » et « Sarko, la berceuse, ça suffit » – témoignaient d'un mécontentement. L'intéressé a promis de revenir au début de 2003, pour un travail de synthèse. Il a proposé aux Corses « une ambition sur cinq ans avec des rendez-vous d'évaluation ». « S'il n'y a qu'une seule chance de réussir, indiquait-il en aparté, il faut la saisir. »

Ariane Chemin

Pascal Ceaux

L'enquête sur l'assassinat de François Santoni marque le pas

L'ENQUÊTE sur l'assassinat de François Santoni, le chef nationaliste tué le 17 août 2001 à Monacia-d'Aullène (Corse-du-Sud), n'avance guère, suscitant quelques tensions entre la haute hiérarchie policière, qui rêvait d'offrir une arrestation à Nicolas Sarkozy lors de son premier voyage officiel sur l'île, à la fin de juillet, et les juges d'instruction antiterroristes. Le ministre de l'intérieur avait lui-même suggéré l'imminence d'un dénouement, le 22 septembre, en expliquant, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », que « les assassins de tout le monde doivent être rattrapés, de M. Santoni ou les autres ».

La conclusion rapide de l'enquête avait pour M. Sarkozy deux avantages. D'abord, disculper le mouvement nationaliste avec lequel il souhaitait discuter, puisque les enquêteurs excluaient la piste d'un meurtre commandité par Charles Pieri, ancien rival de François Santoni à la tête du FLNC. Ensuite, donner la preuve que les concessions à venir – transfert des prisonniers, collectivité unique, concours régionaux de fonctionnaires – vont de pair avec le respect de l'ordre. « Le dialogue sera d'autant plus sincère et libre, expliquait le ministre, que les actions policières auront été menées sans calculs, sans faiblesse, avec beaucoup de fermeté. »

On est encore loin du compte. Le SRPJ d'Ajac-

cio et la DNAT avaient manqué, en juillet, celui qu'ils tenaient pour l'un des organisateurs du meurtre, Alain Robin, toujours en fuite depuis lors (*Le Monde* du 2 octobre). Ce garagiste de Porto-Vecchio avait mis de côté ses convictions nationalistes passées, mais semblait lié à des affaires de trafic de drogue. Les policiers s'étaient lancés sur sa piste à la suite d'un témoignage sur la voiture qui aurait servi aux tueurs et que l'on avait retrouvée calcinée. Pour les enquêteurs, Ange-Marie Orsoni, dit Angeot, décédé d'une crise cardiaque un mois après le meurtre, paraît lui aussi impliqué : il était, de fait, l'ennemi intime de François Santoni depuis que ce dernier l'avait accusé lors d'un interrogatoire, en 1996, d'être à l'origine de l'assassinat de son garde du corps.

EXPERTISE BALISTIQUE

Privés d'Alain Robin, les policiers ont multiplié interpellations et auditions. Après de nombreuses remises en liberté, l'ensemble s'est soldé par trois mises en examen, les 8 et 14 octobre, pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme, complicité d'assassinat et complicité de tentative d'assassinat », prononcées par les juges Gilbert Thiel et Laurence Le Vert. Transférés à Paris, Cédric Andreani et Michel Chiari, deux jeunes hommes originaires de Porto-

Vecchio, apparaissent comme deux voyous de moyenne envergure. Plus âgé, Sylvain Aletti, dit « l'Indien » en raison de sa coupe au carré et de ses yeux bridés, est un ami d'Alain Robin, et le patron de trois bistros et boîtes de nuit de Porto-Vecchio. Comme « Angeot » Orsoni, il était rangé du nationalisme. Les trois hommes devraient être interrogés début novembre, mais les charges retenues à leur encontre semblent légères.

Seul nouveau détail : une expertise balistique, ordonnée par le tribunal d'Ajaccio après un autre meurtre, comme l'a indiqué *Valeurs actuelles* le 18 octobre : celui de Dominique Rochard, le 1^{er} juin 2002. Ce dernier tenait un snack-discothèque, le Sun-Sea, à Aspretto. Lui ne s'était jamais mêlé de politique. Il venait, en revanche, d'acheter des parts le 11 mars de L'Imprévu, une boîte de nuit d'Ajaccio. La mise en scène de son assassinat – un guet-apens alors qu'il circulait en voiture sur la route de Valle-di-Mezzana, à 5 h 30 du matin – avait alerté les policiers. Rendue le 15 octobre, l'expertise est formelle : l'une des deux armes utilisées est un fusil d'assaut AK-47 (kalachnikov) avec « des étuis de même provenance » que dans « l'affaire François Santoni », indique le rapport.

Ariane Chemin

Pascal Ceaux

Un second FLNC conteste les interlocuteurs choisis par le ministère de l'intérieur

La course aux places pour les élections territoriales de 2004 ravive les tensions entre mouvements légaux et militaires

CERTAINS se retournent vers le début des années 1990, et craignent qu'on ne revienne à la « guerre civile ». D'autres, plus rares et plus optimistes, assurent que les « clarifications » sont salutaires et pourraient éviter une « nouvelle situation pré-Erignac », qui avait abouti à l'assassinat du préfet, en 1998, et que beaucoup commençaient à redouter. L'explosion du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) en trois morceaux, dont le dernier-né revendique 17 attentats préparés dans la nuit du 17 au 18 octobre par des militants rompus à cette pratique et répartis comme si des « secteurs » existaient déjà, à la

veille de la visite de Nicolas Sarkozy, complique en tout cas singulièrement la tâche du ministre de l'intérieur, arrivé place Beauvau avec la conviction que « c'est avec les ennemis d'hier qu'on fait la paix » et qu'on signe un « accord politique » (*Le Monde* du 26 juillet).

Depuis 1999, les nationalistes s'étaient engagés dans la voie de la réunification. C'était leur principale urgence. Le « FLNC-Union des combattants » avait réintégré en décembre la quasi-totalité des factions qui avaient pris leurs distances avec le Front. Un pacte politique de non-agression s'était scellé quelques mois plus tôt dans le « comité du Fium'orbu ». Cette

« réconciliation » avait abouti à la création d'Indipendenza, un nom en forme d'étendard pour fédérer une myriade de petits partis. Le chef de file du groupe nationaliste à l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, bénéficiait alors d'une situation relativement apaisée, et le premier ministre Lionel Jospin d'une trêve à peu près respectée. Même si François Santoni et ses amis, fâchés d'être tenus à l'écart du comité du Fium'orbu et du « processus de Matignon », avaient créé à l'été Armata corsa, aujourd'hui quasiment disparue.

FAUX NEZ OU SÉCESSION ?

La situation est désormais beaucoup plus confuse. Faux nez du FLNC chargé de faire « monter les enchères », ou vraie sécession ? Formé de quelques militants venus de Bastia et de Balagne, le FLNC dit des « anonymes », qui a assumé depuis 2001 des attentats, dont la caserne de CRS à Furiani, reste mystérieux. Le Front « nouveau » qui, au terme d'une sorte de putsch, revendique depuis le 22 octobre l'esprit, l'appellation et le sigle originel – le *ribellu*, un homme cagoulé et en joue – du FLNC est d'origine variée et possède de réelles zones d'influence, comme la « plaine orientale » et Ajaccio.

En accordant un préjugé favorable à M. Sarkozy mais en le mettant en garde contre la représentativité de ses interlocuteurs, dont ils critiquent certaines « dérives » (*Le Monde* du 26 octobre), ces « militants déçus » représentent une concurrence sérieuse pour le groupe nationaliste majoritaire.

Il ne s'y est d'ailleurs pas trompé. L'hebdomadaire *U Ribombu*, dans lequel Charles Pieri, l'ex-chef du FLNC libéré en mai, complimente régulièrement M. Sarkozy, anti-critique depuis quelques semaines les critiques internes dans ses articles.

Le malaise était sensible depuis quelques semaines. A Ajaccio, à la fin de l'été, quelques militants de poids, comme Patrice Murati, avaient pris leurs distances avec le mouvement et quitté Indipendenza. Mais des amis de M. Talamoni s'agaçaient aussi des manières voyantes de M. Pieri ou de ses supposés appétits affairistes. Quant au rapatriement de Christophe Pieri, le fils de Charles, de la maison d'arrêt des Baumettes à celle de Borgo, le 18 octobre, il fait figure de symbole. Légèrement justifié par sa prochaine comparution devant les assises pour le meurtre de Christophe Garelli, en 1998, il est devenu de fait le « premier prisonnier politique rapproché par

Sarkozy ». La mise en place d'une « assemblée nationale provisoire », grande affaire d'Indipendenza, suscite enfin quelques exaspérations. Chacun a compris que la *consulta* chargée de définir un corps électoral corse était surtout une chambre d'enregistrement des candidatures pour figurer sur la liste des territoriales, essentielles pour les nationalistes. Toute l'Assemblée

de Corse vient d'ailleurs de faire savoir à M. Sarkozy que le nouveau mode de scrutin pour les élections de 2004 ne devra pas, en Corse, défavoriser les petits partis. Les clandestins, même lorsqu'ils n'ont pas de vitrine légale, comme le troisième FLNC, veillent aussi au grain...

Ar. Ch.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale

MBA

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter le secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92
Website : <http://mba.sciences-po.fr> - E-Mail : mba@sciences-po.fr

CONCOURS PRISM

COMMUN À 7 ÉCOLES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

3 SESSIONS
19 MARS - 9 AVRIL - 14 MAI 2003

Cursus en 5 ans
Admission après BAC

www.concours-prism.com

N° Vert 0 800 16 20 17

RÉSEAU ISEG SUP : PARIS • BORDEAUX • LILLE
LYON • NANTES • STRASBOURG • TOULOUSE

Établissements Privés d'Enseignement Supérieur

ISEG

M. Raffarin assure que la décentralisation « n'est pas faite pour les experts »

En présence d'Alain Juppé et de Pierre Mauroy, le premier ministre a promis d'associer les communautés urbaines à la réforme

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les Assises des libertés locales, organisées vendredi 25 octobre à Marseille, ont accueilli en la personne de Jean-Pierre Raffarin un super-VRP de la décentralisation. Devant près d'un millier de personnes réunies au palais du Pharo, le premier ministre - accompagné du ministre délégué aux libertés locales, Patrick Devedjian - a cherché à convaincre que la décentralisation « n'est pas faite pour les experts et les spécialistes » mais « pour les citoyens ». Pour ce faire, l'ancien expert en communication s'est efforcé de « traduire » dans le langage courant les grandes lignes et les objectifs de « sa » réforme.

Dénonçant « l'empilement des structures et objets administratifs non identifiés », le chef du gouvernement s'est interrogé - « comment faire pour traiter la complexité ? » - avant d'apporter lui-même la réponse : « Il faut mettre de la proximité pour que ce soit plus facile. » Soit, en langage médical : « Il faut éviter la congestion cérébrale. »

Pour attirer le chaland, le principe de « subsidiarité » est devenu la « proximité ». « On ne fait monter que ce qui a besoin de monter », explique M. Raffarin, avant d'évoquer en ces termes les mérites de la régionalisation du transport ferroviaire : « La CGT d'en bas a convaincu la CGT d'en haut. » Après l'expérimentation, destinée à « lever les peurs », et le « devoir de péréquation de l'Etat, qui doit s'occuper des territoires les plus fragiles », le premier ministre a assuré de sa volonté de respecter l'autonomie financière des collectivités locales.

Après cet exercice de vulgarisation, M. Raffarin s'est attelé à deux autres objectifs, qui vont de pair : dépolitisation et recherche du



Vendredi 25 octobre, aux Assises des libertés locales, qui se tenaient au palais du Pharo, à Marseille, Jean-Pierre Raffarin en pleine discussion avec Michel Vauzelle, président (PS) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et premier adjoint au maire (UMP) de Marseille, Jean-Claude Gaudin.

consensus. En l'espèce, rien de tel que la bonne chair et la convivialité d'un repas pour préparer les esprits. Les membres de l'association des présidents de communautés urbaines - le « club le plus chic de la décentralisation », selon l'expression de M. Raffarin - ont donc été réunis à l'heure du déjeuner.

Face au premier ministre, qui était assis à côté du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault (Nantes), voisinaient les deux anciens premiers ministres Alain Juppé (UMP, Bordeaux) et Pierre Mauroy (PS, Lille). A la même table figurait l'hôte de la journée, le maire et président de la communauté urbaine de Marseille, Jean-Claude Gaudin, les trois ministres du cru - Jean-François Mattei, Renaud Muselier et Hubert Falco - ainsi, notamment, que le socialiste Gérard Collob (Lyon) ou encore Alain Lam-

bert, ministre du budget et président de la communauté urbaine d'Alençon.

Le premier ministre s'est fait un plaisir de mettre tout ce petit monde dans sa poche en début d'après-midi, en accédant à deux de leurs revendications communes : les dotations globales de fonctionnement ne seront pas réduites en 2003, et les communautés urbaines seront associées à la réforme de la décentralisation. « Un bel amendement de MM. Mauroy et Gaudin au Sénat, je crois que cela aurait de la gueule », a souri M. Raffarin.

Maintenus à distance respectable par les forces de police, quelques milliers de personnes ont manifesté, à l'appel de plusieurs syndicats, dont la CGT, la CFDT et SUD, pour dénoncer la tenue des « assises de la régression sociale ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Les chevènementistes divisés sur l'avenir du Pôle républicain

Trois tendances s'affrontent sur le positionnement politique du parti

CORSE, Irak, projet de loi sur la sécurité intérieure : pour quelqu'un qui avait exprimé le souhait de « prendre un peu de champ » après sa défaite à l'élection présidentielle, Jean-Pierre Chevènement est sur tous les sujets et tous les fronts. Il est plus discret et paraît moins à l'aise sur l'avenir de son parti, le Pôle républicain, qui tenait des assises samedi 26 octobre aux Ulis (Hauts-de-Seine). Quatre mois après l'échec de sa candidature et la déroute de son mouvement aux élections législatives (1,2 %), l'ancien député de Belfort a dû affronter les doutes, les désillusions et les désaccords des quelques centaines de militants qui lui restent fidèles.

Tous ne lui ont pas pardonné le brutal changement de pied qu'il leur a imposé le soir du 5 mai, après la défaite de la gauche. Les uns se sont sentis trahis, les autres floués par une conversion qu'ils jugeaient trop tardive. Certains, parmi les anciens cadres du Mouvement des citoyens (MDC), ont déjà pris leurs distances en créant l'Association pour la gauche républicaine (AGR) et prennent langue avec le courant Mélenchon-Emmanuel au sein du PS. D'autres ont pris courtoisement leurs distances, comme les communistes Rémy Auchédé, Anicet Le Pors ou Pierre Lévy. D'autres encore se sont évanouis dans la nature ou, comme Max Gallo, se sont mis en réserve. Enfin, la poignée de souverainistes de droite ralliés un temps à la cause ont, dès le 6 mai, bruyamment claqué la porte.

C'est dans ce paysage chamboulé, autour d'un leader qui, aux dires de ses proches, est encore « sommé » par son score du 21 avril, que le Pôle républicain va devoir se construire. Le pari est audacieux et, pour certains, perdu d'avance.

Une première revue des troupes

a eu lieu, au début du mois, lors d'une université d'été (*Le Monde* du 3 septembre). La question du positionnement politique du mouvement avait alors largement monopolisé le débat. Entre les tenants de « l'ancrage à gauche » prôné par les anciens cadres du MDC autour de Georges Sarre, battu dans sa circonscription parisienne en juin, et les partisans du « dépassement », animé essentiellement par l'ancien trotskiste François Morvan, M. Chevènement avait promis de présenter, dans la perspective d'un congrès, en décembre, « une synthèse dialectique ». Il n'est pas sûr que dans son état actuel, cette « synthèse

Sonnée par la défaite, la jeune génération reprend du poil de la bête

se », dont il a livré la primeur au *Figaro* vendredi 25 octobre, calme les doutes de ses troupes.

« Entre la droite libérale (...) et un Parti socialiste qui retombe dans ses vieux tropismes, a-t-il déclaré, il y a la place pour une formation républicaine, disponible pour une refondation républicaine de la gauche, mais seulement pour cela, et capable de rassembler bien au-delà. »

Faute d'avoir été tranché à la fin de l'été, ce débat - récurrent - devrait se poursuivre aux Ulis, au risque de l'enlisement. Les lignes de clivage se sont toutefois légèrement déplacées. Sonnée par la défaite, la jeune génération chevènementiste reprend du poil de la

bête. A l'instar de Karim Zéribi, longtemps tête de pont de M. Chevènement auprès des jeunes issus de l'immigration, qui refuse « le duo mortifère entre deux lignes inconciliables », un certain nombre de militants venus de l'extrême gauche, comme Eric Coquerel, ou du MDC, comme Catherine Coutard, ont décidé de défendre leur propre ligne « d'ancrage à gauche ». Devraient se joindre à eux le député européen radical Michel Scarbonchi, le sénateur Paul Loridan et l'ancien juge d'instruction Eric Halphen, qui déclarait, dans *Libération* de samedi, vouloir que le mouvement « s'ancore définitivement à gauche » pour « participer à la recomposition ».

« La question n'est pas de savoir s'il faut se reconstruire à gauche, estime M. Coquerel. Pour nous, elle est tranchée. Mais nous ne voulons pas construire une chapelle et nous ne voulons pas non plus entretenir l'illusion que le Pôle républicain puisse être, à lui seul, un recours pour la gauche. Sur ce point, Chevènement cultive l'ambiguïté. » Pourfendeur de la « synthèse molle » qu'il sent poindre, M. Zéribi souhaite même que « Chevènement prenne vraiment du champ, qu'il intervienne, qu'il alimente, sans être partie prenante ».

Il ne reste guère que François Morvan et ses amis, dont certains sont issus de la droite, pour défendre « la logique de rassemblement », thème de la campagne présidentielle. « Elle doit être assumée jusqu'au bout, expliquent-ils. L'ancrage à gauche ne peut être perçu que comme une trahison. Et il n'y a pas aujourd'hui, hors du PS, d'espace pour une gauche républicaine. »

Christine Garin

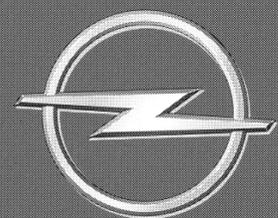
Opel Corsa Comfort 8 950 €*

Pack électrique de série ✖ 58 708,15 F*



- ✖ Vitres avant électriques à impulsion
- ✖ Verrouillage centralisé à distance
- ✖ Direction assistée asservie à la vitesse

- ✖ Siège conducteur réglable en hauteur
- ✖ ABS avec répartiteur de freinage (EBD)
- ✖ Airbags frontaux...



www.opel.fr Conso 1.0 12V (l/100 km) urbaine 7,2 / extra 4,7 / mixte 5,6 et CO₂ (g/km) 135
* Offre de 1 200 € déduite non cumulable réservée aux particuliers valable jusqu'au 31/12/02.

Opel. Des idées fraîches pour de meilleures voitures.

Nicolas Sarkozy déclare « ouvert » le débat sur la double peine

Son initiative met la gauche dans l'embarras

NICOLAS SARKOZY a décidé de prendre son camp politique et la gauche de vitesse en déclarant « ouvert » le débat sur la double peine. Lors de deux interventions, l'une sur France 2, l'autre sur France-Inter vendredi 25 octobre, le ministre de l'intérieur a envisagé un adoucissement de la double peine, cette mesure qui suppose qu'un étranger condamné soit également expulsé du territoire une fois sa peine purgée.

Sur France-Inter, Nicolas Sarkozy a estimé qu'il était « difficile, y compris pour des gens [au] passé judiciaire chargé, de les mettre dehors quand ils ont créé des liens en France ». Le ministre de l'intérieur envisage de n'appliquer la double peine que dans le cas d'étrangers auteurs d'un délit qui disposeraient d'un titre de séjour de moins d'un an. « Il est plus facile et plus juste de raccompagner quelqu'un qui ne parle pas un mot de

ble peine. Le collectif, baptisé « Une peine, point barre », a été lancé fin 2001 à l'initiative du réalisateur Bertrand Tavernier, auteur d'un film intitulé *Histoires de vies brisées*. Le coordinateur du collectif, Bernard Bolze, trouve « extrêmement positive » l'initiative de M. Sarkozy. « Cette question est aussi importante que celle de la peine de mort, explique-t-il. Il faut du courage aux responsables politiques pour s'en saisir, et on ne les soupçonnera pas de démagogie. »

Selon le collectif, 6 405 doubles peines ont été prononcées en 2000 et 2 638 exécutées. Dans 60 % des cas, la condamnation intervient plus de dix ans après la délivrance du premier titre de séjour. Dans 31 % des cas, les condamnés sont arrivés en France avant l'âge de six ans.

Pour expliquer son souhait d'adoucir la double peine, le ministre de l'intérieur a évoqué le cas récent de Chérif Bouchelaleg, qui semble l'avoir particulièrement influencé dans sa réflexion (*Le Monde* du 19 octobre). Le ministre de l'intérieur avait pris à son encontre un arrêté d'expulsion en juin, avant de l'abroger mi-juillet, puis de rouvrir une procédure d'expulsion. Finalement, M. Sarkozy a décidé, le 17 octobre, d'assigner M. Bouchelaleg à résidence. Celui-ci peut donc demeurer sur le territoire, à condition « de ne pas se rendre coupable d'un nouveau trouble de l'ordre public ».

Des personnalités politiques étaient intervenues : Etienne Pinte (UMP) avait demandé à Nicolas Sarkozy non seulement un « geste de clémence » individuel en faveur de M. Bouchelaleg, mais aussi un véritable débat sur la double peine. En juillet, François Bayrou (UDF) avait reçu les porte-parole du collectif contre la double peine et s'était engagé à intervenir à la rentrée auprès du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux.

L'initiative de Nicolas Sarkozy met la gauche dans l'embarras. Lionel Jospin avait attendu les jours précédant le premier tour de l'élection présidentielle, en avril, pour se déclarer, pour la première fois, favorable à la suppression de la double peine « dans certaines conditions ». Vendredi 25 octobre, tentant de reprendre l'initiative, Jack Lang (PS) a demandé à Nicolas Sarkozy d'« établir un moratoire » concernant la double peine, cette « législation qui déshonore notre pays ». Pour sa part, lors de la campagne présidentielle, Jacques Chirac s'était déclaré « pas favorable au changement de ce système », précisant que « personne n'y a véritablement d'intérêt, dans une époque où il y a une très grande crainte à l'égard de l'insécurité. »

Piotr Smolar

Lire aussi page 15

Une étude montre l'ambivalence des Français à l'égard de l'ENA

LA COMMISSION des finances de l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 25 octobre, un amendement du député (UMP) Louis Giscard d'Estaing, visant à diminuer de 5 millions d'euros les crédits de fonctionnement de l'ENA. Le député invoque, pour justifier cette restriction, « l'évolution envisagée des effectifs des services centraux de l'Etat dans le cadre de la décentralisation » qui conduirait, selon lui, à « réviser à la baisse les effectifs des promotions futures ».

Cette initiative intervient au moment où un sondage Sofres Cardinal (réalisé du 30 avril au 3 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes) à la demande de l'Association des anciens élèves de l'ENA, publié vendredi 25 octobre, marque l'attachement des Français à l'école. 70 % des sondés estiment qu'il faut certes, « réformer et adapter » l'ENA, mais 56 % jugent que sa suppression serait une « mauvaise chose », car elle ferait des hauts fonctionnaires « compétents », estiment 57 %. Les Français n'incriminent d'ailleurs pas les énarques lorsque des décisions nécessaires pour l'avenir du pays ne sont pas prises : le tort

Laetitia Van Eeckhout

Les soins alternatifs de l'unité de cancérologie pédiatrique de l'hôpital Avicenne sont mis en cause

Le docteur Nicole Delépine vient de remporter un procès en diffamation contre le directeur de l'institut Gustave-Roussy, mais son service reste menacé de fermeture

L'UNITÉ d'oncologie pédiatrique de l'hôpital Avicenne à Bobigny (Seine-Saint-Denis) est-elle en train de vivre ses derniers jours ? Seule unité en France à proposer une alternative thérapeutique dans le traitement des cancers chez l'enfant, l'adolescent et le jeune adulte, son existence est aujourd'hui menacée à cause « de graves difficultés d'organisation qui mettent en cause de façon très préoccupante la sécurité et l'accueil des patients », explique la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dans un communiqué publié vendredi 25 octobre.

Ces « difficultés » sont liées aux départs volontaires, au cours des deux derniers mois, de sept infirmières sur les treize que compte l'unité. Désormais, « l'accueil de nouveaux patients est suspendu » et celui, 24 heures sur 24, des malades en cours de traitement ne pourra pas se poursuivre au-delà du 31 octobre « si l'équipe infirmière n'est pas stabilisée », explique la direction de l'hôpital.

Dans un contexte général de pénurie d'infirmières particulièrement aiguë en Ile-de-France, l'affaire pourrait sembler banale. Mais, pour le docteur Nicole Delépine, responsable de cette unité, comme pour l'association Ametist, qui regroupe des parents d'enfants cancéreux, ce manque d'infirmières ne serait qu'un « prétexte » pour fermer une unité en guerre avec la Société française d'oncologie pédiatrique (SFOP) depuis près de vingt ans.

Pour Jean-Christophe Lagarde, député (UDF) de Seine-Saint-Denis, qui a posé une question sur l'unité de soins au ministre de la santé, mardi 22 octobre, à l'Assemblée nationale, « cette histoire est un scandale énorme de lobby ». Cet élu va d'ailleurs « demander une

enquête parlementaire sur le protocole de soins de la SFOP ».

Transférée en 1988 de l'ancien hôpital Herold à l'hôpital Robert-Debré, à Paris, puis, en 1998, à Avicenne avec, à chaque fois, une diminution de nombre de lits – neuf aujourd'hui –, l'équipe de Nicole Delépine, qui propose des traitements individualisés et non pas des protocoles standardisés – le plus souvent randomisés (par tirage au sort) – a toujours déran-

Gustave-Roussy de Villejuif (Val-de-Marne), l'un des plus importants centres anticancéreux (*Le Monde* du 16 septembre). Dans son jugement rendu vendredi 25 octobre, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a estimé que « M. Tursz, qui accusait Mme Delépine de « manipuler » les parents, de « ne pas avoir les compétences requises » pour exercer son activité et d'être une « fraudeuse scientifi-

autres centres de soins – le tribunal relève qu'un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) réalisé en février 2002 sur le fonctionnement de l'unité d'Avicenne pointait déjà « une comparaison contestable opérée entre des études réalisées selon des méthodologies et des degrés de rigueur scientifique variables ».

UN « PROJET D'EXPERTISE »

Face au risque de fermeture de cette unité, une évaluation scientifique indépendante des différences de pratiques thérapeutiques du docteur Delépine et du protocole national serait sans doute nécessaire pour comprendre enfin si cette affaire est celle d'un pot de terre contre un pot de fer ou celle d'une marginale dont l'obstination n'est pas médicalement justifiée.

Le ministère de la santé assure qu'un « projet d'expertise européenne » est en cours. Selon une source proche du dossier, un très récent rapport d'audit interne comporterait des témoignages d'infirmières accablants sur le fonctionnement du service. En attendant, au bout d'un couloir du pavillon Charcot à Avicenne, dans des locaux terriblement exigus, les patients et leurs parents s'angoissent.

Arrivés dans cette unité après avoir cherché par eux-mêmes sur Internet ou par bouche-à-oreille une autre manière de soigner leur enfant, les parents refusent catégoriquement l'idée de le voir transféré ailleurs. « A la fin du protocole, les médecins m'ont dit que plus rien n'était possible pour sauver ma fille. Trouver Avicenne a été un soulagement. On sait que rien n'est sûr, mais au moins elle est traitée différemment et individuellement », témoigne une mère.

Sandrine Blanchard

Une enquête sur les « enfants cobayes »

Deux journalistes, Pierre Lacombe et Loïc Dufour, ont publié en mars une enquête minutieuse sur le fonctionnement des services de cancérologie de l'enfant. Dans leur livre, intitulé *Enfants cobayes, cancer de l'enfant : enquête sur les dérives d'un système* (éditions Michalon), ils s'interrogent sur « les essais thérapeutiques randomisés [tirés au sort] qui sont devenus une règle indiscutable ». Plusieurs témoignages de parents, qui accusent des médecins de ne pas leur avoir dit toute la vérité sur les traitements qu'ils pratiquaient sur leur enfant et sur les autres possibilités de soins, ont incité les deux auteurs à « essayer de comprendre » la prise en charge des enfants cancéreux.

A propos de la bataille des cancérologues contre l'unité de Nicole Delépine à l'hôpital Avicenne, le lecteur découvre des déclarations étonnantes, notamment de Thierry Philip, président de la Fédération nationale des centres de lutte contre le cancer : « Si elle a raison, quel scandale pour les enfants, si elle n'a pas raison, ma foi, est-ce bien grave ? »

gé. Si elle a obtenu le soutien de spécialistes en France, tel le professeur Lucien Israël, et à l'étranger, notamment le professeur américain Gerald Rosen, elle s'est attiré les foudres de cancérologues français réputés qui remettent en cause ses méthodes de traitement et la fiabilité des résultats.

« MANIPULATION CYNIQUE »

Dans son long combat en faveur du droit à une alternative thérapeutique, le docteur Delépine a remporté partiellement une première bataille à l'occasion du procès en diffamation qu'elle a intenté à Thomas Tursz, directeur de l'Institut

« échoué dans son offre de preuves ».

Néanmoins, si le tribunal condamne M. Tursz à une amende de 1 500 euros, il retient le délit de diffamation publique uniquement pour l'imputation de « manipulation cynique des parents et des jeunes patients ». Pour les deux autres griefs, le tribunal a relaxé M. Tursz, considérant qu'il doit « bénéficier de l'excuse de bonne foi ».

S'il n'appartient pas aux juges de se prononcer sur la vérité des résultats avancés par M^{me} Delépine – qui assure avoir, sur certaines affections, un taux de guérison de 20 % à 30 % supérieur à ceux des

Les portraits des accusés des attentats de 1995 restent flous

Un expert décrit Boualem Bensaïd comme « une personnalité fruste, sans envergure théorique »



IL A DIT cela comme on donne un conseil, comme on exprime un souhait, un besoin aussi. « C'est le dernier jour, a prévenu le président de la cour d'assises spéciale, Jean-Pierre Getti, en s'adressant vendredi 25 octobre aux deux auteurs présumés des attentats de 1995. Tout a été dit, examiné, tout n'a pas forcément été compris. On juge des actes, mais derrière les actes, il y a des hommes. Si vous voulez vous expliquer, si vous avez des choses à nous dire, c'est aujourd'hui, c'est le moment. »

Ce fut d'abord le tour de Smaïn Aït Ali Belkacem, annonçant péniblement par le truchement de l'interprète quelques dates de sa biographie. Le président évoque sa famille en Algérie, ses sept frères et sœurs, cite leurs prénoms, rappelle la mort prématurée de son père, l'interroge sur sa mère, creuse, fouille et foudre dans l'intimité de l'accusé en quête d'un éclat de son regard, d'une réaction qui l'archaïcherait à l'apathie. Vaine tentative. Smaïn Aït Ali Belkacem a hâte que l'interrogatoire s'achève. Il se rassait à son banc. « Attendez, attendez ! », lui lance M. Getti, qui ne veut pas renoncer si vite. « Comment ça se passait à la maison ? » « Je n'ai pas beaucoup vécu avec mes frères et sœurs. » « Quand même, ça a duré 21 ans ! », s'exclame le président.

Il tente une autre voie. « Vous êtes marié, votre femme s'appelle comment ? » L'accusé rougit, baisse les yeux, ne répond pas. M. Getti insiste. « Aïcha », souffle Smaïn Aït Ali Belkacem. « Et la religion, ça vous est venu quand ? » « Tardivement. » « Pourquoi ? » « Vous savez, c'est les tentations de la vie. » Sur une ultime dénégation embrouillée de la responsabilité de l'accusé dans les attentats, M. Getti abandonne.

Il se tourne vers Boualem Bensaïd. Même méthode, même échec. Boualem Bensaïd ne cite

pas à l'évocation de ses dix frères et sœurs. Tout juste saisit-on dans ses yeux une lueur d'amusement enfantin à l'évocation de son père, « marchand ambulancier qui vendait des tisanes ». L'accusé se montre un peu plus disert que son compagnon de box sur son engagement politique, né au contact des manifestations à Alger à la fin des années 1980. « On ne reste pas indifférent devant le sang qui est versé pour la liberté », déclare-t-il. « Avez-vous quelque chose à ajouter ? », l'encourage M. Getti. « Oui, j'ai ce que j'appelle des circonstances atténuantes. Je n'ai pas un parcours violent, je ne suis pas un voyou. Je suis une personne normale qui a subi des événements plus forts que lui. »

Un début d'aveu, ces « circonstances atténuantes » ? Fausse piste. « Je suis juste un musulman normal qui apporte sa goutte d'eau. » Le président sursaute : « Vous n'êtes pas ici en tant que musulman normal qui doit apporter sa goutte d'eau, vous êtes ici parce que vous êtes accusé de trois attentats ! »

A Michel Dubec, l'expert psychiatrie, il revient donc d'affiner le portrait psychologique de cet accusé qui, depuis le début du procès, concentre l'attention. « Boualem Bensaïd est une personnalité fruste, sans envergure théorique. Il affirme ses convictions avec des formules mais il est incapable de tenir une argumentation poussée. » Le président est contrarié.

Est-ce bien là l'homme qui lui tient tête depuis quatre semaines, qui « cherche à être le maître du jeu, à imposer sa loi à l'audience » ? De sa voix tranquille, l'expert poursuit. Boualem Bensaïd « n'a pas d'autre envergure que celle liée à son engagement ». Il est, « pour dire simplement, roublard, mais pas conceptuel ». Ses mots jettent le trouble. Exit le « stratège » Bensaïd ? L'avocat général, Gino Necchi, dépité et inquiet, tente de torquer le témoignage de l'expert : « Si ce n'est pas un conceptuel, c'est alors un homme de terrain, un homme de main ? » M. Dubec sourit, hésite et nuance avec courtoisie : « Homme de terrain, c'est quelque

chose que je peux accepter comme formule... » Exit le « chef opérationnel » ? L'avocat de Boualem Bensaïd, Guillaume Barbe, veut le croire. A son tour, il cherche à entraîner le psychiatre : « Vous avez écrit que ce ne serait pas un homme d'initiative... ». Peine perdue. La défense essuie elle aussi un refus poli et amusé de M. Dubec face à cette nouvelle interprétation de son expertise.

« ÇA REDONNE DU SENS »

« Roublard, pas conceptuel ». Cruelle conclusion à quatre semaines d'audience durant lesquelles s'est exprimée la douleur brute des victimes et de leurs familles, où sept années d'enquête ont été minutieusement examinées, où a parfois résonné l'écho d'autres attentats perpétrés au nom de l'Islam, où se sont glissées les ombres de la raison d'Etat et les arrière-cours mystérieuses des relations entre la France et l'Algérie. Dans

leur simple crudité, ces trois mots-là déchirent bien des illusions. Deux experts psychiatres avaient auparavant témoigné à la barre du besoin des victimes d'être confrontées, non seulement aux auteurs présumés des attentats, mais aux raisons de ces actes. « Elles veulent comprendre la signification sociologique, politique, ça n'excuse pas, mais ça redonne du sens dans un univers mental chaotique », avait noté le docteur René Salinger.

« Pour les victimes, la compréhension des faits ne peut passer que par l'auteur des faits », avait confirmé le docteur Elisabeth Meyer-Buisson. On repense à la mère d'une jeune femme de 24 ans, décédée dans l'attentat de Saint-Michel, qui était venue jeter son désarroi à la tête des deux accusés : « Est-ce que ça a changé la vie, le monde, les hommes, cette atrocité ? Nous, ça nous a changés, ça oui ! »

Pascal Robert-Diard

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix
Rembourse la différence si vous trouvez moins cher le mois suivant l'achat

FIXES OU RELEVABLES

5 500 M² D'EXPOSITION

MATELAS • SOMMIERS
vente par téléphone possible

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI - SIMMONS DUNLOPILLO - BULTEX - etc.
Toutes dimensions - Garantie 5 et 10 ans
et une gamme de literie spéciale pour dos sensibles

CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC
en cuirs - tissus ou alcantara...

STEINER - DUVIVIER - COULON - DIVA - BOURNAS - HUKLA - etc.

247, rue de Belleville Paris 19^e M^o Télégraphe

148, av. Malakoff Paris 16^e M^o Porte Maillot

50, avenue d'Italie Paris 13^e M^o Place d'Italie

MOBECO ☎ 01 42 08 71 00 7/7
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Banditisme :
un mandat d'arrêt
lancé contre
« Jean-Jé » Colonna

UN MANDAT d'arrêt a été lancé cette semaine contre Jean-Baptiste Jérôme Colonna, dit « Jean-Jé », qualifié de « seul parrain corse » encore « actif et influent » par un rapport parlementaire de septembre 1998. Agé de 63 ans, il s'était soustrait, le 23 avril, à une convocation de la section financière du service régional de la police judiciaire (SRPJ) d'Ajaccio (Corse-du-Sud), qui voulait l'interroger dans le cadre d'une enquête, confiée au juge d'instruction Jean-Michel Gentil, portant sur les conditions de vente d'un hôtel haut de gamme de Propriano, le *Miramar*, et sur un présumé emploi fictif dont son épouse lui aurait fait bénéficier dans la supérette qu'elle dirigeait.

« LE CHAPEAU IMMENSE »

Arlette Colonna, qui s'était présentée devant les enquêteurs, a été mise en examen pour abus de biens sociaux et écrouée durant près de trois semaines avant d'être placée sous contrôle judiciaire le 14 juin.

Longtemps fiché au grand banditisme, écroué en 1975 dans le cadre des enquêtes sur la « French connection », Jean-Jé Colonna s'était évadé de l'Hôtel-Dieu à Marseille puis, après dix ans de cavale, était retourné vivre en Corse, une fois sa peine prescrite. Dans un long et rare entretien publié dans le mensuel *Corsica* (Le Monde du 8 août), Jean-Baptiste Colonna avait regretté « le chapeau immense dont [le] coiffé la rumeur insulaire ». Minimisant son influence, il avait affirmé mener sa vie « comme doit le faire un Corse d'honneur », rendant service « dans la mesure de [ses] moyens et de [ses] connaissances ».

P. Sm.

Un conseiller municipal de Bobigny interpellé pour trafic de stupéfiants

Après une longue course-poursuite, les policiers ont découvert 60 000 euros dans la voiture du jeune élu et du cannabis à son domicile

UN CONSEILLER municipal de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a été présenté, vendredi 25 octobre dans la soirée, au parquet de la ville pour trafic de stupéfiants. Gaye Yatera, 25 ans, élu en mars 2001 sur la liste du maire communiste Bernard Birsinger, avait été interpellé mardi 22 octobre après une longue course-poursuite.

Une information judiciaire pour « trafic de stupéfiants » et « détention d'armes » devait être ouverte samedi matin, et le parquet entendait demander un mandat de dépôt contre le jeune homme et ses trois

complices. Gaye Yatera, à bord d'une Renault Mégane, avait démarré en trombe lors d'un contrôle, tandis qu'une 306, conduite par deux jeunes gens, s'était mise en travers de la route pour barrer le passage. La Mégane, après avoir grillé plusieurs feux rouges, s'est engagée sur l'autoroute A3 avant d'être bloquée par la police à Rosny-sous-Bois.

Le conseiller municipal et un homme de 30 ans ont aussi été placés en garde à vue. Les policiers ont découvert 60 000 euros en billets dans la voiture, puis ont mis la

main, lors de perquisitions à son domicile et dans un local d'une cité de Bobigny, sur deux plaquettes de résine de cannabis et des emballages vides qui auraient contenu plusieurs dizaines de kilos de drogue. Chez l'un des jeunes, les enquêteurs ont saisi un pistolet-mitrailleur et découvert, dans un box, une Audi volée.

Gaye Yatera avait été élu pour la première fois il y a dix-huit mois. Le maire lui a écrit mercredi « de se tenir à l'écart » de la vie municipale jusqu'à ce que la justice ait statué sur son sort.

Pédophilie : le ras-le-bol de la brigade des mineurs d'Angers

LE 10 OCTOBRE, dans les locaux de la brigade des mineurs d'Angers (Maine-et-Loire), une gardienne de la paix a eu un malaise dans l'escalier et a renversé les cafés qu'elle portait pour ses collègues. Victime d'épuisement, de surmenage, d'écœurement aussi, à cause d'un dossier tentaculaire, qui occupe ses journées et hante ses nuits : le réseau pédophile mis au jour dans la région.

Afin de protester une nouvelle fois contre leur manque de moyens, les membres de la brigade des mineurs ont déposé symboliquement, le 21 octobre, sur le bureau du directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), la commission rogatoire que leur avait confiée en février la juge Virginie Parent. Dans cette affaire « hors normes », comme l'a qualifiée le procureur d'Angers, Marc Désert, 47 personnes ont été mises en examen, dont 43 incarcérées. Quarante victimes, âgées de 6 mois à 12 ans, ont été pour l'heure dénombrées, alors que, de l'avis même des policiers, l'enquête n'en est qu'à « mi-parcours ». Or ces policiers n'en peuvent plus. Et le font savoir à leur hiérarchie, qui a dû réagir.

Le directeur départemental, Eric Aymes, a annoncé à la brigade qu'elle serait renforcée, au moins à titre temporaire, par trois officiers de police judiciaire, empruntés aux effectifs de la police de proximité. « On réajuste les moyens en fonction des besoins de l'enquête », explique-t-on à la DDSP. Le

principe d'un renforcement des moyens avait été adopté, mercredi 16 octobre, à l'issue d'une réunion entre le DDSP, le procureur d'Angers et la juge d'instruction.

« SITUATION INTENABLE »

« Ces renforts ne sont pas utilisables dans l'enquête sur le réseau pédophile, assure un des membres de la brigade des mineurs. Il s'agit d'une procédure criminelle, il faut des gens formés pour la conduire ! » Pour s'atteler à cette tâche, la brigade des mineurs souhaite que six policiers s'y consacrent à plein temps. Elle réclame également des ordinateurs, des téléphones portables et une voiture. « La situation actuelle est intenable, dit un de ses membres. On n'est que quatre et on doit en plus gérer toutes les autres affaires de viol et d'inceste sur Angers. » Les trois renforts devraient justement s'occuper de ces autres dossiers.

La brigade des mineurs d'Angers, en novembre 2000, a d'abord travaillé sur la plainte pour pédophilie d'une jeune fille de 16 ans. Puis elle a mis au jour un véritable réseau. Pour l'heure, les mis en examen relèvent d'un « premier cercle » (Le Monde du 18 octobre), le deuxième volet de l'enquête devrait concerner les « consommateurs », issus de milieux sociaux plus aisés.

Piotr Smolar

Remous à l'UMP autour du groupe France-Irak

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'UMP, Philippe Douste-Blazy, s'est dit « consterné par les propos insultants tenus (...) par Didier Julia, à la suite de la nomination d'Eric Woerth à la tête du groupe d'amitiés France-Irak », dans un communiqué publié vendredi 25 octobre. Il demande « instamment à M. Julia de se rendre au siège de l'UMP dès mardi prochain, afin de s'en expliquer avec lui » et attend « des excuses immédiates ». Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jacques Barrot, a déclaré dans un communiqué : « Si ces propos ont vraiment été tenus, dans un égarement incompréhensible, je demande à leur auteur de les retirer. »

M. Julia, qui brigait la présidence du groupe France-Irak, avait affirmé vendredi que « l'intervention brutale d'Alain Juppé auprès [de] Jacques Barrot, pour nommer son trésorier de l'UMP » était « une faute politique ». Le député de Seine-et-Marne, qui s'était rendu à Bagdad en septembre avec Thierry Mariani et Eric Diard, avait ajouté : « Afficher l'idée de vouloir récolter les retombées financières de la politique de Jacques Chirac à l'égard de l'Irak contribue malheureusement à en discréditer la nature ».

Passage à l'heure d'hiver dimanche

LE PASSAGE à l'heure d'hiver s'effectuera dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 octobre, pour une durée de cinq mois. A 3 heures du matin (heure d'été) dimanche, les aiguilles des horloges devront être retardées d'une heure pour se retrouver à 2 heures (heure d'hiver). Toute l'Union européenne passe à l'heure d'hiver en même temps mais elle n'a pas d'heure unifiée en raison de ses trois fuseaux horaires. La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Portugal maintiennent tous les trois une heure de moins par rapport au continent, été comme hiver, tandis que la Finlande et la Grèce sont en avance d'une heure. Instauré trois ans après le premier choc pétrolier, le passage à l'heure d'été visait, à l'origine, à réduire la consommation d'énergie.

DÉPÊCHES

■ **ÉBOUEURS** : les agents de la propreté de la Ville de Paris ont décidé de reprendre le travail, vendredi 25 octobre, mettant fin à une grève entamée le 22 octobre. Les représentants de l'intersyndicale ont estimé avoir obtenu des « avancées » salariales et statutaires, à la suite d'une nouvelle réunion avec Yves Contassot, adjoint (Verts) au maire de Paris chargé de la propreté.

■ **VOTE DES ÉTRANGERS** : trois députés de l'UMP ont lancé un appel, vendredi 25 octobre, « contre l'obtention du droit de vote des étrangers extra-communautaires aux élections locales ». Il s'agit de Damien Meslot (Territoire-de-Belfort), Thierry Mariani (Vaucluse) et Christian Estrosi (Alpes-Maritimes). M. Meslot rappelle qu'il est attaché « au lien indéfectible » entre la nationalité française et l'attribution du droit de vote.

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE** : les huit députés du Parti radical de gauche (PRG) vont rejoindre le groupe socialiste, où ils siègeront parmi les apparentés, a indiqué Roger-Gérard Schwartzberg, vendredi 25 octobre. Selon le député du Val-de-Marne, cet apparentement sera uniquement « administratif », et non « politique ».

Lundi 28 octobre

Record du jour

vacances

Carrefour

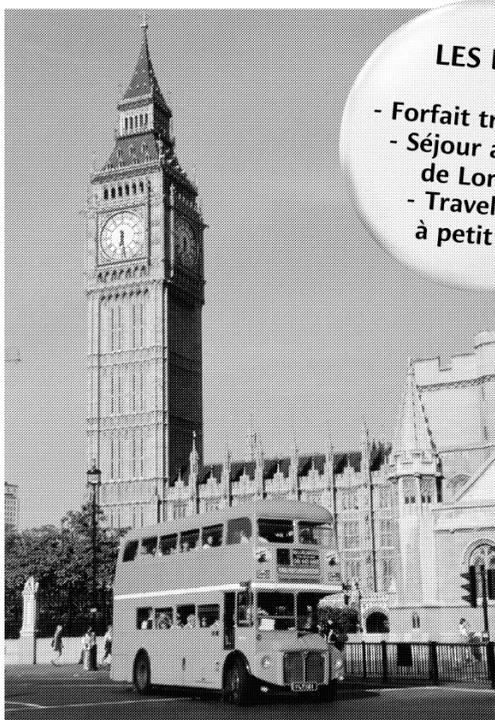
2 jours à LONDRES !

110 €
721^{F55}

par personne !

LES PLUS

- Forfait train/hôtel
- Séjour au cœur de Londres
- Travel Card à petit prix



Aller / retour en EUROSTAR

en seconde classe

+ 1 nuit en hôtel 2* + petit déjeuner

Départs de Paris et de province*,
du 07/11/2002 au 31/03/2003

Supplément départ du 01/04 au 30/06/2003 : +39€ par personne.



Informations - Réservations au **0 826 826 825**

Ou dans l'une des agences Vacances Carrefour

Informations sur le www.CarrefourVacances.com

* Document de vente disponible en agences avec villes et dates de départ concernées.

le mois

Carrefour

LES HOMMES DE LULA

CHAQUE vendredi, un petit groupe d'hommes a pris l'habitude de se réunir au 340, rue José de Magalhães, dans le quartier de Vila Mariana, à São Paulo, près du parc Ibirapuera. Loin de la fièvre de la campagne électorale, dans une salle de travail de cet immeuble de bureaux que les chauffeurs de taxi connaissent simplement sous le nom de « comité de Lula », il est essentiellement question, lors de ces sages et discrètes réunions hebdomadaires, de conjoncture économique : analyses, prospective, échanges de vues. Parfois, quelques propositions en sortent. Rien que de très anodin, a priori. Les principes du change flottant et du respect des engagements pris à l'égard du FMI y sont soigneusement préservés. Ni conspirations ni complot révolutionnaire. Pourtant, ce petit cercle d'économistes – toujours les mêmes, leur nombre dépasse rarement sept autour de la table – symbolise à lui seul l'extraordinaire chemin parcouru par le Parti des travailleurs (PT) pour amener enfin à la victoire, après quatre tentatives, leur chef historique, Luiz Inácio Lula da Silva.

Bardés de diplômes, ils sont devenus au fil des ans les plus proches conseillers économiques de Lula. A la tête du groupe : Aloizio Mercadante et Guido Mantega. Professeur à la prestigieuse école de commerce de la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo, Guido Mantega, 53 ans, la calvitie distinguée, joue le rôle du théoricien économique du PT. Spécialiste de l'économie du développement, qu'il a notamment étudiée dans les années 1970 en Grande-Bretagne, il est à l'origine du « nouveau modèle de développement » que Lula prône pour le Brésil. Il est aussi celui qui a expliqué l'économie capitaliste aux cadres du PT, devenus maires, députés ou gouverneurs. Son meilleur élève, depuis 1993 : Lula.

Aloizio Mercadante, lui, est le politicien. Fils d'un général non compromis dans la dictature, poids lourd du PT, qu'il accompagne depuis sa fondation, à laquelle il a participé dans la mouvance syndicale, cet universitaire de 48 ans à la moustache austère est un cerveau assisté de profondes convictions politiques. Très populaire – il a été élu sénateur le 6 octobre avec 10,5 millions de voix, un record dans l'histoire du Brésil –, il peut se montrer parfaitement à l'aise devant les hommes d'affaires, dont il a su se faire applaudir lors des multiples rencontres avec les chefs d'entreprise organisées pendant la campagne, faire la leçon au président de la banque centrale, l'invincible Arminio Fraga, sur les outils monétaires dont il dispose pour résister aux attaques spéculatives contre le real, ou promettre de tout mettre en œuvre pour garantir la stabilité, sans jamais perdre de vue la ligne politique du PT : « Nous sommes un parti de la gauche contemporaine, explique-t-il, d'une gauche qui veut apporter des réponses à NOS problèmes, des réponses de NOTRE temps. Nous avons beaucoup changé, mais il y a quelques principes fondamentaux auxquels il n'est pas question de renoncer : justice sociale, éthique politique, transparence, participation populaire. » Autour d'eux, Luiz Gonzaga Belluzzo, Joao Sayad, diplômé de Yale et ancien ministre du plan de José Sarney, Paul Singer, l'ancien exilé au Chili, et Ricardo Carneiro, le plus à gauche, enrichissent le débat.

Si, comme le promettent tous les sondages, Lula, l'ancien leader syndical de la métallurgie, celui que ses détracteurs ont fini par comparer en plaisantant à « l'avion qui décolle toujours mais n'atterrit jamais », est enfin élu président du Brésil dimanche 27 octobre,

S'il devient président du Brésil, le 27 octobre, l'ancien métallo le devra pour beaucoup à ses proches du Parti des travailleurs. De leur parcours singulier aux confins du gauchisme, ils sont revenus avec une vision moins radicale du combat politique, mêlant désormais réalisme et séduction



Lula, alors président du Syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo, dans l'Etat de São Paulo, harangue les ouvriers lors des grandes grèves de 1979. Le Parti des travailleurs sera créé l'année suivante.

c'est parce que, à l'image de ces économistes, une poignée d'hommes a su depuis quelques années percevoir et accompagner l'évolution de la société brésilienne, faire prendre au PT un virage historique, imposer à ce mouvement hétéroclite né en 1980 du refus de la dictature militaire un recentrage fondamental, le débarrasser des scories gauchistes qui le paralysaient et en faire le seul vrai parti structuré du Brésil. Un parti « de gauche modérée », selon la définition que nous en offre son secrétaire général, Luiz Dulci, susceptible de formuler un projet économique et social aux contours encore assez vagues mais suffisamment séduisant pour être perçu comme une alternative raisonnable par une majorité d'électeurs en quête d'un nouveau modèle. Et capable, surtout, de rallier un large éventail de la population, jusqu'aux militaires et aux industriels.

L'histoire de cette mutation est exceptionnelle. Exceptionnelle parce que la portée de la victoire de Lula dépasse largement les immenses frontières du Brésil. Exceptionnelle, aussi, par la somme d'aventures humaines, de passion, de raison, de vision et de détermination dont elle résulte. L'odyssée du PT est d'abord celle d'individus en chair et en os, « les hommes de Lula » (les femmes existent, mais y sont rares), qui ont affronté

les tumultes du dernier tiers du XX^e siècle, la dictature, la guérilla, la prison, l'exil, les méandres de l'extrême gauche, les grèves, la faim, la misère parfois, la théologie de la libération, les compromissions des Etats-Unis chez leurs voisins du Sud, l'effondrement du communisme en Europe, le triomphe du néolibéralisme puis sa remise en question, pour arriver sagement à matura-

sacrifier Lula. « Nous sommes encore mieux préparés que la sélection brésilienne », lance à la presse le candidat du PT à la présidence. Et l'on se prend à imaginer, pendant que les photographes finissent de mitrailler la brochette de dirigeants du PT qui encadrent Lula dans un salon de l'Intercontinental de São Paulo pour une conférence de presse quasi triomphale, lesquels occuperont quel

« Dirceu était léniniste, comme nous tous... »

C'était un agitateur de grand talent, un meneur charismatique qui adorait les filles »

tion, sans la moindre amertume, en ce début de millénaire.

Les hommes de Lula – et une femme – sont pratiquement tous là, autour de lui, en cette matinée brûlante du lundi 7 octobre 2002, lendemain du premier tour. Chacun dans son rôle, avec cette spontanéité qu'imprime naturellement Lula, mais sans un couac : les amateurs sont passés professionnels, pour reprendre les métaphores footballistiques auxquelles ne peut s'empêcher de

postuler le 2 janvier 2003, au lendemain de l'entrée en fonctions du président Lula da Silva à Brasília. A supporter les raisons pour lesquelles José Genoïno, candidat au poste de gouverneur de l'Etat de São Paulo, est assis à la gauche de Lula plutôt que son coéquipier pour la vice-présidence, José Alencar, ou pourquoi la blonde Marta Suplicy, maire de São Paulo, est à la droite de Lula plutôt que l'artisan de cette formidable ascension, José Dirceu, le président du

parti. José Dirceu de Oliveira e Silva a choisi, en réalité, de se placer à l'extrémité de la table, où il passera le plus clair de la conférence de presse le plus clairement en arrière, totalement absorbé par son téléphone portable. « Il est déjà en train de négocier les alliances pour le second tour », vous susurre-t-on. Après Lula, c'est le personnage le plus puissant de l'affaire et, d'une certaine manière, le plus énigmatique. « Si l'on parle des mousquetaires de Lula, alors celui-là, c'est d'Artagnan », dit de lui un industriel qui a écouté José Dirceu prendre la parole lors d'un des dîners organisés pour rapprocher le PT du patronat. Costume beige de coupe parfaite, cheveux poivre et sel coiffés en arrière, lunettes aux montures ultralégères, il a tout de l'apparatchik moderne et ne dépareillerait pas dans un congrès du SPD allemand. Simplement, à 56 ans, son CV est autrement excitant que celui de la plupart des dirigeants du SPD.

Flamboyant leader étudiant dans les années 1960, membre du groupe radical Disidencia, qui trouvait le Parti communiste brésilien trop bourgeois, il a orchestré des occupations d'université et autres mouvements de protestation au début de la dictature militaire (1964-1985), jusqu'à son arrestation en plein congrès de l'Union des étudiants de São Paulo, en 1968. « Dirceu était léniniste, comme nous tous... C'était un agitateur de grand talent, excellent orateur, un meneur charismatique, qui adorait les filles – un vrai tombeur », se souvient Percival Maricato, avocat de São Paulo qui était secrétaire général de l'Union des étudiants quand le jeune José Dirceu en était le président.

Les frasques amoureuses de José Dirceu semblent avoir, pendant cette période turbulente, défrayé la chronique tout autant que sa fougue politique, mais l'expérience de la prison, à 22 ans, lui fait voir la vie sous un autre jour. Libéré l'année suivante, il est déchu de la nationalité brésilienne et expulsé du pays, qu'il quitte pour Cuba, où il suit un entraînement à la lutte armée. Il regagne le Brésil en 1971 mais découvre rapidement que la guérilla et lui ne sont pas faits pour s'entendre : il retourne à Cuba pour des « études ». Finalement lassé de Fidel Castro, il revient clandestinement au Brésil en 1975, emprunte l'identité d'un homme d'affaires juif, Carlos Henrique Gouveia de Mello, et entame une nouvelle vie dans l'Etat du Paraná, où il se marie et a un fils. C'est là qu'en 1979 il bénéficie de la loi d'amnistie qui lui permet de redevenir José Dirceu... et de participer, l'année suivante à São Paulo, où il est revenu, à la fondation du PT aux côtés d'un leader syndical de la métallurgie surnommé Lula et de quelques centaines d'autres.

Paradoxalement, relève son ancien camarade de l'Union des étudiants, il avait excellé dans le rôle de leader de premier plan : « En 1968, Dirceu était Lula. »



A gauche : São Paulo, 1^{er} octobre 2002. Conférence de presse de José Dirceu, président du PT, et de Lula, candidat à l'élection présidentielle. A droite : São Paulo, 30 septembre 2002. La préparation des spots télévisés électoraux de Lula, une affaire de professionnels. De gauche à droite : Duda Mendonça, le célèbre publicitaire choisi pour remanier l'image du candidat, José Alencar, l'industriel libéral, coéquipier de Lula comme candidat à la vice-présidence, et Luis Favre, désigné par le PT pour travailler avec Duda Mendonça.



HORIZONS ENQUÊTE



Un Lula « new-look » et pensif, avant un meeting, dans les locaux du Syndicat de la métallurgie.

MARTA NASCIMENTO/REA

Trente ans plus tard, les rôles se sont inversés : Lula, le leader ouvrier, occupe le devant de la scène et Dirceu tire les ficelles en gardant un profil bas. Essentielles à la bonne marche du PT, les relations entre les deux hommes n'ont pas été spontanément excellentes. « Ça a été difficile », reconnaît José Graziano da Silva, l'un des dirigeants du PT les plus proches de Lula, spécialiste de la réforme agraire et qui vient, lui, de la composante catholique du parti. « Il leur a fallu du temps pour se trouver. Mais en réalité, ils se complètent : Lula n'a jamais vraiment aimé s'impliquer dans la cuisine interne du parti, alors que Dirceu adore ça. Lula, lui, préfère agir à l'extérieur du parti. » En 1995, à l'issue de deux années harassantes de luttes internes entre les modérés du PT et les radicaux, les « chiïtes » dans la terminologie politique locale, Lula passe la main à José Dirceu à la tête du PT. Constatant réélu depuis, et notamment l'an dernier, pour la première fois, au suffrage direct et secret, José Dirceu contrôle aujourd'hui d'une main de fer la machine du parti et l'attribution des ressources : depuis 1995, il a fait en sorte que la position hégémonique du courant modéré dont Lula et lui font partie, « Articulation », devenu « camp majoritaire », ne soit jamais menacée.

Le tandem Lula-Dirceu s'est enrichi d'un autre tandem à l'efficacité redoutable, Luiz Gushiken et Antonio Palocci. Ces deux-là ne siègent pas à la table de la conférence de presse, ce 7 octobre. Mais ils sont les piliers de cette campagne et forment avec Luiz Soares Dulci, le secrétaire général du PT, ancien professeur de portugais et rédacteur (avec

Palocci) des programmes, le trio des stratégies. Luiz Dulci, 47 ans, est l'intellectuel pragmatique capable d'abandonner du jour au lendemain le mot « rupture » lorsque son apparition, dans des directives du programme qu'il rédige l'hiver dernier, avec le sous-titre « rupture avec le modèle néolibéral », soulève un tollé dans les milieux conservateurs. « Nous parlons désormais de surmonter le modèle néolibéral », résume-t-il, philosophe. Brésilien d'origine japonaise, Gushiken, 52 ans et une barbiche déjà blanche, « pétiste » de la première heure, vient du secteur bancaire, où il a organisé la grande grève de 1985. Palocci, 42 ans, est le jeune de la bande, étoile montante du parti : médecin, député, deux fois maire de la grande ville de Ribeirão Preto, dans l'Etat de São Paulo, il a manifesté dans cette campagne de réels talents d'organisateur, qui lui ont valu ce compliment public de Lula : « C'est la première fois qu'une coordination de la campagne fait réellement ce qu'on attend d'elle, à savoir coordonner la campagne ! »

C'est aussi Palocci qui a noué des contacts cruciaux avec les milieux d'affaires, c'est encore Palocci qui a eu l'idée géniale, selon un membre de l'équipe, de débaucher le publicitaire Duda Mendonça pour refaire l'image de Lula et réaliser ses clips télévisés, dont le succès est fondamental pour toute campagne électorale au Brésil. En T-shirt et boucle d'oreille, Duda Mendonça, quinquagénaire bedonnant, le seul à ne pas porter la cravate qu'il impose aux dirigeants du PT, est devenu le Séguela de Lula, qui ne lui ménage pas sa reconnaissance : le recrutement de Duda Mendonça, dit-il, a été un « moment

extraordinaire » de cette campagne... et Dieu sait si le PT a été critiqué pour ce choix – « autant que Ronaldinho quand il a changé de club ». Avant Lula, Duda Mendonça avait fait gagner les élections municipales au précédent maire de São Paulo, Paulo Maluf, cacique de la droite populiste. Et, comparé à l'un des slogans du PT au début des années 1980, lors d'un scrutin où lui avait été attribué le numéro 3 (« Votez 3, les autres sont des bourgeois »), le mot d'ordre inventé par Duda Mendonça pour Lula en 2002 (« Lulinha, paz e amor » – « notre petit Lula, paix et amour ») a de quoi rendre malade plus d'un idéologue en mal de pureté... sans parler de la bouteille de romanée-conti 1997 à 6 000 reais (1 500 euros) que Duda a eu le mauvais goût d'offrir à Lula dans un restaurant de Rio après le débat télévisé du premier tour.

LES hommes du PT ont beau professer la plus grande admiration pour les talents de publicitaire de Duda, ils ont quand même pris soin de le flanquer d'un ange gardien. C'est à Luis Favre, personnage interlope franco-argentin au physique à la Delon, que ce rôle a échu. Ancien lambertiste très lié au PS français – « nous sommes tous des ex-quelque chose, relève-t-il, ex-trotskistes, ex-maoïstes, ex-castristes, mais l'importance de ces ex est exagérée » –, il se prend à rêver parfois de ce qui aurait pu être « un axe Lula-Jospin » dans un monde idéal d'une gauche recomposée.

Homme de l'ombre, il en est sorti avec fracas l'an dernier lorsque sa liaison avec la belle Marta est devenue publique, pour le plus grand bonheur des gazettes brésiliennes, qui découvraient, ô surprise, au sommet du PT de quoi rivaliser avec les meilleures telenovelas. En 2000, Luis Favre avait été envoyé par le PT pour prêter main forte à Marta Suplicy, candidate à la mairie de São Paulo – troisième ville du monde, véritable cœur du Brésil, une cible cruciale pour le parti. A la fin de la campagne, Marta – comme l'appelle tout le monde ici – enlevait la mairie et quittait son mari de toujours, le très respecté sénateur (PT) Eduardo Suplicy, issu comme elle de la grande bourgeoisie pauliste, pour s'installer avec Luis Favre, que la

presse eut vite fait de baptiser Raspoutine. Marta Suplicy, 56 ans, psychanalyste de formation, rendue célèbre par une émission sur la sexualité qu'elle présentait à la télévision, n'est, elle, « ex-rien du tout » – « moi, de maoïste, je n'ai que les vêtements », plaisante-t-elle en nous montrant la tunique à col officier qu'elle porte ce jour-là – et ne professe qu'une loyauté : Lula, qu'elle crédite d'avoir su imposer au PT l'idée d'une alliance électorale élargie, clé de cette victoire. « C'est LE leader, précise-t-elle, un très grand négociateur. » Venue au PT sur le tard, elle y offre un contraste salutaire avec les apparatchiks masculins ; ce souffle d'air frais en a fait l'une des têtes d'affiche favorites dans la campagne. « Oui, elle est très présente, notamment dans les meetings, mais elle n'a pas le même rôle politique que d'autres grandes figures du PT », tient à rectifier l'un des dirigeants. Qu'importe. Marta rit, Marta se passionne, Marta s'amuse ou Marta s'indigne : Marta vit et le PT avec elle.

Radioux sous sa barbe et sa chevelure blanche ce 7 octobre, car les sondages ne le laissent pas espérer d'arriver au second tour, José Genoïno, 56 ans, que Lula n'en finit pas d'êtreindre ce matin-là, est un autre symbole du chemin parcouru par le PT. Ex-leader étudiant, il a participé, avec le Parti communiste du Brésil (maoïste) dans les années 1970, à la préparation de la guérilla rurale de l'Araguaia, en Amazonie, qui lui a valu cinq ans de prison. Libéré par l'amnistie de 1979 mais très marqué par son séjour dans les geôles de la dictature, il est un recréateur de la première heure : élu député fédéral du PT dès 1982 et constamment réélu depuis, Genoïno est devenu un maître du jeu parlementaire, de l'art des alliances et de la négociation. Très respecté par les forces armées pour son travail à la commission de la défense au Congrès, « ultramodéré », « moderadíssimo », sourit même Luiz Dulci, le secrétaire général du parti, il personnifie aujourd'hui la droite du PT.

Et puis, trônant au-dessus de cet étonnant assemblage, il y a Lula. Lula et sa biographie de cinéma, le gamin aux pieds nus du Nordeste qui a traversé le Brésil sur la benne d'un camion avec sa mère et ses frères et sœurs pour rejoindre les lumières de São

Paulo et qui a commencé à travailler à 12 ans. Lula et son zéaïement, Lula et ses tout nouveaux costumes Armani (conseillés par Duda), Lula et sa femme Marisa, autre pilier de la campagne. Ni les costumes Armani, ni la bouteille de romanée-conti, ni la barbe grise impeccablement taillée ne doivent masquer une réalité : ce chemin parcouru par le PT, c'est d'abord sous l'impulsion de Lula qu'il a été accompli. « Lula est plus grand que le PT », juge le P^r Leoncio Martins Rodrigues, auteur de nombreuses études sur le parti, sur lequel il garde un œil critique et dont il souligne l'évolution en parti de classes moyennes. « Lula est la cause et le résultat de toute cette histoire », affirme Marco Aurelio Garcia, autre grande figure du PT, historien, chargé des affaires culturelles à la mairie de São Paulo. Des trois composantes historiques du PT – syndicalistes, catholiques et groupuscules d'extrême gauche –, il a incarné la permanence de celle sans laquelle le parti ne pouvait se prétendre un parti de gauche : les travailleurs. Pour José Graziano, « Lula est le seul à être resté au-dessus de tous ces groupes, il a joué un rôle fédérateur essentiel ». En refusant systématiquement le sectarisme, même au plus fort des luttes de factions : « Je suis métallo », répondait-il lorsqu'on lui demandait s'il était communiste, socialiste ou social-démocrate. « Nous n'utilisons pas le mot socialisme, déclare-t-il en 1980 à Marcel Niedergang, envoyé spécial du Monde. Il n'a pas de sens pour nous. Quel socialisme ? Nous voulons définir un modèle brésilien, adapté à nos réalités. A la campagne, les travailleurs se foutent pas mal de la querelle entre Lénine et Trotski... Nous allons faire le contraire des autres : organiser le peuple et rédiger le programme ensuite. Le peuple doit avoir le droit de choisir les plats qui lui conviennent. »

La maturation politique de Lula est longue, avec des étapes bien distinctes pour le PT, marquées par les échéances électorales successives : 1982, la première, 1988, les premières victoires aux municipales, 1989, la première candidature présidentielle de Lula, qui parvient, contre toute attente, au deuxième tour, 1994, l'échec face à Fernando Henrique Cardoso et son plan real que le PT, alors dominé par la gauche, regrettera cruellement d'avoir rejeté, 1998, nouvel échec face à Cardoso, qui plaide la continuité économique, et 2000, lorsque de plus en plus de maires PT sont élus. Les « caravanes de la citoyenneté », qui font parcourir à Lula et son équipe 90 000 kilomètres en dix mois dans un bus, en 1993-1994, à la rencontre du pays réel, sont une autre étape importante, tandis que la gestion des municipalités et des Etats, la participation parlementaire, l'expérience concrète de la vie politique brésilienne contribuent à faire évoluer le PT, où les élus acquièrent de plus en plus de poids au cours des années 1990 au détriment des débats doctrinaires. Lula soutient à fond cette évolution, mais elle ne lui suffit pas : lorsque arrive la question d'une nouvelle candidature pour 2002, il pose ses conditions. Cette fois-ci, il veut gagner.

Alors il fonce. Fini l'interminable « assembléisme », fini les discussions sur le moratoire de la dette extérieure qui font chavirer les marchés, fini les discours « chiïtes ». Il faut élargir la base électorale du PT, séduire les patrons, rassurer les milieux financiers. Au centre, toute. Au risque d'une violente crise dans le parti, il impose le choix de José Alencar comme candidat à la vice-présidence, un grand industriel du textile qu'il est allé pêcher dans les rangs d'un parti de centre-droite. Un autodidacte comme lui, onzième de quinze enfants, « dont la femme s'appelle aussi Marisa », certes, mais un choix dur à avaler pour la gauche du PT, à laquelle Lula et Dirceu livrent une bataille homérique. Aujourd'hui, à la veille de la victoire, plus personne ne critique José Alencar. Et à ceux qui doutent de sa conformité idéologique, ce dernier aime à répondre par une phrase de Deng Xiaoping : « Qu'importe la couleur du chat : ce qui compte, c'est qu'il attrape la souris. »

Sylvie Kauffmann



A gauche : Lula et sa femme, Marisa Leticia Lula da Silva. Ils étaient veufs l'un et l'autre quand ils se sont mariés, en 1974, et ont cinq enfants à eux deux. A droite : São Paulo, conférence de presse à l'Hôtel Intercontinental, le lendemain du premier tour. Lula est largement en tête. De gauche à droite : Marta Suplicy, maire de São Paulo, Lula, José Genoïno, candidat au poste de gouverneur de l'Etat de São Paulo, son coéquipier Luiz Marinho et le candidat à la vice-présidence, José Alencar.

ANTONIO SCORZA/AFP



MARTA NASCIMENTO/REA

Le Monde
ÉDITORIAL

Payer pour l'Europe

AU CONSEIL EUROPÉEN de Bruxelles, la dynamique franco-allemande s'est remise en mouvement. Comme au bon vieux temps, quelques apartés entre le président de la République française et le chancelier allemand ont permis de lever l'obstacle à un accord. Un grain de sable de quelques milliards d'euros qui menaçait de faire capoter l'œuvre historique de l'après-guerre froide : la réunification du continent.

Qui paiera pour l'Europe ? L'accord de Bruxelles donne satisfaction à tout le monde. Aux Français, parce que la politique agricole commune est sauvée ; aux Allemands, parce que l'augmentation des dépenses est limitée ; aux Britanniques, parce que la mise en cause de leur ristourne est au moins ajournée ; aux nouveaux venus, parce qu'ils bénéficieront d'une partie de la manne communautaire et ne seront pas traités comme des partenaires de seconde classe.

La vraie réponse à la question du financement de l'Europe a toutefois été renvoyée à des jours meilleurs. Or le budget européen est à la fois aberrant, injuste et insuffisant. Il est aberrant parce que la base de calcul et la structure des dépenses créent des distorsions entre les Etats membres. Les seules politiques communes, la PAC et la politique régionale, ont certes permis de renforcer la cohésion entre régions riches et pauvres de l'Union, mais il est de plus en plus difficile d'expliquer pourquoi 40 % des fonds communautaires (les 40 milliards d'euros de la PAC) profitent à moins de 5 % de la population.

Ce budget est aussi injuste dans la mesure où la ristourne consentie aux Britanniques est de moins en moins justifiée. Mitterrand et Kohl l'avaient acceptée en 1984, Chirac l'avait confirmée en 1999, pour des raisons politiques. Il est temps, comme l'a cette fois demandé la France, de tout remettre sur la table sous peine de voir les nouveaux membres, dont le niveau de vie est inférieur de moitié à la moyenne communautaire, payer pour la riche Albion.

Enfin, ce budget est insuffisant si l'Europe veut avoir les moyens de ses ambitions. Il a été plafonné à 1,27 % du PIB européen par des ministres des finances soucieux d'économies et il représente en réalité à peine plus de 1 % (soit 100 milliards d'euros). Avec une somme aussi dérisoire, il n'est pas possible de mener à bien des politiques communes dans les domaines où la nécessité se fait le plus sentir : transports, recherche, etc.

Le problème n'est pas seulement financier ; il est d'abord politique. Or certains dirigeants européens évoquent la création d'un impôt communautaire qui ne viendrait pas s'ajouter mais se substituer à des taxes nationales. Cela donnerait à un pouvoir européen une plus grande marge de manœuvre pour gérer la politique économique et piloter l'euro autrement que par les moyens strictement monétaires de la Banque centrale. Mais quel pouvoir européen ? C'est encore une question à laquelle la Convention de M. Giscard d'Estaing devrait apporter une réponse.

La bombe nord-coréenne fait exploser la dissuasion

L'ADMISSION par la Corée du Nord qu'elle a développé un programme nucléaire militaire clandestin, tout en prétendant y avoir renoncé, soulève de nombreuses questions d'ordre stratégique dont les premières sont celles-ci : a-t-elle pu le faire sans que la Chine le sache ? Ne la « couvre » ? Ne l'y aide ? Questions qu'on aimerait poser en public aux principaux intéressés – les Chinois, les Américains, les Russes : outre que tout élargissement du club nucléaire paraît singulièrement inopportun en ces temps précis, surtout s'agissant d'un aussi peu recommandable impérialisme, les circonstances dans lesquelles cet élargissement se produit ont pour conséquence immédiate de bouleverser les lois élémentaires de la dissuasion nucléaire.

Les moyens d'existence de la Corée du Nord sont très réduits. Contrairement à l'Irak – autre pays « voyou » dans la lexicologie américaine –, elle ne dispose pas d'un revenu pétrolier lui permettant des folies en matière de recherche autochtone. L'incurie de ses dirigeants a mis l'économie en faillite à un point tel que, dans un tardif sursaut de réalisme au mois d'août, ils ont dévalué leur monnaie, ou ce qui en tient lieu, de 7 000 % ! La population est à la merci d'une famine récurrente qui a tué, depuis 1995, peut-être jusqu'à deux millions de personnes, au point que le régime a dû renoncer à son fameux slogan « le riz, c'est le communisme », et exhorte le peuple à se tirer d'affaire en consommant l'hérétique pomme de terre. Le pays mendie l'aide alimentaire internationale. Ses seuls revenus substantiels en matière de « commerce » extérieur sont ses exportations discrètes de missiles d'une sophistication médiocre, à desti-

nation d'autres Etats du même calibre en matière de respect des lois, en particulier au Proche-Orient (exportations estimées en moyenne à 1 milliard de dollars par an).

La Chine est le principal destinataire des exportations non militaires nord-coréennes, mais celles-ci sont en chute depuis la fin des années 1990. Pékin n'en maintient pas moins des liens très étroits avec la Corée du Nord, liens qui remontent à la guerre de Corée et sont scellés dans un traité d'alliance militaire. Il est donc difficile de concevoir que la Chine, à défaut d'empêcher son allié d'entreprendre un programme nucléaire, l'ait ignoré – alors même que, publiquement, Pyongyang renonçait à ce projet en signant avec Washington l'accord de 1994 lui garantissant, en retour, la fourniture par un consortium sud-coréen et japonais de centrales nucléaires civiles théoriquement inutilisables à des fins militaires.

DOUBLE JEU

Depuis qu'un certain froid s'était instauré entre la Russie de Boris Eltsine et Pyongyang, à la suite de la disparition de l'Union soviétique, la Chine constitue la seule filière par laquelle Pyongyang aurait pu acquérir, dans un cadre strictement étatique, la technologie nécessaire à son programme militaire. La Corée du Nord l'eût-elle entreprise par des acquisitions auprès de réseaux maffieux russes, s'approvisionnant auprès de l'armée perdue des « atomistes de l'ex-URSS », que Pékin aurait eu tous les moyens de s'inquiéter de cette éventualité.

Il en va de même pour Vladimir Poutine, successeur d'Eltsine, qui a certes commencé un rapprochement diplomatique avec le fils de Kim

Il-sung, mais vraisemblablement pas au point de compromettre sa normalisation avec l'Occident en jouant un tel double jeu avec la Corée du Nord. Enfin, un autre fournisseur possible serait le Pakistan, mais on peut douter que celui-ci se soit laissé aller à pareille entorse au code de bonne conduite nucléaire sans que Pékin (qui est à l'origine du programme nucléaire pakistanais) n'en soit informé. Où qu'on se tourne, donc, pour rechercher les sources d'approvisionnement technologiques de Pyongyang, on retrouve la Chine.

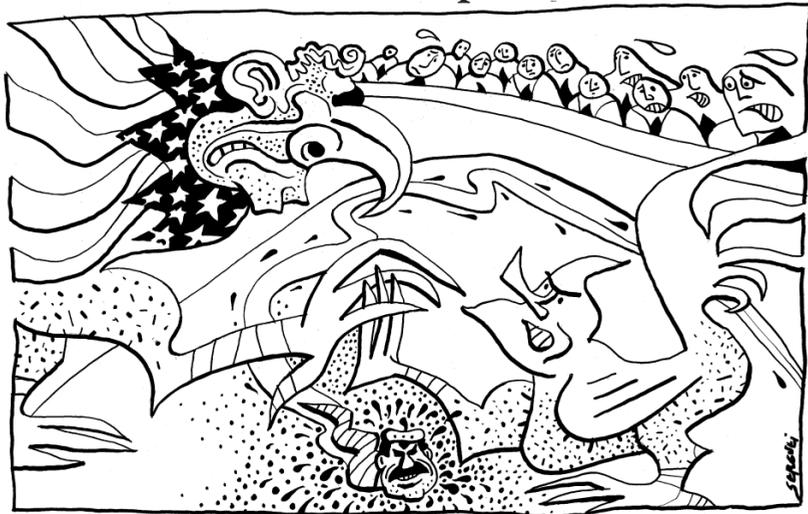
Les motifs qui ont conduit Washington à rendre public cet « aveu » coréen sont un autre mystère qui demande à être élucidé, alors que les services de renseignement américains avaient toutes les raisons de ne pas prendre au pied de la lettre les « promesses » nord-coréennes de 1994. Enfin, dans l'hypothèse vraisemblable où une quasi-certitude existait déjà chez les Américains à ce sujet, il est probable que, sous le sceau du secret, ils en auront informé les gouvernements de leurs deux alliés dans la région, principaux concernés : la Corée du Sud et le Japon. Lesquels, pour des raisons internes, avaient, eux, toutes les raisons de se taire.

Il est donc plutôt étonnant de voir le club nucléaire mondial accueillir sans plus qu'un émoi de circonstance ce neuvième membre avoué de leur assemblée. Étonnant également que ledit club laisse entendre, par son flegme, que tous ses membres étaient informés, hormis... les populations elles-mêmes. Pourquoi ? Parce que la méthode employée, en la circonstance, revient ni plus ni moins à une ahurissante inversion du mode de fonctionnement des rapports internationaux dans ce domaine. L'Irak risque à coup presque sûr de payer sous peu d'une guerre ses efforts pour se doter de l'arme nucléaire. La Corée du Nord, pour sa part, annonce au monde qu'elle en a une et qu'elle est disposée à la « vendre » contre une assistance économique permettant à son régime – à bien des égards criminel lui aussi – de survivre !

Dernière hypothèse : Pyongyang se livre-t-il à un bluff colossal, « avouant » une bombe inexistant, ou encore loin d'être réalisée ? Ce serait, alors, avec l'aide de Washington et la complicité des autres membres du club, ainsi que du Japon. Dans quel but ? Outre Washington, qui ne s'est pas encore expliqué vraiment sur les circonstances de l'affaire, le premier à qui il reviendrait de répondre à toutes ces questions devrait logiquement être le président chinois, Jiang Zemin, qui est également chef suprême de l'armée chinoise et de ses services de renseignement. M. Jiang est, depuis vendredi 25 octobre, l'une des vedettes de la rencontre du Forum de la coopération économique de la région Asie-Pacifique (APEC) au Mexique. Ce serait une occasion rêvée de l'en-tendre s'expliquer. Encore faudrait-il que la question lui soit opposée avec suffisamment d'insistance.

Francis Deron

Le combat du coq PAR SERGUEI



Japon, Etats-Unis, Europe et l'après-bulle

SANS DOUTE est-il prématuré de tirer les leçons d'une crise financière à propos de laquelle nul esprit sensé ne peut aujourd'hui assurer que le pire est passé. Sans doute est-il risqué de se hasarder à évaluer les conséquences économiques réelles du krach boursier, conséquences en termes de production, de consommation, d'investissement, de crédit, de chômage, conséquences liées à l'appauvrissement brutal et d'une ampleur sans précédent des entreprises, des ménages et des grandes nations industrialisées. Seront-elles minimales, comme ce fut le cas en 1987, ou au contraire gravissimes, comme en 1929 ?

A défaut de pouvoir apporter des réponses solides, du moins peut-on observer que l'ordre économique mondial qui s'était imposé au cours des dernières années se trouve remis en cause. De façon schématique, celui-ci voulait que le modèle économique occidental ait triomphé de son rival asiatique. Plus précisément que les Etats-Unis, impressionnants de puissance, aient définitivement lâché un Japon vieillissant et épuisé. Tandis que Washington avait trouvé les clés d'une croissance forte et indéfinie, Tokyo cherchait, en vain, celles lui permettant de sortir de la stagnation.

Ce contraste ne s'est pas seulement nourri des différences de performances entre les deux premières puissances économiques mondiales : + 3,4 % de hausse annuelle du produit intérieur brut (PIB) américain durant la décennie 1991-2001, contre 1,1 % pour le PIB nippon. Il a aussi été largement alimenté par l'attitude parfois compatissante, souvent arrogante, presque toujours méprisante des dirigeants économiques occidentaux eux-mêmes à l'égard de leurs homologues japonais. Depuis le milieu des années 1990, combien ces derniers ont-ils reçu de la part des Américains, et même des Européens, de cours d'économie, de leçons de

restructuration financière et bancaire, de conseils monétaire ou budgétaire ?

Sous la présidence de Bill Clinton, les deux secrétaires au Trésor, Robert Rubin et Lawrence Summers, furent des prédicateurs particulièrement zélés et rudes, qui n'eurent de cesse de dénoncer publiquement les archaïsmes de l'économie nipponne, son manque d'ouverture, de railler l'inefficacité des multiples plans gouvernementaux de relance de la consommation ou d'assainissement du système bancaire. Peu sensibles à l'accusation d'ingérence, ils n'hésitèrent ainsi pas à exiger, par exemple, que soient nommés « des gens compétents à la tête de l'autorité de supervision financière », lorsque celle-ci fut créée à Tokyo. Durant toutes ces années aussi, le Fonds monétaire international (FMI) a fidèlement relayé les récriminations occidentales, de même que les agences – américaines – de notation qui, sans peur du ridicule et sous le prétexte de l'augmentation de la dette publique nipponne, n'ont pas hésité à rétrograder le Japon – le pays le plus riche du monde au vu de l'excédent de sa balance courante, de son épargne, de ses réserves de change – au niveau du Botswana.

En dépit des récentes déconvenues qu'ont connues leurs propres économies, le discours critique et moralisateur des autorités occidentales n'a aujourd'hui guère changé. Les Japonais auraient beau jeu, même en se cantonnant au plan des performances macroéconomiques, de pointer le déséquilibre des comptes extérieurs américains ou le taux de chômage dans la zone euro, de trois points supérieur (8,3 %) à celui observé dans l'Archipel ! Les responsables occidentaux seraient bien mieux inspirés de méditer le cas d'école que constitue le Japon pour illustrer, après la catastrophe des années 1930, les difficultés presque insurmontables qu'il y a pour une écono-

mie à se remettre rapidement de l'éclatement d'une gigantesque bulle spéculative. C'est en effet par un choc boursier que commencèrent, à la fin des années 1980, les malheurs de l'économie japonaise, qui, après avoir longtemps navigué entre récession et reprise avortée, sombre aujourd'hui dans la spirale déflationniste – 36^e mois consécutif de recul de l'inflation, 49^e mois consécutif de diminution du volume des prêts bancaires. Début 1990, l'indice Nikkei valait 40 000 points ; il s'inscrit, douze ans plus tard, à moins de 9 000 points.

De cette colossale destruction de richesses à la Bourse de Tokyo et dans le secteur immobilier, le système financier nippon ne se remet pas. Les banques japonaises continuent à couler sous le poids des créances douteuses (400 milliards d'euros) grippant l'ensemble du circuit économique.

LAXISME

Les économies occidentales ne risquent-elles pas de connaître à leur tour le sort tragique de leur concurrente japonaise ? Par quel tour de magie l'effondrement du Nasdaq ou du CAC 40 aurait-il moins d'impact que celui du Nikkei ? N'observe-t-on pas déjà, aux Etats-Unis, mais aussi en Allemagne et dans d'autres pays européens, une baisse des prix industriels, un repli de la demande privée, un recul du crédit bancaire, une augmentation rapide du nombre de faillites ? La Réserve fédérale américaine n'a-t-elle pas commis la même grave erreur de politique monétaire – celle du laxisme – que la Banque du Japon au cours des années 1980, l'argent facile ayant favorisé le gonflement de la bulle ? Ne commence-t-on pas à évoquer les risques d'une pénurie de crédit aux Etats-Unis et en Europe ? N'a-t-on pas de sérieux doutes sur la solidité de plusieurs grands établissements bancaires outre-Atlantique,

mais aussi outre-Rhin, qui crouleraient sous un monceau de créances douteuses ?

Plus inquiétant encore : le Japon a démontré, depuis douze ans, la totale incapacité des pouvoirs publics à sortir de la stagnation par des stratégies classiques de relance budgétaire et monétaire. Le taux d'escompte nippon est proche de 0 % depuis plus de sept ans tandis que douze plans de relance, pour des montants farineux, ont été adoptés, avec pour seul effet d'avoir fait exploser la dette publique du pays (130 % du PIB). Si cette inefficacité met à mal les théories keynésiennes, elle est conforme, en revanche, à la grille de lecture des économistes libéraux, pour qui la crise japonaise est d'abord une crise de l'offre, le gonflement de la bulle spéculative boursière ayant elle-même favorisé la formation d'une bulle de surinvestissement et de suraccumulation de capital.

Quand toutes ces bulles éclatent, les déséquilibres et les distorsions ne peuvent disparaître d'un simple coup de baguette magique monétaire et budgétaire. Seul un très long processus de purge et de restructuration de l'ensemble du système productif et financier, sur lequel la marge de manœuvre des pouvoirs publics est extrêmement limitée et qui s'accompagne d'une récession, peut remettre durablement d'aplomb l'économie touchée. Sans doute le pire – connaître les contreperformances économiques et boursières du Japon depuis douze ans – n'est-il pas encore certain pour les nations occidentales. Du moins, ce qui s'est passé dans l'Archipel devrait inciter les dirigeants américains et européens à se montrer plus humbles, moins idéologues et surtout plus imaginatifs. Car la juste, la bonne politique économique « *post-bulle* » reste à inventer.

Pierre-Antoine Delhommais

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel

Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora

Directeur général adjoint : René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometu

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolicton

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

SECOURS ISLAMIQUE. Contrairement à ce que nous avons laissé entendre à la suite d'une erreur de traduction, le Secours islamique n'est pas une organisation membre de la Ligue islamique mondiale (Le Monde du 7 octobre). Le Secours islamique – en anglais Islamic Relief Worldwide – est une organisation non gouvernementale (ONG) de solidarité internationale dont le siège social international se trouve au Royaume-Uni. Il n'a aucun lien avec d'autres organisations telles que l'Organisation islamique mondiale de secours (International Islamic Relief Organisation), basé en Arabie Saoudite.

INDONÉSIE. C'est par erreur que nous avons orthographié « Hanbali » le nom de guerre du Riduan Isamuddin, le présumé opérateur indonésien du groupe terroriste sévissant dans ce pays et ailleurs en Asie du Sud-Est, la Jemaah Islamiyah (Le Monde du mercredi 23 octobre). Son nom est bien Hambali, comme l'écrivait Jean-Claude Pomonti dans la même édition, page 16.

« JOOLA ». Le naufrage du Joola a bien fait 1 500 victimes. Le chiffre de « près de 1 000 » indiqué dans le sous-titre de l'article et en « une » du Monde du 25 octobre était celui des victimes originaires de Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Alternance démocratique et crise financière au Brésil

par Jérôme Sgard

DÉPUIS six mois la victoire attendue de Lula à l'élection présidentielle a alimenté une crise financière lente au Brésil. Le pays en a subi déjà de lourdes conséquences : des taux d'intérêt réels supérieurs à 20 %, un nouveau ralentissement de la croissance, la chute du change et un gonflement rapide de la dette publique.

Surtout, cette évolution a réduit un peu plus les capacités d'action du prochain gouvernement. Il risque de se trouver très vite coincé entre des contraintes financières étroites et sa volonté de remplir ses promesses et de répondre à une demande sociale forte et absolument légitime. Le Brésil est en effet une puissance industrielle de premier plan, mais aussi un des pays les plus inégalitaires au monde.

Il est évidemment difficile de percevoir aujourd'hui les orientations exactes que voudra prendre l'équipe Lula. Au-delà de l'économie, on voit que le contexte exceptionnel de cette alternance, la formation à venir d'une coalition gouvernementale, la dynamique sociale dans le pays pèsent sur les compromis qui seront négociés et sur les paris qui seront tentés. Dans un tel cadre, on ne peut pas écarter le risque de dérive populiste et de radicalisation économique.

Trente années d'histoire latino-américaine apprennent que la facture sera alors payée en premier lieu par les plus pauvres et que les institutions

démocratiques pourront aussi être mises à l'épreuve.

Dans le meilleur des cas, en revanche, on pourra voir s'ouvrir un moment social-démocrate : politiques sociales, santé, éducation, développement urbain et régional. Ces divers éléments qui font tant défaut actuellement pourraient alors équilibrer, mais aussi conforter les réformes économiques des dix dernières années.

Ainsi se prolongerait une trajectoire économique qui n'est certes pas cet ultra-libéralisme qu'on aime tant accommoder à toutes les sauces : au

tique a été préservée, voire développée, ce qui a accru la légitimité des institutions et des politiques publiques. Sur ce plan aussi, ce pays s'est éloigné des traditions autoritaires latino-américaines, illustrées par le « *caudillisme libéral* » d'un Menem en Argentine ou d'un Fujimori au Pérou, pour ne pas parler de Pinochet.

Ainsi apparaissent les enjeux principaux de l'élection de Lula : établir plus solidement la légitimité des institutions démocratiques (un peu comme en France en 1981), concentrer les ressources publiques sur l'enjeu des inégalités et, in fine, accroître et mieux

Une telle perspective, évidemment, incite certains à retirer à l'avance une partie au moins de leurs capitaux, ce qui explique la chute du change et les taux d'intérêt destructeurs. Du coup, le service de la dette augmente, et donc le déficit budgétaire.

Le risque est donc celui d'une crise autoréalisatrice : en dépit d'une politique macroéconomique rigoureuse, l'anticipation d'un défaut alimente d'elle-même le gonflement de la dette publique, et donc la probabilité qu'elle devienne effectivement ingérable. On peut alors entendre à l'avance le grand chœur des gazettes financières internationales : « *On vous l'avait bien dit : Lula n'a jamais été qu'un dangereux gauchiste, un Fidel Castro en puissance !* » Le corollaire implicite est, lui aussi, aisé à deviner : « *Laissons donc tomber les Brésiliens : tôt ou tard, par une saine morale, l'expérience les ramènera dans le droit chemin.* »

Cette voie est aujourd'hui grande ouverte. A défaut d'une détente rapide des marchés, le nouveau gouvernement, cherchant à respecter ses engagements financiers, risque de s'enfermer très vite dans une longue bataille sans issue, menée le dos au mur. Seul le coût final de la crise s'accroîtra irrémédiablement, à la fois pour les Brésiliens, pour les investisseurs et éventuellement pour les autres économies émergentes touchées par la contagion. L'expérience apprend que soutenir à bout de bras un marché condamné, dans une économie qui s'assphyxie, peut conduire au désastre

absolu. Rappelons-nous l'Indonésie et l'Argentine.

Pour éviter cette issue, la communauté internationale, à travers le Fonds monétaire et le G7, devra prendre l'initiative avec plus de détermination et de clairvoyance que dans le passé.

Les 30 milliards de dollars apportés par le FMI en août étaient certes opportuns. Ils ont soutenu la remarquable gestion politique de la crise menée collectivement par les différents forces politiques brésiliennes, sur le registre propre aux démocraties mûres : « *Nous avons des différends sérieux entre nous, mais nous sommes d'accord sur un certain nombre de règles du jeu élémentaires, notamment au plan économique. Messieurs les investisseurs, tenez-vous en à ces garanties !* »

Dans la phase qui vient, si les marchés ne se détendent pas, la stratégie de soutien extérieur massif sera toute-fois inopérante. Elle ne ferait que prolonger l'agonie. A un moment donné, certes délicat à apprécier, il faudra faire le choix du moratoire sur la dette publique et de la renégociation : l'objectif sera d'échanger une dette émise massivement à court terme contre des obligations à moyen terme, ce qui allégerait considérablement la pression sur la politique monétaire et budgétaire.

Contrairement à ce qu'on dit souvent, il n'y a aucune raison a priori pour qu'une telle opération conduise à un désastre de type argentin, ne

serait-ce qu'en raison de la plus grande solidité de l'économie et du système financier brésiliens. Tout dépendra en fait de la manière dont on gèrera une telle opération : la procédure de renégociation, les garanties apportées aux investisseurs, l'assurance qu'il n'y aura pas de rechute à moyen terme seront des enjeux décisifs.

JÉRÔME SGARD est chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii, université Paris-Dauphine).

C'est ici que l'action multilatérale devra intervenir pour organiser et arbitrer le tête-à-tête du gouvernement brésilien et des investisseurs. Historiquement, depuis les années 1920, la gestion multilatérale des crises financières s'est développée exactement à partir de cet enjeu.

Si l'on parvient à maîtriser ainsi une éventuelle crise brésilienne, on aura fait un grand pas pour établir plus solidement la fameuse « *architecture financière internationale* », tant discutée depuis 1997. On aura montré que l'action collective des Etats, sur le plan international, peut réguler les crises des marchés, protéger des économies fragiles et sauvegarder ainsi l'expression d'une démocratie vivace.

C'est pourquoi, en raison même de l'incertitude sur ses choix futurs, l'élection de Lula marque un moment de vérité : pour le Brésil et aussi pour l'avenir de l'économie globalisée.

Le nouveau gouvernement risque de s'enfermer très vite dans une longue bataille sans issue

Brazil on a plutôt affaire à un modèle « libéral-banal », construit dans des conditions difficiles, parmi lesquelles la myopie des marchés vient au premier rang.

Trois principes le résument : l'ouverture extérieure, la concurrence au plan interne et la réforme de l'Etat – par opposition à sa destruction ou à son retrait. Cela a été développé en outre dans un cadre beaucoup plus progressif et démocratique que dans bien d'autres pays : bon an mal an, la place de la négociation sociale et poli-

distribuer les fruits du modèle de développement qu'on a substitué au régime protectionniste des années 1940-1980.

La crise financière actuelle pourra avoir ici des conséquences tragiques. Depuis des mois beaucoup d'investisseurs annoncent qu'après l'élection de Lula un dérapage inévitable conduira très vite à un défaut sur la dette publique puis à un effondrement complet, de type argentin : crise bancaire, récession violente, vague de faillites, radicalisation sociale.

Un bloc de granit sur la tête par Nancy Huston

VINGT-DEUX septembre. « *Regarde ! T'as vu ces blocs de granit ? Chacun d'eux pèse des milliers de tonnes, tu te rends compte de la violence des flots d'eau qui ont défoncé le barrage et charrié ces blocs sur plusieurs kilomètres ? Et maintenant... tout est calme, le vent souffle dans les arbres, les oiseaux gazouillent, des canards pataugent dans des flaques d'eau... c'est incroyable.* »

Je regarde Mamar Douani, l'ami qui me parle ainsi. Depuis trois semaines il est en liberté conditionnelle, et aujourd'hui, à la fin de sa journée de travail dans un restaurant de Saint-Raphaël, il m'a amené ici avec Fatima, sa femme, pour visiter les impressionnantes ruines du barrage de Malpasset qui a cédé lors d'une violente tempête en 1959, dévastant la ville de Fréjus, faisant des centaines de victimes.

Je le regarde, et je sais que, lorsqu'il parle de violence déchaînée et de calme, c'est aussi de lui-même qu'il parle. Cette violence, il l'a connue de l'intérieur, et le calme, c'est ce à quoi il aspire.

Il me montre, au long de notre chemin, les arbusiers, les rosiers, les poiriers sauvages, les mûriers, les chênes-lièges ; il se penche même pour cueillir de l'anis et m'en faire sentir le

parfum. Mamar adore la nature, il voit tout, sent tout, il en raffole, même le plus léger dénivellement du chemin le met en joie parce qu'« *en prison le sol est plat* ».

Il cite Nietzsche : « *J'aime beaucoup la vie parce que j'ai été souvent si près de la perdre.* » Fatima nous attend un peu en amont ; enceinte de six mois, elle est fatiguée ; elle s'est assise pour se reposer sur un des blocs de granit. Elle est belle et souriante, et je l'ai prise en photo car elle m'a fait penser à la Vierge Marie en route vers Bethléem...

Vingt-trois octobre. Fatima m'appelle, en larmes : « *avis défavorable* » de la commission de Toulon devant laquelle Mamar vient de passer. En clair, cela veut dire que, sauf avis contraire du préfet (chose rarissime), il sera expulsé de France.

Expulsé, Mamar, en Algérie ? Mais non, c'est impossible. On lit ces histoires de « *double peine* » dans les journaux, on en entend parler, on va voir *Wesh-Wesh*, on s'indigne comme ça en général, on se dit non mais ce n'est pas vrai, ça va s'arrêter, la France ne peut pas se permettre de commettre des injustices aussi flagrantes, et puis vlan ! ça tombe sur un ami à vous et c'est comme si vous veniez de recevoir sur la tête un bloc de granit.

Mamar, je l'ai rencontré à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, la première fois. Je n'anime pas d'ateliers

d'écriture dans les prisons, mais la bibliothécaire de Fleury m'avait demandé de venir discuter avec le club de lecture, car certains de mes livres les avaient intéressés. J'y suis allée, l'expérience m'a bouleversée (de ma vie, dans aucune salle de classe, nulle part, je n'avais connu une telle intensité d'écoute, un tel respect pour la parole de l'autre).

J'y suis retournée à plusieurs reprises, et à chaque fois Mamar me frappait par sa vivacité, son intensité, son sens de l'humour. Nous sommes restés en contact par courrier. Transféré au centre de détention de Draguignan à la fin de l'année 2001, sous un régime de semi-liberté, je l'ai retrouvé en mai à Saint-Raphaël et là, nous sommes devenus amis. Il m'a parlé de Baudelaire, de Verlaine, de Hermann Hesse, il m'a confié l'histoire de sa vie.

Ça commence où, une histoire ? Les parents de Mamar sont algériens. Son père est venu en France en 1948 et sa mère, en 1959. Son père a travaillé jusqu'à la retraite pour la voirie de Saint-Raphaël. Presque tous leurs enfants ont la nationalité française, soit par naturalisation, soit parce qu'ils sont nés après la loi du 1^{er} janvier 1963 qui la confère automatiquement aux enfants de ressortissants algériens nés sur le sol français. Manque de chance, Mamar est né en octobre 1962, soit trois mois avant la pro-

mulgation de cette loi. Il a donc la nationalité algérienne, bien qu'il n'ait jamais appartenu qu'à la société française (naissance, fratrie, langue, scolarité... et de plus, la naissance imminente en France, fin décembre, d'un enfant).

A la fin de la guerre d'Algérie, la famille Douani est arrachée à son logement au centre de Saint-

Expulsé, Mamar, en Algérie ? Mais non, c'est impossible

Raphaël et flanquée dans un bidonville en bordure de la ville. Jusqu'à l'âge de 12 ans, Mamar vit au milieu des cafards et des souris, sans eau courante ni électricité. Dès l'école primaire, cette misère est pour lui source de honte, de ressentiment et, pour finir, de révolte. Il glisse comme tant d'autres dans la délinquance, d'abord petite, ensuite grande, d'accord, oui, grande, il le dit lui-même, des « *bêtises* » énormes. Il explose, comme le barrage de Malpasset.

A l'âge de 22 ans, il est condamné à une peine de vingt ans de réclusion

notamment, les actes de terrorisme.

Si la double peine ne respecte pas les principes de droit que nous venons d'évoquer, elle s'oppose, en outre, à des valeurs d'humanisme. Elle est non seulement inhumaine à l'égard de nos concitoyens de nationalité étrangère en situation régulière, mais également à l'égard de leur famille. L'article 8-1 de la Convention européenne des droits de l'homme, que la France a ratifiée, protège la vie privée et familiale. Certes, son 2^e alinéa pose une limite à ce droit, mais une limite proportionnée au but légitime poursuivi. Nous ne pensons pas qu'en l'espèce il y ait toujours proportionnalité. Les personnes qui subissent la double peine voient leurs familles brisées parce qu'éclatées. Nos concitoyens de nationalité étrangère, expulsés de la France, seront séparés des leurs, en partance pour un pays qu'ils ne connaissent pas ou peu, et dont ils ne maîtrisent pas toujours la langue, surtout lorsqu'ils sont arrivés très jeunes dans notre pays au titre du regroupement familial.

La femme – car c'est souvent d'elle qu'il s'agit – qui reste en France avec ses enfants devra tout assumer, seule. Quelle vie s'offre alors à ceux qui restent et à celui qui part ? Face à de telles détresses, il était de

notre devoir de nous mobiliser pour que s'ouvre un débat de fond sur la double peine. Nous souhaitons une réflexion dépassionnée, au-delà des clivages politiques. Un débat sur l'immigration s'engage actuellement. A cette occasion, la question de la double peine peut être débattue, sereinement. Les délinquants, quelles que soient leurs origines, française ou étrangère, doivent être traités de façon parfaitement égale, conformément aux principes du droit.

Forts de nos convictions et de nos réflexions, nous en appelons au président de la République, gardien de nos institutions et protecteur des droits de l'homme, pour que la double peine soit abolie. Nous demandons au chef de l'Etat de prendre du temps pour écouter la voix de ceux qui souffrent et qui subissent, celle de Lila ou d'Hassaine, protagonistes du film *Histoires de vies brisées* : « *Les gens qui connaissent nos vies sont tous contre la double peine.* »

Nous disons à tous ceux qui détiennent le destin d'hommes, de femmes et d'enfants entre leurs mains : « *Ayez pitié des enfants dont nous condamnons les parents à l'expulsion !* »

Etienne Pinte et Bertrand Tavernier

Double peine : éloignement = bannissement

Suite de la première page

Comment ne pas admettre qu'il y a dans les pratiques que nous dénonçons une sanction, l'éloignement, qui s'ajoute à une autre peine, l'enfermement ?

La discrimination est flagrante entre deux personnes auxquelles sont reprochés les mêmes faits, condamnées aux mêmes peines et ayant payé leur dette à la société. La personne de nationalité étrangère pourra être séparée de sa famille, renvoyée vers un pays avec lequel, le plus souvent, elle n'a plus aucun lien. La personne de nationalité française ou naturalisée ne sera jamais interdite du territoire.

Notre Constitution ne protégerait-elle pas les étrangers, dès lors que leur séjour est régulier, de la même façon que les citoyens français ? Son préambule renvoie bel et bien à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui, dans son article 6, dispose que la loi est la même pour tous, qu'elle protège ou punisse. Le principe d'égalité devant la loi est bien mis à

mal dans le cas de la double peine.

En outre, il n'existe nulle possibilité pour une personne de nationalité étrangère, expulsée de notre pays, de s'amender. Sa peine devient perpétuelle. Or, une fois celle-ci accomplie, toute personne est censée s'être acquittée de sa dette envers la société. Un ressortissant étranger voit, lui, sa peine se prolonger indéfiniment par la mesure de bannissement dont il est victime.

Enfin, il faut noter une pratique très hétérogène des mesures d'éloignement selon les juridictions et les préfetures, au détriment de toute cohérence. Très souvent, la mesure d'éloignement est la conséquence automatique d'une condamnation pénale. Cette pratique n'est conforme ni au droit communautaire ni à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes. Le comportement personnel de l'individu doit être pris en compte. Par conséquent, ses seules condamnations pénales ne sauraient justifier un éloignement, à l'exception des crimes les plus graves tels que,

criminelle, dont il purgera 17 ans et 9 mois. Il obtient une remise de peine en 2001, pour bonne conduite.

Non, on peut dire les chiffres mais on ne peut pas se rendre compte de ce que cela veut dire, dix-huit ans derrière les barreaux. Mamar passe par plusieurs phases : rage, déprime, prostration... Mais pour finir il décide de se reprendre en main, de mettre à profit ces années de solitude pour se transformer intérieurement : il se met à lire avec voracité, et à réfléchir... « *J'ai appris à canaliser ma colère, dit-il. Maintenant je suis à même de comprendre. Il m'a fallu beaucoup d'années pour comprendre. La prison est un lieu de souffrance, bien sûr ce sont les détenus qui souffrent, mais vous vous apercevez que les surveillants sont souvent des gens miséreux aussi, au niveau intellectuel. C'est l'autre face de la même pièce. Socialement, ce sont les mêmes que les détenus. Et d'une manière générale, ce dont je m'aperçois maintenant, à 40 ans, c'est que c'est l'humanité entière qui souffre. On a tous une brûlure. Il y a le fer rouge que la vie nous met, tôt ou tard... à tout le monde.* »

Il obtient son équivalence du bac et un certificat de « *cuisine gastronomique* » ; pendant ses neuf mois de semi-liberté, cette année, il a travaillé à plein temps dans un restaurant à Saint-Raphaël ; depuis sa libération conditionnelle le 2 septembre il continue d'y travailler, avec un contrat à durée indéterminée.

Mamar vient donc d'avoir 40 ans.

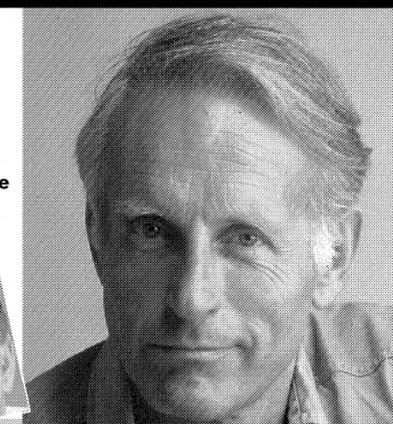
« *Life begins at forty* », dit la chanson, et il voudrait tellement la croire. Il a du courage pour quatre. Son salaire mensuel est de 1 200 euros, dont on lui prélève 10 % pour le paiement des dommages et intérêts aux parties civiles, et encore presque autant, jusqu'à la fin de cette année, pour les frais de justice. Comme il ne lui reste pas

NANCY HUSTON est écrivain.

grand-chose pour payer un loyer, il a emménagé avec Fatima dans un mobile home dans un camping près de la ville. Leur enfant doit naître à Noël. Il n'y a pas de place à l'auberge, vous comprenez...

Et là, on voudrait l'envoyer en Algérie. En Algérie, où il n'a jamais vécu ! En Algérie, alors que toute sa famille, son passé, sa vie, ses espoirs, son histoire, sont en France ! Les histoires ont des commencements obscurs, des rebondissements inattendus, des bifurcations étranges mais franchement, une fin comme celle de l'histoire de Mamar, je refuse de l'admettre. Il est temps que la France prenne la grande décision adulte de mettre fin à cette absurdité juridique qui n'a pour seul et unique résultat que de bafouer le but que l'on prétend dans le même temps viser : aider les enfants d'immigrés à s'intégrer dans la société française. Vraiment, vraiment, c'est tout ce que demande Mamar. Un peu de calme, après la tempête.

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs.
Microgreffes.
Découpe folliculaire sous microscope.

renseignement et documentation sur simple demande.
TEL: 01 53 83 79 79
3615 INFO CHAUVÉ 0 459 14 000
www.clinique-matignon.com

CLINIQUE MATIGNON
5, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS

DISPARITIONS

Christine Gouze-Rénal

Productrice de cinéma et de télévision

CHRISTINE GOUZE-RÉNAL, productrice de films pour le cinéma et la télévision, est morte à Paris, vendredi 25 octobre, à l'âge de 87 ans.

Née le 30 décembre 1914, diplômée de lettres et d'histoire de l'art, Christine Gouze-Rénal travaille en 1942 comme secrétaire à la Direction générale du cinéma, tout en participant à la Résistance dans le réseau d'Henri Fréney. C'est dans ce cadre qu'elle fait la connaissance de François Mitterrand, en février 1944, alors qu'elle fait désormais partie du personnel de l'École des hautes études cinématographiques (Idhec), nouvellement créée. La jeune femme travaillera aux côtés de François Mitterrand après guerre, et sa sœur cadette, Danièle, épousera le futur président de la République.

Administratrice de production de 1953 à 1956, Christine Gouze-Rénal figure aussi comme comédienne à l'affiche de *La Lumière d'en face*, de Georges Lacombe, en 1955, dont l'actrice principale est Brigitte Bardot. Réalisé avant *Et*

Dieu créa la femme, ce film ne sort qu'après, et bénéficie de l'énorme succès de la réalisation de Vadim. En 1956, Christine Gouze-Rénal devient la première productrice du cinéma français, en créant sa société Progefi pour monter *La mariée est trop belle*, de Pierre Gaspard-Huit, dont BB est la vedette. Suivront une quinzaine de longs métrages pour le cinéma, jusqu'à *La Rumba* en 1987, réalisé et interprété par Roger Hanin, son mari depuis 1959.

Le comédien figure au générique de nombre des titres qu'elle a produits, notamment dans les années 1960 la série des *Tigre* et autres *Gorille*, mais aussi le manifeste anti-raciste *Train d'enfer* (1985). Elle produit aussi *La Femme et le Pantin* (1958), de Julien Divivier, *L'Affaire d'une nuit* (1960), d'Henri Verneuil et *Vie privée* (1961), de Louis Malle, tous avec Brigitte Bardot. Le plus beau fleuron de sa carrière dans le cinéma est sans doute *Une chambre en ville*, de Jacques Demy, en 1983, mais, dès la fin des années 1970, constatant que « 70 % des specta-

teurs restent devant le petit écran pour voir des films », et qu'« à moins de 500 000 entrées en salles, on ne peut pas couvrir les frais », Christine Gouze-Rénal se consacre dès lors essentiellement à la production pour la télévision. Outre de nombreux titres plus spécialement voués à la distraction, elle développe une « ligne » de productions de prestige, culturellement ambitieuses, pour le petit écran.

On lui doit ainsi la série des *Claudine*, d'après Colette, des portraits de grands musiciens (Albeniz, Prokofiev, Stravinsky...), des adaptations de nouvelles de Maupassant, Balzac, Buzzati... Au cours d'une interview, elle s'était félicitée d'avoir « marié » le cinéma et la télévision, citant en exemple *La Confusion des sentiments*, réalisé par Etienne Périer d'après Stefan Zweig, diffusé sur France 3 (12 millions de téléspectateurs) avant de sortir sur grand écran. En 1985, elle avait reçu un César d'honneur pour l'ensemble de sa carrière.

Jean-Michel Frodon

Richard Harris

Le professeur Dumbledore dans « Harry Potter »

L'ACTEUR IRLANDAIS Richard Harris est mort, vendredi 25 octobre à Londres, à l'âge de 72 ans. Richard Harris avait récemment dû être hospitalisé pour un cancer de la lymphe, mais son agent avait affirmé qu'il serait rétabli à temps pour tourner le troisième épisode de la série « Harry Potter », dans lequel le comédien incarnait le professeur Albus Dumbledore.

La participation de Richard Harris à l'un des plus grands succès du cinéma de ces dernières années, *Harry Potter à l'école des sorciers*, signalait une fin de carrière plus sereine que ses débuts, qui lui a également permis de tourner dans *Gladiator* de Ridley Scott (2000), dans lequel il incarnait l'empereur Marc Aurèle. Au long de la décennie précédente, il avait été nommé à l'Oscar du meilleur acteur pour *The Field*, de son compatriote Jim Sheridan (1990), joué dans le plus beau western de ces dernières années, *Impitoyable*, de Clint Eastwood (1992), et tourné sous la direction de metteurs en scène aussi divers que Sam Shepard (*Silent Tongue*, 1993) ou Nikita Mikhalkov (*Le Barbier de Sibérie*, 1999).

Né le 1^{er} octobre 1930 dans le comté de Limerick, en Irlande, Richard Harris est devenu comédien à Londres, où Lee Strasberg, le fondateur de l'Actor's Studio, le remarque dans l'un de ses premiers rôles au théâtre. Très vite, il commence à travailler pour la télévision et le cinéma. Après des apparitions dans *Les Canons de Navarone*, de Jack Lee Thompson (1961) et *Les Révoltés du Bounty*, au côté de Marlon Brando (1962), il reçoit le prix

d'interprétation à Cannes en 1963 et est nommé à l'Oscar la même année pour *Le Prix d'un homme*. Ce portrait d'un joueur de rugby incapable de trouver la paix malgré son succès est réalisé par Lindsay Anderson et place Harris dans la mouvance du jeune cinéma britannique, comme Peter O'Toole ou Albert Finney.

Après un détour par l'Italie (*Le Désert rouge*, de Michelangelo Antonioni, 1964), Richard Harris met le cap sur Hollywood, où ses deux grands succès sont *Le Chevalier de la reine* (Camelot de Joshua Logan, 1967) – il reprendra, dans les années 1980, le rôle de roi Arthur dans la version théâtrale de cette comédie musicale) et *Un homme nommé cheval* d'Elliott Silverstein (1969), parfait exemple de néo-western de l'époque, tout à la gloire des nations indiennes. En 1968, il s'offre même le luxe d'enregistrer l'un des plus grands succès de l'ère psychédélique, *McArthur Park*, étrange ballade aux arrangements surchar-

gés sur lesquels plane sa voix caverneuse.

A cette époque, Richard Harris est aussi célèbre pour son alcoolisme et ses colères que pour ses performances de comédien qu'il dilapide dans une série de superproductions sans grand intérêt, parmi lesquelles *Le Pont de Cassandra*, de George Pan Cosmatos (1978) ou *Les Oies sauvages*, d'Andrew McLaglen (1979). Au début des années 1980, il décide simultanément d'arrêter de boire et de tourner dans des films sans intérêt, renouant avec le théâtre. Il venait de triompher à Londres dans le *Henri IV* de Pirandello.

Thomas Sotinel

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site du Monde (www.lemonde.fr/carnet) les nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

AVIS D'EXPERT

Jean AUBRY, antiquaire, recherche auprès des particuliers, meubles, tableaux, objets anciens XVIII^e et XIX^e.

ART 1900 - 1930 - 1940 - 1950

Il suffit de l'appeler, il vient, estime

GRATUITEMENT
Partages et successions

Si vous êtes vendeur, le paiement s'effectue au comptant. Assesseur de la commission de conciliation et d'expertise douanière. 135, Av. Mozart, 75016 Paris - 01.42.88.28.73 / 01.45.20.82.91

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Juliano et Tatjana TANG-VIDALE ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Alexandra.

le 23 octobre 2002, à Yverdon-les-Bains.

87, rue d'Orbe,
CH 1400 Yverdon-les-Bains,
(Suisse).

Guillaume et Anne Laure Marina et Flore sont très heureux d'annoncer la naissance de

Elise,

à Sao Paulo, le 22 octobre 2002.

guillaumecouzy@yahoo.fr

Mariages

– Pour

Cécile et David.

Le monde vous appartient.

Un grand mazel-tov.

Albert et Michèle BECKERMANN.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès du docteur

Pierre BARBIER,
homéopathe,

survenu le mardi 15 octobre 2002.

De la part de
Elisabeth T. Barbier,
sa fille,
Monique Mercier-Barbier,
son épouse,
Et sa famille.

Il avait légué son corps à la science.

Un service religieux sera célébré ultérieurement.

180, rue du Château,
75014 Paris,
73, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Anne, Jean-Yves, Luc,
ses enfants
ont le regret de faire part du décès de leur père,

Jean-Pierre ESTRADIER,
officier en chef de deuxième classe
honoraire du corps technique
et administratif de la marine,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa soixante-troisième
année, le 21 octobre 2002.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Francis Grimberg,
née Régine Chassin,
son épouse,
Le docteur David Grimberg et son
épouse,
son frère et sa belle-sœur,
Toute la famille,
Et les amis,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Francis GRIMBERG,

survenu le 22 octobre 2002, à l'âge de
soixante-dix ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité,
à Amazy (Nièvre).

Cet avis tient lieu de faire-part.

226, boulevard Raspail,
75014 Paris,
2, rue Jules-Chaplain,
75006 Paris.

– Mme Lucien Peyrepeyry,
son épouse,
M. et Mme Michel Baudron,
Mlle Christine Peyrepeyry,
M. Christian Mazel,
M. et Mme Gérard Charbonneau,
leurs enfants,

Ainsi que Anne et Gwénaél
Loussouarn, Marie et Claire Baudron,
Hélène et Isabelle Charbonneau,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien PEYREPEYRY,

survenu le 25 octobre 2002, dans sa
quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 28 octobre, à 15 heures, en l'église
de Saint-Martial-de-Nabirat, suivie de
l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24250 Saint-Martial-de-Nabirat.

– M. Jean Servant,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Mme Duflos de Saint Amand,
sa mère,
Sœur Anne-Bénédicte Duflos de Saint
Amand,

M. et Mme Christian Duflos de Saint
Amand,
Mme Hubert Duflos de Saint Amand,
ses frères et sœurs, avec leurs enfants et
petits-enfants,

M. Georges Servant,
M. et Mme André Coudrin,
ses beaux-frères et belle-sœur,
avec leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Servant, Duflos de Saint
Amand et Nicolet,
ont la grande douleur de faire part du
décès de

Mme Nelly SERVANT,
née DUFLOS de SAINT AMAND,

survenu le 22 octobre 2002, dans sa
soixante et onzième année.

La messe de sépulture sera célébrée le
30 octobre, à 14 h 45, en l'église Notre-
Dame-de-l'Assomption à Meudon-
Bellevue.

Un second service religieux sera
célébré le 31 octobre, à 11 heures, en
l'église Saint-Jacques de Châtelleraut,
suivi de l'inhumation au cimetière de
Châtelleraut-Châteauneuf.

8, rue du Bel-Air,
92190 Meudon.

– M. André Tosel,

son épouse,
M. et Mme Nicolas Tosel
et leurs enfants, Cécile et Valentine,
M. Patrick Luciano, Mme, née
Caroline Tosel
et leurs enfants, Joseph et Antoine,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
leur très chère

Michèle TOSEL,
née PHILIP,

survenu à Nice, le 19 octobre 2002.

Selon ses volontés, les obsèques ont
eu lieu dans la plus stricte intimité.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone : 01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail: carnet@mondepub.fr

Anniversaires

Jean TUFFET,

28 octobre 1960 - 3 août 1995.

Très cher papa,

Nous conservons en nous la mémoire
d'une enfance heureuse auprès d'un papa
attentionné et affectueux dont nous
évoquons souvent ensemble le souvenir.

Malgré le temps qui passe, nous ne
t'oublions pas, et le jour de ton
anniversaire ravive notre chagrin.

Constance et Samuel Depretto-Tuffet.

Anniversaires de décès

– Il y a un an,

Alain MERAULT,
docteur en chirurgie-dentaire,

nous quittait.

Ton souvenir pour toujours.

Souvenir

– Le 26 octobre 1962, disparaissait

André BÉNICHOU.

Il y a quarante ans !

Sa famille, ses amis, ses élèves,
pensent à lui aujourd'hui avec une
émotion intacte.

Jeanne et Pierre Bénichou.

– Pour le souvenir de

Jean-Michel S.,
SDF,

décédé début octobre 2002.

Un banc,
Quai de Béthune,
Ile Saint-Louis,
75004 Paris.

– Cher Léo,

En souvenir de ton

Papa,

monté au ciel il y a cinq jours.

Brigitte Billiard et Thomas.

Conférences

Conférences de l'Etoile :

« La vie, le destin... et l'amour ? »

Sept mercredis de suite à 20 h 30 :

A l'église protestante de l'Etoile,

54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

Libre participation aux frais.

Peut-on se changer ?

6 novembre : Père Guy Gilbert,
M. Cazenave, M. Lacroix.

A-t-on encore besoin d'une religion ?

13 novembre : A. Comte-Sponville,
Père B. Feillet, A. Rémond.

Comment accepter de vieillir ?

20 novembre : P.L. Assoun,
Jean-Denis Bredin, Marie de Hennezel.

Peut-on se remettre d'un malheur ?

27 novembre : Lytta Basset, J.-P. Denis,
Geneviève Jurgensen.

Ce qui m'arrive, est-ce de ma faute ?

4 décembre : Michel Tournier,
D. Sibony, P. Valadier.

Peut-on faire le bonheur

de ses enfants ? 11 décembre : le rabbin
Pauline Bébe, C. Eliacheff, P. Lassus.

Pourquoi tant d'échecs en amour ?

18 décembre : Pascal Bruckner,
Paule Salomon, Pasteur Schlumberger.

Abonnez-vous au **Monde** pour **27,70 €** (181,70 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir **Le Monde** pour **27,70 €** (181,70 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAN

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031		Organisme créancier : Société Editrice du Monde 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05	
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom			
Prénom			
N°rue.....			
Code postal [] [] [] [] [] []		Ville	
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N°rue.....			
Code postal [] [] [] [] [] []		Ville	
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

NUMÉRO HORS-SÉRIE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le rendez-vous de
l'anti-mondialisation
libérale, de l'économie
solidaire,
de la défense
de l'environnement.

www.politis.fr

Politis,
NUMÉRO 36 HORS-SÉRIE OCTOBRE - NOVEMBRE 2002

DEMOCRATIE ET BUDGETS PARTICIPATIFS,
ÉCONOMIE SOLIDAIRE

**Entre
espoirs
et obstacles**

**DEMOCRATIE
PARTICIPATIVE**

4 € CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU AU 01 55 25 86 86

ENTREPRISES

EUROPE

Le commissaire européen à la concurrence, Mario Monti, a commenté vendredi 25 octobre les décisions de la **COUR EUROPÉENNE** de justice, qui a sanctionné à trois jours d'intervalle les vetos de Bruxelles aux

fusions entre Schneider et Legrand et entre Tetra Laval et Sidel. Il a annoncé qu'il allait renforcer les compétences économiques de ses services, **ALLONGER LES DÉLAIS** permettant aux entreprises de se

défendre, leur permettre de connaître les griefs de leurs concurrents et **MULTIPLIER LES « AVOCATS du diable »** chargés d'analyser de manière critique les procédures en cours. Par ailleurs, Tetra Laval et Sidel

souhaitent relancer leur fusion et Schneider hésite. A Luxembourg, les juges vont devoir bientôt se prononcer sur d'autres **DOSSIERS SENSIBLES**, dont le veto mis à la fusion entre les américains GE et Honeywell.

La Commission va devoir réformer sa direction de la concurrence

Après avoir subi plusieurs désaveux, le commissaire européen Mario Monti a annoncé une modification des procédures afin de mieux permettre aux entreprises de se faire entendre. Il refuse le « modèle américain », qui consisterait à déléguer aux juges de Luxembourg l'interdiction d'une fusion

BRUXELLES

de notre bureau européen

Mario Monti aime les euphémismes : il dépeint sa semaine de cauchemar seulement comme « difficile », voire « décevante ». Pourtant, vendredi 26 octobre, le veto mis par ses services à la fusion entre Tetra Laval et Sidel a été annulé (*Le Monde* du 27 octobre), tout comme l'avait été, trois jours plus tôt, l'interdiction de la fusion Schneider-Legrand (*Le Monde* des 23 et 24 octobre). M. Monti, d'une grande intelligence pour certains, d'une belle arrogance pour d'autres, prône désormais « un peu de distance » : après le double désaveu du tribunal de première instance de la Cour européenne de justice (CEJ), le commissaire italien concède qu'il a perdu deux batailles, mais pas la guerre. Et il annonce que ses services vont se restructurer pour repartir à l'offensive contre les conglomérats et les cartels, dans l'intérêt, souligne-t-il, du « citoyen européen ».

Les statistiques de la Commission Prodi sont à la baisse. Sur six vetos qu'a décrétés sa direction générale de la concurrence, la moitié ont été annulés par le tribunal de Luxembourg. La série noire de M. Monti avait débuté en mai, avec l'annulation de son interdiction du mariage des voyageurs Airtours et First. De quoi faire oublier que Bruxelles s'est déjà penchée sur 2 100 fusions et que 18 seulement ont suscité des recours. Ou qu'elle a déjà infligé des amendes à hauteur de 2 milliards d'euros.

Si un vent glacial souffle en ce moment sur les services de la concurrence, c'est surtout parce que les juges de Luxembourg se sont montrés d'une très grande sévérité dans leurs arrêts : après avoir souligné les entraves aux droits de la défense dans l'affaire Schneider, ils évoquent l'amateurisme des experts dans l'épisode Tetra Laval, leader mondial de l'emballage en carton, qui entend fusionner sa filiale française avec le

groupe havrais Sidel. Pour les services de M. Monti, l'opération fausserait la concurrence dans plusieurs marchés, dont celui des machines d'emballages alimentaires en carton et en plastique.

« Conséquences surestimées », affirme le tribunal, qui souligne « l'absence de démonstration » de la part de la Commission, ses analyses

Bruxelles s'est déjà penchée sur 2 100 fusions et 18 seulement ont suscité des recours

« incomplètes », et ses « erreurs de raisonnement »... La charge est sévère. Le commissaire Monti parle, certes, de « revers importants », mais préfère retenir les côtés positifs : « La Commission peut continuer à examiner les entraves à la concu-

rence, son autorité n'est pas affaiblie. » Il entend prendre des mesures, « pour maintenir le cap », mais précise que rien, dans son plan de réforme, ne découle directement des arrêts adoptés à Luxembourg.

Il compte renforcer l'analyse économique et les moyens humains au sein de la direction générale de la concurrence et souligne la nécessité d'améliorer les droits de la défense. Les entreprises souhaitant fusionner auraient plus de temps pour répondre aux objections de Bruxelles. Elles pourraient se voir communiquer immédiatement les plaintes de tiers. La direction systématiserait le recours, en son sein, à un groupe d'« avocats du diable », chargés d'analyser de manière critique les procédures en cours. M. Monti compte également accélérer la discussion avec le président du tribunal de Luxembourg, afin de créer une chambre spécialisée dans les questions de concurrence. Pas question, en revanche, de déléguer aux magistrats de Luxembourg la

compétence de bloquer des fusions. Non à ce « modèle américain » recommandé par certains, parce que la Commission « veut s'approcher d'un modèle idéal ». Encore faudrait-il, souligne celui que certains baptisent « le professeur » (formé à Milan et Yale, il a longtemps enseigné l'économie dans son pays), que les Etats lui simplifient la tâche et renoncent à faire pression sur Bruxelles, au nom d'un « intérêt national » mal compris. Allusion évidente à certaines interventions du chancelier Schröder ou du président Chirac dans des dossiers sensibles.

En attendant, la Commission redoute désormais les autres décisions de Luxembourg, où onze de

ses interdictions font l'objet de recours. Le dossier le plus spectaculaire concerne l'opération de concentration des géants américains General Electric et Honeywell, approuvée par les autorités américaines mais bloquée par la Commission en juillet 2001. La justice européenne doit aussi se prononcer sur l'opération MCI Worldcom-Sprint (dans le domaine des télécommunications), le feu vert conditionnel à la fusion entre Total-Fina et Elf ou la reprise par Seb d'activités non françaises de Moulinex, autorisée par Bruxelles, qui avait confié à Paris l'examen de la partie française du dossier.

Jean-Pierre Stroobants

Tetra Laval veut garder Sidel, Schneider rouvre le dossier Legrand

LE GROUPE suédois Tetra Laval a le triomphe modeste, depuis l'annonce de la décision de la Cour européenne vendredi de casser le veto de la Commission à son rachat du français Sidel. Pourtant, en octobre 2001, après le verdict négatif de Bruxelles, Göran Grosskopf, président du conseil de surveillance du leader mondial des briques d'emballage carton pour boissons, avait vivement critiqué la Commission, qui estimait que sa position dominante dans son secteur pourrait lui permettre d'en acquérir une autre dans l'emballage plastique, Sidel étant le premier fabricant mondial de machines de soufflage de bouteilles en plastique PET.

M. Grosskopf accusait les services du commissaire Mario Monti d'avoir pris une décision « purement politique, pour affirmer sa différence vis-à-vis des autorités de la concurrence des Etats-Unis ». Aujourd'hui, il se contente de souligner qu'il a « toujours été convaincu de disposer d'arguments très forts ». Sûr de son bon droit, le patron de Tetra Laval n'a jamais

renoncé à son projet de rachat de Sidel. Tetra Laval, fort des 95 % du capital rachetés en mars 2001 et de la présence d'un de ses représentants à la tête de Sidel, représentera son dossier de fusion à Bruxelles. Il espère une décision « efficace et rapide », d'ici début 2003. Si cette acquisition n'est pas un enjeu majeur pour Tetra Laval, avec ses 8,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires contre 933 millions pour Sidel, elle lui offre un relais de croissance dans un marché voisin et porteur.

De son côté, le conseil d'administration de Schneider, réuni le 25 octobre, a donné un mandat au PDG Henri Lachman pour réétudier le dossier Legrand. Schneider a annoncé en juillet son intention de revendre sa participation dans Legrand aux financiers Wendel et KKR, mais il peut revenir sur sa décision jusqu'au 10 décembre. Une rencontre aura lieu prochainement entre les dirigeants de Schneider et la Commission.

Gaëlle Macke

Un retraité américain présidera la supervision des comptables

LA COMMISSION américaine des opérations de Bourse (SEC) a nommé vendredi William Webster, un ancien directeur du FBI et de la CIA, à la tête d'un nouvel organe de supervision de la profession comptable, qui jusque-là s'autorégulait. Les cinq commissaires de la SEC, trois républicains et deux démocrates, étaient divisés sur la candidature de M. Webster, 78 ans, qui n'a pas de compétence en matière de comptabilité.

LA CRÉATURE DE M. PITT

Les commissaires républicains ainsi que le président de la SEC, Harvey Pitt, ont voté en faveur de M. Webster, alors que les commissaires démocrates Harvey Goldschmid et Roel Campos ont voté contre lui. La nomination du président de cet organe de supervision, créé dans le sillage des scandales qui éclaboussent la profession comptable faisait l'objet d'une d'ordre politique. Les démocrates soutenaient John Biggs, qui dirige un fonds de pension pour les enseignants et qui avait eu la dent très

dure pour la profession des comptables. Celle-ci avait mal réagi et des républicains craignaient qu'il ne se montre trop sévère.

Par un vote de 4-1, Harvey Goldschmid ayant voté contre, les commissaires ont nommé aussi les quatre autres membres du nouvel organe : Daniel Galzer est un ancien conseiller de la SEC, Kayla Gillat était un avocat de Calpers, le plus grand fonds de pension du monde, Willis Gradison est un ancien membre du Congrès et sous-secrétaire au Trésor, et Charles Niemeier un haut fonctionnaire de la SEC.

Le syndicat AFL-CIO et le sénateur démocrate Paul Sarbanes, co-auteur de la loi Sarbanes-Oxley ont protesté contre la nomination de William Webster.

Le *Wall Street Journal*, pourtant proche des thèses républicaines, avait demandé à M. Webster de retirer sa candidature pour éviter d'éveiller le sentiment qu'il est la créature de Harvey Pitt et sauver la crédibilité du nouveau comité. - (AFP)

Comptes rémunérés de la Caixa : l'Europe tranchera

LA CAIXA BANK a remporté une première victoire dans son combat pour la rémunération des comptes à vue en France. Le commissaire du gouvernement a proposé vendredi 25 octobre au Conseil d'Etat de saisir la Cour de justice des communautés européennes pour savoir si l'interdiction de la rémunération des sommes laissées sur un compte chèque était contraire ou pas au droit communautaire. Le commissaire a indiqué qu'il avait des « doutes sérieux » sur la légalité de cette interdiction. La filiale française de la caisse d'épargne espagnole avait demandé au Conseil d'Etat d'annuler la décision de la Commission bancaire, l'organe de tutelle des banques, de l'empêcher de rémunérer les comptes. Le Conseil d'Etat devrait rendre son avis d'ici quinze jours.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : Sport+, la nouvelle chaîne sportive du groupe Canal+**, devait être lancée samedi 26 octobre à 18 h 45. Disponible sur le bouquet CanalSatellite et sur le câble, Sport+ remplace Pathé Sport, dont la chaîne cryptée était le principal actionnaire depuis mars. La nouvelle chaîne annonce un budget de 34,5 millions d'euros et va exploiter le catalogue de droits sportifs de Canal+ et de Pathé Sport.

■ **BIRMANIE : la Confédération internationale des syndicats libres (CISL)** publie une « liste noire » actualisée de 325 entreprises étrangères ayant des activités « qui contribuent à soutenir le régime de dictature brutal et répressif » en place en Birmanie. Parmi les nouveaux entrants, la CISL cite le groupe britannique British American Tobacco (BAT), le constructeur automobile japonais Suzuki, le français Pinault-Printemps-Redoute (PPR), le groupe de télécommunications thaïlandais Shin Corporation et la compagnie aérienne autrichienne Austrian Airlines.

■ **ENVIRONNEMENT : le groupe pétrolier américain ExxonMobil**, auquel Greenpeace reproche son « rôle décisif dans le rejet du protocole de Kyoto » par les Etats-Unis, a été la cible de plus de 600 militants écologistes vendredi avec l'occupation au Luxembourg des 28 stations Esso appartenant au groupe.

■ **HARCÈLEMENT : le premier cas de poursuites** d'un chef d'entreprise pour « harcèlement moral » d'un salarié, délit créé par la loi « de modernisation sociale » du 18 janvier 2002, a abouti vendredi à la relaxe de Philippe Bismut, ex-PDG de CanalNumédia, filiale Internet de Canal+, qui était poursuivi par une ancienne collaboratrice.

www.skyteam.com

voyagezdunetraite

SkyTeam vous offre 8 000 vols par jour vers plus de 500 destinations dans 114 pays.

 AEROMEXICO

 AIR FRANCE

 Alitalia

 CSA CZECH AIRLINES

 Delta

 KOREAN AIR



Caring more about you™

* Vous d'abord

AUJOURD'HUI

SPORTS

L'OPEN DE PARIS de tennis doit se dérouler du lundi 28 octobre au dimanche 3 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy. L' Australien Lleyton Hewitt, l' Américain Andre Agassi et le Russe Marat Safin, qui

occupent les trois premières places du classement mondial, y sont attendus. Les Français Sébastien Grosjean et Arnaud Clément, ainsi que Fabrice Santoro, Nicolas Escudé et **PAUL-HENRI MATHIEU**, qui

ont bénéficié de wild cards, sont qualifiés pour le tableau final. Le jeune Paul-Henri Mathieu, qui reste sur **TREIZE VICTOIRES CONSÉCUTIVES** et deux succès aux tournois de Moscou et de Lyon, sera l'une

des « attractions » du tournoi. Ce garçon de 20 ans, plutôt discret, fait actuellement **L'APPRENTISSAGE DE LA RENOMMÉE**. Il est considéré comme l'un des grands joueurs des années à venir.

A Bercy, Paul-Henri Mathieu étrenne son nouveau statut

Tennis • Vainqueur successivement des tournois de Moscou et de Lyon, l'étoile montante du tennis français sera l'un des joueurs les plus attendus de l'Open de Paris, qui débute lundi 28 octobre. A 20 ans, l'élève de Thierry Champion découvre la notoriété et les contraintes qu'elle entraîne

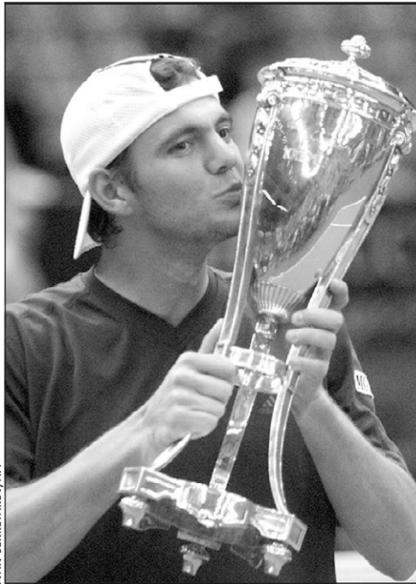
IL NE FAUT PAS se fier à sa jeunesse ou à la facilité qu'ont ses yeux à briller d'émotion. Si ce solide gaillard de 20 ans est un garçon doux dans le privé, il est, sur l'espace public des courts, doté d'une puissance de feu et de jeu à faire pâlir de crainte nombre de ses aînés les plus expérimentés : le Russe Marat Safin, l'Américain Pete Sampras ou le Brésilien Gustavo Kuerten, notamment, en savent quelque chose, eux qui ont été ter-

rassés en 2002 par le jeune phénomène. Ce profil contrasté fait tout le charme de Paul-Henri Mathieu, et il ne faudrait pas s'attendre qu'il devienne très rapidement la coqueluche du tennis français.

Bénéficiaire d'une wild card pour l'Open de Paris, qui se déroule au Palais omnisports de Paris-Bercy du 28 octobre au 3 novembre, « Paulo-la-tendresse » est pressé de retrouver le public parisien. Alors qu'il avait gagné devant celui-ci, en 2000, le tournoi juniors de Roland-Garros, Paul-Henri Mathieu a dû attendre deux ans avant de se révéler pleinement sur la terre ocre de la porte d'Auteuil. Lors des huitièmes de finale des derniers Internationaux de France, il avait très sérieusement menacé Andre Agassi. Mené deux sets à zéro, et deux jeux à rien dans la troisième manche, l'Américain l'avait finalement emporté en cinq sets pour avoir su tirer profit de son savoir-faire.

EXPLOITS ADOLESCENTS

« J'avais du mal à me dire que j'étais en train de le battre, explique le jeune Français. Il en a profité pour reprendre le dessus. C'est une expérience qui me servira par la suite pour battre les meilleurs. » On l'a revu quelques mois plus tard, au même endroit, dans l'ombre de l'équipe de France de Coupe Davis, dont il était l'un des partenaires d'entraînement, lors de la demi-finale que les Bleus ont fini par enlever face aux Américains. Il



Paul-Henri Mathieu embrassant son premier trophée dans le circuit ATP, après son succès dans la Kremlin Cup, le 6 octobre 2002. Sur sa lancée, il remportera un deuxième titre la semaine suivante à Lyon, confirmant son statut de grand espoir du tennis français.

IVAN SEKRETEV/APP

avait été même pressenti un moment pour faire partie du carré final des sélectionnés.

Paul-Henri Mathieu n'a pas fini de faire parler de lui. Certains ont été les témoins de ses exploits adolescents, lorsqu'il fut élu meilleur joueur de sa catégorie de 12 à 15 ans et remporta deux années de suite les championnats de France des 13-14 ans. D'autres ont eu la révélation lors des derniers Internationaux de France. Quart-de-

finaliste à Casablanca et surtout à Long Island, où il s'est permis d'éliminer Pete Sampras - l'Américain devait remporter peu après l'US Open -, Paul Henri Mathieu a depuis lors enchaîné les succès, avec treize victoires d'affilée. Issu des qualifications, il a remporté face au Néerlandais Sjeng Schalken, début octobre, son premier tournoi ATP, à Moscou, après avoir battu en demi-finale Marat Safin, le troisième joueur mondial,

devant 12 000 Russes acquis à la cause de leur compatriote.

Puis il y a eu Lyon et la victoire en finale face à Gustavo Kuerten. « Son point fort semble de ne pas avoir de point faible », avait déclaré au sujet du jeune Français le Brésilien après sa défaite, un compliment appréciable de la part d'un joueur qui, encore récemment, tutoyait les sommets du classement mondial. Parti en début d'année de la 160^e place, le jeune Alsacien est parvenu aujourd'hui à la 35^e place du classement ATP, devenant par là même le troisième joueur français, derrière Sébastien Grosjean et Fabrice Santoro.

CAPACITÉ À DURER

« Paul-Henri Mathieu était prédestiné à être fort, explique Thierry Champion, son entraîneur. Quand il est revenu en France, après son séjour aux Etats-Unis chez Nick Bolletieri entre 1997 et 1999, il a voulu aller un peu trop vite. Paradoxalement, celui lui a fait perdre du temps. Il lui a alors fallu faire preuve de patience pour arriver là où il en est aujourd'hui, mais il joue à un niveau qui n'est pas usurpé. » Jusqu'à cette année, Paul-Henri Mathieu n'était jamais sûr de tenir la distance sur tout un match. Dur à l'entraînement, il dispose désormais d'une capacité de relâchement qui lui permet de frapper la balle plus longtemps. La confiance qui l'habite actuellement est née de cette capacité à durer.

Le jeune homme, qui a toujours

choisi soigneusement les personnes dont il s'entoure, travaille depuis un an et demi avec la préparatrice mentale qui l'avait déjà suivi de 11 à 14 ans, alors qu'il était en sport-études à Reims. « Aujourd'hui, il est conscient que pour y arriver, il doit s'entourer d'un certain nombre de personnes, explique son entraîneur. Il ne donne pas sa confiance facilement, mais quand il l'a donnée, il est entier et est prêt à se livrer. Cette année, il a évolué parce qu'il a fait les bons choix. C'est toute la difficulté pour un jeune joueur. Et c'est comme cela que les résultats arrivent. »

Avant Bercy, le travail de Thierry Champion a surtout été de calmer l'ardeur de son élève, très nerveux et impatient à l'idée de jouer devant le public parisien : « Il m'a fallu le calmer un peu, le stabiliser, le rendre un peu plus linéaire, plus plat. Eviter qu'il ne perde trop d'énergie avant le début du tournoi. A vouloir trop bien faire, on risque de se griller. » La principale difficulté à laquelle est confronté le joueur aujourd'hui n'est pas d'ordre sportif, mais touche à son nouveau statut de vedette médiatique. « Sa soudaine notoriété a fait que des choses d'ordre privé sont parues dans la presse à grand tirage, explique Thierry Champion, en référence à un article de Paris-Match où il était question de la vie sentimentale du joueur. C'est un gars sensible : il n'a pas compris. »

Jean-Jacques Larrochelle

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Bordeaux a été tenu en échec sur son terrain par Monaco (2-2), vendredi 25 octobre, en match avancé de la 12^e journée du championnat de France de Ligue 1. Monaco a mené à deux reprises à la marque mais n'a pas pu préserver son avantage.

■ **PATINAGE** : la patineuse de couple américaine Kyoko Ina a été suspendue pour quatre ans par l'Agence antidopage américaine (Usada), vendredi 25 octobre, pour avoir refusé de se soumettre à un contrôle. Arguant de l'heure trop tardive (22 h 30), la patineuse avait refusé de se soumettre à un test d'urine lorsque deux inspectrices de l'Usada s'étaient présentées à son domicile de Greenwich (Connecticut), le 18 juillet dernier.

■ **VOILE** : la régata entre les bateaux du syndicat français Le Défi Areva, et du syndicat italien Prada Challenge a été annulée, samedi 26 octobre, pour excès de vent et reportée à dimanche. Les trois autres régates de la troisième journée du deuxième Round Robin de la Coupe Louis-Vuitton ont également été reportées.

La crise fédérale risque de rejaillir sur les équipes de France de ski

Ski alpin • Alors que la saison débute ce week-end en Autriche, la Fédération française est au bord du chaos

SOLDEN (Autriche)

de notre envoyée spéciale

Les skieurs tricolores ont été jusqu'à maintenant soigneusement préservés des secousses qui agitent depuis plusieurs mois la Fédération française de ski (FFS). Mais alors que la Coupe du monde de ski alpin démarre en Autriche, où devait se dérouler samedi 26 octobre un slalom géant féminin, suivi dimanche d'un slalom géant masculin, ils risquent de subir un jour ou l'autre les conséquences de la situation dans laquelle se trouve la FFS.

« L'encadrement a joué le rôle de filtre pour leur permettre de s'entraîner sereinement tout l'été, affirme Lionel Finance, le directeur du ski alpin féminin, mais ça devient pénible. » Le report du jeudi 24 au lundi 28 octobre de l'annonce de la décision du comité directeur de la FFS et de son nouveau président, Jean Béranger, de présenter ou non leurs démissions a émué la patience des responsables sportifs.

De fait, scindée en deux, la FFS est devenue ingouvernable depuis les élections fédérales du 6 juillet. Bernard Chevallier, le président sortant, y a été battu par Jean Béranger, ancien président du comité de Savoie, dans des conditions que contestent ses partisans. Quatre des comités régionaux les plus importants (Mont-Blanc, Alpes-Provence, Côte-d'Azur et Pyrénées-Est) ne sont plus représentés dans les instances fédérales. La commission de conciliation du Comité national olympique et sportif français (Cnosf), qui avait conseillé, dès le mois d'août, l'organisation rapide d'un nouveau scrutin, n'a pas été entendue, et les élections du 6 juillet risquent fort d'être invalidées par le tribunal de grande instance d'Annecy (TGI) qui examinera, le 14 novembre, un recours en annulation pour irrégularités de procédure déposé par Bernard Chevallier et ses partisans.

Las de ses dissensions, Nathalie

Bouvier, Jean-Luc Crérier et Franck Piccard, les trois athlètes de haut niveau siégeant au comité directeur de la Fédération, en ont démissionné fin septembre, dans l'espoir de créer un électrochoc. En vain. A la FFS, on déclarait vendredi 25 que le report de la décision à lundi tenait à « différentes raisons interactives ». Les dirigeants fédéraux redouteraient, en fait, la nomination d'un administrateur judiciaire, qui risque de se produire à l'issue du débat devant le TGI d'Annecy.

« ATTENTE DÉSTABILISANTE »

« Pour l'heure, tout va bien pour le haut niveau, mais il vit malgré tout dans l'attente déstabilisante d'une issue qui pourrait rejaillir sur son quotidien, explique Gérard Rougier, le directeur technique national. On ne peut rester étranger à ce qui se passe, même si, sur le terrain, nous sommes soudés et que nous sommes là pour le sport. » L'hypothèse de l'entrée en lice d'un troisième

candidat à la présidence, plus consensuel, ne convainc guère Gérard Rougier. « La FFS devrait se prononcer sur son fonctionnement structurel avant de se demander qui va la présider, estime-t-il. Le système actuel ne fonctionne plus à cause d'une énorme disparité entre la réalité du terrain et la représentativité à la fédération. Que l'on s'assoie et que l'on présente des projets serait déjà un début de solution. »

Gérard Rougier espère que les bons résultats de la saison passée (dix médailles olympiques et six victoires finales en Coupe du monde dans les différentes spécialités) sont une raison suffisante pour qu'on ne laisse pas la situation se dégrader davantage. Selon lui, la tournée américaine qui doit débiter le 21 novembre n'est pas remise en cause. « J'ai obtenu le certificat administratif disant que le ministère va verser à la FFS le solde de la convention d'objectifs 2002, soit 1,6 million d'euros, qui permettra de passer

les échéances actuelles, explique-t-il. Et il doit être possible d'anticiper avec les banquiers par rapport au volume financier du règlement à venir des licences. »

Directeur de l'équipe masculine de ski alpin, Gilles Brenier est moins optimiste : « On a un retard d'au moins trois mois dans les paiements, affirme-t-il. Je me demande aujourd'hui si nous avons les moyens de faire cette tournée. Le risque, c'est de se retrouver là-bas, bloqués avec une carte bancaire qui ne passe pas. » Les responsables des équipes de France de ski revendiquent le droit à la sérénité pour la reprise des compétitions. « Si le ministère ne débloque pas ce qu'il nous doit, c'est qu'il tente d'exercer une pression quelque part, s'inquiète Gilles Brenier. Jean-François Lamour avait dit qu'il veillerait personnellement à ce que les athlètes ne soient pas touchés. J'espère qu'il tiendra parole. »

Patricia Jolly

LE GRAND JURY
RTL Le Monde LCI

HENRI EMMANUELLI

Député Socialiste et Président du Conseil Général des Landes

DIMANCHE 27 OCTOBRE / 18:30

Patrick Cohen - RTL / Gérard Courtois - Le Monde / Pierre-Luc Séguillon - LCI

RTL

Cancer de la prostate, la chirurgie en question

Face à cette maladie désormais diagnostiquée de plus en plus tôt, différentes attitudes thérapeutiques sont possibles. Dès lors, faut-il nécessairement recourir à un traitement chirurgical radical ?

CHAQUE ANNÉE, on diagnostique en France 30 000 cas de cancer de la prostate. Cette affection, responsable de 9 000 décès annuels, est le plus fréquent des cancers de l'homme de plus de 50 ans. C'est aussi une pathologie qui n'est plus perçue de la même manière qu'il y a quelques décennies, du fait de la mise en œuvre de plus en plus fréquente de son dépistage à partir de la mesure dans le sang du taux d'un marqueur biologique du processus cancéreux, l'antigène prostatique spécifique ou PSA. Beaucoup de Français seront, au cours de leur vie, concernés par le cancer de la prostate ; chacun d'eux sera alors confronté au choix de la thérapie à mettre en œuvre : chirurgie, radiothérapie, curiethérapie ou ultrasons.

OPÉRER OU ATTENDRE

Dans le meilleur des cas, celui où la lésion est diagnostiquée au stade le plus précoce de son développement, la question principale est celle de la chirurgie. Doit-on, d'emblée, procéder à l'ablation de cette glande, avec les conséquences qui peuvent en résulter, notamment une incontinence plus ou moins associée à une impuissance ou à des dysfonctions sexuelles ? Le traitement chirurgical de référence du cancer de prostate localisé – la prostatectomie radicale – consiste en effet à pratiquer l'ablation de la prostate et des vésicules séminales, tout en rétablissant la continuité urinaire par anastomose de la vessie à l'urètre.

Faut-il au contraire différer cette intervention, en postulant que la lésion cancéreuse n'évoluera pas rapidement ? Deux études récentes de spécialistes suédois, publiées dans le *New England Journal of Medicine* du 12 septembre, apportent de nouveaux éléments à ce dossier difficile et controversé. La première étude a été menée sur un groupe de 695 hommes chez qui une forme localisée de cancer prostatique avait été diagnostiquée et parmi lesquels 347 avaient subi une prostatectomie radicale tandis que les 348 autres avaient opté pour une surveillance médicale. Tous ces hommes ont été suivis en moyenne pendant un peu plus de six ans. Les Suédois ont enregistré

62 décès dans le groupe qui n'a pas subi d'intervention chirurgicale et 53 dans l'autre. Le cancer prostatique était la cause du décès chez 31 des 348 patients (8,1 %) ayant préféré l'abstention thérapeutique et chez 16 personnes (4,6 %) appartenant au groupe où l'ablation avait été pratiquée.

Ces résultats peuvent être diversement interprétés dans la mesure où, compte tenu notamment de l'âge des patients, tous les décès ne doivent pas être liés à l'évolution de la lésion cancéreuse. Il est donc difficile d'affirmer, en terme d'espérance de vie, que la différence observée entre les deux groupes

Le taux de PSA, un marqueur spécifique

La prostate est une glande à sécrétion externe et interne située sous la vessie. Elle fait partie de l'appareil génital masculin et contribue notamment par ses sécrétions à la production du liquide séminal. Quant au marqueur spécifique de la glande prostatique, l'antigène prostatique spécifique (PSA), c'est une molécule glycoprotéique dont la concentration sanguine s'élève dans toutes les affections de la prostate, qu'elles soient bénignes (infection, adénome) ou malignes. Cette augmentation est toutefois beaucoup plus marquée en cas de cancer. Le dosage du PSA sert aussi à surveiller l'apparition d'éventuelles métastases chez un patient déjà traité pour un cancer de la prostate.

plaide en faveur de l'intervention chirurgicale systématique, dès lors que le diagnostic est porté. « Il y a eu 37 morts d'autres causes dans le groupe de prostatectomie radicale et 31 morts dans le groupe surveillé passivement », écrit le groupe de chercheurs dirigé par le docteur Lars Holmberg. Cette différence, avance-t-il, pourrait être due au hasard ou à des effets néfastes à long terme de la prostatectomie. »

Les signataires de la deuxième publication ont cherché quant à eux à comparer les symptômes et la qualité de vie (mesurée par auto-évaluation) chez les hommes de ces deux groupes. « La dysfonction

érectile (80 % contre 21 %) et les fuites urinaires (49 % contre 21 %) étaient plus fréquemment observées après prostatectomie radicale, alors qu'un syndrome obstructif (28 % contre 44 % de jet urinaire faible) était moins fréquent, expliquent-ils. La fonction intestinale, la prévalence de la dépression, le bien-être et la qualité de vie subjective étaient similaires dans les deux groupes. »

CHIRURGIES MOINS AGRESSIVES

Il s'agit là d'un constat assez étonnant, dans la mesure où, si l'on peut objectivement mettre en évidence les conséquences organiques de l'acte chirurgical, le fait d'avoir eu ou non recours à la chirurgie semble ne pas avoir de réel influence sur le bien-être ou sur la perception qu'ont ces hommes de leur qualité de vie après un suivi moyen de quatre ans.

Outre la chirurgie conventionnelle dite « ouverte », il faut désormais compter avec le développement depuis environ cinq ans d'une approche chirurgicale moins agressive – dite « laparoscopique » ou coelioscopique – qui peut réduire les effets secondaires indésirables et autorise une récupération précoce des malades en réduisant les risques fonctionnels d'incontinence et d'impuissance.

Dans l'hypothèse chirurgicale, le fait que l'on découvre, grâce au dosage du PSA, des tumeurs à des stades de plus en plus précoces permet une amélioration des taux de guérison. Les spécialistes tablent désormais sur une survie sans progression biologique dans 85 % des cas à cinq ans et 75 % des cas à dix ans. Il faut savoir d'autre part qu'en présence d'une réélévation du taux de PSA des traitements complémentaires peuvent être envisagés, le plus souvent sous forme de radiothérapie mais aussi, plus rarement, sous forme d'hormonothérapie.

Les spécialistes d'urologie possèdent en définitive aujourd'hui une série d'outils diagnostiques et un arsenal thérapeutique de qualité qui leur permettent de proposer à leurs patients la meilleure stratégie. Au-delà des seuls aspects techniques, il leur reste à tout mettre en œuvre pour que les malades soient pleinement informés des avantages et des inconvénients de la démarche qu'ils adoptent, leur décision oscillant inévitablement entre le fait de prolonger la durée ou la qualité de leur vie.

Jean-Yves Nau

Docteur Guy Vallancien, urologue à l'Institut mutualiste Montsouris

« Chez des hommes encore jeunes, mieux vaut opérer »

Quelle est la position des spécialistes d'urologie à propos du dépistage biologique du cancer de la prostate ?

Elle a beaucoup évolué. Au vu des éléments objectifs dont nous disposons, il est clair que le dosage du marqueur biologique en relation avec ce cancer – le taux de PSA – doit être effectué à partir de 50 ans chez les hommes n'ayant pas d'antécédents familiaux, et à partir de 40 ou 45 ans chez ceux dans les familles desquels on a recensé un ou plusieurs cas de cancer de la prostate.

Contrairement à ce que nous pouvions professer il y a une ou deux décennies, le dosage du PSA peut fournir des résultats plus fins et plus précoces que l'examen clinique du toucher rectal. Il faut savoir que près de deux hommes sur trois souffrant d'un cancer de la prostate débutant avec anomalie biologique ne présentent aucune anomalie au toucher rectal. Lorsque cet examen est anormal, la lésion cancéreuse est souvent à un stade d'évolution qui impose d'autres conduites thérapeutiques et qui réduit l'espérance de vie du malade.

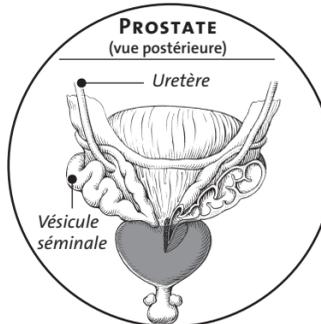
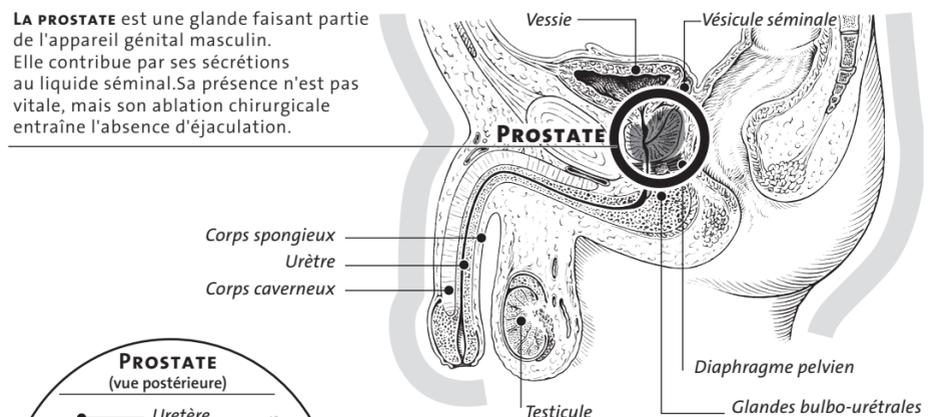
Pourquoi un tel dépistage n'est-il pas systématisé ?

Cette affection ne représente aucun risque pour autrui et à ce

LE DÉPISTAGE PAR LE SANG

Deuxième cancer chez l'homme après celui du poumon, le cancer de la prostate peut être détecté par le dosage sanguin de l'antigène prostatique spécifique (PSA).

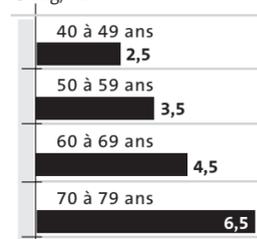
LA PROSTATE est une glande faisant partie de l'appareil génital masculin. Elle contribue par ses sécrétions au liquide séminal. Sa présence n'est pas vitale, mais son ablation chirurgicale entraîne l'absence d'éjaculation.



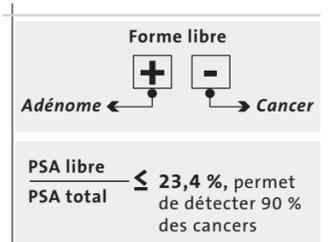
LES VALEURS DE L'ANTIGÈNE PROSTATIQUE SPÉCIFIQUE (PSA)

La concentration sanguine de cet antigène s'élève dans toutes les affections, qu'elles soient bénignes ou malignes. Mais cette augmentation est beaucoup plus marquée en présence d'un cancer.

Augmentation, en fonction de l'âge, de la limite supérieure de la valeur normale du PSA, en ng/ml



Cet antigène existe sous forme « conjuguée » et sous forme « libre ». La variation de cette dernière est un excellent indicateur :



Consultations spécialisées sur Internet

AUX DIVERSES et croissantes applications d'Internet dans le domaine médical, il faudra peut-être bientôt ajouter le suivi médical régulier du malade atteint de cancer de la prostate et habitant loin de l'équipe chirurgicale qui l'a pris en charge. Une première étude, dite de faisabilité, réalisée par les spécialistes de chirurgie urologique de l'Institut mutualiste Montsouris à Paris sera présentée, mardi 29 octobre, devant l'Académie nationale de médecine. Elle a, pour la première fois en France, cherché à situer l'intérêt d'un tel système.

Cette étude a été menée auprès de 100 malades atteints de cancers de la prostate localisés et traités par prostatectomie radicale laparoscopique. Ces patients s'étaient portés volontaires pour tester le système et l'étude avait obtenu le feu vert de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) qui a veillé à ce que soient préservés

le secret médical et la confidentialité des données. A cette fin, un service a été ouvert sur Internet qui présente toutes les garanties de sécurité.

98 % DE SATISFAITS

Ce site est constitué de pages comprenant les comptes rendus d'hospitalisation des patients ainsi que les comptes rendus opératoires et anatomopathologiques. Un questionnaire de qualité de vie fondé sur l'évaluation de la continence urinaire et de la vie sexuelle ainsi qu'une fiche du dosage biologique du PSA sont inclus dans le site. Depuis son domicile, le patient peut, de la sorte, inscrire son taux de PSA et remplir les questionnaires qui sont envoyés au médecin traitant du service hospitalier. Une page de contact permet d'autre part au malade et au médecin d'échanger des informations plus personnelles.

Sur les 100 malades ayant partici-

pé à cette première étude, 92 se sont connectés régulièrement, la moyenne de connexion par patient étant de 8 ; 98 % des malades sont satisfaits des rubriques du site et 95 % de leur dossier médical ; 11 % ont rencontré des problèmes de connexion et 14 % des problèmes techniques, attribués notamment à une mauvaise saisie du taux de PSA ou au non-fonctionnement des vidéos par défaut de logiciels.

En conclusion, les auteurs de cette étude estiment que la mise en place d'un tel service est une voie d'avenir, dans la mesure où elle permet le maintien d'un contact étroit avec les malades sans l'encombrement des consultations physiques. Et ce quelle que soit la distance tout en offrant au médecin généraliste la possibilité d'avoir accès au dossier si le malade le souhaite.

J.-Y. N.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAUT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE L'HÉRAUT
A.75 PEGAIROLLES - LODÈVE SUD

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

COMMUNES DE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE, SOUBES, FOZIERES, POUJOLS, SOUMONT ET LODÈVE

Dans le cadre du projet d'autoroute A 75, section de Pegairolles de l'Escalette / Lodève sud, une enquête publique préalable à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau, ordonnée par arrêté préfectoral n° 2002-01-4776 du 17 octobre 2002, sera ouverte du 13 novembre 2002 au 13 décembre 2002 inclus, en mairies de Pegairolles de l'Escalette, Soubes, Fozières, Pujols, Soumont et Lodève.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés dans ces mairies aux jours et heures habituels de leur ouverture, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Le commissaire enquêteur désigné, M. Paul LLAMAS, fonctionnaire de l'équipement, retraité, siègera et assurera les permanences aux mairies, dates et heures suivantes :

- LODÈVE, vendredi 15 novembre 2002 de 9 h à 12 h ;
- PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE mercredi 20 novembre 2002 de 13 h 45 à 16 h 30 ;
- LODÈVE jeudi 28 novembre 2002 de 9 h à 12 h ;
- SOUBES mardi 3 décembre 2002 de 9 h à 12 h ;
- LODÈVE vendredi 13 décembre 2002 de 13 h 30 à 16 h 30.

Il recevra les déclarations faites par le public, soit par oral, soit par écrit (adressées au siège de l'enquête, mairie de Lodève).

A l'issue de l'enquête, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur dans les mairies concernées ainsi qu'à la direction départementale de l'équipement, service des équipements, pôle foncier à Montpellier.

Propos recueillis par J.-Y. N.

AUJOURD'HUI

Tempête sur le nord du pays

DIMANCHE 27 OCTOBRE

Le lever du soleil à Paris : 7 h 31
Coucher du soleil à Paris : 17 h 38

Une dépression très creuse circule rapidement au cours de la journée de dimanche sur les îles britanniques et la Manche. Des vents très forts sont attendus lors de son passage. Une perturbation traverse la France, donnant de faibles pluies.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Nuages et éclaircies se partagent le ciel. Le vent souffle fort avec des pointes supérieures à 100 km/h le long des côtes bretonnes, 120 km/h le long des côtes normandes. Les températures maximales sont comprises entre 14 et 17 km/h.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La pluie quitte en matinée l'Ile-de-France, le Centre et les Ardennes, un ciel variable se met en place. Le vent souffle en tempête sur les bords de la Manche avec des vents dépassant localement les 130 km/h. De l'Ile-de-France aux Ardennes, le vent dépasse en rafales les 90 km/h. Températures de 15 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Un passage pluvieux est attendu en journée ; le ciel se dégagé dans l'après-midi. Le vent est soutenu avec des pointes jusqu'à 70 km/h. Les températures dans l'après-midi oscillent entre 15 et 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La pluie, faible, présente sur le Poitou-Charentes en début de matinée se dirige rapidement vers l'Aquitaine puis Midi-Pyrénées en journée. Un ciel plus variable s'installe à l'arrière. Températures de 17 à 21 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. En Auvergne et sur Rhône-Alpes, le ciel s'ennuage en matinée et de la pluie faible tombe dans l'après-midi. Les températures maximales s'étagent de 14 à 17 degrés sur le Limousin et l'Auvergne et de 18 à 21 degrés sur le Lyonnais.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée est agréable. Quelques nuages bas sur les rivages corses. Il fait de 20 à 23 degrés du Roussillon au delta du Rhône ainsi qu'en Corse, et 22 à 25 degrés de la Camargue à la Côte d'Azur.

26 OCT. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLE	Madrid	7/20 S
Ajaccio	14/21 S	
Milan	11/19 S	
Biarritz	14/20 P	
Moscou	-1/2 N	
Bordeaux	13/20 N	
Munich	10/14 P	
Bourges	10/16 N	
Naples	16/21 S	
Brest	11/15 N	
Oslo	2/7 N	
Caen	12/14 N	
Palma de M.	14/24 S	
Cherbourg	10/14 N	
Prague	8/14 P	
Clermont-F.	11/18 N	
Rome	18/22 N	
Dijon	11/16 P	
Séville	12/25 S	
Grenoble	10/18 C	
Sofia	3/16 N	
Lille	9/14 N	
St-Petersb.	1/3 N	
Limoges	10/15 N	
Stockholm	7/10 P	
Lyon	11/18 P	
Ténérife	22/27 C	
Marseille	13/22 S	
Varsovie	9/13 P	
Nancy	11/14 N	
Venise	12/17 N	
Nantes	12/17 N	
Vienne	11/18 P	
Nice	15/23 S	
Paris	10/15 N	
Pau	10/19 P	
Buenos Aires	16/27 P	
Perpignan	13/21 S	
Caracas	26/31 P	
Rennes	11/16 N	
Chicago	5/11 P	
St-Etienne	11/16 P	
Lima	17/21 S	
Strasbourg	11/14 P	
Los Angeles	13/14 P	
Toulouse	12/19 P	
Mexico	8/22 S	
Tours	10/16 N	
Montréal	2/6 P	
New York	11/16 P	
San Francisco	10/16 S	
Santiago Ch.	10/22 C	
Toronto	6/10 P	
Washington DC	14/20 P	

FRANCE OUTRE-MER	Brasilia	20/34 S
Cayenne	23/32 P	
Fort-de-Fr.	24/29 P	
Nouméa	21/28 P	
Papeete	24/29 S	
Pointe-à-P.	24/30 P	
St Denis Réu.	21/27 S	

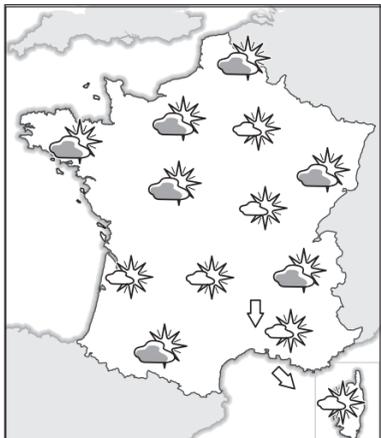
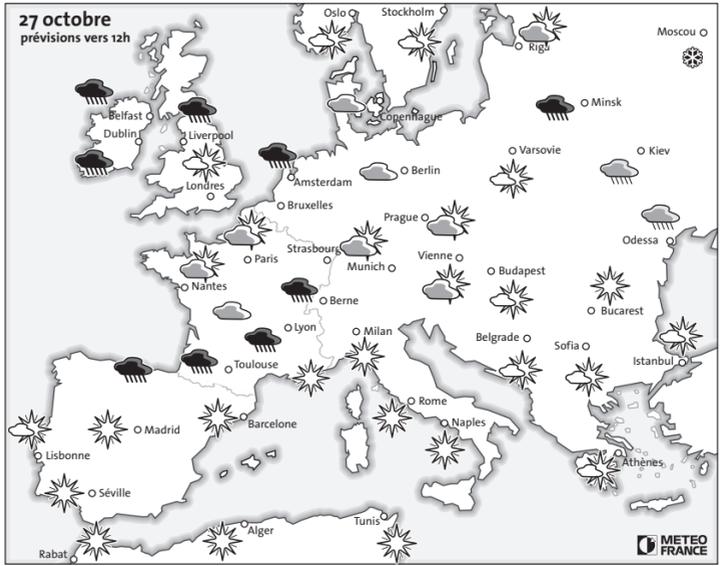
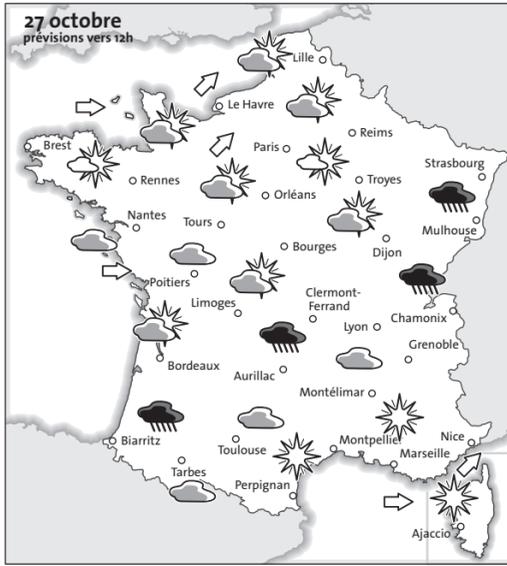
AMÉRIQUES	Buenos Aires	16/27 P
Caracas	26/31 P	
Chicago	5/11 P	
Lima	17/21 S	
Los Angeles	13/14 P	
Mexico	8/22 S	
Montréal	2/6 P	
New York	11/16 P	
San Francisco	10/16 S	
Santiago Ch.	10/22 C	
Toronto	6/10 P	
Washington DC	14/20 P	

AFRIQUE

Alger	11/26 S
Dakar	26/28 S
Kinshasa	21/30 P
Le Caire	21/27 S
Nairobi	14/26 S
Pretoria	19/29 S
Rabat	13/24 S
Tunis	14/25 S

ASIE-Océanie

Bangkok	26/31 P
Beyrouth	21/27 S
Bombay	25/35 S
Djakarta	24/34 S
Dubai	25/32 S
Hanoï	25/29 C
Hongkong	21/26 S
Jérusalem	14/23 S
New Delhi	18/31 S
Pékin	2/8 S
Séoul	4/10 P
Singapour	26/31 P
Sydney	14/18 S
Tokyo	14/19 P

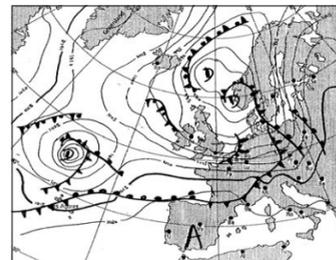


PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE

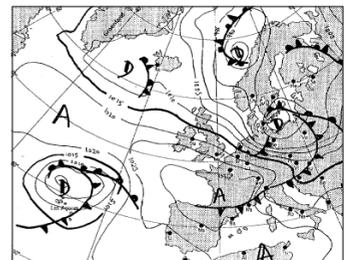
Gagnez du temps avec les bornes libre-service d'enregistrement. AIR FRANCE

Lundi 28 octobre

Le temps est agréable avec de belles apparitions du soleil sur la plupart des régions. Le ciel est plus nuageux toutefois au nord de la Seine. Le vent souffle assez fort dans la vallée du Rhône et le Golfe du Lion.



SITUATION LE 26 OCTOBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE À 0 HEURE TU

Une centaine de grenouilles dans les arbres du Sri Lanka

HISTOIRES NATURELLES

Tous les samedis datés dimanche-lundi, curiosités animales

LA SENTENCE, attendue, n'en est pas moins tombée comme un couperet : selon l'édition 2002 de la Liste rouge de l'Union mondiale pour la nature (IUCN), rendue publique début octobre, 11 167 animaux ou plantes sont aujourd'hui menacés d'extinction dans le monde, soit une augmentation de 121 espèces par rapport à l'édition de 2000. L'histoire de la vie sur Terre est, certes, parsemée de disparitions. Mais le taux d'extinction des espèces, rappellent les experts, « est aujourd'hui 1 000 à 10 000 fois supérieur à ce qu'il serait naturellement », du fait des activités humaines. Une espèce de mammifères sur quatre et une espèce d'oiseaux sur huit sont désormais en sursis, du simple fait de la destruction ou de la dégradation de leur habitat.

Quant à la biodiversité des amphibiens, elle est carrément en chute libre : de 4 % à 5 % par année, en moyenne, depuis quarante ans. Crapauds, grenouilles et salamandres sont menacés partout dans le monde, sans que l'on sache très bien si leurs principaux agresseurs sont des champignons microscopiques, les changements climatiques, les pluies acides, les rayons ultraviolets – ou l'influence conjointe de tous ces facteurs.

Dans ce contexte, la nouvelle qu'annonce la revue américaine *Science* (datée du 11 octobre) semble presque anachronique : dans l'île du Sri Lanka, au sud de l'Inde, plus de cent nouvelles espèces d'amphibiens viennent d'être recensées. Toutes sont de petites grenouilles arboricoles, du groupe des rhacophoridés. Leur découverte semble d'autant plus étonnante que de nombreuses espèces de batraciens, connues pour avoir peuplé le Sri Lanka au XIX^e siècle, n'ont pu y être retrouvées. Et que cette île de 66 000 km² a perdu, en

un siècle, environ 95 % de sa forêt humide, la superficie de celle-ci étant passée de 15 000 km² à 750 km².

Dans le grand mais très incomplet registre des espèces recensées (on estime que les seuls écosystèmes terrestres tropicaux en hébergent plus de 3 millions, quand seulement 750 000 ont été décrites), ces nouvelles venues n'auraient sans doute pas trouvé place si le Sri-Lankais Rohan Pethiyagoda, cosignataire de l'article, n'avait décidé, en 1993, de mettre ses propres deniers à contribution pour effectuer le recensement de la faune vivante encore dans son île. Très vite, la quantité imprévue de grenouilles qu'il découvre le convainc de consulter des spécialistes de la classification.

Sur la foi des caractères morphologiques et anatomiques des 1 000 spécimens étudiés, ceux-ci concluent d'abord à l'existence de 200 nouvelles espèces. En complément de cette analyse classique, des études génétiques sont

effectuées, qui réduisent le nombre à 120. Les données moléculaires venant consolider celles de la science traditionnelle, « ce travail est à la pointe de ce que doit être l'approche moderne des recherches sur la biodiversité », commente dans *Science* le systématicien Roy McDiarmid, du Smithsonian National Museum de Washington.

ÉLÉMENT AQUEUX

Mais comment ces espèces ont-elles survécu à l'hécatombe qui touche depuis un demi-siècle les membres de leur vaste tribu ? La réponse, pour autant que les biologistes puissent la certifier, réside hors de l'eau.

Dans le groupe des anoures (dix-sept familles, deux cent cinquante genres, trois mille espèces), auquel elles appartiennent, la reproduction se passe difficilement de l'élément aqueux. Si l'accouplement a bel et bien lieu, la fécondation est toujours externe : le mâle, étreignant fermement sa femelle sous

les aisselles, dépose sa semence sur ses ovules, qu'elle a pondus individuellement, en masses ou en chapelets. Les embryons commencent à se développer dans ces œufs minuscules, bien à l'abri dans leur gangue gélatineuse. Celle-ci devant à tout prix être protégée du dessèchement, les batraciens de nos contrées, quand vient le temps de la ponte, choisissent de préférence la proximité immédiate d'un plan d'eau.

Au sud de l'Asie, les rhacophoridés ont un autre point de vue. Leurs amours se nouent dans les arbres, et les œufs sont déposés à même le feuillage. Mais l'eau, là encore, n'est jamais bien loin : quelques mètres plus bas, tout au plus. A l'éclosion, les têtards tombent dedans. Pour y achever leur métamorphose, et pour prendre de plein fouet, s'il y a lieu, la pollution qui s'y concentre.

Quelques anoures, enfin, jouent les originiaux. Chez certains, les femelles ne pondent ni dans l'eau ni dans l'air, mais à terre, de gros

œufs riches en réserves nutritives. D'autres, encore, les avalent, et les conservent dans leur sac vocal jusqu'à ce que les têtards y aient achevé leur métamorphose. D'autres, enfin, évitent le stade intermédiaire : de leurs œufs sortent directement des adultes miniatures. C'est, précisément, le cas des grenouilles arboricoles sri-lankaises.

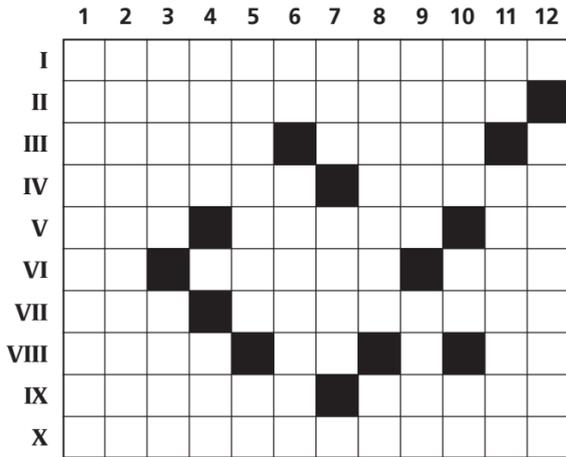
Munis dès l'éclosion de petites ventouses sur leurs orteils, leurs petits peuvent immédiatement s'accrocher aux arbres, et ne se mouilleront jamais les pattes. Contrairement à la plupart des amphibiens (du grec *amphi* : double, et *bios* : vie), ces espèces-là ne connaissent qu'un seul mode d'existence ; c'est pourquoi, sans doute, ils l'ont gardée sauve. On laissera la conclusion à Plaine l'Ancien : « Les mages disent beaucoup de choses et, si leurs assertions sont exactes, il faudrait regarder les grenouilles comme plus utiles aux sociétés que les lois. »

Catherine Vincent

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 256

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Bonne prise. - II. Plus fort que le dégoût. - III. Met le revers à l'honneur. Un carreau dans les mains du nain jaune. - IV. Pour loger les articulations. Fait une fixation. - V. Encouragement au cirque. Même les plus beaux sont à vos pieds. En permission. - VI. Résistible sur les planches. Allongé. Bien meilleur qu'une boîte pour le greffier. - VII. En fin

d'office. S'il vous saute au cou, c'est trop tard. - VIII. Fondée par Pizarro. Risque d'attraper froid. Bon rapport. - IX. Bonne sur le poirier. Suite organisée. - X. Spécialiste des sources et des ressources.

VERTICALEMENT

1. La plus belle est aussi grimaçante. - 2. Mouvement en liquide. - 3. Découpée comme un fleur.

Touchée en profondeur. - 4. Main désarticulée. Ses courants sont mauvais. - 5. Grattée pour pelucher. Lettres de sang. - 6. Branché en son temps. Pour prendre un coup de rouge. - 7. Pose problème. Beaucoup après peu. - 8. Autour du maître. Affirmation. - 9. Maisons rouges. Européen. - 10. Lettre pour le précédent, pas grand-chose pour nous. Personnel. Participe. - 11. Participe dans l'ombre. Suit de près. - 12. Peut faire aye-aye.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 255

Horizontalement

I. Enfantalage. - II. Verbeuse. Pot. - III. Omission. Nua. - IV. Tell. Abêti. - V. Amenées. Lèse. - VI. Tout. Nabis. - VII. Insertion. Ce. - VIII. Oté. Ec. Pan. - IX. Né. Omo. Amant. - X. Sensibilisés.

Verticalement

1. Evocations. - 2. Nem. Montée. - 3. Friteuse. - 4. Absente. OS. - 5. Nesle. Rami. - 6. Tuilent. Ob. - 7. Iso. Saie. - 8. Lena. Bocal. - 9. Blin. Mi. - 10. Apnées. Pas. - 11. Goûts. Cane. - 12. Etalements.

ÉCHECS

N° 2024

6^e PARTIE DU MATCH

(Albert, 2002)

Blancs : E. Bacrot.

Noirs : B. Gelfand.

Défense sicilienne.

1. e4	c5	24. Cd1!(f)	f5(g)
2. Cf3	Cc6	25. Cf2	Tg8
3. d4	xd4	26. Th4!(h)	Dd8
4. Cxd4	Db6	27. Ch3!	Rh8(i)
5. Cb3	Cf6	28. Ch-g5	Fxg5
6. Cc3	e6	29. Cxg5(j)	Df6
7. Fd3	Fe7	30. e5!	dx-e5
8. 0-0	a6	31. fx-e5	Dd7(k)
9. Fc4	Dc7	32. Td4!(l)	Tg-c8
10. Fd4	d6	33. Td6	Cf8
11. Df3	0-0	34. Td2(m)	Tc7
12. g4	b5	35. Ch3(n)	Ch7
13. g5	Cd7	36. Cf4	Cf8
14. Ta-é1	Td8	37. h4(o)	Ta-c8
15. Dg3(a)	Ff8(b)	38. Dg5	Rh7
16. Dh4(c)	g6	39. Rf2	Td7
17. Tf3	Fb7(d)	40. Ch3!	Rg8
18. Th3	h6	41. Dxe7	Txe7
19. gxh6	Rh7	42. Fg5!	Tc7
20. Cd2(e)	Fe7	43. Ff6	Fd5(p)
21. Dg3	Cb4	44. b3	a5
22. Cf3	Cxd3	45. Ré3!	Ta7
23. xd3	b4	46. Cf4	abandon(q)

NOTES

a) Libérant la case f3. b) 15..., Fb7 est plus précis. c) Avec la menace Tf3-h3. d) Les Noirs parent le mat en sacrifiant le pion h6. Autre défense

possible : 17..., Fg7 ; 18. Th3, Cf8.

e) Les Blancs n'ont d'autre but que de transférer un C en g5.

f) Visant la case g5 via f2-h3!

g) Tentant d'activer le Fb7.

Après 24..., d5 ; 25. e5, les Noirs restent sans perspective.

h) Les Noirs ne peuvent accepter ce sacrifice de qualité sans perdre le contrôle de la case g5. Il s'agit, en fait, de céder le passage du Cf2 sur la la case g5 !

i) Si 27..., Fxh4 ; 28. Cxh4, fxé4? ; 29. Ch-g5+, Rxh6 ; 30. Cf5+, gx-f5 ; 31. Dh4+ et mat en deux coups.

j) Les Blancs sont parvenus à leurs fins.

k) Si 31..., Cxé5 ou Dxe5 ; 32. Fd4.

l) Où l'on doit remarquer la beauté de 26. Th4!

m) Empêche 34..., Tc2.

n) Cède la case g5 au F.

o) Et non 37. Cxg6+?, Cxg6 ; 38. Dxe6, Tg8.

p) Si 43..., Tc2 ; 44. Tx-c2, Tx-c2+ ; 45. Ré3 menaçant 46. Td8.

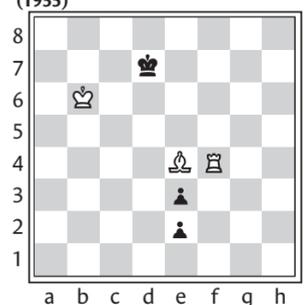
q) Les Noirs, entièrement paralysés, sont sans défense. Si 46..., Tc6 ; 47. Td8. Si 46..., Td7 ; 47. Cxd5, éxd5 ; 48. Rd4!

Cf3 ; 4. e5+, Cxé5 ; 5. Rxh7, Cf3 ; 6. g8=D, Cg5+ ; 7. Dxe5, Rxg5 ; 8. h6, c4 ; 9. Rg7, c3 ; 10. h7, c2 ; 11. h8=D, c1=D ; 12. Dh6+ et 13. Dxc1. Si 1..., e5 ; 2. g7, Fb3 ; 3. h6, Cf3 ; 4. h7, Cg5 ; 5. g8=D ou 4..., Ch4 ; 5. g8=D, Cg6+ ; 6. Rg7.

2. Rxh7 ne donne que la nullité : 3..., Cf3 ; 4. g8=D, Cg5+ ; 5. Dxe5, Rxg5 ; 6. h6, c4 ; 7. Rg7, c3 ; 8. h7, c2 ; 9. h8=D, c1=D ; 10. Dh6+, Rg4, nulle à cause du pion c7 ! Si ce pion n'existait pas, les Blancs pourraient gagner par 11. Dxe6+.

ÉTUDE N° 2024

R. RETI, revue par H. RINCK (1935)



Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

CULTURE

THÉÂTRE

Au théâtre de la Volksbühne, dans la partie est de la ville, Frank Castorf a adapté le roman de Dostoïevski pour un spectacle qui fera date, notamment dans son utilisation totalement inédite de la caméra

Un « Idiot » pour réinventer Berlin

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Dimanche 27 octobre, une ville va être détruite à Berlin. Elle a été édifée, pour quinze jours, dans le Théâtre de la Volksbühne, énorme vaisseau de la place Rosa-Luxemburg, à l'ex-Est, qui a résisté à toutes les folies du XX^e siècle, d'Erwin Piscator à Frank Castorf, son actuel directeur. La salle a été entièrement vidée. Quand on entre, on voit une ville, avec ses attributs : des immeubles, un bar chaud, le Las Vegas, un salon de coiffure, un hôtel, un supermarché, un club de rencontre. Tout a été construit, sous l'égide de Bert Neumann, l'exceptionnel scénographe de Frank Castorf, avec des matériaux de récupération provenant des décors des précédents spectacles. Et c'est là que, pendant quinze jours, s'est donné un spectacle qui fera date : *L'Idiot*, de Dostoïevski, non pas mis en scène, mais « filmé au théâtre », sous la direction de Frank Castorf. Une révolution.

La *Neue Stadt* (nouvelle ville) et *L'Idiot* marquent un anniversaire : les dix ans de Frank Castorf à la tête de la Volksbühne. A ce propos, il y a dans le foyer du théâtre une cabane en bois, sur laquelle il est écrit : « Dix ans que nous sommes là, mais nous y sommes toujours. » A l'intérieur, on peut voir les masques, dans le plus pur style mortuaire, de Frank Castorf et

de ses comédiens. C'est normal. Depuis ses débuts, le metteur en scène, né en 1951 à quelques rues de la Volksbühne, enfant pur jus de la RDA jusque dans ses déboires avec la Stasi, n'a cessé de pratiquer la provocation, qu'il a érigée en principe. Quand il a pris la direction de la Volksbühne, en 1992, il est resté sur sa ligne, qui s'inscrit dans celle de Brecht arrivant au Berliner Ensemble en 1948, avec la volonté de faire du théâtre « une machine pour la fabrication scientifique de scandales ». Frank Castorf a voulu « faire entrer la réalité » à la Volksbühne. La réalité de son temps, bien sûr, celle de Berlin déboussolée par la réunification, dans une Europe défaite par la chute du mur.

Ainsi, au cours des dix dernières années, la Volksbühne s'est imposée comme un « nid de résistance » artistique et politique, avec du théâtre, des concerts et des débats à tous les étages. Elle a accueilli les jeunes de l'ex-Est qui se sentaient rejetés, tout autant que des grévistes de la faim (les communistes rénovateurs, en 1995). Et elle a programmé sans relâche, quitte à frôler la faillite, en finançant les spectacles de Christoph Marthaler, avant qu'il n'aille à Zurich. Frank Castorf, pour sa part, n'a cessé de mettre en scène, exactement comme on met les mains dans le cambouis.

Il s'est emparé d'Elfriede Jelinek, d'Alfred Döblin, de Michel Houellebecq, de Tennessee Williams, de Sartre ou de Dostoïevski avec des réussites inégales, mais en faisant toujours entendre les bruits du monde, emballés dans une esthétique qui porte à son zénith le kitsch d'une société sans joie. C'est à la Volksbühne, et non à Paris, que l'on a pu voir, en 1998, l'année du cinquantenaire des *Mains sales*, de Jean-Paul Sartre, une production fantastique de cette pièce, hantée par la débâcle idéologique dans l'ex-Yougoslavie. Et c'est en émigré polonais, ancien de Solidarnosc, que Stanley Kowalski est apparu dans *Un Tramway nommé désir*.

La *Neue Stadt* vient dire adieu au Berlin de la transition qui a vu naître et se développer cette Volksbühne. Le combat n'est pas pour autant terminé. Frank Castorf, qui n'est jamais en retard d'une question, se demande aujourd'hui comment continuer dans la capitale allemande. Il a trouvé une réponse : faire *L'Idiot* dans une ville. Dostoïevski le hante. Il a déjà mis en scène *Erniedrigte und Beleidigte* (*Humiliés et offensés*) et *Les Démons*. Son *Idiot* associe deux désirs : réinventer le théâtre dans Berlin à réinventer. Quitter Berlin et y rester, sans être obsédé par l'immense *Ost* qu'un néon bleu fait claquer comme un drapeau au-dessus de la Volksbühne. Oublier les



Bernhard Schütz (Rogojine, au premier plan) et Martin Wuttke (le Prince) dans « L'Idiot ».

Depuis ses débuts, le metteur en scène, né en 1951 à quelques rues de la Volksbühne, enfant pur jus de la RDA jusque dans ses déboires avec la Stasi, n'a cessé de pratiquer la provocation, qu'il a érigée en principe

formes imposées du théâtre, en imaginer d'autres.

Frank Castorf a toujours cherché « le langage du temps ». Quand il était jeune, dans la RDA qui rabâchait que le chaos venait de l'Ouest, il l'a trouvé dans une contre-culture dominée par « le rock et la névrose ». Devenu metteur en scène, il l'a fait entendre, en « cassant » les œuvres qu'il montait : la fidélité, pour lui, n'a de sens que dans le paradoxe, à l'image de l'Allemagne, « une nation qui n'existe pas », dit-il, et de Berlin, miroir de son histoire. Avant la chute du mur, il y avait deux villes. Et aujourd'hui ? une juxtaposition de paysages urbains, qui sont autant de visions fragmentaires et fragmentées, le long de la SBahn (la ligne de métro) qui traverse la capitale. C'est de cette nouvelle donne que la *Neue Stadt* de Bert Neu-

mann et *L'Idiot* de Castorf viennent témoigner.

Car la *Neue Stadt* n'est pas qu'un décor. C'est aussi un champ d'expérimentation où les spectateurs peuvent se promener, comme dans des coulisses ou un studio de cinéma qui ne viserait pas l'excellence de la reconstitution. Quand on s'approche des façades, on se rend compte que rien n'est figolé : la ville de Bert Neumann ne cache pas qu'elle est une enclave temporaire dans la Volksbühne et dans Berlin. Et c'est justement cela qui convient à *L'Idiot*, de Dostoïevski, que Frank Castorf « filme au théâtre » en captant le retour d'un homme dans une ville qu'il ne reconnaît pas : Saint-Petersbourg dans le roman, hier, Berlin au théâtre, aujourd'hui.

Brigitte Salino

L'errance du prince Mychkine dans une ville qu'il ne reconnaît pas

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Chaque soir, à 19 heures, 230 spectateurs sont invités à entrer dans l'hôtel qui s'appelle *L'Idiot*, après avoir traversé la « nouvelle ville » de la Volksbühne. Un numéro de chambre leur est attribué. Ils se retrouvent dans des chambres somnolentes, sur des gradins à trois étages. Et là, ils assistent à un spectacle totalement inédit : *L'Idiot* filmé au théâtre. Du théâtre qui cherche à ressembler à du cinéma, on en a vu beaucoup, surtout dans les années 1980. On voit aussi souvent du théâtre qui joue avec le cinéma et la vidéo. Mais jamais on n'avait vu ce que propose Frank Castorf.

L'hôtel, qui est installé sur la scène tourmente, se déplace en fonction des mouvements des comédiens dans la ville, que l'on découvre en tous ses endroits, bars et maisons, rues et magasins. Les comédiens sont suivis pas à pas par un caméraman, et les images sont projetées en direct sur des moniteurs et un grand écran. Ainsi, l'on voit en même temps le théâtre et le film du théâtre. Cela autorise ce qui est d'ordinaire interdit sur un plateau : suivre un personnage qui vient de disparaître au coin d'une rue, par exemple.

C'est précisément au coin d'une rue que *L'Idiot* commence. Le prince Mychkine, vêtu d'un coupe-vent et d'un jean trop grand, style vallées suisses, arrive avec Rogojine, qui porte une croix sur son costume de mafieux russe. Sur la vitrine du bar de nuit, le Las Vegas,

ils voient le poster d'une actrice porno, avec une bouteille de bière devant le sexe. Rogojine glousse, le prince colle ses yeux bouleversés sur le haut du poster, en disant : « Quel regard ! » C'est Nastassia Filipovna, qui apparaît ensuite en robe noire et imperméable de ski rouge. Ce pourrait être Lulu. Frank Castorf n'en fait pas une orgueilleuse mortellement meurtrie mais une jeune femme, ballottée par le désir des autres jusqu'à l'indifférence mortuaire. En écho, il pointe chez Aglaïa, sa rivale, le feu d'un nihilisme ravageur.

LE REPLI SECRET DU SENTIMENT

Cependant, ce ne sont pas les femmes qui tiennent le rôle central de cet *Idiot*. L'essentiel se joue entre le prince et Rogojine, au cours des six heures de spectacle qui n'oublient aucun recoin secret de la ville ni du roman. Frank Castorf suit le déroulement de l'histoire en cherchant avant tout à faire entendre la respiration de Mychkine dans une ville et une société qu'il ne reconnaît pas. Il ressemble un peu à Woyzeck : sans centre de gravité. Sa seule présence entraîne le scandale. Il court et il se cherche une place, qu'il ne trouve qu'après de Rogojine, son double dans le repli secret du sentiment.

La mise en scène de Frank Castorf avance par saccades, crises, convulsions. Elle montre des fragments de vie, exacerbés par le double jeu du théâtre et du cinéma. Et elle culmine dans une scène qui dit tout : le prince est dans la maison de Rogojine, avec qui il va sceller

son amitié par l'échange de croix. Ils se tiennent derrière les lourds rideaux du premier étage. Nous voyons leurs visages sur les écrans. Mais en même temps, nous voyons, devant nous, une main qui se crispe sur le rebord de la fenêtre. C'est la main de Rogojine, qui quelques minutes plus tard, va s'abattre sur le visage du prince.

Pour cet instant-là, où l'intelligence n'est plus qu'émotion, Frank Castorf a gagné son pari. Et avec lui, les acteurs, en premier lieu Martin Wuttke (le prince) et Bernhard Schütz (Rogojine), qui sont fantastiques. L'un peut en une main crispée annoncer la mort. L'autre peut dire : « J'ai 26 ans et je suis encore un enfant », sans que l'ombre d'un doute ne s'installe. Les deux peuvent enfin, quand s'achève la course-poursuite de *L'Idiot* dans la ville, se tenir serrés chacun d'un côté du cadavre de Nastassia Filipovna, au-dessus duquel ils jouent aux cartes en silence, tandis que Mélanie chante : « *What have they done to my song ?* »

B. Sa.

L'Idiot, de Fedor Dostoïevski. Adaptation et mise en scène : Frank Castorf. Volksbühne am Rosa-Luxemburg-Platz, Berlin. Tél. : (49) 30-247-76-72. Avec Martin Wuttke, Bernhard Schütz, Jeanette Spassova, Ulrich Voss, Sophie Rois, Alexander Scheer... La pièce sera rejouée en février et en juin, dans la « nouvelle ville » qui sera reconstruite pour l'occasion. Les dates ne sont pas encore fixées.

Gérard Depardieu, Carole Bouquet, Jacques Weber, Xavier Gallais,

des acteurs prestigieux pour une histoire de vengeance et de passion.



Ruy Blas
un film de Jacques Weber

dimanche 27 octobre
à 17h00, pour toute la famille

de près on se comprend mieux



Sous l'impulsion de Makharbek Vaziev, directeur de la danse, l'ex-Kirov de Saint-Pétersbourg présente un programme magnifié par « Casse-Noisette »

Le Mariinski danse à Paris sa splendeur retrouvée

TOUT est complet : le Mariinski (ex-Kirov) fait l'événement. Et Jean-Pierre Brossmann, directeur du Châtelet, à Paris, a déjà lancé une deuxième invitation à la compagnie russe de Saint-Pétersbourg. Makharbek Vaziev, directeur de la danse depuis 1995, ne boude pas son plaisir devant la ferveur de l'accueil. Il boit du thé assis dans sa loge, volubile, fastueux à l'orientale (il est né en Ossétie). Il veut tout savoir, demande les motifs exacts de la grève des intermittents du spectacle qui perturbe les répétitions techniques de *Casse-Noisette*, hoche la tête, fataliste. On sent qu'il a pris en main, sous la tutelle de Valery Gergiev, directeur artistique général, le destin d'une compagnie dont il fut l'une des étoiles, qu'il est écouté, peut-être même craint. Comme l'eau qui dort.

Quand il parle, c'est toute l'histoire du ballet qui défile, intriquée dans l'histoire tout court. Qu'on s'étonne que le premier programme Nijinski/Fokine en hommage aux Ballets russes de Diaghilev – comprenant *Petrouchka*, *L'Oiseau de feu*, *Shéhérazade*, *Les Danses poloviennes* et *Le Spectre de la rose* – ne soit entré au répertoire de la compagnie qu'en 1994, il dit : « *Mieux vaut tard que jamais.* » Une ellipse qui englobe près de quatre-vingts ans de glaciation culturelle communiste sur laquelle il entend ne pas revenir.

Au Châtelet, c'est à la réappropriation d'un patrimoine qui a vu le jour en exil qu'on assiste. Et c'est émouvant de voir les danseurs porter sur ces ballets des yeux neufs, presque timides. « *Ils sont enthousiastes. Ce répertoire des Ballets russes est très important pour la cohésion de la compagnie et son développement. C'est le chaînon manquant. A travers les trois marionnettes de Petrouchka, c'est toute l'âme russe qui s'exprime, et au-delà, le symbole de la vie.* »

M. Vaziev préfère parler d'avenir. Du *Casse-Noisette* dont il a demandé une nouvelle version au sculpteur moscovite Mikhaïl Chemiakine, interné en hôpital psychiatrique dans les années 1960, puis expulsé par les autorités soviétiques. D'abord installé en France, il est parti pour New York en 1981. Un *Casse-Noisette* époustouffant, une relecture puissante. Décors gigantesques, costumes multicolores et sublimes tissent un lien subtil avec le travail des peintres des Bal-



« Casse-Noisette », d'après Alexandre Dumas, par le ballet du Mariinski.

lets russes, les Roerich, Benois, Bakst, tout en renouvelant, avec une cruauté affichée et beaucoup d'intelligence, ce conte de Noël édulcoré par les ans.

Le sculpteur invente des monstres, un univers entre l'humain et l'animal, avec des abeilles géantes terrifiantes, des combats superbes. Entre le grotesque et la farce qui tourne mal. Le très jeune chorégraphe Kirill Simonov – il est danseur dans le ballet – ne s'est pas laissé intimider par la carrure de l'ainé. Il a pris tout l'espace avec une aisance de pro. On s'est délecté. Chemiakine et Simonov savent bien qu'on n'attrape plus les enfants – très nombreux dans la salle – avec du sirop de sucre. Le Mariinski pourrait faire une opération *merchandising* rien qu'avec les monstres, les têtes de veau en gélatine, mais aussi les merveilleux animaux empaillés. On pense au grand cerf à la ramure rouge vif.

FIDÉLITÉ À PETIPA

Makharbek Vaziev est fier de la surprise que suscite *Casse-Noisette* : « *Attendez de voir La Bayadère, entièrement remontée selon la chorégraphie originale* », dit-il, prometteur. *La Bayadère*, *Casse-Noisette* sont des œuvres-symboles de la compagnie puisqu'elles ont été signées par le Français Marius Petipa, le maître de ballet qui a façonné l'esprit et la lettre du Mariinski : « *A l'inverse de Casse-Noisette, nous avons remonté La Bayadère avec une fidélité complète à la partition de Petipa, grâce à la précieuse notation de Nicolas Stepanov que nous avons dans nos archives, réalisée du vivant du chorégraphe. L'œuvre de*

Petipa a été tellement trafiquée, réduite, qu'il est de notre devoir de la montrer dans toute sa splendeur. » Une splendeur magnifiée par l'orchestre du Mariinski, dont la troupe au grand complet totalise plus de 300 personnes.

Le sang fouetté d'avoir l'occasion de remettre les pendules à l'heure, il dit sans élever la voix que « *le Mariinski a le plus beau répertoire historique au monde, que toutes les grandes œuvres y sont nées, La Belle au bois dormant, Don Quichotte, Raymonda. Toutes.* » Et d'ajouter : « *Par ailleurs, l'ouverture aux artistes contemporains est aujourd'hui une affaire entendue. Il n'y a plus de frontières. Nous avons des œuvres de Balanchine, Robbins, MacMillan, Neumeier, Petit. Ce qu'il nous faut, c'est des danseurs qui, dès qu'ils entrent en scène, attirent tous les regards. Sylvie Guillem possède sans conteste ce don inouï. Chez nous, je crois beaucoup en Diana Vishneva, Svetlana Zakharova.* »

A propos d'interprétation, qu'en est-il des pointes ? On les aime extrêmes, piquées à en perforer le plateau. Celles du Mariinski nous ont paru un chouïa molles, trop dans le goût de Fokine. A l'exception de celles de Irma Noriadi qui, dans le rôle de *L'Oiseau de feu*, provoquent un incendie. La question des pointes sera définitivement réglée quand on verra *La Bayadère*, car Marius Petipa les exigeait tendues à rompre.

Dominique Fréard

La Bayadère, du 28 au 31 octobre, 20 heures. Théâtre du Châtelet. www.chatelet-theatre.com/

La vidéo de torture de Chieh-jen Chen et le jeu de massacre sculpté de Wang Du témoignent à Paris, parmi d'autres, de la vitalité de l'Asie

Les Chinois bousculent l'art contemporain à la FIAC

ELLE EST ATROCE, mais c'est une des œuvres les plus fortes qu'il nous ait été donné de voir ces dernières années. *Film Stills*, la vidéo de Chieh-jen Chen que présente à la FIAC la galerie Alain Le Gaillard, montre un supplice chinois, ce *Ling-chi* qui avait fasciné Georges Bataille. Une foule assemblée autour d'un poteau de torture regarde avec une avidité nauséabonde un condamné qui se fait découper vivant, par petits morceaux. Bourré d'opium, le malheureux ne réagit guère, mais se sent mourir, très lentement. Le film est muet, tourné en noir et blanc, ce qui donne au jeu des acteurs une intensité désuète : le regard du supplicié tourné vers le ciel, seule expression visible de son tourment, rappelle ainsi certains christ en croix de la grande peinture occidentale.

Né en 1960 à Taïwan, Chen est chinois. Mais son art, même s'il s'inspire des massacres célèbres de l'histoire de son pays, a une portée universelle. Lin Chi-ming, auteur de la préface de l'exposition de Chen au Jeu de paume en 2001, rappelle ainsi que, selon Bataille, les punitions corporelles dans l'Occident médiéval étaient tout aussi spectaculaires. Le meurtre légalisé, ritua-

lisé doit « *dépasser le crime en sauvagerie* » et « *accoutumer les spectateurs à une férocité dont on voudrait les détourner* ». Les spectateurs-acteurs du film, les spectateurs-voyeurs de la FIAC. C'est toute l'ambiguïté de cette œuvre : elle révulse et fascine à la fois.

Elle témoigne aussi de la formidable vitalité des artistes venus d'Asie. Dans sa grande majorité, le public occidental a rencontré l'art contemporain chinois grâce au commissaire de la Biennale de Venise de 1999, le Suisse Harald Szeeman (*Le Monde* du 16 juin 1999). Ils étaient dix-sept, sur une centaine d'exposants. Y figurait Wang Du, installé à Paris depuis 1990.

Il est également présent à la FIAC, sur le stand de la galerie bruxelloise Baronian-Francey. Ses sculptures fustigent pêle-mêle médias et société de consommation, à travers des représentations caricaturales de figures connues de la société contemporaine. A Venise, le jeu de massacre mettait en scène Yasser Arafat, Jacques Chirac, Monica Lewinsky ou Patrick Poivre d'Arvor. A Paris, c'est George W. Bush qui fait les frais de sa verve : *We're Smoking them out* montre le président américain à l'en-

traînement sur une machine de musculation. La sculpture est inspirée d'une photographie publiée par VSD en septembre 2001, une dizaine de jours après les attentats, sous le titre « *Un planning et un coaching de superchampion* ».

Moins directement démonstratives, les sculptures de Wang Keping que présente la galerie Zurcher sont tout aussi fortes. Il utilise exclusivement un bois sombre, aux veines saillantes, qu'il creuse et polit longuement, à la manière d'un Brancusi, mais un Brancusi « *poutrés apparentes* » : ses sculptures conservent et exploitent les accidents du bois. On trouvera également une intéressante sélection d'artistes chez l'éditeur Kwai Po. Wang Guang Yi et ses publicités détournées à l'aune du réalisme socialiste, Zhang Xiao Gang et ses visages pensifs font partie de cette déferlante. La puissance de leur travail est telle qu'ils devraient résister à ce qui apparaît déjà à certains comme un nouveau coup de marketing, rappelant fâcheusement la « *découverte* » des artistes de l'ex-URSS durant la spéculation du marché de l'art, dans les années 1980.

Harry Bellet

Le Jeu de paume de Paris affecté à l'image

LES GALERIES nationales du Jeu de paume, situées dans le bas du jardin des Tuileries, devraient changer d'affectation. Ouvertes en 1991 pour présenter la création contemporaine dans le domaine des arts plastiques, elles devraient être affectées, à partir de janvier 2004, à « *l'image* » : la photographie, des origines à nos jours, la vidéo et le multimédia. Le Centre national de la photographie (CNP), association créée en 1982 et installée dans l'hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer (8^e arrondissement), fusionnerait avec l'association qui gère le Jeu de paume pour donner naissance à une nouvelle structure à définir. Celle-ci devrait aussi englober l'association Patrimoine photographique, dont les salles d'exposition sont installées à l'hôtel de Sully.

Daniel Abadie, le directeur du Jeu de paume, dont le contrat arrivait à échéance en août 2002 et qui avait été prolongé de quinze mois, avait été prévenu, au même moment, par le ministère de la culture, d'un « *changement d'orientation* » de la maison dont il a la charge et, de ce fait, devait en informer le personnel. Il a reçu le 21 octobre une lettre lui notifiant officiellement le tournant envisagé par la Rue de Valois. Il s'agit de donner un nouvel élan à cette institution qui programme essentiellement des classiques de la modernité plutôt que des artistes réellement contemporains. La dernière exposition de Daniel Abadie était consacrée à Mathieu ; la prochaine le sera à Magritte. Le manque de visibilité du

CNP et la faible place donnée à la photographie dans les institutions de l'Etat, mais aussi l'ouverture, en janvier, du Palais de Tokyo, qui occupe désormais le créneau de l'art contemporain, expliquent largement ce choix. Le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, précisera ce choix en matière d'établissement lors d'une conférence de presse mardi 29 octobre.

Les trente-six personnes employées par le Jeu de paume se sont réunies le 25 octobre. « *Ni le ministère, ni la Délégation aux arts plastiques, ni notre directeur, ne nous ont prévenus de ce qui se tramait. Ce qui est invraisemblable*, indique Christophe Jouanlanne, délégué syndical CFDT-culture. *Nous nous mobilisons aujourd'hui pour éviter la disparition de ces galeries. On nous dit que la mission du Jeu de paume a été dévoyée par Daniel Abadie, mais faut-il sacrifier l'outil parce que la programmation du directeur est déficiente ?* » Le syndicaliste estime également que l'existence du Palais de Tokyo n'implique pas la suppression du Jeu de paume et que des synergies pourraient se développer entre les deux institutions. « *Mais il est clair, ajoute-t-il, que la disparition annoncée s'inscrit dans le cadre de la réduction budgétaire du ministère.* » En attendant l'ouverture de négociations avec la Rue de Valois pour fixer le sort des personnels, un préavis de grève a été déposé.

Emmanuel de Roux

OURS D'OR BERLIN 2002

BLOODY SUNDAY

un film de PAUL GREENGRASS

Captivant et passionnant.
THE NEW YORK TIMES

À voir absolument!
VARIETY

Impressionnant!
THE NEW YORKER

Un triomphe!
ROLLING STONE

Quelle claque! Quelle secousse!
ça vous cloue au fond de votre fauteuil...

Un film qui atteint des sommets d'intensité. ★★★★★ PREMIÈRE

Un film fort et engagé. Indispensable. ★★★★★ STUDIO

Une réalisation forte portée par un acteur inouï.
BLOODY SUNDAY procure une charge émotionnelle énorme. ★★★★★ CINÉLIVE

LE 30 OCTOBRE

Musique La symphonie Madredeus

PARIS « *Ainsi entourée, Teresa est une géante* », dit Pedro Ayres Magalhaes, guitariste et instigateur du groupe portugais Madredeus à propos de la dernière folie printanière du quintette lisboète : chanter avec les 72 musiciens de l'Orchestre de la Radio flamande. Le 4 avril 2002, le résultat est donné en concert au Stadschouwburg de Bruges. Un disque y est enregistré, qui vient de sortir chez Capitol, intitulé *Euforia*, l'euphorie. Cette euphorie, explique Pedro Magalhaes, « est celle qui solde un cycle de travail intense, délicat, inhabituel, puisque adapter vingt-cinq des compositions de Madredeus était un pari. Ce mélange de nervosisme et d'appréhension débouche sur l'euphorie ».

L'Orchestre belge est dirigé par le chef norvégien Bjarte Engeset, et les orchestrations ont été écrites par Antonio Vitorino Goulart de Medeiros Almeida, compositeur et musicien portugais célèbre en son pays — on lui doit la bande originale du film *Capitaines d'Avril*, réalisé par sa fille, l'actrice Maria de Medeiros. La troupe vient à Paris le 28 octobre, au Palais des congrès, avant d'entreprendre une tournée européenne.

Ce n'est certes pas la première fois que la chanson tente un mariage avec le symphonique, mais celui-ci est singulier. Outre son obédience transeuropéenne, il allie l'intimité nomade de Madredeus avec les fastes de l'orchestre, en s'appuyant sur une trame musicale soudée par des préceptes semi-érudits, rigoureux, logiques. « C'est, ajoute le musicien (guitariste classique, et propagandiste de l'instrument avec José Peixoto, également compositeur des chansons du groupe), une sorte de musique classique populaire, aujourd'hui écrite, toujours inventive, studieuse, mais ni rustique, ni folklorique, ni amateur. Madredeus, d'une certaine manière, correspond à une économie minimale : une chanteuse, trois guitaristes, un clavier. »

Qu'est-ce que Madredeus ? Une idée, née en 1987, il y a quinze ans déjà, de la rencontre d'une chanteuse à la voix profonde, Teresa Salgueiro, et de musiciens venus du rock portugais, soucieux d'une sorte d'identité natio-

nale passant par la richesse alors toujours ignorée des musiques de ce pays tourné vers l'Atlantique, mais encore très rural. En quelques années, Madredeus devient le plus gros vendeur de disques au Portugal. Trois millions d'albums vendus dans le monde, et un coup de pouce non négligeable en 1991 grâce à Wim Wenders, qui fait chanter, mais aussi jouer, les comparses de Madredeus dans *Lisbonne Story*. Depuis, Madredeus a été remixé (Madredeus Electronico), décrit (produit d'exportation édulcoré), admiré (synthèse élégante des musiques ibériques et transatlantiques).

« *Teresa est géante* », dit donc Pedro Magalhaes, qui a dirigé le projet symphonique et exigé un arrangeur portugais pour que l'esprit demeure. « *Elle est au centre, sous la lumière, elle chante de la même manière qu'avec le quintette, mais autour il y a cet orchestre si fort. Mais Madredeus, c'est aussi une bande de fous qui composent en liberté, en dehors des pistes connues de la pop, du fado, du folklore. Nous avons une posture affirmative, pacifique* », sorte d'*Espirito da Paz*, esprit de la paix (titre d'un des albums de Madredeus). Madredeus, qui tient son nom de son lieu de répétition premier, l'église du Convento do Cristo, dans le quartier de Madre de Deus, la mère de Dieu, est une créature née des hasards fabuleux générés par Lisbonne la Blanche, la métisse, capitale d'une culture voyageuse, transatlantique, à l'instar des Flandres. Le résultat est un modèle d'équilibre où la guitare peut vivre en paix, en détails élégants, où la voix de Teresa Salgueiro garde tout de sa réserve et de sa brillante naturelle, et que l'orchestre habille sans la dénaturer, sans la forcer à l'emphase.

Véronique Mortaigne

Madredeus et l'Orchestre de la Radio flamande, Palais des congrès, place du Général-Koenig, Paris-17^e, M^o Porte-Maillot, le 28 octobre, 20 h 30. Tél. : 01-40-68-00-05. De 37 € à 73 €. « *Euforia* », un double CD Capitol/EMI.

Chanson

TROYES

Nuits de Champagne

Cette année, le festival troyen, consacré pour une large part à la chanson, met en sous-titre de son programme « Chœur grenadine », double clin d'œil à son invité d'honneur, Laurent Voulzy, et à l'attrance de la manifestation pour la voix dans tous ses états. Voulzy, actuellement en tournée, qui y présentera son formidable spectacle (*Le Monde* du 25 octobre) à deux reprises (les 28 et 29 octobre) et sera accompagné par un chœur de plus de huit cents participants (le 2 novembre), a amené avec lui des artistes aux univers proches (Gilberto Gil, Jean-Louis Aubert, Keren Ann, Angélique Kidjo, Dan Ar Braz, Vincent Delerm...), son ami et compagnon de création Alain Souchon, le groupe Magma et plusieurs ensembles vocaux, comme A Sei Voci ou Vocal

Sampling. Ce qui constitue un tableau assez précis des domaines de prédilection de Voulzy.

Espace Argence, Théâtre de Champagne et Théâtre de la Madeleine de Troyes (Aube). Jusqu'au 2 novembre. Tél. : 03-25-40-02-03. De 15 € à 41 €.

Expositions

PARIS

Le numérique en Sorbonne

Les séminaires de la Sorbonne sur le thème « Culture et multimédia » reprennent. La séance inaugurale sera dédiée à « L'Art numérique à Paris : expositions et Festival d'automne », en présence de Florent Aziosmanoff, directeur éditorial du Cube-ART 3000, espace culture média de la ville d'Issy-les-Moulineaux, organisateur de « Premier contact, le festival de la cité interactive » ; d'Armando Menicacci, directeur du département Médiadanse

de l'université Paris-VIII, conseiller artistique de la biennale « Vilette numérique » ; et de Jean-Luc Soret, du Festival@rt Outsider à la Maison européenne de la photo.

Université de Paris-I - Panthéon-Sorbonne, amphithéâtre Lefebvre, Paris-5^e. M^o : Cluny-La Sorbonne. Tél. : 06-12-59-23-87. Le 28, de 19 heures à 21 heures, puis chaque lundi aux mêmes heures. Jusqu'au 13 janvier. Entrée libre.

SCEAUX

L'appartement témoin de son temps

Jamais appartement témoin n'aura vu défiler autant de visiteurs. *L'Appartement témoin de son temps*, titre d'une œuvre contemporaine de l'artiste plasticien Joël Ducorroy et d'une exposition conçue par l'équipe du Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement des Hauts-de-Seine (CAUE 92), s'achève ce week-end (*Le Monde* du 4 juillet). Présentée depuis la fin juin, cette exposition offre notamment une promenade dans l'appartement reconstitué à l'aide de 980 plaques minéralogiques de Joël Ducorroy et des portraits de gens célèbres dans leur intérieur (Brigitte Bardot, Marguerite Duras...). Extraits de films, vidéos, plans... l'enrichissent. Galerie du Petit-Château, 9, rue du Docteur-Berger, Sceaux (Hauts-de-Seine). RER B : Sceaux. Tél. : 01-41-87-04-40. Jusqu'au 28, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Entrée libre.

Rock

PARIS

Morrissey

Quelques semaines après son concert de l'Olympia, l'ancien chanteur des Smiths revient profiter de l'indéfectible fidélité de ses fans. Si son groupe a souvent tendance à alourdir le propos, le disciple d'Oscar Wilde et des New York Dolls a conservé ses talents de crooner capable de moduler avec ironie, préciosité et compassion sur les petits secrets d'une génération. La Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-5^e. M^o : Maubert-Mutualité. Tél. : 01-40-46-15-71. Le 28, à 20 heures. 44,90 €.

FIAC

Francis Picabia

Galerie Beaubourg
Château Notre-Dame des Fleurs
Vence - Tél. 04 93 24 52 00

http://www.galeriebeaubourg.com

ISABELLE
ADJANI

STANISLAS
MERHAR

JEAN
YANNE

ADOLPHE
DE BENJAMIN CONSTANT

UN FILM DE
BENOIT JACQUOT

MICHELE ET LAURENT PETIN PRÉSENTENT UNE PRODUCTION ARP ISABELLE ADJANI STANISLAS MERHAR
JEAN YANNE ROMAIN DURIS ADOLPHE UN FILM DE BENOIT JACQUOT SCÉNARIO BENOIT JACQUOT
ET FABRICE ROGER-LACAN ADAPTATION DIALOGUE FABRICE ROGER-LACAN PHOTO BENOIT DELHOMME
DECORS KATIA WYSZKOP COSTUMES CATHERINE BOUCHARD MONTAGE LUC BARNIER PRODUCTEUR MICHELE
ET LAURENT PETIN UNE PRODUCTION ARP EN COPRODUCTION AVEC FRANCE 3 CINEMA
AVEC LA PARTICIPATION DE CANAL + ADOLPHE © ARP - FRANCE 3 CINEMA 2002 www.atpselection.com

France
Culture

LE 30 OCTOBRE LE FIGARO

LES FILMS - LES SALLES - LES BILLETS

0 892 892 892

LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE LE CINEMA ET VOUS

0 892 892 892*

le numéro pour retrouver AUSTIN POWERS™ dans GOLDMEMBER
et tous les films que vous voulez, à l'heure que vous voulez,
dans la ville que vous voulez.

Sortie le 23 octobre 2002

ALLOCINE

LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE LE CINEMA ET VOUS

Miklos Bokor, la vie vue de dos

Rencontre avec l'artiste parisien d'origine hongroise, à l'affût de l'« image mentale » qui lui indique le moment de peindre

POUR DÉSIGNER son atelier, Miklos Bokor emploie une périphrase étrange : il l'appelle « ma petite Mésopotamie ». Dès l'entrée, elle s'explique. Partout, sur des planches, des étagères et aux murs, ce ne sont que vestiges archéologiques de plusieurs époques et civilisations : des pointes de flèche de silex, une hache néolithique polie, des petits bronzes que l'on suppose scythes, des figurines de terre cuite sans doute mésopotamiennes, des monnaies, des tessons de terre cuite, des agates roulées par quelque fleuve – un cabinet de curiosités. D'où viennent-elles ? « Pas de bien loin. Des puces de Vanves. » On le complimente pour la qualité de son cabinet de curiosités. La réponse prend à contre-pied : « Je voulais ne rien posséder et je me retrouve envahi. » Un escalier vertigineux conduit à l'atelier proprement dit. Ce ne se sont pas les œuvres de Bokor que l'on découvre mais une collection de poteries peintes de fleurs, de guirlandes ornementales en bleu et vert. « Des poteries populaires hongroises », explique l'artiste. La Hongrie est son pays natal. Il ne s'y rend plus guère. Il y est allé cependant cet été et y a trouvé de quoi augmenter sa collection. « Mais c'est de plus en plus difficile. Aux puces de Budapest, j'ai trouvé quelques pièces. Mais par rapport à autrefois... »

Autrefois, après la guerre et dans les années 1950, dans la Hongrie communiste, Bokor, incapable de se conformer aux canons du réalisme socialiste, préférait vivre loin de Budapest, dans des villages où il dessinait les portraits des paysans. « J'aurais pu en ramasser des poteries... Ces paysans, c'est le seul monde que j'ai aimé. Je vivais au milieu d'eux... Eux et les gitans. Mon père avait beau être banquier, il était né en Transylvanie et il connaissait leur langue depuis son enfance. En 1944, je me souviens, tous les après-midi, un vieux Gitan venait dans le bureau de mon père, il s'asseyait en face de lui et ils parlaient. » En 1944, le banquier juif et le vieux gitan étaient tous deux condamnés à mort par le nazisme. « J'ai vu bien des déportés gitans à Auschwitz », se souvient Bokor, qui, seul de sa famille, a échappé à l'extermination. « Mon père savait ce qui allait arriver. Mais il n'a pas voulu partir, il n'a pas voulu quitter tout ce qu'il avait construit par lui-même. »

Un mouvement de tout le corps. « Mais pourquoi parler de ça ? » Parce que cette catastrophe a eu une influence déterminante sur son œuvre ? « Non. J'étais un enfant très tourmenté, très anxieux, bien avant la guerre. Et puis voyez Goya, voyez Rembrandt. La condition humaine était-elle différente de leur temps ? A en juger d'après leur peinture, sûrement pas. Elle est restée inchangée, toujours aussi folle... Et Titien, et Greco... Je ne sais pas s'il peut exister

BIOGRAPHIE

► **1927**
Naissance à Budapest.

► **1944**
Déporté à Auschwitz, Buchenwald et Rhemsdorf.

► **1960**
Quitte la Hongrie pour s'établir à Paris.

► **1985**
Publie « Le Délire de l'homme ».

► **1996**
Décide de restaurer l'église de Maraden et d'y peindre un cycle de fresques.

un art qui soit gai. Je ne crois pas. Les impressionnistes, Matisse ? Si vous voulez. Mais ils sont passés à côté des problèmes de l'homme... Assez d'histoire. Parlons plutôt de peinture. »

Il suffit de se retourner. La peinture est là : deux tableaux que Bokor a exécutés pendant l'été dans l'école désaffectée achetée il y a plus de vingt ans dans un bourg de la vallée de la Dordogne. L'une de ces toiles est très longue. A gauche, deux formes humaines immobiles. A droite, deux autres qui lèvent les bras. Entre elles un espace de peinture, où des trouées d'ocre jaune éclairent une harmonie sombre de verts profonds, de bruns, de gris. De loin, la matière semble dense. De près, elle se révèle mince, raclée violemment, au point que, par endroits, le grain de la toile est à nu. « Je ne sais qu'en penser. Cette peinture est venue d'une manière bizarre. D'habitude, à l'origine de mes tableaux, il y a une image mentale, une vision d'avant le sommeil. Pas cette fois. La peinture s'est faite comme ça, dans le mouvement. »

La deuxième toile n'est pas moins puissante. Abstraite, d'un format plus carré, elle est tout entière occupée par l'affrontement furieux du noir et du blanc. Ils se jettent l'un sur l'autre, s'enlacent, explosent. Des lueurs bleues traversent l'espace. « Je n'ai jamais pu peindre avec du noir comme les marchands de couleur en fabriquent. Je compose le mien en mélangeant

du brun et de l'outremer. Quand le dosage n'est pas parfait, ou bien dans le mouvement de la peinture, il arrive que bleu et brun réapparaissent. La plupart des peintres utilisent le noir tout fait, je ne comprends pas comment ils font. »

« L'IMAGE MENTALE »

Pour expliquer la genèse de ses œuvres, Bokor évoque l'« image mentale » surgie dans un état de demi-sommeil qui le guide et constate : « Je sais saisir ce qui me traverse l'esprit. » Il raconte ses longs moments d'attente pendant lesquels il lit jusqu'à ce que « ça arrive ». « Une sorte de besoin se manifeste. La peinture me pousse. » Le temps de l'exécution est souvent court, mais suivi d'heures passées à étudier ce qui a pris forme sur la toile et à le transformer parfois. « C'est le moment de la réflexion. Quand je peins, je ne pense pas. Tout le corps et tout l'esprit sont dans la peinture... Ici, à Paris, quand c'est fini, je sors, je tourne autour de la rotonde de la Ruche en sifflant des mélodies de Bartok... Le moment terrible, c'est le lendemain, quand il faut revenir à l'atelier, voir ce qui s'est vraiment passé. A ce moment-là, j'ai peur. »

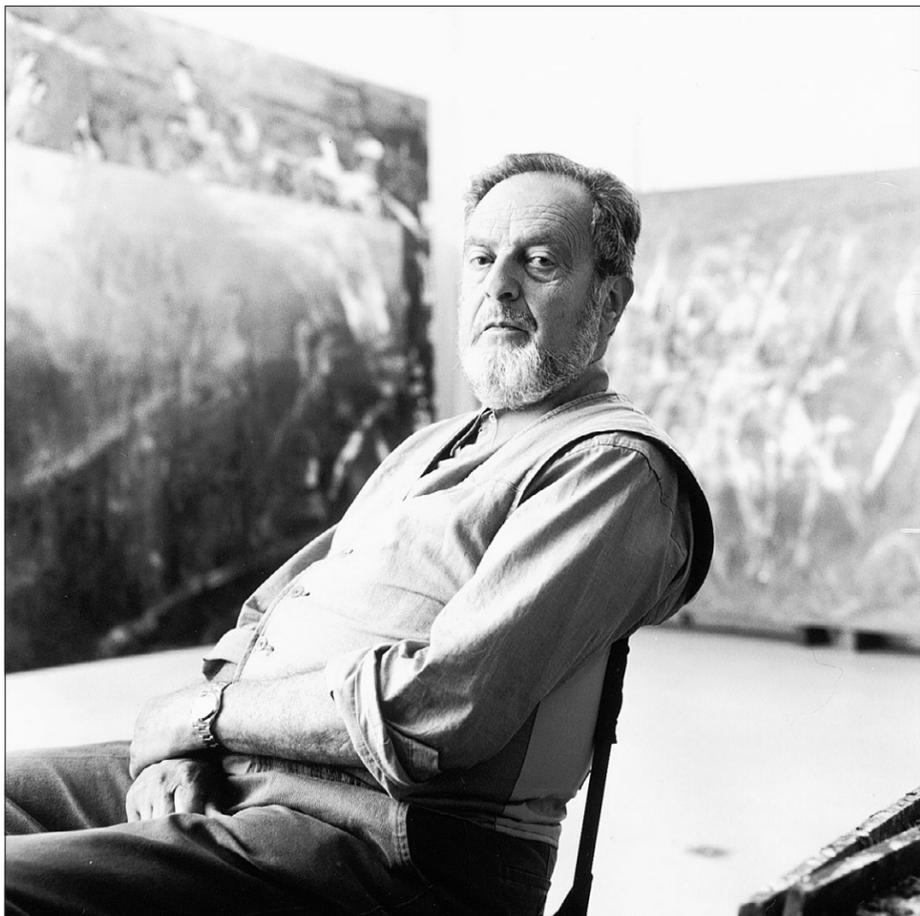
Chaque œuvre est ainsi un commencement. Il poursuit cependant depuis plusieurs années une autre expérience différente. En Dordogne, il a découvert une église romane en ruine. Eglise et non chapelle, ne serait-ce

qu'en raison des dimensions : une vingtaine de mètres de long, cinq de haut. Il est parvenu à la restaurer. En 1998, il a mis en chantier un cycle de fresques. Progressivement, les parois se sont couvertes d'une foule d'apparitions fantomatiques, de corps terriblement étirés, d'ombres vues de dos. Après cinq étés, il considère l'œuvre achevée. L'entreprise était folle et épuisante, Bokor le reconnaît. « Il fallait que j'aie au bout. Mais, maintenant, c'est fini, je peux me remettre à mes tableaux. »

Comment les qualifierait-il ? « Expressionnisme abstrait » ne lui convient pas. Il préfère de beaucoup se référer aux derniers Titien et aux ultimes paysages de Constable ; ou nommer les poètes qui ont été ses amis, Celan et Du Bouchet. Brutalement, on ne sait comment, le nom d'Artaud vient dans la conversation. « Les portraits d'Artaud... Il était fou, dit-on... Mais, quand on regarde les choses en face, comment ne pas connaître une sorte de folie ? La vie, vue de face, n'est pas supportable. »

Philippe Dagen

« Peintures et dessins », galerie Lambert-Rouland, 62, rue La Boétie, Paris-8^e. Tél. : 01-45-63-51-52. Du lundi au samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier.



GÉRARD RONDIRAU

LES GENS DU MONDE

■ **Olivier Poivre d'Arvor**, directeur de l'Association française d'action artistique, indique dans un communiqué qu'il n'est « pas candidat à la succession du directeur artistique du Festival d'Avignon » et précise qu'il a « engagé cet été, à la demande du ministre de la culture et de la communication, une réflexion sur l'avenir du Festival d'Avignon et en particulier sur son rayonnement international » et que cette étude a été remise à **Jean-Jacques Aillagon**. Cette mise au point répond aux informations et aux rumeurs concernant la succession de **Bernard Faivre d'Arcier** en 2003, un dossier toujours en cours d'examen au cabinet du ministre.

■ Un documentaire sur le pianiste américain **Léon Fleisher**, intitulé *Les Leçons d'un maître*, coproduit par les Films d'Ici et Arte, a remporté le premier prix, doté de 8 000 euros, lors de la 7^e Biennale de la musique filmée organisée à l'auditorium du Musée du Louvre. Le jury, présidé par le compositeur **Yann Maresz**, a décerné deux prix à *Trois études pour piano de György Ligeti* interprété par **Pierre-Laurent Aimard** (France) et à *In abstentia* (Grande-Bretagne), une mise en images de l'œuvre de Stockhausen.

■ Après Shanghai, l'East Modern Art Center (EMAC) de Pékin verra du 9 au 18 novembre l'exposition des **n + n Corsino** (« n » pour Norbert et Nicole), soit 1 000 mètres carrés rassemblant toutes les installations que le groupe marseillais a réalisées en images de synthèse, le plus souvent en ouvrant des passerelles avec la danse, le mouvement et le corps. C'est en voyant leur travail exposé à Marseille que le directeur du Musée de Shanghai s'est décidé à inviter les deux artistes et a organisé une tournée. L'exposition aura lieu à Canton, au Guangdong Museum of Art, du 30 janvier 2003 au 28 février.

■ « Le fait que l'on m'accorde la nationalité espagnole est pour moi une raison d'être heureux », a déclaré **Daniel Barenboïm**, le chef d'orchestre israélien, né en Argentine en 1942, qui avait fait cette demande au début de septembre, appuyé par **Teresa Berganza** et **Plácido Domingo**. « Comme titulaire de prestigieuses orchestres (Berlin, Paris ou Chicago), Barenboïm a diffusé la musique espagnole à travers le monde entier », indique le communiqué officiel. La distinction Prince des Asturies de la concordie 2002 a été attribuée au musicien, en même temps qu'à **Edward Said**, écrivain américain d'origine palestinienne.

■ Le premier roman de **Grégoire Bouillier**, *Rapport sur moi* (éd. Allia) a reçu le prix de Flore, dont le jury était présidé par **Frédéric Beigbeder**. Le prix est doté de 6 100 euros et d'un verre de pouilly-fumé offert pendant un an par le café de Saint-Germain-des-Près.

TÉLÉVISION

Ruy Blas

Victor Hugo à l'honneur, tant mieux. Un *Ruy Blas* servi par une talentueuse équipe : Jean-Claude Carrière à l'adaptation, Jacques Weber à la réalisation et jouant finement Don César, Carole Bouquet, belle et altière, en reine d'Espagne, et Gérard Depardieu en Don Salluste, étonnant, tant son jeu est retenu et sobre. Enfin l'heureuse surprise, un Ruy Blas jeune et inconnu, mais suprenant de fraîcheur, Xavier Gallais, qui semble causer en alexandrins depuis sa plus tendre enfance. Il est vrai que le parler hugolien, non dénué d'humour, est encore très proche de nous. Rappelons la trame en deux mots : Don Salluste, condamné à l'exil par la reine, décide de se venger. Il manipule son valet Ruy Blas dans une vaste machination destinée à perdre la reine. Ruy Blas se fait passer pour Don César que Don Salluste a, pour l'occasion, envoyé aux galères. Ruy Blas, épris de la reine, « ver de terre amoureux d'une étoile », prenant son rôle de grand d'Espagne au sérieux, décide de combattre la corruption : « Bon appétit messieurs, ô ministres intègres ! » Le retour de Don César casse ce bel arrangement. Ruy Blas, redevenu laquais, tue Don Salluste et se suicide pour sauver la reine du déshonneur.

Tourné au Portugal dans une authentique demeure et filmé de très près avec des éclairages soignés, ce *Ruy Blas* donne raison à ceux qui défendent la transcription pour la télévision des grands textes littéraires. – A. Cr.

« Ruy Blas », dimanche 27 octobre, France 3, 17 heures.

DIMANCHE 27 OCTOBRE

► Thé ou café ?

07 h 00, France 2
Catherine Ceylac rencontre Rania, reine du royaume hachémite, pour une émission consacrée aux femmes de Jordanie.

► Le club Saint-Pierre

10 h 00, France 5
Nouveau magazine hebdomadaire au format inhabituel (13 minutes), présenté par Frédéric Ferney. Une personnalité du monde

artistique (Amélie Nothomb ouvre le bal) se confie. Langue de bois interdite.

► Les repères de l'histoire

16 h 00, France 5
Emission consacrée à Mussolini. Une tentative d'explication de la mégalomanie du Duce, avec Max Gallo et Pierre Milza.

► 90's TV

20 h 45, MCM
Une sélection des meilleurs vidéoclips des années 1990. Pour les nostalgiques...

► Le Diable

20 h 45, Arte
Une Thema sur le diable dont on attendait plus d'épouvante ou plus d'humour : une soirée de tous les diables en somme.

Après le film « Mister Frost », de Philippe Setbon, *Vade retro Satanas*, le documentaire de Philippe Rouget retrace l'histoire du diable – mythe, évolution, représentations –, selon un dispositif qui emprunte au jeu vidéo et qui mêle les points de vue de théologiens, historiens et exorcistes à une riche iconographie. Instructif mais un peu lourd. *A l'école du diable*, le documentaire qui suit, traite d'un épisode très particulier de la vie des Amish, communauté chrétienne aux Etats-Unis qui a choisi de renoncer au Mal comme à tous les biens de société de consommation.

► Zone interdite

20 h 50, M6
Trois documentaires consacrés aux flics de choc. *Gendarmes contre violence urbaine*, *Policiers, motards et champions* et, enfin, *Les commandos de la police sud-africaine*.

► Demain ne meurt jamais

20 h 50, TF1
Un James Bond de bonne facture, avec Pierce Brosnan dans le rôle de 007. Deux scènes d'anthologie : une poursuite à vélo digne de Tex Avery, et une folle

randonnée en BMW à Hambourg...

► Culture Pub

22 h 55, M6
Le magazine présenté par Christian Blachas et Hervé Thomas fête ses 15 ans.

LUNDI 28 OCTOBRE

► La Princesse de Clèves

20 h 40, Arte
Film de Jean Delannoy, scénario de Jean Cocteau. Tourné en couleurs, en 1961, ce film de prestige met en scène Marina Vlady et Jean Marais.

► Staying Alive

20 h 50, M6
Un film signé Stallone avec John Travolta dans le rôle-titre, ça ne se rate pas ! Ne serait-ce que pour s'offrir quelques scènes de fou rire en regardant Travolta danser en tenue moulante...

► Le prêt, la poule et l'œuf

22 h 30, Arte
Documentaire inédit de Claude Mouriéras. Une enquête minutieuse sur le système du microcrédit mis en place en Ethiopie.

► Lundi investigation

23 h 00, Canal+
Un dossier complet sur les quatre frères Zémour. Venus d'Algérie sans le sou pour conquérir Paris, les « Daltons du faubourg Montmartre » ont créé leur propre légende dans les années 1960-1970. Ces rois de la pègre ont tous fini criblés de balles...

RADIO

DIMANCHE 27 OCTOBRE

► Cultures d'islam

7 h 00, France-Culture
De l'Empire ottoman à l'empire américain. Avec Gérard Khoury et Ghassan Tuéni.

► Les livres ont la parole

13 h 15, RTL
Morgan Sportes, auteur de *L'Insensé* (Grasset), est l'invité de l'émission littéraire animée par Bernard Lehut et Thierry Gandillot.

► Classic-Classique

13 h 30, RTL
Alain Duault propose des œuvres de Puccini, Verdi, Rossini, Mozart, Chopin, Smetana, Almaran.

► Cosmopolitaines

14 h 00, France-Inter
Eduardo Manet pour *Maestro* (Laffont) et Margaret Drabble pour *La Sorcière d'Exmoor* (Phébus) sont les invités.

► Big futoir

14 h 00, Nova
Enquête sur le monde invisible. Avec Jean-Michel Roux.

► Libre échange

17 h 30, France-Culture
Avec Raoul Ruiz, cinéaste, et Boris Cyrulnik, neuropsychiatre.

► Grand Jury RTL-Le Monde

18 h 30, RTL
Henri Emmanuelli, député socialiste et président du conseil général des Landes, est l'invité.

► Une vie, une œuvre

20 h 00, France-Culture

DECOUVREZ LE CONFORT SELON HAG



cuphera.fr

Un tout nouveau concept de siège de bureau norvégien qui vous procurera un confort incomparable pour une journée active. Les systèmes d'assise HAG allient ergonomie et design avant-gardiste. Capables d'absorber les moindres mouvements du corps, ils vous assurent une position équilibrée tout au long de la journée.

TOPPER LE PLUS GRAND ESPACE CONFORT
À PARIS DEPUIS 1926

63, rue de la Convention 75015 Paris
Tél. : 01 45 77 80 40

60, cours de Vincennes 75012 Paris
Tél. : 01 43 41 80 93

RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 26 OCTOBRE

TF1

14.50 Alerte à Malibu Un futur champion ♦
15.45 Will & Grace Tout fout l'camp 16.15 Invisibile Man Les Prisonniers 17.05 Sous le soleil Série 18.10 Star Academy 18.55 Le Maillon faible 19.55 Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.50 STAR ACADEMY Jeu présenté par Nikos Aliagas. Invités : Pascal Obispo, Youssou N'Dour, Billy Paul. 96261572 *Pascal Obispo interprétera quelques titres en compagnie des jeunes artistes. Youssou N'Dour, qui prépare pour le 10 novembre son passage à l'Olympia, sera également de la fête, accompagné par Billy Paul.*

23.10 NEW YORK, SECTION CRIMINELLE La Malédiction du livre O 5290133. Disparition sur ordonnance O 28244. Série (saison 1) Frank Prinzi ; Gloria Muzio. Avec Vincent D'Onofrio, Kathryn Erbe, A. Klouka.

0.55 C.L.A.C. c'est l'actualité des coulisses.
1.05 Les Coups d'humour 1.40 L'Ultime Voyage Téléfilm. R. Cardinal. [1 et 2/2] O 7140640 - 6364379 O 3.15 Reportages (horaire d'hiver) Les baroudeuses de la foi (25 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.15 Mourir à trente ans ■ Romain Goupil (France, 1982, N., 100 min) O
14.50 Le Saut ■ Christian de Chalonge. Avec Marco Pico, Antonio Assunção, Henrique de Souza (France, 1968, N., 90 min) O
15.00 L'Aventurier du Rio Grande ■ Robert Parrish (Etats-Unis, 1959, v.m., 115 min). TCM
16.20 La Menace ■ Alain Corneau (France, 1977, 115 min) O
18.50 Les Coulisses du pouvoir ■ Sidney Lumet (Etats-Unis, 1986, v.m., 115 min) O
20.30 Graine de détective ■ Eric Hendershot (Etats-Unis, 1999, 80 min). Canal J
21.35 Three Texas Steers ■ George Sherman (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 60 min) O
22.20 Exodus ■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1960, v.m., 200 min). TCM
23.10 Les Godelureaux ■ Claude Chabrol (France, 1960, N., 105 min) O
0.15 Tumultes ■ Robert Siodmak (France - Allemagne, 1931, N., 95 min) O
0.30 Nostalghia ■ Andreï Tarkovski (Italie, 1983, v.o., 125 min) O
1.40 Réves ■ Akira Kurosawa (EU - Jap., 1989, v.m., 60 min). TCM

FRANCE 2

14.50 Le Frère irlandais Téléfilm. Robin Davis. [1 et 2/2] (Fr. - Bel., 1998, ♦) O 18.05 Gilmore Girls Série (saison 1). Amour, guerre et tempête de neige 18.55 Douce France Avec Doc Gynéco 19.55 C'est pas banal 20.00 Journal, Météo.



20.55 BEDOS - ARDISSON : ON AURA TOUT VU Magazine présenté par Thierry Ardisson. Invités : Guy Bedos ; Muriel Robin ; Jamel Debbouze ; Jean-Louis Borloo ; Renaud ; Michel Sardou ; Nicolas Bedos, Clémentine Célerié, Jacques Higelin. 2855794

23.10 CD'aujourd'hui 7839775.

23.15 TRAFIC.MUSIC Magazine présenté par Guillaume Durand. Invités : Moby, Marianne Faithfull, Cassius, Miss Dynamite, Mark Knopfler, Coldplay, Zazie, J.-L. Aubert, W. Sheller, Axelle Red, Joey Starr. 5616688

1.35 Journal, Météo 2.00 Douce France 3.05 (horaire d'hiver) Thé ou café D. Thompson 3.40 Les Z'amours Jeu ♦ 4.10 D'hôtels en cabanes O 4.55 Un ticket pour l'espace Bivouacs sur la Lune (50 min) O 8167282.

FRANCE 3

18.10 Expression directe FNSEA 18.15 Un livre, un jour Mademoiselle Else, d'Arthur Schnitzler 18.20 Questions pour un champion 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo 20.10 Tout le sport Multisports 20.25 Euro millionnaire Jeu.



20.50 ON N'A PLUS DE SUSHIS À SE FAIRE Téléfilm. Philippe Venault. Avec Jean-Michel Portal, Laurent Poitrenaux, Olivier Brochierou, C. Richert, Michèle Moretti (France, 2002, ♦). 843775 *Trois amis au chômage se lancent dans la vente ambulante de sushis. Le succès est au rendez-vous, mais les ennuis ne tardent pas à surgir.*

22.25 FAUT PAS RÉVER DESTINATION AFRIQUE DU SUD. Magazine présenté par Laurent Binoglas. 9051268
23.35 Météo, Soir 3.00 La Case de l'oncle Doc Première classe. Doc. F. Davisse ♦ 46640.

0.55 Ombre et lumière Avec M.-C. Pietragalla. 9874350. 1.25 Sorties de nuit Actéon. Invité : Jacques Weber. 5248008 2.25 Soir 3 2.45 On ne peut pas plaire à tout le monde 6083114 4.00 Euro millionnaire Jeu (20 min).

CANAL+

15.00 Rugby Top 16 (7^e journée). Agen - Toulouse 17.15 Football Championnat de Ligue 1 (12^e journée). Paris-SG - Marseille ▶ En clair jusqu'à 21.00 19.20 Journal 19.30 En aparté 20.30 7 jours au Groland O 20.55 Le Zapping.



21.00 24 HEURES CHRONO 12 h 00 - 13 h 00 O 93930. 13 h 00 - 14 h 00 O 714423. Série (saison 1). Stephen Hopkins ; Jon Cassar. Avec Kiefer Sutherland, L. Hope, Michael Masee, V. Reon Shannon (EU, 2002). 843775 *Jack finit par abattre Gaines tandis que Maureen Kingsley, la journaliste menacée de mort, disparaît sans laisser d'adresse.*

22.25 JOUR DE FOOT Magazine présenté par G. Margotton et V. Radureau. 6013046
0.00 Blair Witch 2, le livre des ombres Film. Joe Berlinger. Avec Kim Director, Jeffrey Donovan (EU, 2000, ♦) O 2048843.

1.25 Landru ■ Film. Claude Chabrol. Avec Charles Denner (Fr. - It., 1962, ♦) O 5239350.
2.25 Un bruit qui rend fou ■ (horaire d'hiver) Film. A. Robbe-Grillet et D. de Clercq. Avec Fred Ward (1995, 100 min, ♦) O 52286027.

FRANCE 5 / ARTE

18.05 Le Magazine de la santé 19.00 Flash info 19.01 Le Forum des Européens La Suisse hors jeu ? 19.45 Arte info 20.00 Le Dessous des cartes Pétrole [2/2] : La régulation 20.15 Contacts John Hilliard. Hiroshi Sugimoto.



20.45 L'AVENTURE HUMAINE - L'INQUISITION RÉVÉLÉE Les Géoles de l'esprit. Documentaire. Yury Winterberg et Jan Peter (Allemagne, 2002). 7891152 *Une analyse des relations complexes entre le Saint-Siège et les dignitaires de l'Inquisition.*

21.40 Metropolis Interview : Helmut Newton ; La peinture hongroise. 9864591

22.35 LE DERNIER CHEMIN DE WALLER Téléfilm. Christian Wagner. Avec Rolf Illig, S. Canonica, Franz Boehm, Volker Prechtel, Herbert Knaup (Allemagne, 1988, v.o., ♦).

0.10 La Lucarne. Une nuit comme les autres Téléfilm. Fred Kelemen. Avec Verena Jasch, Wolfgang Michael (All. - Port., 1999, v.o., ♦) 6325669 2.30 Bob et Margaret Série. Tirage au sort. David Thomas (75 min) 9984263.

M6

16.30 Chapeau melon et bottes de cuir Les Evadés du monastère O 17.30 Amicalement vôtre Série. Un rôle en or O 18.30 Caméra café Série 19.10 Turbo, Warning 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 Plus de Popstars.



20.50 LA TRILOGIE DU SAMEDI - DARK ANGEL Quarantaine O 7898065. Disciples O 3438291. Série (saison 2) [13 et 14/20]. Kenneth Biller ; David Grossman. Avec Jessica Alba, Michael Weatherly, Martin Cummins, Sarah Strange (EU). 22.35 Sept Jours Pour Agir L'Ultime Frontière. Série (saison 2) [15/23]. William Graham. Avec Sam Whipple, Kendall Cross O 3185220.

23.30 SEX AND THE CITY L'Attaque de la femme d'un mètre quatre-vingts O 68607. Drag King O 9389669. Série (S3) [3 et 4/18]. Avec Sarah Jessica Parker (Etats-Unis).

0.40 Petites histoires entre amants Trio Série [2/6]. Avec Kate Ashfield O 6357973
1.04 Météo 1.05 Drôle de scène 3876669
1.35 M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (380 min) 74607398.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Elektronophonie. L'exposition « Sonic Process » au Centre Georges Pompidou.
20.50 Mauvais genres. Le Grand Guignol.
20.52 Fiction. Forum. de Xavier Maumégéan.
23.00 Le Monde en soi. Noëlle Lasne.
0.00 Nocturnes. Invitée : Laurence Equilbey.

FRANCE-MUSIQUES
20.00 Journée spéciale Evgeny Kissin - Concert. Par l'Orchestre national de France : œuvres de Tchaïkovski, Brahms.
23.00 Le Bel aujourd'hui. Par l'Ensemble Der Blaue Reiter : œuvres de Bach, Pauset.
1.00 Les Nuits électriques.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Jacques Ibert. *En blanc et noir*, de Debussy, Katia et Marielle Labèque, pianos ; Œuvres de Ravel, Ibert, Honegger, Roussel.
22.00 Da Capo. Le pianiste Dinu Lipatti. Œuvres de Scarlatti, Bartok, Lipatti, Enesco, Brahms ; *Concerto* n°21, de Mozart, dir. Herbert von Karajan ; Œuvre de Chopin.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

DÉBATS

13.30 Bibliothèque Médicis. Moments de vie. Invités : Jean-Denis Bredin ; Jean-Paul Goulet ; Svetan Todorov ; Claude Porcell. Public Sénat
16.30 Forum public. La fin des 35 heures ? Public Sénat
17.10 Le Monde des idées. Thème : Un philosophe en politique. Invité : Luc Ferry. LCI

MAGAZINES

16.55 Les Lumières du music-hall. Véronique Sanson. Daniel Balavoine. Paris Première
17.00 Explorer. Rencontres fatales : les ours attaquent. Nulla Pambu, le serpent bienfaiteur. Fourmis infernales. National Geographic
17.00 Plaisir de France. Invité : Michel Glotz, ancien directeur artistique de la Callas. Match TV
19.05 Un jour deux stars. I Muvrini ; Loïc Peyron. Match TV
22.30 Paroles de France. L'Alsace et les transports ferroviaires régionaux. La chaîne parlementaire
23.00 Explorer. Requins amoureux. Dans la jungle du Congo. Rats en guerre. National Geographic

DOCUMENTAIRES

17.05 Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre. [1/2]. Histoire
17.40 Mexico, la vie incertaine. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.00 Pour quelques glands de plus. National Geographic
18.30 Les Géants de Jasper. National Geographic
18.35 La Famille Kennedy. Téva
19.00 Les Mystères de l'Histoire. [1/2]. La crise des missiles de Cuba.
19.50 La Guerre froide. [2/6].
20.05 Cécile et Henri Rol-Tanguy. La Chaîne Histoire
20.50 Le Fabuleux Destin d'Ali. Paris Première
20.55 David Beckham, le prince de Manchester. Odyssee
21.00 Australie, la frontière sauvage de Tasmanie. Voyage
21.30 A la poursuite du grand requin blanc. Nat. Geographic
21.35 Pompidou, l'école du pouvoir. La Chaîne Histoire
21.40 Le Mystère du cercle de Miami. Odyssee
22.35 Le Poison miraculeux. Histoire
23.00 Pilot Guides. Argentine. Voyage
23.30 Moi, Isabella Rossellini. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.00 Tennis. Tournoi féminin de Linz (Autriche). Demi-finales. Eurosport
15.30 Football. Championnat d'Allemagne (10^e journée). Werder Brême - Borussia Dortmund. Sport+
19.00 Football. Championnat d'Espagne (7^e journée). Real Madrid - Villareal. Sport+
20.00 Football. Championnat de Ligue 1. (12^e journée). Nice - Lens. TPS Star

MUSIQUE

17.55 Art Blakey's Jazz Messengers. Festival Umbria Jazz à Pérouse 1976. Mezzo
19.15 Classic Archive. Arthur Rubinstein (piano). Mezzo
20.45 Fidelio ou l'amour conjugal. Opéra de Beethoven. Par l'Orchestre et le chœur de l'Opéra d'Etat de Stuttgart, dir. Michael Gielen. Mezzo
23.10 Beethoven. *Symphonie n°7 en la majeur*, opus 92. Par l'Orchestre symphonique du SWF de Baden-Baden, dir. Michael Gielen. Mezzo
0.30 The Manhattan Transfer. Tokyo en 1986. Mezzo

TÉLÉFILMS

18.25 Napoléon et Marie Walewska. Stello Lorenzi. Histoire
18.55 Jésus de Nazareth. Franco Zeffirelli. [3/4] O Festival
20.40 L'Enfant des Lumières. Daniel Vigne. Festival Histoire
21.05 La Croisade des enfants. S. Moati. [1/2] O
22.35 Changement de décors. Betty Thomas O Jimmy

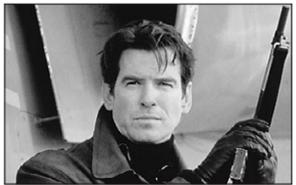
SÉRIES

20.45 Inspecteur Morse. La Banqueroute. RTL 9
21.40 High Secret City. Erreur de conduite (S2). Série Club
23.35 Charlemagne, le prince à cheval. Le prince. Histoire
23.45 The Bernie Mac Show. (S1, 1/17, v.o.). Série Club
0.10 Ally McBeal. La jalousie est aveugle. Sexe, mensonges et politique (S2) O Téva

DIMANCHE 27 OCTOBRE

TF1

12.00 Météo 12.05 Attention à la marche ! ♦
12.50 A vrai dire 13.00 Journal, Météo 13.25 Walker, Texas Ranger La Légende du bison blanc ♦ 14.20 La Loi du fugitif Série (S1, 1/22). Le Jugement 15.10 Preuve à l'appui Panier de crabes 16.00 7 à la maison La Bague au doigt ♦ 16.55 Vidéo gag 17.55 Le Maillon faible 18.50 Sept à huit 19.50 Ushuaïa découverte 19.55 Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.50 DEMAIN NE MEURT JAMAIS Film. Roger Spottiswoode. Avec Pierce Brosnan, Jonathan Pryce, Michelle Yeoh, Teri Hatcher. *Espionnage* (GB - EU, 1997, ♦). 96267756 *L'agent 007 affronte un magnat des médias qui veut contrôler toute la planète. On applaudit.*

23.00 Les Films dans les salles 49417.

23.05 L'ÂME SŒUR Film. J.-M. Bigard. Avec Jean-Marie Bigard, Yvonne Scio, Marina Tomé, Candide Sanchez, Luc Florin. *Comédie* (France, 1999, ♦). 1556916 *Un employé des pompes funèbres ressuscite la femme qu'il aime.*
0.50 L'Arbalète Film. Sergio Gobbi. Avec Daniel Auteuil, M. Berenson. *Policier* (Fr., 1984) O 8356645 2.20 La Vie des médias 4548935 2.35 Star Academy Les meilleurs moments.

3.30 Météo 3.35 Reportages La vie est belle ♦ 3432670 4.00 Histoires naturelles La chasse aux oies au Québec. ♦ 4975683 4.35 Musique 7755480 4.55 Mode en France Prêt-à-porter printemps-été 2003 (60 min) 5207157.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.20 Le Cirque du docteur Lao ■ George Pal (Etats-Unis, 1964, v.m., 100 min) O
15.00 Stromboli ■ Roberto Rossellini (Italie, 1949, N., v.o., 105 min) O
16.45 Three Texas Steers ■ George Sherman (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 60 min) O
17.55 La Porte du paradis ■ Michael Cimino (Etats-Unis, 1980, 145 min) O
18.15 Laurel et Hardy au Far West ■ James W. Horne (Etats-Unis, 1937, N., 65 min) O
19.15 Tovaritch ■ Jacques Deval, Germain Fried, Jean Tarride et Victor Trivas. Avec André Alerme, Junie Astor, Camille Bert, Marguerite Deval (France, 1935, N., 90 min) O
20.45 Barry Lyndon ■ Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1975, v.m., 175 min). TCM
21.00 Fra Diavolo ■ Charles Rogers et Hal Roach (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 90 min) O
22.00 Le Chemin de l'espérance ■ Pietro Germi (Italie, 1950, N., v.o., 100 min) O
22.55 Buffet froid ■ Bertrand Blier (France, 1979, 95 min) O
23.45 Orange mécanique ■ Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1971, v.m., 140 min) O
0.30 Le Soldat bleu ■ Ralph Nelson (Etats-Unis, 1970, 115 min) O
1.40 A la campagne ■ Manuel Poirier (France, 1995, 105 min) O.

FRANCE 2

12.05 Chanter la vie 13.00 Journal 13.15 J'ai rendez-vous avec vous 13.45 Vivement dimanche Avec Jean Reno 15.35 Washington Police Série (S1). Le Chacal O 16.25 Boston Public Série (saison 1). Chapitre 8 O 17.15 Nash Bridges Série (S6). Pour la peau de Joy O 18.00 C'est ma tribu 18.05 Stade 2 Magazine 19.15 Vivement dimanche prochain 20.00 Journal, Météo.



20.55 URGENCES Tout est dans la tête O 8690060. Secrets et mensonges O 1515334. Série (S8). Vondie Curtis-Hall ; Richard Thorpe. Avec A. Edwards, Laura Innes, Eric La Salle, Sherry Stringfield (Etats-Unis, 2002, ♦). *La santé de Greene s'aggrave ; ignorant tout de sa rechute, Elizabeth décide de s'installer avec Ella dans une chambre d'hôtel pour fuir la présence de Rachel.*

22.35 Y'A UN DÉBUT À TOUT Magazine présenté par Daniela Lumbroso. Invités : Frank Lebouaf, Linda Lemay, Laurent Ruquier, André Santini. 1852076
0.40 Journal de la nuit, Météo 1.05 Vivement dimanche prochain Avec Jean Reno. 3208225
1.45 Thé ou café Avec Sa Majesté la reine Rania de Jordanie. 6312916 2.35 Savoir plus santé L'asthme : risque zéro. Avec le professeur Marc Humbert, pneumologue 7434698.

3.25 24 heures d'info, Météo 3.46 Portraits d'artistes contemporains Louis Cane, artiste peintre. Documentaire O 10291119 4.15 Haïti le bois. Documentaire. 5326799 4.25 Stade 2 Magazine (60 min) 5294645.

FRANCE 3

13.20 C'est mon choix 14.55 Le Jeu du témoin Téléfilm. Eric Lanneuville. Avec D. Rasche (EU, 1988, ♦) 9056176
16.10 Une histoire immortelle ■ ■ ■ Film. Orson Welles. Avec Orson Welles. *Drame* (Fr., 1967, ♦) 17.00 Rue Blas Téléfilm. Jacques Weber. Avec Gérard Depardieu (France, ♦) 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo 20.20 Les Nouvelles Aventures de Lucky Luke Série. Jackpot pour les Dalton ♦.



20.50 INSPECTEUR BARNABY LE BOIS DE L'ÉTRANGLEUR. Série. Jeremy Silberstein. Avec John Nettles, Daniel Casey, R. Allam, Paul Chapman (GB, 1999, ♦). 380553 *Le meurtrier d'une jeune femme Sud-Américaine ressemble aux trois assassinats commis dix ans plus tôt, selon un mode opératoire identique.* 22.55 Météo, Soir 3.

22.55 FRANCE EUROPE EXPRESS Magazine présenté par Christine Ockrent, Gilles Leclerc et Serge July. 659669
0.10 Cinéma de minuit : Cycle Fritz Lang - Furie ■ ■ ■ Film. Fritz Lang. Avec Sylvia Sydney, Spencer Tracy, Walter Abel. *Thriller politique* (EU, 1936, N. v.o.). 3309206 1.40 Les Nouvelles Aventures de Lucky Luke Série. Jackpot pour les Dalton ♦ 7897848 2.05 Soir 3.

2.30 Thalassa Escalade en Corse. Magazine. Au sommaire : La grande cohue ; Cavallo ; Le trésor du *Tasmania* ; etc. ♦ 3128461 4.05 Faut pas rêver Destination Afrique du Sud. Magazine (65 min) ♦ 4243157.

CANAL+

▶ En clair jusqu'à 15.00 12.40 Le Vrai Journal O 13.40 Semaine des Guignols 14.15 Zapping 14.30 La Grande Course 15.00 Alerte rouge en zone blanche Téléfilm. M. Steiner O 16.30 Journal du cinéma O 16.45 Les Simpson O 17.05 Les Ailes de la nature Les oiseaux de mer O 18.00 Les Aventures de Rabbi Jacob Film. Gérard Oury O ▶ En clair jusqu'à 20.30 19.35 Ça Cartoon O 20.30 L'Équipe du dimanche.



21.00 LA SÉANCE AU CHOIX. 99398
21.15 Le Placard Film. Francis Veber. Avec Daniel Auteuil (Fr., 2000, ♦) O 5633282
-OU- Fast Food, Fast Women ■ Film. Amos Kollek (EU, 2000) O 105633282
-OU- Blair Witch 2, le livre des ombres Film. Joe Berlinger (EU, 2000) O 205633282
-OU- Hors limites Film. Andrzej Bartkowiak. Avec S. Seagal (EU, 2001, ♦) O 308163621

22.45 L'ÉQUIPE DU DIMANCHE Présenté par Hervé Mathoux. 659669
23.55 Jour de rugby Résultats de la 7^e journée du Top 16. 8953089 0.40 24 heures chrono 12 h 00 - 13 h 00 O 1093799. 13 h 00 - 14 h 00 O 2510428. Série (saison 1, v.o.). S. Hopkins ; Jon Cassar. Avec Kiefer Sutherland, L. Hope, Michael Masee 2.05 Joe Caligula ■ Film. José Bénazéraf. Avec Gérard Blain, Jeanne Valérie. *Drame* (Fr., 1966, ♦) O 3816190.

3.30 Mon clone et moi Téléfilm. Manny Cotto. Avec Brenden Jefferson (EU, 2000, ♦). 3690732 O 4.55 Le Lait de la tendresse humaine ■ Film. Dominique Cabrera. Avec Patrick Bruel. *Drame* (Fr., 2001, ♦) O 5727251.

FRANCE 5 / ARTE

12.35 Arrêt sur images 13.30 Les Refrains de la mémoire [8/20]. L'école est finie, 1963 14.05 L'Épopée du grand large [1/4]. Les grands navigateurs 15.05 Accros de télé ♦ 16.00 Les Répères de l'Histoire 17.30 Va savoir 19.00 Flash info 19.01 Evgeny Kissin au Théâtre antique d'Orange (2001). 19.45 Arte info, Météo 20.15 Danse 2Pack. Avec la compagnie Hush Hush Hush (2002).



20.40 THEMA - LE DIABLE
20.40 Mister Frost ■ Film. Philippe Setbon. Avec Jeff Goldblum, Kathy Baker, Alan Bates, Roland Giraud, Jean-Pierre Cassel. *Drame* (France - GB, 1989, ♦). 100753824 *Un assassin arrêté par la police affirme être le diable. Curieux polar métaphysique avec un Jeff Goldblum diabolique.*

22.20 Thema - Vade retro Satanas Documentaire. Philippe Rouget (Fr., 2002). 3165466 *Théologiens, prêtres, psychanalystes et historiens retracent le destin de l'apôtre du Mal, de ses énigmatiques origines jusqu'à aujourd'hui.*
23.15 Thema - A l'école du diable Documentaire. Lucy Walker (EU, 2001). 4659466
0.10 Mic Mac 57206 0.40 Fleur de cannelle Téléfilm. F. Laffont (Fr., 1999, ♦) 6527428.

2.00 Bob et Margaret Le Joueur. Série (S4). Julian Harris. 9971799 2.25 Why Are You Creative ? Wayne Wang. Documentaire. 14638461 2.30 Arte scope (15 min) 9972428.

M6

12.19 Warning Magazine 12.20 Demain à la une Série (saison 2). Un sauvetage insespéré O 13.15 Amours et rock'n'roll Téléfilm. Mike Robe. Avec Bonnie Somerville, Brad Hawkins. [1 et 2/2] (EU, 1999, ♦) O 16.35 Absolument 80 Avec Stéphane Collaro. 18.55 Largo Winch Série (saison 2). Haute sécurité ♦ O 19.54 Le Six Minutes, Météo 20.05 E = M6 Magazine 20.40 Sport 6 Magazine.



20.50 ZONE INTERDITE FLICS DE CHOC Présenté par Bernard de la Villardière. Au sommaire : Gendarmes contre violence urbaine. Documentaire. Christophe Brulé ; Policiers, motards et champions. Documentaire. Vladimir de Gmeline ; Les Commandos de la police sud-africaine. 31020486

22.54 Météo.

22.55 CULTURE PUB CULTURE PUB FÊTE SES QUINZE ANS. Magazine présenté par Christian Blachas et Hervé Thomas. Au sommaire : Ma Culture Pub à moi ; Ma vie en pub depuis quinze ans ; Fan des années 1980 ; Les vraies-fausses pubs de Culture Pub ; La pub découvre les stars ; La pub fait avancer le cinéma ; Hommage à la pub anglaise ; L'humour qui venait du froid. 1395282

23.55 L'Immortale Film. Claude Mulot. Avec S. Lamo. *Erotique* (Fr., 1980) O 6428008 1.25 Sport 6 6220044 1.33 Très sport 306737393 1.34 Météo 1.35 Turbo 3824206 2.04 Warning 2.05 M6 Music / Les Nuits de M6 (295 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 For intérieur.
20.30 Une vie, une œuvre. Paul Celan.
22.05 Projection privée. J.-C. Brisseau.
22.40 Atelier de création radiophonique. 0.00 Equinoxe. Tradition flamenco.
1.00 Les Nuits de France-Culture.

FRANCE-MUSIQUES

20.30 A l'improviste. Enregistré en public au studio Sacha Guitry de la Maison de Radio France, à Paris.
21.30 Tapage nocturne. Invités : Philippe Hersant, Denis Levailant, Alain François.
23.00 Jazzistiques. Yves Robert, une rétrospective.
1.00 Programme Hector.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Turandot*. Opéra en trois actes de Giacomo Puccini

ALAIN LOMPECH

L'homme pressé

DES MINISTRES qui cherchent la caméra, qui l'aiment au point de la couvrir du regard et de ne rien entreprendre sans être pistés par elle, ce n'est pas rare ; c'est même une constante qui est allée de pair avec la sacralisation des attachées de presse affirmées aux ministères. Drôle de fonction... dans la fonction publique.

Nicolas Sarkozy en a-t-il une ? Le ministre n'en a guère besoin, si bien occupé qu'il est à tenir le devant de la scène, précédant toutes les demandes, toutes les suggestions qui pourraient lui être soumises par une ou un professionnel de la communication.

Il prend de la place, Sarkozy, il voyage, virevolte comme un poulain mis au pré par son éleveur pour le débarrasser. A peine sorti du purgatoire où Chirac l'avait envoyé pour se faire pardonner d'avoir choisi Balladur, à peine nommé ministre de l'intérieur, le voici qui cavale, le crin en bataille, le sourire béat et ravageur, déployant une énergie à la Duracell pour prouver qu'il existe. On ne voit que lui. Il vole au premier ministre la vedette qui lui revient. Sans doute aurait-il aimé l'être, premier ministre, Nicolas ; sans doute en rêve-t-il, Sarkozy, d'avoir son nom plus haut encore sur l'affiche. Il s'y voit déjà, tandis que d'autres comptent les faux pas d'un premier flic de France qui ne sait pas tenir sa langue, parle sans réfléchir plus loin que son idéologie et son archaïsme le lui commandent.

En déplacement à Nantes, donc, Sarkozy est reçu par le député et maire de la ville, Jean-Marc Ayrault. Accueillant le ministre de l'intérieur, tutelle des fonctionnaires territoriaux, grand applicateur de la loi de décentralisation, le maire se conduit en

démocrate. Il met dans sa poche ce qu'il pense de la loi sécurité dans le détail de ses articles, ses craintes envers la loi de décentralisation, réservant les batailles pour l'Assemblée. Il félicite donc son ministre pour son action républicaine. Quand on reçoit chez soi, on évite de tancer ses invités, quand bien même ils occuperaient tout le terrain. Et Sarkozy cause, cause, cause.

Et voici que, à l'Assemblée, Sarkozy trahit des propos de maire à ministre, s'empare contre ce qu'il juge être le double langage du premier magistrat d'une ville qui ne l'est plus au sein de l'Assemblée. Ayrault a revêtu les atours du député président du groupe d'opposition, et il s'oppose. C'est son rôle. Il ne reçoit plus chez lui. Il est en terrain découvert. Mais il ne s'attend pas au coup bas. Colère indignée du député socialiste, sourire satisfait du ministre fier de son mauvais tour. Ce faisant, Sarkozy accredit la vieille idée de l'extrême droite qui dénonce les notables qui s'entendraient, en coulisses, comme larrons en foire contre l'intérêt des Français. Au ras de la tribune, cette France d'en haut.

Des méthodes de démagogue devant lesquelles Sarkozy ne recule pas. Il n'y a pas longtemps, il dénonçait les intellectuels parisiens, les journalistes qui s'inquiètent de sa loi sécurité, ravivaient cette opposition entre Français, opposait des catégories, des groupes, désignait des Français de salon. Méthode et rhétorique moises dont la droite, du reste, n'a pas l'apanage. La démagogie ignore ces clivages.

Sarkozy aurait dû, comme disait Pierre Dac, « la fermer avant de l'ouvrir ». D'ailleurs, s'il continue, quand il se retournera, son avenir sera derrière lui.

ET SI, PUISQUE NOUS Y SOMMES, nous prolongions l'élargissement européen dans l'autre sens, vers l'Ouest, passant les tropiques, jusqu'au Brésil. Puis, allons-y, absorbons l'Amérique du Sud tout entière. Proposition plus sérieuse qu'il n'y paraît : Luis Inacio Lula da Silva, qui devrait être élu dimanche président du Brésil, devra trouver, enfin, la pierre philosophale que cherche le continent depuis des lustres : marier la solidarité avec la croissance, la protection des faibles avec l'ouverture des frontières, abandonner l'ultralibéralisme sans retomber dans le populisme ni le protectionnisme, bref, devenir « européen ».

Lula, candidat du Parti des travailleurs, parfois d'extrême gauche et désormais qualifié de centriste, arrive porté par le rejet des médecines libérales appliquées depuis le début des années 1990. Après avoir libéralisé et adopté la rigueur, sous l'influence nord-américaine, et obtenu des premiers résultats positifs, le continent traverse depuis trois ans une crise qui lamine la croissance, regonfle le chômage et les inégalités. Le paroxysme a été atteint en Argentine, mais tous les pays du Cône sont touchés. Le grand Brésil aurait pu – il aurait même dû – y échapper au regard de la politique du président Henrique Cardoso, bien meilleure que ne le dit l'opinion commune. Mais la crise de Wall Street a provoqué une aversion des marchés financiers à l'égard de tout le tiers-monde, et le Brésil a fini par être emporté dans la tourmente.

LE VENT EN POUPE

Conséquence politique de ce revers économique : la gauche a le vent en poupe au Brésil, au Venezuela, en Equateur, en Argentine, en Bolivie, où elle a été ou devrait être bientôt appelée au pouvoir. Que pourra-t-elle faire ? Rebasculer dans les promesses de changement radical sans lendemain, comme la tentation est ô combien permanente dans cette région ? Ou, comme semble vouloir le faire Lula, chercher, entre libéralisme et socialisme, une « troisième voie » « à l'européenne » ?

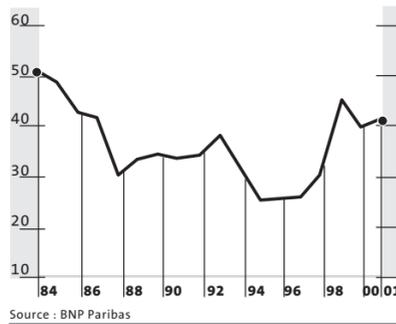
Henrique Cardoso se recommandait déjà de cette « troisième voie », et il ne manquait aucun des sommets de ce courant organisés par Tony Blair et par Bill Clinton. Lula livrera sûrement une version moins anglo-saxonne, plus sociale. Mais le pourra-t-il ? Entre la double surveillance contradictoire des marchés financiers internationaux d'un côté, prêts à sanctionner tout dérapage

Le Brésil dans la « troisième voie »

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

LA REMONTÉE DE LA DETTE

Endettement externe du Brésil, en % du PIB



Source : BNP Paribas

ge hétérodoxe, et, de l'autre, celle des masses populaires impatientes, le gouvernement sera en permanence sur le fil du rasoir. Il aura pour lui une relative confiance des syndicats sur ses engagements sociaux de long terme. Ce sera sa meilleure arme, et probablement la seule.

DÉTAILS ENSOLEILLÉS

En face de lui, la montagne des problèmes institutionnels, sociaux, économiques, bancaires et monétaires du Brésil. Le pays, dont on prédit le décollage depuis cinquante ans, n'arrête pas de venir buter sur ces milliers de distorsions inexplicables, indisciplines généralisées, dégrèvements de toutes sortes, qui au total font un pays inefficace gâchant ses chances. Les réformes sont autant nécessaires au niveau national – l'immaturité de la classe politique, les retraites, le marché du travail... – qu'au niveau micro – les banques qui se sucent –, et presque surtout dans ces détails sans doute ensoleillés mais qui sabotent les initiatives et les découragent. Relancer le Brésil, c'est autant vaincre une criminalité galopante et rétablir la stabilité macroéconomique que se livrer à un travail de fourmi sur tous les terrains, des capitales d'Etat jusqu'à Brasília, des campagnes jusqu'aux villes. Il faudra un candidat élu avec un fort assentiment populaire (deux Brésiliens sur trois, selon les sondages) pour gagner toutes ces batailles-là.

Heureusement, un miracle sûrement, le président da Silva devrait bénéficier d'un retour au cal-

me relatif des marchés financiers. Les investisseurs semblent être passés de l'hostilité à la neutralité armée. La chute du real de ces derniers mois, à mesure que Lula grimpe dans les sondages, semble enrayerée.

PRISONNIER DE SES CRÉANCIERS

Le leader du Parti des travailleurs a, il est vrai, fait patte blanche : il a pris pour colistier un entrepreneur, magnat du textile, José Alencar ; il a promis de maintenir ouvertes les frontières ; il a accepté de se ranger aux accords conclus avec le FMI, repoussant tout moratoire sur la dette ; il a annoncé vouloir réformer la banque centrale sur le modèle anglais et multiplié toutes sortes de preuves de son rangement à l'orthodoxie. On peut déplorer ce chantage des marchés à la démocratie : le candidat n'avait, en vérité, guère le choix : en vivant avec des déficits, le Brésil a à nouveau alourdi son endettement à partir de 1996 et il s'était rendu prisonnier des créanciers internationaux, qui détiennent un tiers de l'immense dette de 280 milliards de dollars. L'épargne nationale est insuffisante, et l'Etat la pompe intégralement : voilà la racine de tous les maux du continent, qui doit aller chercher à Miami ou à Tokyo des capitaux pour combler ses finances. On ne peut avoir créancier et liberté.

Il faut savoir que même un surplus budgétaire primaire de 3,5 % du PIB ne suffit pas à réduire la dette et reste donc suspect aux yeux des maîtres-marchés. Comme, par ailleurs, 90 % du budget sont mangés par les salaires des fonctionnaires (qui réclament déjà des hausses) et par les dépenses de « sécu », on perçoit vite combien les marges de manœuvre du président sont étroites pour financer de nouvelles prestations sociales néanmoins nécessaires.

Les ouvrir passe par les réformes sus-évoquées. Elles devront toutes avoir pour objectif final de réduire l'autre contradiction fondamentale du pays : avoir ouvert en grand son secteur financier (pour payer le déficit, on vient de le voir), tandis que l'économie réelle restait fermée. Le secteur industriel est trop exclusivement tourné vers le marché intérieur et, si l'agriculture exporte, elle se heurte aux protectionnismes du Nord. Le vrai pari de Lula est ici : bâtir une nouvelle spécialisation du Brésil moins fragile dans la mondialisation. Une Europe plus ouverte pourrait l'aider.

Eric Le Boucher

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La Dame sans voiles... et sans camélias

UN DIFFÉREND survenu entre une célèbre actrice de cinéma italienne et les producteurs d'un film en gestation va être tranché par un tribunal romain. La belle et percutante Gina Lollobrigida avait signé un contrat pour tenir le rôle principal, au côté d'Alain Cuny, d'un film intitulé *La Dame aux camélias*, sous la coupe du metteur en scène Michelangelo Antonioni, pour un cachet de 16,5 millions de lires. Ce rôle correspondait à son

tempérament, mais peu à ses goûts. Il lui était apparu que les producteurs comptaient beaucoup plus sur ses formes dites « atomiques » que sur ses talents de comédienne pour ne pas faire pleurer le spectateur. Elle l'avait pourtant accepté ayant découvert dans la trame qu'on lui avait exposée par écrit diverses occasions d'atteindre à l'art pour l'art. Ce n'est que la veille du premier tour de manivelle, à Milan, qu'on lui remit le

scénario. Il n'était plus conforme, à son estimation, au thème initial. Il était, dit-elle, « banal et vulgaire, tout en seins, en jambes, et rien de plus ». Et même « obscène ». Bref, il y avait « tromperie ». Elle déchira le contrat et prit des vacances. Les producteurs, frustrés, citent l'artiste devant la justice et lui réclament 200 millions de lires de dommages.

Jean d'Hospital
(28 octobre 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Conférences.** Université de tous les savoirs. Du 25 octobre au 8 novembre, tous les jours, à 18 h 30, quinze conférences sur les interfaces. A écouter en ligne.
■ **Chat.** Droite-gauche, les nouvelles batailles. Discutez avec Daniel Vaillant, lundi 28 octobre, à 14 h 30, sur lemonde.fr
■ **L'actualité par SMS.** Envoyez par SMS le mot ACTU au 61761. Vous recevrez sur votre téléphone mobile les deux titres à la une du Monde. fr (0,35 €/envoi hors coût d'un SMS).

CONTACTS

► **RÉDACTION**
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F
► **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : http://abo.lemonde.fr
Par courrier : bulletin p. 16
Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)
► **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : http://finances.lemonde.fr
Site nouvelles technologies :
http://interactif.lemonde.fr

Guide culturel : http://aden.lemonde.fr
Marché de l'emploi :
http://emploi.lemonde.fr
Site éducation : http://educ.lemonde.fr
Marché de l'immobilier :
http://immo.lemonde.fr
► **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : http://archives.lemonde.fr
► **COLLECTION**
Le Monde sur CD-ROM :
01-44-09-43-21
Le Monde sur microfilms :
03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-44-97-54-54
En vente : « A Bagdad, chez Saddam ».

Tirage du Monde daté samedi 26 octobre 2002 : 567 391 exemplaires.

1-3

opodo
Le voyage en ligne

EMBRAVEZ SUR DE NOUVELLES AVENTURES

Vols A/R à partir de*

- Amsterdam 146€
- Montréal 416€
- Barcelone 209€
- Saint-Domingue 628€
- New York 319€

Opodo : créée par Air France, British Airways, Alitalia, Iberia, KLM, Lufthansa, Aer Lingus, Austrian Airlines et Finnair.

Le voyagez
www.opodo.fr
0 826 10 16 20 (0,15€ TTC/min)

*Offres soumises à conditions - Photo : Philip Lee Harvey - Gettyimages - LEAGAB - DELANEY PARIS CENTRE

Le Monde

ARGENT

ÉPARGNE

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 2002

PLACEMENTS

IMMOBILIER

Si la plupart des emprunteurs souscrivent une assurance décès-invalidité, 20 % d'entre eux y ajoutent une assurance perte d'emploi. Les questions à se poser avant de souscrire p. X



BOURSE

Les actions brésiliennes ont perdu plus de 27 % depuis le début de l'année. Les investisseurs seront particulièrement attentifs aux résultats de l'élection présidentielle p. IX

ART

Un bronze animalier de Rembrandt Bugatti a atteint 3,5 millions de francs en 2000. Les collectionneurs se tournent vers les créateurs contemporains, plus accessibles que les sculpteurs classiques, dont les œuvres atteignent des enchères records p. XI



PORTRAIT



Bernard Arnault, homme d'affaires et mécène p. XI



Le palmarès européen des sicav

DOSSIER. La plupart des catégories de fonds de placement continuent d'enregistrer des performances médiocres, voire négatives. Les encours des sicav européennes ont baissé depuis le début de l'année

C'est encore un trimestre de baisse des marchés auquel les gérants de sicav et de fonds communs de placement (FCP) ont été confrontés. Les résultats de ces produits ne s'améliorent donc pas si l'on se réfère au classement des fonds européens établi au début de l'été, réalisé par Aptimum Conseil, et que nous publions en collaboration avec quatre journaux européens chaque trimestre. Très peu de catégories parviennent à afficher des performances positives sur un an. Les fonds obligataires tirent leur épingle du jeu en progressant de 1,28 % pour les fonds d'obligations internationales à long terme, à 8,28 % pour les sicav qui misent sur les emprunts européens émis à très long terme. Les produits profilés, qui mélangent actions et obligations, accusent, en revanche, des résultats très décevants. Ils ont reculé de près de 2 % pour les fonds mixtes prudents européens à près de 17 % pour les fonds mixtes agressifs européens. Ce sont évidemment les fonds investis en actions qui connaissent les chutes les plus importantes.



Quelques familles de produits investis en actions enregistrent néanmoins des performances positives. Les fonds spécialisés sur les matières premières (+ 15,13 % sur 12 mois) ont profité de la hausse des cours de l'or et les sicav immobilières (+ 4,40 % en un an) de la bonne tenue du secteur. Plus inattendue est la progression – modeste – de 0,85 % des produits qui misent sur les actions cotées dans les pays émergents. Ils ont été dopés par la bonne tenue des Bourses des pays de l'Europe de l'Est. Mais ces trois catégories de sicav qui parviennent à gagner de l'argent ne représentent qu'une part très marginale de l'épargne gérée collectivement. L'immense majori-

té des porteurs de parts de sicav ou de fonds de placement ont vu leurs économies fondre au cours de ces derniers mois. La baisse des marchés a eu des effets négatifs sur les sommes déposées sur les sicav et FCP. Selon les chiffres les plus récents fournis par la Fédération européenne des fonds et des sociétés d'investissement (Fefsi), l'encours des fonds de placement en Europe a reculé de 6,70 % au cours du 2^e trimestre. Pour la première moitié de l'année, le recul n'est cependant que de 2,90 %, mais les encours gérés à l'intérieur de fonds de placement restent supérieurs au montant atteint à la fin septembre 2001, après les attentats aux Etats-Unis et le plongeon des marchés qui avait suivi. Si, au cours du 2^e trimestre, la collecte sur les fonds profilés est restée négative, toutes les autres catégories de fonds ont bénéficié d'investissements. Les sicav monétaires et, de manière moins significative, celles composées d'obligations ont enregistré la plus forte collecte. Une tendance qui est particulièrement marquée en France où les fonds monétaires et, dans une moindre mesure, les produits alternatifs, dont la performance n'est pas liée à l'évolution des marchés, ont bénéficié de souscriptions nouvelles.

Joël Morio

Lire pages II à VII

TENDANCE

Proposition incongrue ?

LA DÉCONFITURE BOURSIÈRE a inspiré une idée insolite à Philippe Marini, sénateur de l'Oise (UMP), qui, inquiet de voir se décourager les épargnants, propose que les moins-values boursières soient déduites de leur revenu imposable : « Il faut restaurer la confiance des épargnants, car nous aurons besoin de leurs capitaux pour les retraites et les futures privatisations », plaide-t-il. L'élu souhaite une mesure conjoncturelle exceptionnelle, ouverte pendant quelques semaines au cours de 2003.

L'idée que l'Etat rembourse 25 à 50 % des pertes boursières peut cependant sembler contraire à l'idée même de libéralisme. C'est faire croire aux épargnants que l'Etat peut venir à la rescousse lorsque la Bourse chute. Le placement boursier jouit déjà de privilèges fiscaux. Les plus-values ne sont imposables qu'au-delà d'un seuil de cession de 7 650 euros par an et leur taux d'imposition est plafonné à 26 %, tandis que la tranche supérieure du barème progressif de l'impôt sur le revenu, qui s'applique

Le sénateur Philippe Marini (UMP) propose que les moins-values boursières soient déduites des revenus imposables

Seuls les actionnaires personnes physiques qui détiennent des titres en direct – ce qui exclut les porteurs de parts de sicav ou de fonds communs de placement – seraient autorisés à déclarer un déficit, dans une limite de 76 000 euros, et à l'étaler sur les cinq années suivantes. En liquidant son portefeuille de titres en 2002, un contribuable qui constate, par exemple, une perte de 15 000 euros pourrait déduire cinq fois 3 000 euros de son revenu imposable entre les années 2002 et 2006 et économiser 7 500 euros au total, s'il est assujéti à la tranche la plus haute de l'impôt (50 %). Ce cadeau ne serait toutefois acquis qu'à la condition que le porteur investisse à nouveau le produit de la vente en Bourse, ce qui, selon le sénateur Marini, contribuerait à débloquer le marché.

aux autres revenus, d'activités ou immobilières, dépasse 50 %. S'il s'agit d'actions françaises ou européennes logées dans un PEA, les plus-values ne sont passibles que de la CSG de 10 %. Les critiques émanent des rangs mêmes des associations de défense des actionnaires, qui croient déceler un piège : l'administration fiscale pourrait pousser la logique de cette mesure de circonstance pour faire entrer non seulement les moins-values, mais aussi les plus-values dans le calcul du revenu imposable et dire ainsi adieu au régime privilégié des revenus boursiers. Une telle mesure pourrait, en outre, provoquer un mouvement de vente massive d'actions et prolonger le marasme actuel.

Isabelle Rey-Lefebvre

Le Monde

EL PAIS

Süddeutsche Zeitung
Deutschlands große Tageszeitung

LA STAMPA

Tageblatt
ZEITUNG FÜR LETZBURGER

Le Jeudi

A nos lecteurs

« Le Monde Argent » interrompt sa publication durant les fêtes de la Toussaint. Il reparaitra avec « Le Monde » daté dimanche 10-lundi 11 novembre

LA BOURSE
ÇA NE S'IMPROVISE PAS
Voir page 3

À LIRE DANS LE MONDE DOSSIERS & DOCUMENTS

Deux grands dossiers...

...et

1 Asie centrale : le nouveau « Grand Jeu »

2 L'Irak face à une guerre annoncée

3 L'actualité du mois, dans « Les clés de l'info »



NUMÉRO DE NOVEMBRE - PARUTION LUNDI 28 OCTOBRE 16 PAGES - 2,10€

Les gestionnaires restent très prudents

L'embellie récente sur les marchés boursiers n'est pas suffisante pour que les gérants de fonds cèdent à l'optimisme. Certains recommandent de diminuer la part des actions dans les portefeuilles

En dépit du récent rebond des Bourses, les principaux marchés continuent d'enregistrer des reculs importants depuis le début de l'année. Avec une chute de plus de 40 %, l'indice Dax des actions allemandes affiche le plus mauvais résultat. La Bourse de Paris abandonne plus de 33 %, celle de Londres plus de 23 %. De l'autre côté de l'Atlantique, la situation n'est guère plus brillante : si l'indice Dow Jones des valeurs phares du marché new-yorkais parvient à limiter son recul à 17 %, l'indice Standard and Poor's 500, véritable baromètre des actions américaines, perd 30 %, et l'indice Nasdaq plonge de près de 40 % !

La Bourse de Tokyo, qui était parvenue à tirer son épingle du jeu au cours de la première moitié de l'année, a fini par être emportée dans la tourmente : elle cède près de 20 % depuis janvier.

Les raisons de ce krach boursier, un des plus lents et des plus longs de l'histoire, sont bien connues. Après l'éclatement de la bulle spéculative qui s'était formée autour des valeurs technologiques, les investisseurs ont pris peur devant les incertitudes sur la véracité des comptes de certaines entreprises, le niveau d'endettement atteint par d'autres, les perspectives de résultat en baisse, tout cela dans une conjoncture économique qui n'a cessé de se dégrader au cours du premier semestre.

Beaucoup de gérants analysent la surprenante et vigoureuse hausse des marchés au cours des dernières semaines plus comme



SERGIO AQUINO

une reprise technique que comme un véritable point de retournement annonçant une période de hausse des marchés. « Ce serait faire peu de cas d'un environnement économique vacillant et d'un contexte géopolitique curieusement mis - momentanément ? - sous l'éteignoir », écrit dans leur *Flash financier* les gérants de chez Cardif. « Si le risque sied aux ténéraires, ces derniers n'en tirent pas toujours forcément grand profit. Pour notre part, nous considérons toujours, eu égard au contexte, que les marchés boursiers ne sont pas sortis de l'ornière », concluent-ils.

Il ne faut donc pas s'étonner

que les gérants continuent de faire preuve d'une prudence extrême quant à l'évolution des Bourses d'ici la fin décembre.

DOUTES DES INVESTISSEURS

« Nous ne discernons pas encore le facteur déclencheur d'un retournement de tendance durable et rapide », écrit William De Vijlder, directeur des investissements chez Fortis. Mais il souligne qu'il est « bon de garder en tête que, sur un marché survendu, certaines informations ou événements mineurs peuvent occasionner des rallies [des mouvements de hausse] significatifs ».

Hausse ou pas, l'allocation

d'actif, préconisée par les grandes sociétés de gestion, témoigne des doutes des investisseurs. Schroders recommande ainsi de réduire ses investissements sur les actions et les obligations et d'augmenter la part des liquidités. La banque suisse UBP a, quant à elle, diminué à 10 % la part des actions dans un portefeuille prudent, alors qu'elle était de 20 % cet été. Les stratégies de BNP Paribas estiment, pour leur part, que les Bourses pourraient enregistrer un fort rebond d'ici la fin de l'année. Mais ils pensent qu'il faut profiter de ce mouvement pour alléger la part des actions dans les portefeuilles, les perspectives apparaissant très incertaines.

A plus long terme, les gérants se veulent pourtant un peu plus confiants. Une étude de Merrill Lynch auprès des gestionnaires montre qu'ils détiennent beaucoup de liquidités mais qu'ils pensent que les actions sont « survendues », que les Bourses mondiales sont sous-évaluées et qu'il existe un potentiel de baisse des taux d'intérêt directeurs des banques centrales. A l'automne 2001, une situation similaire avait été observée et les marchés avaient connu un bon quatrième trimestre, notent les auteurs de l'étude. « Cela pourrait arriver encore », écrivent-ils. Mais la différence, cette fois, est que l'environnement au niveau des ventes des entreprises n'est pas favorable.

Selon la dernière enquête effectuée par le cabinet d'étude de performance des sicav et des fonds communs de placement Morningstar, les gestionnaires européens tablent sur un rebond

sensible des indices au cours des douze prochains mois. Pour 83 % d'entre eux, ce sont les fonds actions qui afficheront les meilleures performances sur cette période.

SECTEURS PORTEURS

Les secteurs qui sont jugés les plus porteurs pour l'année qui vient sont les services financiers (plébiscités par 32 % des professionnels) et les sciences de la vie, ainsi que les valeurs TMT technologies, médias et télécommunications, qui retrouvent de l'intérêt aux yeux des gérants. En revanche, l'immobilier et les ressources naturelles perdent de leur pouvoir d'attraction, et de moins en moins de gérants les considèrent comme des secteurs à jouer dans les douze prochains mois.

Au niveau géographique, la région Asie voit elle aussi son attrait s'éroder (tout comme le Japon) dans de fortes proportions : placée en tête des zones d'investissement en septembre (54 %), l'Asie hors Japon arrive, en octobre, en deuxième position derrière l'Europe, dont la cote d'amour a presque doublé. Globalement, la baisse d'intérêt pour la zone Asie profite à toutes les autres régions, y compris la zone Amérique latine.

Enfin, concernant les devises, il convient de noter que les gérants interrogés sont moins nombreux à considérer que l'euro offrira les meilleures performances sur les douze prochains mois. De son côté, le dollar est vu, par près d'un quart des professionnels, comme la devise à jouer.

J. Mo.

3 QUESTIONS

À PATRICE GAUTRY, ÉCONOMISTE À L'UBI, GROUPE UNION BANCAIRE PRIVÉE À GENÈVE



DR.

1 Comment analysez-vous le rebond récent des marchés d'actions ?

Il s'agit essentiellement d'un rebond technique, qui peut cependant surprendre par son ampleur et sa durée alors que les nouvelles économiques ne s'améliorent pas. Il est vrai que les investisseurs avaient anticipé le pire. Ils avaient mis en doute la capacité de reprise économique et le retour au bénéfice des entreprises. Les indices de confiance des ménages et des entreprises sont en baisse aux Etats-Unis et dans la zone euro. Il existe un problème d'ajustement entre la consommation des ménages, qui jusqu'à présent a bien tenu, et les investissements des entreprises, qui tardent à repartir. Il est à craindre que le second semestre de l'année soit moins bon qu'attendu et que la croissance en 2002 soit en dessous de la moyenne de ces dernières années.

2 Les autorités monétaires ont-elles encore des armes si la conjoncture économique venait à se dégrader ?

Les baisses des taux décidées par les banques centrales aux Etats-Unis et en Europe ont servi à soutenir la consommation. Cette politique en faveur de la demande doit maintenant se transformer en politique de soutien de l'offre. En ce qui concerne l'investissement des entreprises, je remarque qu'aux Etats-Unis l'écart de rendement entre les emprunts émis par les sociétés et celui des obligations d'Etat a augmenté. Il existe une marge de baisse qui pourrait donner une bouffée d'oxygène aux entreprises alors que le gouvernement américain prévoit d'alléger la fiscalité sur les dividendes. En Europe, le ralentissement économique paraît durable, et le niveau de la consommation dépend en grande partie de celui du chômage, qui risque d'augmenter. La politique monétaire et fiscale devrait continuer à soutenir le pouvoir d'achat des ménages qui est amputé par l'inflation.

3 Jusqu'à présent, malgré la chute des marchés, aucune grande banque n'a connu de défaillance. Doit-on redouter un tel incident ?

Certains titres bancaires ont été violemment attaqués ces dernières semaines, ce qui laisse supposer que le marché redoutait un accident. Bien que le système bancaire en Europe et aux Etats-Unis ait su tenir jusqu'à présent et semble beaucoup plus solide que les banques japonaises, des défaillances ne sont pas exclues. Aux Etats-Unis, il est clairement dans les attributions de la Réserve fédérale de veiller à la bonne tenue du système bancaire, ce n'est le cas pour la Banque centrale européenne.

Propos recueillis par Joël Morio

APRÈS LA CHUTE, QUEL REBOND ?

Indice CAC 40, à Paris en points



Indice Euro Stoxx 50, en points



Indice Dow Jones, à New York en points



Indice Nasdaq des valeurs de croissance, en points



Indice Nikkei, à Tokyo en points



Source : Bloomberg

Un classement exclusif

La méthode APT prend en compte la performance et le risque pris par le gérant

Ce sont 11 003 fonds européens qui sont analysés ce trimestre selon la méthode APT, dont nous publions des extraits dans ce numéro spécial de « Monde Argent ». Plus de 16 800 sicav et fonds communs de placement (FCP) commercialisés à travers l'Europe ont été recensés par le cabinet Aptimum Conseil, un nombre qui augmente au fur et à mesure de la création de nouveaux produits. Leur classement ne repose pas sur la performance brute (celle que touche le souscripteur) des fonds, mais sur une performance retraitée. (La performance retraitée est le résultat d'une analyse des fonds.) Ce résultat théorique tient compte du risque pris par le gérant ainsi que de l'originalité de sa gestion par rapport à d'autres produits semblables. Alors que les marchés boursiers ont été particulièrement volatils ces derniers trimestres et que beaucoup de gérants ont eu un comportement moutonnier, cette approche permet d'éclairer des épargnants désorientés sur la performance « réelle » des produits.

Pour faire son étude, le système APT applique le modèle de la théorie des prix d'arbitrage élaborée par Steve Ross en 1976. Des méthodes mathématiques sophistiquées permettent de dégager un jeu de facteurs-clés, significatifs et non corrélés, qui vont servir à décortiquer la performance de chaque fonds puis à les classer dans chaque famille.

Chaque produit est examiné selon une vingtaine de critères qui peuvent expliquer l'évolution de la sicav. Celles qui ont un comportement semblable sont rangées dans une catégorie. Cette dernière n'est pas forcément celle définie, par exemple, par la Commission des opérations de Bourse (COB). Au total, les fonds sont classés en 180 familles. Toutefois, quelques produits ont des comportements si atypiques qu'ils ne peuvent être rangés dans aucune.

Aptimum Conseil les nomme les « fonds orphelins ». Les produits qui n'ont pas trois ans d'existence sont eux aussi éliminés de l'étude.

Cette rigueur explique que certains produits, même ceux qui sont largement diffusés dans les grands réseaux bancaires, n'apparaissent pas. De plus, nous publions uniquement des extraits en ne donnant que les produits les mieux classés.

COMMENT LIRE LE TABLEAU

Libellé - Comme pour la question du promoteur, à de nombreuses reprises, des fonds sont apparus en plusieurs exemplaires dans différents pays, notamment au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne et en Suisse, sous des codes d'identification différents, sous des noms souvent différents. Les doublons entre fonds « jumeaux » ont été éliminés pour ne pas inscrire ces fonds plusieurs fois dans le classement.

Classement retraité - Classement selon la performance retraitée de chaque fonds.

Risque - Savoir quel est le risque couru pour atteindre une performance est important. Plus il y a d'étoiles et plus le risque est faible. Une seule étoile traduit donc un risque important.

Classement brut - Rang obtenu par chaque fonds dans le classement de la performance.

Pays du fonds									
Libellé	Promoteur	Pays	Perform. retr. en % au 30/09/2002	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Performance brute en % au 30/09/2002	Rang brut sur 1 an	
PETITES ET MOYENNES CAPITALISATIONS FRANÇAISES									
Oddo Avenir	Oddo AM	FR	+1,21	1	★★★★	★★★★	+1,01	1	
<p>Nom du promoteur de fonds - L'enregistrement d'un même fonds, pays par pays, s'est souvent fait avec des caractéristiques de promoteur différentes : certains promoteurs peuvent apparaître sous des noms différents.</p> <p>Indication de la catégorie de fonds - Chaque catégorie regroupe les fonds qui présentent entre eux la plus grande homogénéité. Au fil des comparaisons de ressemblances, chaque fonds trouve sa famille selon les risques auxquels il réagit.</p> <p>Performance retraitée - A risque identique, c'est la performance réelle (en %) d'un fonds par rapport à ses concurrents. Cette donnée permet une appréciation objective de la situation. Mathématiquement, la performance retraitée est égale à la performance brute divisée par le coefficient bêta.</p> <p>Performance - Appréciation visuelle de la performance du fonds : plus il y a d'étoiles, plus le fonds est performant.</p> <p>Performance brute obtenue par chaque fonds - C'est la performance réalisée en % et en euros du fonds sur l'année écoulée, soit du 31 mai 2001 au 31 mai 2002.</p>									
Colonne performance sur 1 an			Colonne risque			Abréviations			
★★★★ = Très bonne ★★★ = Bonne ★★ = Moyenne ★ = Faible • = Très faible • = Mauvaise			★★★★ = Très peu ★★★ = Peu ★★ = Moyen ★ = Important • = Très important			! = Comportement atypique par rapport à la catégorie • = Comportement très atypique par rapport à la catégorie AU = Autriche BL = Belgique CH = Suisse FR = France DE = Allemagne ITL = Italie NL = Pays-Bas ES = Espagne UK = Grande-Bretagne UT = fonds d'investissements (Unit Trust) à capital fixe et d'origine britannique			

Source : Aptimum Conseil

DOSSIER

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

Les sociétés de gestion étrangères à la conquête de la France

Un nombre croissant de gestionnaires étrangers tente de drainer l'épargne française vers leurs fonds. Cependant, la collecte qu'ils réalisent est encore faible, et seul un petit nombre d'entre eux est parvenu à se faire une place sur le marché

Malgré la libéralisation de la circulation des capitaux en Europe et la mise en place de l'euro, la part de l'épargne gérée par des sociétés étrangères reste marginale en France. L'arrivée d'intervenants d'origine étrangère n'empêche pas les grands réseaux bancaires de continuer à dominer le marché. Pour autant, la démocratisation, auprès d'une large clientèle, de fonds faisant appel à différents gestionnaires et la concurrence acharnée que se livrent les gérants permettent cependant à certains acteurs étrangers une rapide montée en puissance en France.

► **Baring.** Le gestionnaire britannique dispose en France d'un bureau de représentation commerciale depuis dix ans. La filiale du groupe néerlandais ING s'adresse essentiellement à une clientèle institutionnelle, pour laquelle elle gère environ 1 milliard d'euros. Baring commercialise une vaste gamme de fonds, actions et obligations.

► **Crédit suisse.** Implanté en France depuis 1997, Crédit suisse Asset Management gère 2 milliards d'euros à la fin 2001. Il propose aux clients français une gamme de 80 fonds domiciliés au Luxembourg, ainsi que des produits gérés à Paris qui sont créés au fur et à mesure des besoins des clients.

► **Deutsche AM.** Commercialisés sous la marque DWS, les produits gérés par la filiale française de la Deutsche Bank représentent une collecte de 4,6 milliards d'euros au 30 septembre. La gamme de fonds de droit français est composée de 45 produits issus des activités de gestion de la banque Worms et de Deutsche AM, qui ont fusionné leur activité en avril 2002. La filiale de la banque allemande distribue également 25 produits gérés par

les équipes de DWS hors de France. Dans les prochaines semaines, l'entité française doit, par ailleurs, faire agréer en France vingt-cinq des meilleurs produits gérés par DWS, le numéro un de la gestion collective en Europe.

► **Fidelity.** Après une tentative avortée à la fin des années 1980, le géant de la gestion collective dans le monde a débarqué en France en 1994. Jusqu'à récemment, Fidelity ne distribuait que sa sicav de droit luxembourgeois, Fidelity Funds, qui comprend 60 compartiments investis sur différentes classes d'actifs (actions, obligations...) et selon plusieurs styles de gestion.

Depuis 2001, Fidelity a créé une sicav de droit français qui comprend deux compartiments : l'un spécialisé sur les actions internationales avec une dominante européenne, l'autre éligible au plan d'épargne en actions, c'est-à-dire composé surtout de titres français avec une forte diversification sur les Bourses du Vieux Continent. Ce changement de stratégie semble réussir à Fidelity, qui a collecté 500 millions d'euros depuis le début de l'année. Au total, Fidelity gère 2 milliards d'euros pour des clients français, uniquement des particuliers.

► **Franklin Templeton.** L'américain Templeton s'est installé en France en 1994. Après son rachat par Franklin, le nouveau groupe propose une sicav luxembourgeoise, Franklin Templeton Investment Funds, qui compte 43 compartiments. Elle donne accès aux produits gérés par les équipes de Templeton, plutôt spécialisées dans la gestion « value », et celles de Franklin, qui privilégient les valeurs de croissance.

En 2001, Franklin Templeton a lancé deux fonds de droit français qui misent sur des produits gérés par des gestionnaires extérieurs. La société ne communique pas la col-

lecte qu'elle a réalisée en France. Selon certaines estimations, ce chiffre pourrait se situer dans une fourchette allant de 500 à 700 millions d'euros.

► **Invesco.** Arrivée en France en 1988, la société d'origine américaine s'est réellement développée en France à partir du début des années 1990. Contrairement aux autres sociétés anglo-saxonnes, elle a très rapidement créé des produits de droit français, lui permettant rapidement de séduire des épargnants français alors réticents à souscrire des fonds d'origine étrangère. Invesco gère aujourd'hui une quarantaine de produits de droits français. Il propose aussi des fonds luxembourgeois. Fin septembre, Invesco gère 4,5 milliards d'euros.

► **JP Morgan Fleming.** Présent en France depuis le siècle dernier, JP Morgan a accru ses forces depuis sa fusion avec Fleming et la Chase Manhattan. Le groupe est un des premiers gestionnaires étrangers dans l'Hexagone, avec plus de 4 milliards d'euros gérés, dont 2,5 milliards pour le compte de clients institutionnels, 800 millions

pour ses 20 000 clients privés et 200 pour des conseillers en gestion de patrimoine. Depuis le début de l'année, le groupe a collecté 350 millions d'euros, essentiellement sur des produits investis en actions, ce qui lui donne une part de marché de 10 % en France sur ce type de placement. La gamme de JP Morgan Fleming accessible en France comprend 80 fonds de droit étranger et une dizaine de produits de droit français.

► **Merrill Lynch.** La célèbre banque d'affaires a développé une activité de gestion en France depuis l'été 2000 avec un certain succès : le montant des encours gérés s'élève aujourd'hui à 1,5 milliard d'euros. La moitié de ces sommes sont gérées à travers des mandats, l'autre via une sicav luxembourgeoise, Merrill Lynch International Investment Funds, qui devrait compter 64 compartiments en novembre.

► **Morgan Stanley.** Discrètement présent sur le territoire français depuis 1997, le gérant d'origine américaine a collecté 1 milliard d'euros. Morgan Stanley commercialise une sicav de droit luxem-

bourgeois baptisée Morgan Stanley Sicav, qui compte 42 compartiments.

► **Pictet.** La distribution des fonds de la banque suisse a commencé en septembre 2000. Pictet a fait agréer ses 62 produits. La société ne communique pas ses chiffres de collecte en France.

► **Robeco.** Le groupe néerlandais s'est implanté en France en 1988. Simple bureau de représentation puis distributeur de fonds, Robeco a ensuite créé des fonds de droit français. En 1997, il a créé une société de gestion qui gère aujourd'hui plus de 40 fonds et le groupe distribue au total une cinquantaine de produits. En France, Robeco représentait plus de 3 milliards d'euros d'actifs à la fin juin 2002.

► **Schroders.** La société britannique a ouvert une succursale en mars 2001. Elle a collecté 200 millions d'euros en 2001 et 150 millions depuis janvier. Les produits investis en actions européennes représentent 80 % des encours, mais elle observe récemment un intérêt des investisseurs pour les fonds d'actions japonaises et les

produits obligataires investis dans les pays émergents. Sa sicav luxembourgeoise commercialisée en France comprend 33 compartiments spécialisés sur différents actifs financiers. Schroders devrait créer prochainement une société de gestion en France et lancer dans le courant du premier semestre 2003 un fonds de droit français éligible au plan d'épargne en actions.

► **Ubi.** Implantée en France depuis septembre 1998, la filiale de la banque privée genevoise Union bancaire privée a collecté 500 millions d'euros depuis. Elle propose trois produits de droits français, deux sicav à compartiments luxembourgeoises, Ubam et Scontinvest, ainsi que l'accès à des fonds de gestion alternative.

► **UBS.** En France depuis 1992, la banque suisse a accéléré le développement de son activité de gestion en France en 2001 en rendant accessibles aux épargnants français ses 120 fonds luxembourgeois. Elle propose aussi deux produits de droit français. L'UBS a collecté en France 2,6 milliards d'euros.

Joël Morio

(Publicité)

SICAV - FCP

Ces informations sont données sous la responsabilité de l'émetteur

Une sélection.

Cours relevés au 25 octobre à 19 h 17

Code Émetteurs → Date Valeur de souscription Valeur de rachat Devise de cotation Montant du coupon Date du coupon

SG Société Générale Asset Management
www.sgam.fr

SICAV						
002159	CADENCE 1 D	25/10/02	157,41	155,85	EUR	11,48 09/04/01
002161	CADENCE 2 D	25/10/02	156,94	155,38	EUR	11,48 03/05/01
002163	CADENCE 3 D	25/10/02	155,13	153,60	EUR	8,86 07/03/02
002384	CONVERTIS C	25/10/02	198,03	194,15	EUR	
002136	INTEROBLIG C	25/10/02	61,36	60,75	EUR	
002137	INTERSELECTION F.D	25/10/02	54,08	53,02	EUR	8,33 25/01/01
002393	SELECT.DEFENSIF C	25/10/02	188,86	185,61	EUR	
002395	SELECT.DYNAMIQUE C	24/10/02	188,78	185,53	EUR	
002396	SELECT.EQUILIBRE 2	25/10/02	147,98	145,43	EUR	
094404	SELECT.PEA 1	25/10/02	158,41	155,69	EUR	28,67 01/02/01
094406	SELECT.PEA DYNAM.	25/10/02	101,29	99,55	EUR	17,65 01/02/01
002143	SG FRANCE OPPORT.C	25/10/02	296,71	290,89	EUR	
002144	SG FRANCE OPPORT.D	25/10/02	277,82	272,37	EUR	13,25 27/01/00
001099	SOGEFAVOR	25/10/02	59,56	58,39	EUR	22,76 14/10/02
002138	SOGENFRANCE C	25/10/02	292,41	286,68	EUR	
002139	SOGENFRANCE D	25/10/02	262,26	257,12	EUR	10,10 28/01/99
002156	SOGEOLIG C	25/10/02	120,24	119,05	EUR	
002164	SOGEPARGNE D	25/10/02	44,41	43,97	EUR	12,79 16/10/00
002158	SOGEPEA EUROPE D	25/10/02	148,65	145,74	EUR	1,51 25/01/01
002381	SOGESECTOR IMMOB.D	25/10/02	22,01	21,58	EUR	2,49 28/06/00
002367	SOGINTER C	25/10/02	33,65	32,99	EUR	
Fonds communs de placements						
702074	DECLIC ACT.EURO	24/10/02	10,71	10,50	EUR	
747971	DECLIC ACT.FSES	24/10/02	35,45	34,75	EUR	0,26 07/09/00
747985	DECLIC ACT.INTLES	25/10/02	22,55	22,11	EUR	0,10 13/09/96
702304	DECLIC BOURSE EQ.	24/10/02	14,28	14,00	EUR	
703114	DECLIC BOURSE PEA	24/10/02	39,48	38,71	EUR	
747973	DECLIC OBLIG.EUROPE	24/10/02	17,58	17,41	EUR	0,87 05/01/01
702560	DECLIC PEA EUROPE	24/10/02	15,18	14,88	EUR	0,08 14/11/00
748493	DECLIC SOG.FR.TEMP	24/10/02	39,89	39,11	EUR	0,28 21/12/00
702744	SOGESECTOR FINANCE	25/10/02	377,10	366,01	EUR	
043136	SOGESECTOR SANTE	25/10/02	447,69	438,91	EUR	
043153	SOGESECTOR TECHNO.	25/10/02	286,26	280,65	EUR	
703304	SOGESTION C	24/10/02	39,76	38,98	EUR	
042303	SOGINDEX FRANCE	24/10/02	357,05	346,55	EUR	

CA CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT
08 36 68 56 55
(0,34 €/min)

SICAV						
028818	ATOUT CROISSANCE	24/10/02	278,55	271,76	EUR	22,89 07/01/02
093707	ATOUT FCE ASIE	24/10/02	55,91	54,55	EUR	1,05 24/12/01
028581	ATOUT FRANCE C	24/10/02	134,90	131,61	EUR	
028582	ATOUT FRANCE D	24/10/02	119,97	117,04	EUR	21,25 24/12/01
028583	ATOUT FRANCE EUR.	24/10/02	119,25	116,34	EUR	17,91 25/03/02
028575	ATOUT FRANCE MONDE	24/10/02	31,76	30,99	EUR	6,03 15/04/02
028610	ATOUT MONDE	24/10/02	37,33	36,42	EUR	
028990	ATOUT SELECTION	24/10/02	70,73	69,00	EUR	15,28 24/12/01
028636	CAPITOP EUROBLIG C	24/10/02	107,27	106,21	EUR	
028637	CAPITOP EUROBLIG D	24/10/02	85,11	84,27	EUR	20,79 24/03/02
Fonds communs de placements						
044668	ATOUT VALEUR.	23/10/02	52,41	52,41	EUR	1,36 13/12/01
097265	CA AM ACT.FONC.EUR	24/10/02	89,00	86,83	EUR	3,48 15/04/02
098333	CAPITOP REVENUS	24/10/02	173,67	171,95	EUR	2,00 15/10/02

EN BOURSE, COMMENT
RESTER SEREIN
QUAND LES ESPRITS
S'ECHAUFFENT ?

PLANS D'EPARGNE
BOURSIERE
Investissez régulièrement et diversifiez.

En Bourse, si vous désirez optimiser votre portefeuille tout en restant serein, choisissez les Plans d'Épargne Boursière du Crédit Agricole. Ils vous permettent de respecter deux règles essentielles :

• **Investir régulièrement pour mieux profiter des variations de la Bourse.** Ainsi, vous répartissez automatiquement vos placements dans le temps sans avoir à vous interroger sur la meilleure période pour saisir les opportunités.

• **Diversifier pour répartir les risques** en investissant sur plusieurs supports au sein d'une gamme claire et diversifiée.

De plus, vous pouvez profiter de la fiscalité avantageuse du PEA ou de l'assurance-vie.

Les Plans d'Épargne Boursière du Crédit Agricole, c'est la garantie de pouvoir vous constituer un portefeuille diversifié, tout en profitant de la qualité de gestion et de l'expertise des filiales spécialisées du Crédit Agricole.

Pour découvrir toutes leurs possibilités, prenez rendez-vous sans attendre avec votre Conseiller !

LA BOURSE, ÇA NE S'IMPROVISE PAS

Crédit Agricole Asset Management, Société de gestion de portefeuille agréée sous le n° GP 97.51.54 au capital de 28 253 500 €. 96, boulevard Pasteur 75015 Paris. 302 357 648 RCS Paris. PREDICA, la Compagnie d'Assurance-vie et de prévoyance du Crédit Agricole, PREDICA, entreprise régie par le Code des assurances, S.A. au capital entièrement libéré de 314 897 715 €. Siège social : 50756, rue de la Procession 75015 Paris. 324 030 123 RCS Paris (95 813 521).



L'IMAGINATION
DANS LE BON SENS

DOSSIER

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS SELON LA MÉTHODE APT



Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an	Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------	---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------

Risque : Très peu ★★★★★ Peu ★★★★ Moyen ★★★ Important ★★ Très important ★ Atypique ! Très atypique !! Performance : Très bonne ★★★★★ Bonne ★★★★ Moyenne ★★★ Faible ★★ Très faible ★ Mauvais ●

Actions américaines

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 25,70 %								
Invesco GT Leisure Fun	INVERSCO	DE	- 5,46	1	★★★★★	★★★★★	- 5,49	1
Warburg US Diversified	M.M WARBURG INVES	DE	- 9,99	2	★★★★★	★★★★★	- 11,21	3
Nordea I North Am Valu	NORDEA IM	DE	- 12,69	3	★★★★★	★	- 9,59	2
PARTNER MIDCAP US	KBL	FR	- 13,09	4	★★★★★	★	- 11,48	4
BL Equities America	BQ DE LUXEMBOURG	BL	- 13,42	5	★★★★★	★	- 14,99	10
BB-Invest America	BB INVEST	DE	- 13,45	6	★★★★★	★★★★★	- 12,70	5
Baillie Gifford Americ	BAILLIE GIFFORD &	UK	- 14,36	7	★★★★★	★★★★★	- 14,46	9
Sabadell Delar Bolsas	BANSABADELL INVER	ES	- 14,42	8	★★★★★	★	- 13,05	6
Invesco Nordamerika Ak	INVERSCO	DE	- 14,53	9	★★★★★	★	- 16,78	16
DWS (CH) US EQUITIES	DWS	LX	- 15,16	10	★★★★★	★★★★★	- 16,11	14
GRD 4	CREDIT AGRICOLE	FR	- 15,24	11	★★★★★	★★★★★	- 14,31	8
Spaengler Long Term Val	CARL SPAENGLER	DE	- 15,42	12	★★★★★	★	- 13,48	7
QUANTAMERICA	BNP PARIBAS	FR	- 15,69	13	★★★★★	★	- 19,29	33
Parvest USA Quant (Cla	BNP PARIBAS	DE	- 16,23	14	★★★★★	★	- 20,56	46
FONDS VALEURS AMERICA	BNP PARIBAS	FR	- 17,37	15	★★★★★	★	- 21,45	65
Fidelity DM Growth (G)	FIDELITY	DE	- 17,60	16	★★★★★	★	- 21,01	52
Mercury FCP MSF Akt St	MERCURY AM	DE	- 17,70	17	★★★★★	★★★★★	- 17,13	17
MLIIF Basic Value Port	MERRILL LYNCH	DE	- 17,75	18	★★★★★	★★★★★	- 18,71	29
Scottish Mutual N Amer	SCOTTISH MUTUAL A	UK	- 18,24	19	★★★★★	★★★★★	- 19,71	35
CA-AM ACTIONS USA	CREDIT AGRICOLE	FR	- 18,26	20	★★★★★	★	- 21,17	56
Assicurazioni Generali	GENERALI	UK	- 18,34	21	★★★★★	★★★★★	- 17,63	20
First State American A	FIRST STATE INV	UK	- 18,41	22	★★★★★	★	- 21,06	54
BSG Optima Americhe	BS GESTIFOND	IT	- 18,42	23	★★★★★	★	- 16	13
Baring BAM American Ge	BARING AM	UK	- 18,73	24	★★★★★	★	- 22,52	81
Baring American Growth	BARING AM	UK	- 18,84	25	★★★★★	★	- 23,63	114
DVG USA (EUR)	DVG	DE	- 18,97	26	★★★★★	★	- 17,13	18
Deutsche American Grow	DEUTSCHE AM	UK	- 18,97	27	★★★★★	★	- 21,58	67
Edinburgh North Americ	EDINBURGH INVESTM	UK	- 19,08	28	★★★★★	★	- 23,34	103
Gartmore American Grow	GARTMORE	UK	- 19,14	29	★★★★★	★★★★★	- 20,76	49
ELAN USA DYNAMIQUE	ROTHSCHILD ET CIE	FR	- 19,27	30	★★★★★	★	- 21,76	72
Sai Sai America	SAI INVESTMENT	IT	- 19,51	31	★★★★★	★	- 15,60	12
Pioneer Money Market M	PIONEER IM	DE	- 19,55	32	★★★★★	★	- 15,32	11
DBV Dow Jones Industrie	DBV-WINTERTHUR FD	DE	- 19,64	33	★★★★★	★★★★★	- 18,20	23
Gartmore North America	GARTMORE	DE	- 19,67	34	★★★★★	★★★★★	- 20,48	44
ETOILE INDEX USA	CREDIT DU NORD	FR	- 19,69	35	★★★★★	★★★★★	- 18,05	22
Norwich Union CGU Amer	NORWICH UNION INV	UK	- 19,87	36	★★★★★	★★★★★	- 18,70	28

Les 36 premières de la catégorie

Actions européennes technologiques

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 36,64 %								
Chase Fleming Euro Fle	CHASE FLEMING AM	UK	- 11,61	1	★★★★★	★★★★★	- 11,87	1
BSO FRANCE EUROPE	SEGIPA GESTION	FR	- 16,04	2	★★★★★	★★★★★	- 14,94	2
Fidelity Funds Europea	FIDELITY	BL	- 18,57	3	★★★★★	★★★	- 15,65	3
Fidelity Privatisation	FIDELITY	DE	- 21,76	4	★★★★★	★★	- 18,18	4
DB FRANCE OPPORTUNITE	DEUTSCHE AM	FR	- 24,45	5	★★★★★	★	- 19,49	5
AFER-FLORE	GIE AFER	FR	- 24,50	6	★★★★★	★★★★★	- 25,08	7
BBVA Oportunidades Int	BBVA	ES	- 25,25	7	★★★★★	★★★★★	- 27,20	11
Segurafondo Mid Caps	INVERSEGUROS GEST	ES	- 25,42	8	★★★★★	★★★★★	- 26,41	9
UBAM European Small &	UBP	BL	- 27,13	9	★★★★★	★★★★★	- 25,06	6
ING (L) Invest Europea	ING	ES	- 29,94	10	★★★★★	★★★	- 35,01	40
DIT Aktien Europa AF	DIT	DE	- 30,10	11	★★★★★	★★★	- 26,37	8
Fortis B Fund Equity T	FORTIS IM	BL	- 30,24	12	★★★★★	★★★★★	- 31,25	28
BK Sector Telecomunica	GESBANKINTER	ES	- 30,49	13	★★★★★	★★★★★	- 30,60	27
ACTIMA TECHNO	OFIVALMO	FR	- 30,53	14	★★★★★	★	- 39,39	56
Fortis B Fund Equity L	FORTIS IM	BL	- 30,99	15	★★★★★	★★★★★	- 27,52	12
INVERSCO Cont'l Sm Cos T	INVERSCO	UK	- 31,64	16	★★★★★	★★★★★	- 31,96	33
OFIMA TECHNO	OFIGEST	FR	- 31,73	17	★★★★★	★	- 41,17	61
CARDIF EURO OPPORTUNIT	CARDIF	FR	- 31,79	18	★★★★★	★★★★★	- 29,63	20
Santander Tecnológico	BSCH	ES	- 31,92	19	★★★★★	★★	- 39,18	54
ALSA CB Fund Europe Se	ADIG	DE	- 32,28	20	★★★★★	★★★	- 26,88	10
Vitruvius Grwth Opp/Us	VITRUVIUS SICAV	IT	- 32,51	21	★★★★★	★★★	- 36,94	43
BBVA Oportunidades Eur	BBVA	ES	- 32,87	22	★★★★★	★★★★★	- 30,42	24
SOPRANE CROISSANCE SIC	BPSD GESTION	FR	- 32,94	23	★★★★★	★★★★★	- 31,36	29
INVERSCO EURO EQUITY	INVERSCO	FR	- 33,17	24	★★★★★	★★★★★	- 28,08	14
F&F F&F Select H.T.Eur	FINANZA E FUTURO	IT	- 33,22	25	★★★★★	★★★	- 27,99	13
DEXIA VALEURS DE CROIS	DEXIA BIL	LX	- 33,32	26	★★★★★	★★★	- 28,22	16
DIT Wachstum Europa	DIT	DE	- 33,37	27	★★★★★	★★★★★	- 29,93	22
JPMorgan Fleming Funds	JPMORGAN FLEMING	BL	- 33,56	28	★★★★★	★★★	- 40,85	60
ING-P(L) In.Eur.Teleco	ING	IT	- 33,67	29	★★★★★	★★★	- 39,37	55
DVG Europa Versorge	DVG	DE	- 33,83	30	★★★★★	★★★	- 29,59	19

Les 30 premières de la catégorie

Petites et moyennes capitalisations européennes

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 21,89 %								
Eagle Star European Sm	EAGLE STAR LIFE	UK	+ 2,03	1	★★★★★	★★★	+ 2,49	1
Sterling Assurance Eur	STERLING ASSURANC	UK	+ 1,25	2	★★★★★	★★★	+ 1,51	2
Allied Dunbar Euro Sma	ALLIED DUNBAR	UK	+ 0,56	3	★★★★★	★★★	+ 0,65	3
Threadneedle Inv Fund	THREADNEEDLE	BL	+ 0,46	4	★★★★★	★★	+ 0,62	4
EUROPE	LEVEN GESTION	FR	- 2,95	5	★★★★★	★★★	- 2,38	6
Skandia Fidelity Europ	SKANDIA LIFE	UK	- 3,24	6	★★★★★	★★★	- 2,37	5
JPMF Europe Small Cap	JP MORGAN FLEMING	LX	- 5,74	7	★★★★★	★★	- 7,34	11
EUROPE PME	LCF ROTHSCHILD AM	FR	- 7,39	8	★★★★★	★★	- 9,54	15
Nordea I Europ Value B	NORDEA IM	DE	- 7,51	9	★★★★★	★	- 3,96	7
Gescapondo	GESCAPITAL GESTIO	ES	- 9,23	10	★★★★★	★★	- 6,74	9
Scottish Widows Inv Pa	SCOTTISH WIDOWS	UK	- 9,38	11	★★★★★	★★★★★	- 9,37	14
CPB MULTI INVEST 10	CONSTANTIA PRIVAT	AU	- 9,56	12	★★★★★	★★★★★	- 8,63	13
LGT Ass Mgmt Europ Sm	LGT AM	DE	- 9,70	13	★★★★★	★	- 13,92	34
ODDO EUROPE MID CAP	ODDO AM	FR	- 9,80	14	★★★★★	★★★	- 7,18	10
JPMF Global exUS Selec	JP MORGAN FLEMING	DE	- 9,87	15	★★★★★	★★★	- 11,96	24
CFE Nordic Small Cap A	CARLSON FD MGMT	DE	- 9,99	16	★★★★★	★★★★★	- 8,63	12
AIG EUROPE SMALL COMPA	AIG	IR	- 10,11	17	★★★★★	★★★★★	- 11,05	20
STATE STREET MIDCAP EU	STATE STREET	FR	- 11,35	18	★★★★★	★	- 6,68	8
INDOSUEZ ENTREPRENEURS	GESTION PRIVÉE IN	FR	- 11,70	19	★★★★★	★★★	- 14,14	35
SELECTION AVENIR	CCF	FR	- 12,08	20	★★★★★	★★★	- 14,82	37
VENDOME SELECTION	CA INDOSUEZ CHEUV	FR	- 12,09	21	★★★★★	★★★★★	- 12,18	26
INVERSCO Perpetual Euro	INVERSCO	UK	- 12,38	22	★★★★★	★	- 17,43	56
AXA EUROPE SMALL CAP	AXA IM	FR	- 12,40	23	★★★★★	★★★★★	- 12,60	28
BNAM BN New Listing	B. NAPOLI AM	IT	- 12,51	24	★★★★★	★★★	- 10,47	17
PRTF.FD.MAN.EUROPEAN F	PILGRIM UT MGT	UK	- 12,77	25	★★★★★	★★★★★	- 11,77	22
DB Equity Europe	DEUTSCHE BK	BL	- 12,81	26	★★★★★	★★★★★	- 12,63	29
Lomb Odier Invest Smal	LOMBARD ODIER	DE	- 13,50	27	★★★★★	★★★★★	- 11,67	21
Invesco GT Pan Eur Ent	INVERSCO	LX	- 13,75	28	★★★★★	★★★	- 17,40	55
Taube Hodson Stonex Pa	TAUBE HODSON STON	UK	- 13,75	29	★★★★★	★★★★★	- 13,79	31
VMR Fund Share Value	VMR FUND MGT	DE	- 13,77	30	★★★★★	★★★★★	- 11,87	23
KB Lux Key Fund Europe	KREDIETRUST	BL	- 13,94	31	★★★★★	★★★★★	- 16,14	44
CAF Europe Smaller Com	CREDIT AGRICOLE	DE	- 14,13	32	★★★★★	★★★★★	- 13,75	30
DWS Vorsorge AS Dynam	DWS	DE	- 14,13	33	★★★★★	★★★★★	- 11,97	25

Les 33 premières de la catégorie

Fonds d'actions françaises indiciels

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 31,41 %								
SELECTION VALEURS FRCS	CCF	FR	- 27,99	1	★★★★★	★★★	- 29,73	5
Deutsche Dws Parigi	DEUTSCHE BK	IT	- 28,01	2	★★★★★	★	- 24,81	1
UBS (CH) Equity Fund-F	UBS	DE	- 29,14	3	★★★★★	★★★★★	- 29,33	4
HAUSSMANN INDEX FRANCE	BQ WORMS	FR	- 29,63	4	★★★★★	★★★★★	- 30,82	10
Rmnvst(G) R.Fm.Idx xF	ROMINVEST	IT	- 29,74	5	★★★★★	!	- 25,43	2
EINDEXE-FRANCE	CREDIT COOPERATIF	FR	- 30,14	6	★★★★★	★★★	- 31,45	11
ETOILE BOURSE	CAIXA	FR	- 30,40	7	★★★★★	★★★★★	- 30,81	9
ABF FRANCE ACTIONS	ABF CAPITAL MGT	FR	- 30,42	8	★★★★★	★★★★★	- 30,17	7
ABF FRANCE REFERENCE	ABF CAPITAL MGT	FR	- 30,44	9	★★★★★	★★★★★	- 30,25	8
VEGA INDEX PARIS	VEGA MULTIMANAGER	FR	- 30,57	10	★★★★★	★★★★★	- 31,49	12
TOP INDICE 40	CPR AM	FR	- 30,58	11	★★★★★	★★★★★	- 31,62	14
CENTRALE INDICE ACTION	CCR	FR	- 30,66	12	★★★★★	★★★★★	- 31,83	17
VIRTUOSE 40	CCR	FR	- 30,76	13	★★★★★	★★★★★	- 31,95	18
DIGIT CAC 40	SINOPIA GESTION	FR	- 30,83	14	★★★★★	★★★★★	- 31,82	15
LA MONDIALE ACTIONS FR	KBL	FR	- 30,95	15	★★★★★	★★★★★	- 29,75	6
CICM CB France Basket	CICM	DE	- 30,95	16	★★★★★	★★	- 28,49	3
Horizon Investments CA	PETERCAM AM	BL	- 31,06	17	★★★★★	★★★★★	- 31,50	13
ELAN FRANCE INDICE	ROTHSCHILD ET CIE	FR	- 31,45	18	★★★★★	★★★★★	- 31,82	16
AGF OPT-INDEX	AGF AM	FR	- 31,49	19	★★★★★	★★★★★	- 32,56	22
FIMA-INDICE PREMIERE	FORTIS IM	FR	- 31,54	20	★★★★★	★★★★★	- 31,98	19
ING (F) ACTIONS FRANCE	ING	FR	- 31,81	21	★★★★★	★★★★★	- 32,52	21
INDICE CAC	GERER OPCVM	FR	- 32,99	22	★★★★★	★★★	- 32,12	20
INDOSUEZ FRANCE INDEX	CREDIT AGRICOLE	FR	- 33,61	23	★★★★★			

Les fonds d'obligations s'en sortent

Les marchés obligataires ont continué d'être orientés à la hausse. Malgré un contexte incertain, ils présentent de nombreux intérêts

Les sicav et les fonds communs de placement investis en obligations ont-ils mangé leur pain blanc les premiers ? Les spécialistes se posent de nouveau la question. Depuis huit ans, les taux d'intérêt baissent de façon presque ininterrompue. La disparition des craintes inflationnistes, la réduction des déficits budgétaires, la mise en place de l'euro, la baisse des marchés d'actions... les facteurs n'ont pas manqué pour expliquer ce phénomène.

Beaucoup d'observateurs ont, par le passé, pronostiqué la fin de ce mouvement. Ils se sont trompés. Pour le grand bonheur des souscripteurs des fonds obligataires. Tandis que les taux d'intérêt baissaient, le cours des obligations, qui évolue à l'inverse des rendements, grimpeait. Résultat : depuis plusieurs années les fonds obligataires affichent de belles performances. Selon les données fournies par Aptimum Conseil, les progressions moyennes des produits obligataires s'établissent au cours des douze derniers mois entre 1,28 % pour les fonds spécialisés sur les obligations internationales à long terme, à 8,28 % pour les sicav qui misent sur les obligations européennes à très long terme. Mais il n'est pas sûr que ces performances continuent dans les prochains mois.

Déjà, les fonds obligataires sont moins rentables que lors de notre classement publié au début de l'été. Le mouvement de hausse des taux, observé ces dernières semaines, devrait amputer la performance de ces produits. Certains observateurs y voient même les prémices d'un krach obligataire similaire à celui de 1994 qui avait touché de plein fouet les souscripteurs de fonds obligataires. Le pire n'est



jamais sûr. « La brusque remontée des taux longs ne doit pas faire illusion : les mouvements sur le marché obligataire sont toujours rapides et concentrés dans le temps. L'environnement économique et les incertitudes encore importantes sur la croissance offrent une protection importante aux taux longs américains », notent les analystes de la société de Bourse Aurel Leven. Peu de gérants envisagent toutefois une poursuite du mouvement de baisse des taux. Une telle situation signifierait que les marchés boursiers continuent leur chute et que l'économie est en passe d'entrer dans une période de déflation.

RÉSISTANCE AUX CHOCS

Si les gérants reconnaissent que les indicateurs économiques risquent d'être mauvais d'ici à la fin de l'année, ils se montrent très circonspects sur un rebond durable du marché des actions. Ils n'envisagent pas une situation de déflation comme celle que connaît le Japon depuis plusieurs années. Si le cas de l'Allemagne préoccupe certains observateurs, l'Europe et les Etats-Unis ne semblent pas être dans une situation similaire à celle qui prévaut dans l'Archipel, ne serait-ce que parce que, contrairement aux

banques japonaises, leurs systèmes bancaires apparaissent en mesure de résister à l'onde de choc provoquée par la chute des Bourses, et au ralentissement économique de ces derniers mois.

Le sentiment général des gérants veut que l'économie américaine redémarre courant 2003. Ce qui conduira la Réserve fédérale à relever ses taux directeurs qui n'ont jamais été aussi bas depuis le début des années 1960. Ce resserrement de la politique monétaire devrait avoir une répercussion sur les taux d'intérêt à long terme américains, mais aussi européens. Il faudra que la Banque centrale fasse preuve de doigté pour que la hausse des taux directeurs américains ne dégénère pas en krach obligataire.

Toutefois, en dépit de ce contexte très incertain, les fonds obligataires présentent de l'intérêt. Même en cas de krach, les souscripteurs sont assurés de retrouver leur mise au bout de deux ans alors qu'il faut atteindre au minimum cinq ans pour avoir la même assurance dans le cadre d'un placement en actions.

De plus, il existe des fonds obligataires qui pourraient enregistrer prochainement de belles progressions comme les obligations à haut rendement émises par certains pays émergents ou certaines entreprises, essentiellement dans le secteur des technologies, médias et télécommunications (TMT). L'aversion au risque des investisseurs a propulsé les rendements de ces titres à des niveaux très élevés qui devraient baisser, lorsque la situation économique s'éclaircira. Le cours de ces obligations devrait monter, et la rémunération des produits spécialisés sur ces actifs être attractive.

J. Mo.

CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS

▶▶▶ APT ▶▶▶

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------

Les premières et les dernières de la catégorie

Actions immobilières

BNP SECTEUR IMMOBILIER	BNP PARIBAS	FR	+ 4,61	8	*	*****	+ 4,54	8
FONCIER INVESTISSEMENT	BQ POPULAIRE	FR	+ 4,53	9	*	*****	+ 4,43	9
EXATIS IMMOBILIER	E.F.A.E.	FR	+ 3,69	10	*	****	+ 4,63	7
GESTION IMMOBILIER INT	CREDIT AGRICOLE	FR	+ 3,29	11	●	****	+ 2,78	12
AXA AEDIFICANDI	AXA IM	FR	+ 2,68	12	●	****	+ 2,80	11
AGFIMO	AGF AM	FR	+ 1,93	13	●	****	+ 2,20	13
UAPCOMPT-IMMOBILIER	AXA IM	FR	+ 1,43	14	●	****	+ 1,69	14
SOGESECTOR IMMOBILIER	SOCIETE GENERALE	FR	+ 1,19	15	●	****	+ 1,27	15
CREDIT MUTUEL ACTIONS	CREDIT MUTUEL	FR	+ 1,19	16	●	****	+ 0,90	16
AXIMMO	AXA IM	FR	- 0,07	17	●	****	- 0,07	17
MMA IMMOBILIER	MMA	FR	- 0,38	18	●	***	- 0,51	18

Suite

Actions internationales

Performance arrêtée le : 30/09/02

Les 44 premières de la catégorie

Performance moyenne sur un an : - 23,72 %

Nex-Mgna Gr.Obbligaz.	NEXTRA IM	IT	+ 4,30	1	*****	***	+ 3,78	1
Activest Welt Potentia	ACTIVEST	DE	+ 0,27	2	*****	***	+ 0,24	2
UniSector: Mobil A	UNION INVESTMENT	DE	- 2,13	3	*****	***	- 1,89	3
Azimut Azimut Trend	AZIMUT	IT	- 2,70	4	*****	****	- 2,63	4
Lomb Odier Invest Gl S	LOMBARD ODIER	DE	- 4,92	5	*****	****	- 5,15	5
GF 5 GROSSANLEGERFOND	CAPITAL INVEST	AU	- 6,51	6	*****	***	- 5,56	6
Capital International	CAPITAL INTERNATI	DE	- 8,10	7	*****	**	- 6,58	7
UniSector: LifeStyle A	UNION INVESTMENT	DE	- 9,81	8	*****	**	- 7,97	8
Universal Invmt WM Akt	UNIVERSAL INVESTM	DE	- 10,10	9	*****	**	- 11,48	12
BEC THEMA FND-DIVERTIM	BEC ADVISORY CO	LX	- 11,02	10	*****	****	- 10,84	9
Fidelity Wealthbuilder	FIDELITY	UK	- 11,11	11	*****	****	- 11,48	11
Investec International	INVESTEC AM	UK	- 11,76	12	*****	****	- 11,41	10
ROBECO ZELFSELECT CONS	ROBECO	NL	- 11,77	13	*****	****	- 12,12	14
KBC Equity Fund Genera	KBC AM	BL	- 12,51	14	*****	**	- 15,16	39
Fleming Aktien Str. W	JP MORGAN FLEMING	DE	- 12,94	15	*****	**	- 15,35	42
Save & Prosper Global	SAVE & PROSPER	UK	- 13,43	16	*****	**	- 12,03	13
BBR INTERNATIONAL	BBR ROGIER	FR	- 13,90	17	*****	**	- 16,69	60
First State Global Gro	FIRST STATE INV	UK	- 13,94	18	*****	**	- 15,80	45
Winterthur Global Inte	WINTERTHUR	DE	- 14,23	19	*****	****	- 14,97	35
Monte Eq.Growth	MONTE SICAV	IT	- 14,32	20	*****	****	- 15,32	40
CIC GLOBAL	CIC	FR	- 14,35	21	*****	****	- 12,32	15
PLACEMENTS GESTION ACT	PLACEMENTS GESTIO	FR	- 14,47	22	*****	****	- 13,36	21
Activest Lux Young Wor	ACTIVEST	DE	- 14,51	23	*****	**	- 17,26	70
ALSA CB Fund Young Gen	ADIG	DE	- 15	24	*****	**	- 18,29	92
Deutsche (CH) Aktien	DEUTSCHE AM	DE	- 15,07	25	*****	****	- 15,32	41
Taube Hodson Stonex Pa	TAUBE HODSON STON	UK	- 15,18	26	*****	**	- 13,28	20
Capital @ Work Umbrell	CAPITAL AT WORK	BL	- 15,19	27	*****	****	- 13,81	23
Gerling Kapitalfonds S	GERLING INVESTMEN	DE	- 15,20	28	*****	**	- 18,33	95
DWS Welt	DWS	BL	- 15,26	29	*****	****	- 15,02	36
ACMGI International Pr	ALLIANCE CAPITAL	DE	- 15,38	30	*****	****	- 16,32	53
Universal Fonds Acatit	UNIVERSAL INVESTM	DE	- 15,42	31	*****	**	- 18,06	86
Norwich Union CU Unit	NORWICH UNION INV	UK	- 15,55	32	*****	●	- 20,70	189
Lloyds TSB Internation	LLOYDS BANK	BL	- 15,61	33	*****	!	- 21,90	250
Swissca Portfolio Fund	SWISSCA	DE	- 15,63	34	*****	****	- 14,97	34
City Financial Interna	CITY FINANCIAL MG	UK	- 15,77	35	*****	●	- 20,59	183
Cisalpl. Put.Glb.Eq./Us	CISALPINA	IT	- 15,83	36	*****	**	- 17,49	71
BBL (L) Invest Futuris	BBL	BL	- 15,87	37	*****	****	- 16,31	52
Newton Exempt Overseas	NEWTON FUND MGRS	UK	- 15,92	38	*****	**	- 19,01	110
DWS Top 50 Welt	DWS	DE	- 15,93	39	*****	****	- 15,89	46
FLEMING HORIZON INTERN	JP MORGAN FLEMING	LX	- 16	40	*****	****	- 17,58	73
Aberdeen Ethical World	ABERDEEN AM	UK	- 16	41	*****	****	- 16,87	63
Norwich Union CGU Inte	NORWICH UNION INV	UK	- 16,07	42	*****	**	- 13,63	22
Stimulus Invest Accent	CORDIUS AM	BL	- 16,14	43	*****	**	- 13,02	17
Scottish Prov Adventur	SCOTTISH PROVIDEN	UK	- 16,16	44	*****	**	- 14,22	25

Zoom sur une sicav

CA-AM Oblig Internationales

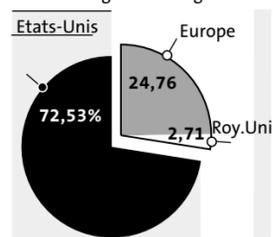
SI INDOCAM

MULTIOBLIGATIONS a changé de nom, il y a quelques mois, pour s'appeler CA-AM Oblig Internationales, la sicav du Crédit agricole n'a pas changé de style de gestion. Pour le bonheur des porteurs : le fonds géré par Bruno Crastes réalise une performance remarquable en affichant une hausse de 12 % sur douze mois. Une progression d'autant plus spectaculaire que la performance moyenne des fonds obligataires internationaux long terme recensés par Aptimum Conseil s'établit à 1,28 % sur un an et que l'indice de référence de CA-AM Oblig Internationales, le JP Morgan Monde, a reculé de 0,3 % au cours de la même période.

Les rendements obligataires ont fortement baissé au cours des derniers mois, ce qui a provoqué une hausse des cours des obligations ; mais le dollar, monnaie dans laquelle un grand nombre de titres sont émis, a chuté face à l'euro, ce qui a pesé sur la performance de l'indice de référence de la sicav. « La progression de CA-AM Oblig Internationales s'explique essentiellement par le fait que nous avons joué dès la fin de l'année dernière la hausse de l'euro », explique M. Crastes. « Nos modèles d'évaluation nous indiquaient alors que la devise européenne était à un niveau historiquement bas. Aujourd'hui, nous avons un peu réduit notre exposition à l'évolution de l'euro car nous hésitons entre deux grands scénarios : soit une poursuite de la hausse, soit un retour de la monnaie européenne vers le

DÉCOMPOSITION DU RISQUE

Indices obligataires long terme



L'analyse du fonds selon la méthode APT met en évidence une sensibilité aux taux longs américains.

Source : APT

niveau de 0,90 dollar », précise-t-il. Au niveau de la stratégie en matière de taux, le gérant de la sicav a aussi diminué l'exposition de CA-AM Oblig Internationales à l'évolution des marchés obligataires. Il ne croit pas que l'économie américaine puisse de nouveau entrer en récession, ce qui provoquerait une nouvelle détente des taux d'intérêt. Bien que peu probable pour le moment, M. Crastes n'exclut pas une violente hausse du rendement des emprunts d'Etat, ce qui ne manquerait pas d'avoir des effets désastreux sur le cours des obligations des deux côtés de l'Atlantique.

Si la sicav a un peu souffert en septembre de la diminution de son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, elle a déjà profité du mouvement de hausse des taux observé depuis une quinzaine de jours.

J. Mo.

☎ N°Azur 0 810 004 004

Prix d'un appel local

www.caixabank.fr

Le crédit ETOILE LIBERTE est un crédit immobilier unique en son genre. Mis en place sous la forme d'un découvert en compte courant, il est le seul à compenser la trésorerie avec le capital restant dû. Avec le crédit ETOILE LIBERTE, dès que vous avez des soldes positifs sur votre compte courant, ils viennent automati-

quement en déduction du montant sur lequel sont calculés les intérêts de votre prêt immobilier. Cela revient très exactement à placer vos disponibilités au taux de votre prêt immobilier, NET D'IMPÔTS. Le crédit ETOILE LIBERTE est adapté à tous les projets de financement immobilier.

Il est particulièrement recommandé pour les emprunteurs disposant de flux réguliers sur leur compte courant. Aujourd'hui, choisir le crédit ETOILE LIBERTE plutôt qu'un crédit traditionnel peut vous faire gagner plusieurs milliers d'euros. Pensez y...



CaixaBank

Votre argent n'a pas de temps à perdre

"ETOILE LIBERTE"
le crédit immobilier qui va
vous rapporter de l'argent !

Je suis remversé

Bom

CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS SELON LA MÉTHODE APT



Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an	Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------	---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------

Risque : Très peu ★★★★★ Peu ★★★★ Moyen ★★★ Important ★★ Très important ★ Atypique ! Très atypique !! Performance : Très bonne ★★★★★ Bonne ★★★★ Moyenne ★★★ Faible ★★ Très faible ★ Mauvaise ●

Actions ressources naturelles

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 13,83 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
PETROGEF	SOCIETE GENERALE	FR	+ 2,49	1	★★★	★★★★	+ 2,36	2
AMEX COMPOSITE NATURAL	AMERICAN EXPRESS	UK	+ 2,16	2	★★★	★★★★	+ 2,41	1
MLIIF World Natural Re	MERRILL LYNCH	DE	- 2,77	3	★★★	★★★★	- 3,18	3
ING (F) ACTIONS RESSOU	ING	FR	- 5,33	4	★★	*	- 6,89	6
UniCredit-Un.Ris.Nat.A	UNICREDIT FONDI	IT	- 6,02	5	★★	★★★★	- 5,64	4
Baring Global Resource	BARING AM	UK	- 6,07	6	★★	★★★★	- 6,34	5
Mercury Energy Interna	MERCURY AM	DE	- 8,57	7	★★	★★★★	- 9,69	9
ROBECO ZELFSELECT ENER	ROBECO	NL	- 8,62	8	★★	★★★★	- 8,99	7
HSBC AM Ressources Nat	HSBC	IT	- 10,23	9	★★	★★★★	- 9,27	8
DWS Energie Fonds	DWS	DE	- 10,29	10	★★	★★★★	- 11,27	11
FORTIS Eq.Basic In.Wr.	FORTIS IM	IT	- 11,17	11	★★	★★★★	- 10,50	10
DIT Energie Fonds (EUR	DIT	DE	- 12,22	12	*	★★★★	- 12,91	13
UBS(CH) EQ.FD. NATURAL	UBS	CH	- 14,41	13	*	★★★★	- 15,39	16
UTD STATES AMEX OIL	USA	US	- 15,16	14	*	★★★★	- 17,76	21
BSVA Materias Primas	BSVA	ES	- 15,56	15	*	★★★★	- 15,50	17
ING-P(L) In.Energy/Usd	ING	IT	- 15,62	16	*	★★★★	- 17,06	20
UTD KINGDOM FTSE RESOU	UK	UK	- 15,96	17	*	★★★	- 18,67	22
Ahorro Corporacion Mat	AHORRO CORPORACIO	ES	- 16,87	18	*	★★★	- 14,27	14
BNP SECTEUR ENERGIE	BNP PARIBAS	FR	- 17,23	19	*	*	- 11,96	12
UBS(CH) EQ.FD.ENERGY	UBS	CH	- 17,76	20	*	★★★★	- 18,93	23
Fortis L Fund Equity B	FORTIS IM	BL	- 18,04	21	*	★★★★	- 16,23	19
BBL (L) Invest Energy	BBL	BL	- 18,42	22	*	★★★★	- 20,37	27
Ibercaja Petroquimico	GESCAZAR	ES	- 18,82	23	*	★★★	- 15,64	18
CS EF Global Energy	CREDIT SUISSE AM	DE	- 18,87	24	*	★★★★	- 20,13	26
STOXX LTD DJV MKT-ENER	DJ STOXX	EU	- 19,17	25	●	★★★★	- 19,96	25
ING (L) Invest Energy	ING	BL	- 20,05	26	●	★★★★	- 20,80	28
ABN AMRO Funds Global	ABN AMRO AM	DE	- 20,14	27	●	★★★★	- 21,92	30
Aureo Aureo Mater.Prim	AUREO GESTION I	IT	- 23,26	28	●	●	- 14,47	15
Ras Ras Energy	RAS AM	IT	- 26,45	29	●	★★	- 19,95	24
Nex-Nextra Az.En.&M.Pr	NEXTRA IM	IT	- 26,55	30	●	★★	- 21,02	29

Actions matières premières

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : + 15,13 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
ORGEF	SOCIETE GENERALE	FR	+ 91,26	1	★★★	*	+ 60,68	2
AIG Equity Fund Gold	AIG	DE	+ 87,96	2	★★★	★★	+ 71,33	1
Capital Invest Gold St	CAPITAL INVEST	DE	+ 62,24	3	★★	★★	+ 45,45	3
CREDIT MUTUEL ACTIONS	CREDIT MUTUEL	FR	+ 49,57	4	★★	★★	+ 37,44	5
OBC OR	BQ OBC	BL	+ 43,42	5	*	★★★★	+ 44,70	4
FRUCTIFONDS INTERNATIO	BQ POPULAIRE	FR	+ 34,77	6	*	★★★★	+ 30,74	7
Mercury World Mining T	MERCURY AM	UK	+ 29,97	7	*	★★★★	+ 33,77	6
JP Morgan Fleming Natu	JP MORGAN FLEMING	UK	+ 24,36	8	*	★★★	+ 28,71	8
NATURAGEF	SOCIETE GENERALE	FR	+ 23,73	9	*	★★★★	+ 21,09	9
PREMIOR	CREDIT DU NORD	FR	+ 17,41	10	*	★★★★	+ 17,25	11
MLIIF MST World Mining	MERRILL LYNCH	DE	+ 15,11	11	●	★★★	+ 18,36	10
ORACTION	CREDIT AGRICOLE	FR	+ 11,84	12	●	★★★★	+ 12,19	12
Abbey Target Gold & Ge	ABBEY LIFE	UK	+ 6,73	13	●	★★★	+ 5,44	13
DYNALION MINERGJOR	CREDIT LYONNAIS	FR	+ 0,75	14	●	★★★★	+ 0,73	14
Activest Aktien Rohsto	ACTIVEST	DE	+ 0,26	15	●	★★★	+ 0,22	15
BARCLAYS RESSOURCES NA	BARCLAYS	FR	- 0,84	16	●	★★★	- 0,98	16
BBL (L) Invest Metals	BBL	BL	- 2,59	17	●	*	- 3,56	18
CS EF (Lux) Global Res	CREDIT SUISSE AM	DE	- 2,75	18	●	★★★	- 2,33	17
ING (L) Invest Metals	ING	BL	- 3,70	19	●	★★★★	- 4,09	20
AXA OR ET MATIERES PRE	AXA IM	FR	- 3,82	20	●	★★★★	- 3,57	19
DWS Rohstoff Fonds	DWS	DE	- 4,94	21	●	★★	- 6,16	22
Adig Fondiro (EUR)	ADIG	DE	- 5,85	22	●	★★★	- 7,11	23
Global Asset Internati	GLOBAL AM	UK	- 6,23	23	●	★★★	- 5,08	21
DIT Rohstoff Fonds (EU	DIT	DE	- 6,73	24	●	★★★	- 8,14	25
EXATIS GEOLOGIA	E.F.A.E.	FR	- 6,91	25	●	★★★★	- 7,44	24
ENERGIA	BQ WORMS	FR	- 9,57	26	●	★★★★	- 9,59	26
Scottish Amicable M &	SCOTTISH AMICABLE	UK	- 10,05	27	●	★★★★	- 10,29	27
Activest Geo Technolog	ACTIVEST	DE	- 11,73	28	●	★★★★	- 12,32	28

Actions japonaises

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 16,90 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
Govett General Retail	GOVETT INV	UK	+ 8,69	1	★★★★	★★★★	+ 8,91	1
Countrywide Japan	COUNTRYWIDE ASSUR	UK	+ 0,57	2	★★★★	★★	+ 0,46	2
ELAN JAPINDICE	ROTHSCHILD ET CIE	FR	- 4,03	3	★★★★	*	- 3,03	3
Edinburgh Tokyo A Shar	EDINBURGH INVESTM	UK	- 7,28	4	★★★★	★★	- 8,21	8
Professional Fidelity	PROFESSIONAL LIFE	UK	- 7,52	5	★★★★	★★	- 8,46	9
Merchant Investors Fj	MERCHANT INVESTOR	UK	- 7,72	6	★★★★	★★	- 6,80	4
Skandia Fidelity Japan	SKANDIA LIFE	UK	- 7,86	7	★★★★	★★★	- 8,16	6
BI Japan	BI GESTION COLECT	ES	- 8,20	8	★★★★	★★	- 9,59	15
AEGON Japan Class A Re	AEGON AM	UK	- 8,21	9	★★★★	★★	- 9,56	14
SAMBA LUX JAPAN EQUITY	SAMBA CAPITAL MGT	LX	- 8,96	10	★★★★	★★	- 8,17	7
Comgest Lux Asia B	COMGEST	DE	- 9,34	11	★★★★	★★★★	- 9,45	12
DWS Japan-Fonds	DWS	DE	- 9,36	12	★★★★	★★★★	- 9,97	17
Merchant Investors Fj	MERCHANT INVESTOR	UK	- 9,41	13	★★★★	★★★★	- 9,48	13
JAPAQUANT SICAV	BNP PARIBAS	FR	- 9,42	14	★★★★	★★★★	- 9,78	16
Fidelity Japan	FIDELITY	DE	- 9,46	15	★★★★	*	- 11,78	35
ABN AMRO FAR EAST FUND	ABN AMRO AM	NL	- 9,62	16	★★★★	★★★	- 8,73	10
Fonpeneds Borsa Japon	CEP GESTORA	ES	- 9,69	17	★★★★	★★	- 7,97	5
Scottish Equitable Ja	SCOTTISH EQUITABL	UK	- 9,84	18	★★★★	★★★★	- 10,20	18
BPL BPL Hend.Giappone	BIPIELLE FONDIRI	IT	- 9,95	19	★★★★	★★★★	- 9,16	11
Parvest Japan Quant C	BNP PARIBAS	DE	- 10,26	20	★★★★	★★	- 11,43	31
JB Multist Japan Sjk F	JULIUS BAER	DE	- 10,51	21	★★★★	★★	- 11,63	34
Fonpacifico	GESTORA BANCAJA	ES	- 10,60	22	★★★★	★★★★	- 11,04	26
Henderson Japan I NAV	HENDERSON GLOBAL	UK	- 10,73	23	★★★★	★★★★	- 11,12	27
BB-Invest Asien (EUR	BB INVEST	DE	- 11,01	24	★★★★	★★	- 10,63	21
Adig Adiasia (EUR	ADIG	DE	- 11,22	25	★★★★	★★★	- 12,78	43
Durbana Iron Fund	BBVA	ES	- 11,43	26	★★★★	★★	- 10,28	19
Scottish Equitable Int	AEGON AM	BL	- 11,70	27	★★★★	★★★★	- 12,24	39
Deutsche Japan Growth	DEUTSCHE AM	DE	- 11,75	28	★★★★	★★	- 13,07	53
BBK Borsa Japon	BBK GESTION	ES	- 11,82	29	★★★★	★★★★	- 11,43	30
HAUSSMANN INDEX JAPON	BQ WORMS	FR	- 11,97	30	★★★★	★★★★	- 11,42	29

Actions des marchés émergents

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : + 0,85 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
Pioneer Emerging Europ	PIONEER IM	DE	+ 17,98	1	★★★★	★★★★	+ 17,83	1
CARMIGNAC INVESTISSEME	CARMIGNAC GESTION	FR	+ 17,23	2	★★★★	*	+ 13,31	3
MAGELLAN	COMGEST	FR	+ 14,03	3	★★★★	★★★	+ 12,42	4
ELAN EMERGENCE	ROTHSCHILD ET CIE	FR	+ 13,39	4	★★★★	★★	+ 14,81	2
Citi FCP CitiEquity Em	CITIGROUP AM	BL	+ 12,31	5	★★★★	★★★★	+ 11,79	5
Professional Fleming E	PROFESSIONAL LIFE	UK	+ 11,79	6	★★★★	★★	+ 10,02	9
Aberdeen Emerging Mark	ABERDEEN AM	UK	+ 11,70	7	★★★★	★★★★	+ 11,48	6
PEH Quintessenz Emergi	PEH QUINTESSENZ	DE	+ 11,67	8	★★★★	★★	+ 9,36	10
Century Emerging Marke	CENTURY LIFE	UK	+ 11,61	9	★★★★	★★	+ 10,25	8
Pictet Gestion Emergin	PICTET & CIE	DE	+ 11,29	10	★★★★	★★★★	+ 10,30	7
Caixa Catalunya Invers	CAIXA CATALUNYA	ES	+ 10,94	11	★★★★	★★	+ 8,95	12
Chase Fleming Emer Mkt	CHASE FLEMING AM	UK	+ 9,60	12	★★★★	★★★★	+ 9,20	11
Vontobel Emerging Mark	VONTOBEL	DE	+ 8,95	13	★★★★	★★★★	+ 8,81	14
CARMIGNAC EMERGENTS	CARMIGNAC GESTION	FR	+ 8,57	14	★★★★	★★★★	+ 8,83	13
Finter Fund Emerging M	FINTER FUND MGT	DE	+ 7,62	15	★★★★	★★★★	+ 6,96	16
Winterthur Global Equi	WINTERTHUR	DE	+ 7,16	16	★★★★	★★★★	+ 6,89	18
Top-Global Groellanden	BQ CORLUY	BL	+ 7,08	17	★★★★	★★	+ 6,19	26
Capitalgest Cap.Eq.Em.	CAPITALGEST	IT	+ 7,07	18	★★★★	*	+ 5,30	35
Rothschild Five Arrows	ROTHSCHILD FD MGT	UK	+ 6,98	19	★★★★	★★★★	+ 6,74	19
Cordius Invest Emergin	CORDIUS AM	BL	+ 6,86	20	★★★★	★★★★	+ 6,40	22
Mercator Top Groelland	MERCATOR	BL	+ 6,85	21	★★★★	★★	+ 6,11	27
Parvest Emerging Marke	BNP PARIBAS	DE	+ 6,66	22	★★★★	★★	+ 7,92	15
B.Lomb Emerg.Mkts Equi	B. LOMBARDA	IT	+ 6,45	23	★★★★	★★★★	+ 6,92	17
Axa AWF Emerging Marke	AXA IM	DE	+ 6,44	24	★★★★	★★★★	+ 6,70	21
Luxemburger Schwellenl	LUXEMBURGER	DE	+ 6,39	25	★★★★	★★★★	+ 6,36	23
HSBC Trinkaus Emerging	HSBC TRINKAUS IM	DE	+ 5,94	26	★★★★	★★★★	+ 5,88	29
AXA Sun Life Emerging	AXA IM	UK	+ 5,89	27	★★★★	★★	+ 6,73	20
BNL Investire P.Emerg.	BNL GESTION I	IT	+ 5,70	28	★★★★	★★	+ 5	36
ALSA CB Fund Global Em	ADIG	DE	+ 5,67	29	★★★★	★★★★	+ 5,95	28
Sarasin Invmt Emergin	SARASIN INVESTMEN	DE	+ 5,58	30	★★★★	*	+ 4,25	44

Actions technologiques

Performance arrêtée le : 30/09/02

Performance moyenne sur un an : - 37,38 %

Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
Fidelity American Grow	FIDELITY	DE	- 9,59	1	★★★★	●	- 8,06	1
PLACEMENTS TECHNOLOGIE	BQ NSMD	FR	- 12,52	2	★★★★	*	- 18,04	3
Threadneedle Inv Fund	THREADNEEDLE	BL	- 14,97	3	★★★★	★★★★	- 14,32	2
ING ING Internet	ING	IT	- 22,29	4	★★★★	★★★★	- 22,24	5

DWS Internet Aktien Ty	DWS	DE	- 23,04	5	★★★★	*	- 31,17	27
OHRA INTERNET FONDS	OHRA BANK	UK	- 23,31	6	★★★★	!	- 35,24	63
UniGlobalDynamic Fonds	UNION INVESTMENT	DE	- 24,99	7	★★★★	★★★	- 28,96	16
Nord Internet (EUR)	NORDINVEST	DE	- 25,43	8	★★★★	!	- 40,86	128
CS EF (Lux) Global Int	CREDIT SUISSE AM	DE	- 25,68	9	★★★★	*	- 33,88	51
BK Fondo Internet	GESBANKINTER	ES	- 26,32	10	★★★★	★★★★	- 25,40	7
Universal Fonds DAC	UNIVERSAL INVESTM	DE	- 26,36	11	★★★★	★★★	- 30,57	20
Prime Prime Special	PRIMEGEST	IT	- 27	12	★★★★	★★	- 19,37	4
UniDynamicFonds: Globa	UNION INVESTMENT	DE	- 27,30	13	★★★★	★★★	- 31,44	28
ING-P(L) In.Intrnet/Us	ING	IT	- 27,76	14	★★★★	●	- 39,88	117
ING-P(L) In.Nasdaq/Usd	ING	IT	- 28,33	15	★★★★	★★★	- 32,89	41
H&A CF Equities Intern	HAUCK & AUFHUSER	DE	- 29,13	16	★★★★	★★★★	- 30,96	23
Societe Generale Techn	SOCIETE GENERALE	UK	- 29,60	17	★★★★	★★★★	- 33,49	49
CLARIDEN TECHNOLOGY FU	CLARIDEN HEUSSER	IR	- 29,85	18	★★★★	★★★★	- 32,77	40
Frاملington Netnet Acc	FRAMLINGTON	UK	- 29,86	19	★★★★	★★★	- 35,05	61
MM Warburg Internet Fo	M.M WARBURG INVES	DE	- 29,86	20	★★★★	★★	- 38,77	106
UniNeue								

DOSSIER

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS SELON LA MÉTHODE APT



Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an	Libellé	Promoteur	Pays	Perf. retr. en %	Rang retr. 1 an	Perf. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perf. brute en %	Rang brut 1 an
---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------	---------	-----------	------	------------------	-----------------	----------------	-----------------	------------------	----------------

Risque : Très peu ★★★★★ Peu ★★★★★ Moyen ★★★ Important ★★ Très important ★ Atypique ! Très atypique !! Performance : Très bonne ★★★★★ Bonne ★★★★★ Moyenne ★★★ Faible ★★ Très faible ★ Mauvaise ●

Fondcoyuntura	GESDINCO GESTION	ES	-1,07	11	★★★★★	●	-0,73	9
CAM Global	GESTIMED	ES	-1,47	12	★★★★★	★★★★★	-1,48	13
PRIM'100 FEVRIER 1998	LA POSTE	FR	-1,61	13	★★★★★	★★★	-1,38	12
EDM Inversion	EDM GESTION	ES	-2,31	14	★★★★★	★★★★★	-2,36	14
Eurobolisa Att'ntico	GESATLANTICO	ES	-2,76	15	★★★★★	★★★	-2,47	15
Tarfondo	UBS	ES	-3,26	16	★★★★★	★★★★★	-3,44	16
PATRIMOINE PARTENAIRES	BNP PARIBAS	FR	-3,64	17	★★★★★	★★	-4,36	18
OPPORTUNITES AUTOMNE 9	CREDIT LYONNAIS	FR	-4,02	18	★★★★★	★★	-4,78	19
LION MAILLOT JAUNE 8	CREDIT LYONNAIS	FR	-4,39	19	★★★★★	★★★★★	-4,28	17
Activest Lux Continent	ACTIVEST	DE	-5,29	20	★★★★★	★★★★★	-5,19	21
PEA EUROPE SECURITE JU	BQ POPULAIRE	FR	-5,32	21	★★★★★	★★	-6,10	23
ALSA System D 10/2002	ADIG	DE	-5,73	22	★★★★★	★★★★★	-5,52	22
EURELIA	CREDIT AGRICOLE	FR	-5,85	23	★★★★★	★★★	-5,09	20
Renta 4 Capital Plus F	RENTA 4 GESTORA	ES	-7,71	24	★★★★★	★★★★★	-7,70	25
Global Assets Fund	GESBETA	ES	-7,94	25	★★★★★	★★★★★	-7,70	26
SLF (FRANCE) TOP FUNDS	SWISS LIFE	FR	-8,04	26	★★★★★	★★★★★	-8,25	30
DWS Vorsorge AS (Flex)	DWS	DE	-8,31	27	★★★★★	★★★	-9,31	35
DWS Bildungsfonds	DWS	DE	-8,73	28	★★★★★	★★★★★	-8,12	29
Foncaixa Mixto 42	INVERCAIXA GESTIO	ES	-8,80	29	★★★★★	★★★★★	-8,12	28
Fonglobal Gestion	INVERSAFEI	ES	-9,17	30	★★★★★	★★★	-8,11	27

Milan Euro Bonds/Dem	MILAN INTERNATIONAL	IT	+7,55	17	★★★★★	★★★★★	+6,70	42
R 26 FUND	RAIFFEISEN	AU	+7,53	18	★★★★★	★★★★★	+6,86	37
MESSINE 6	VICTOIRE AM	FR	+7,28	19	★★★★★	★★★★★	+6,52	48
BPAA Bond Euro	BPAA INT.QUANT.ID	IT	+7,28	20	★★★★★	★★★★★	+7,61	21
CLIC OBLIG	SINOPIA GESTION	FR	+7,25	21	★★★★★	★★★	+5,75	101
Post-Invest Post-Rente	PETERCAM AM	BL	+7,22	22	★★★★★	★★★★★	+6,43	53

Obligations européennes long terme

Les 30 premières de la catégorie

Performance arrêtée le : 30/09/02									Performance moyenne sur un an : + 6,33 %								
CLAM OBLIMONDE	CREDIT LYONNAIS	FR	+10,45	1	★★★★★	★★	+8,59	7									
R 12 FUND	RAIFFEISEN	AU	+10,29	2	★★★★★	★★★★★	+9,13	1									
PHARMA-PAROBLI	BNP PARIBAS	FR	+10,17	3	★★★★★	★★	+8,49	13									
AGF INTERFONDS	AGF AM	FR	+9,38	4	★★★★★	★★	+7,78	46									
K 66 FUND	KEPLER-FONDS KAPI	AU	+9,12	5	★★★★★	★★	+7,73	50									
PRORENT FUND	ERSTE SPARINVEST	AU	+9,05	6	★★★★★	★★	+7,67	60									
APOLLO STYRIAN EURO BO	SECURANTA GOETTIN	AU	+9,02	7	★★★★★	★★★	+8,01	36									
Madrid Deuda II Fondite	GESMADRID	ES	+8,93	8	★★★★★	*	+7,25	114									
EKA RENT A	ERSTE SPARINVEST	AU	+8,89	9	★★★★★	★★★	+7,46	91									
WLenrot Europa Rent	WUSTENROT	DE	+8,82	10	★★★★★	★★★★★	+8,45	14									
GF 10 (Grossanlegerfon	CAPITAL INVEST	AU	+8,82	11	★★★★★	★★	+7,51	88									
GAN RENDEMENT	FINAMA AM	FR	+8,80	12	★★★★★	★★★	+7,85	45									
CAPITAL INV EURO GOVT	CAPITAL INVEST	AU	+8,78	13	★★★★★	★★★	+7,53	87									
CPR WORLD-CAPI	CPR AM	FR	+8,77	14	★★★★★	★★★★★	+9,12	2									
ELAN EURO SOUVERAIN	ROTHSCHILD ET CIE	FR	+8,77	15	★★★★★	★★★	+7,89	41									
UNI OBLIGATIONS	BQ SANPAOLO	FR	+8,75	16	★★★★★	★★★★★	+8,11	30									
SPARKASSEN 3 FUND	ERSTE SPARINVEST	AU	+8,71	17	★★★★★	★★★★★	+8,74	5									
MEAG Euro Rent (EUR)	MEAG MUNICH ERGO	DE	+8,70	18	★★★★★	★★	+7,22	120									
SALZBURGER SPARKASSE R	ERSTE SPARINVEST	AU	+8,70	19	★★★★★	★★	+7,57	76									
Dexia Bonds Euro Mediu	DEXIA BIL	BL	+8,65	20	★★★★★	★★★★★	+7,56	80									
R 24-FONDS-A	RAIFFEISEN	AU	+8,61	21	★★★★★	★★★★★	+8,31	20									
GF 9 (Grossanlegerfond	CAPITAL INVEST	AU	+8,58	22	★★★★★	★★★★★	+8,07	32									
SPARKASSEN 1 FUND	ERSTE SPARINVEST	AU	+8,50	23	★★★★★	★★	+7,31	105									
GROUPAMA CAPITALISATIO	FINAMA AM	FR	+8,46	24	★★★★★	★★★★★	+9,04	3									
BOISSY PREMIERE	AZUR	FR	+8,46	25	★★★★★	★★★★★	+7,54	84									
R 8 FUND	RAIFFEISEN	AU	+8,45	26	★★★★★	★★★★★	+7,93	39									
VEGP European Fixed In	VON ERNST	DE	+8,41	27	★★★★★	★★	+7,12	140									
R 19 FUND	RAIFFEISEN	AU	+8,40	28	★★★★★	★★★★★	+8,30	21									
CDC EURO SOUVERAINS	CDC IXIS AM	FR	+8,35	29	★★★★★	★★★★★	+8,70	6									
BAWAG PSK MUEDEL RENT	BAWAG INVEST	AU	+8,35	30	★★★★★	★★	+7,17	131									

Fonds mixtes internationaux prudents

Performance arrêtée le : 30/09/02

Les 30 premières de la catégorie

Performance moyenne sur un an : - 3,01 %

GF 45 (GROSSANLERFONDS	CAPITAL INVEST	AU	+7,09	1	★★★★★	★★	+5,83	1
GF 2 (GROSSANLEGERFOND	CAPITAL INVEST	AU	+3,01	2	★★★★	★★★★	+2,72	2
Dexia Patrimonial Yiel	DEXIA BIL	BL	+2,03	3	★★★★	★★	+1,43	4
CIC PROFIL TEMPERE	TRINITE GESTION	FR	+1,98	4	★★★★	★★★★★	+1,83	3
ACTILION PRUDENCE VIE	CREDIT LYONNAIS	FR	+1,61	5	★★★★	★★	+1,14	5
SUPERIOR 3	BANKHAUS SCHEHAM	DE	+1,40	6	★★★★	★★	+1,04	7
Top Balanced Defensief	BQ COLRUJY	BL	+1,31	7	★★★	★★★	+1,06	6
ACTILION PRUDENCE	CREDIT LYONNAIS	FR	+1,19	8	★★★	★★	+0,87	9
Mercator Low	MERCATOR	BL	+0,83	9	★★★	★★★	+1,01	8
SH PRUDENCE	LCF ROTHSCHILD AM	FR	+0,57	10	★★★	★★★★★	+0,51	10
BK Multinide	GESBANKINTER	ES	+0,07	11	★★★	★★★	+0,08	11
R 77 FUND	RAIFFEISEN	AU	-0,30	12	★★★	★★	-0,39	13
Garantie Invest 2007	SINOPIA GESTION	BL	-0,40	13	★★★	★★	-0,31	12
3 Banken Varm'gens Mix	3-BANKEN-GENERALI	DE	-0,55	14	★★★	★★★★★	-0,62	15
S-PENSIONS FUND	ERSTE SPARINVEST	AU	-0,80	15	★★★	★★★★★	-0,88	18
JB Multiinvest Advance	JULIUS BAER	DE	-0,86	16	★★★	★★	-0,60	14
Nord Cumula (EUR)	NORDINVEST	DE	-0,93	17	★★★	★★★★★	-0,85	17
PLACEMENTS GESTION DEF	PLACEMENTS GESTIO	FR	-0,97	18	★★★	★★★★★	-0,94	19
CDC MODERATION	CDC IXIS AM	FR	-1,07	19	★★★	★★	-0,79	16
Top Profit Planet Euro	FORTIS IM	BL	-1,07	20	★★★	★★★★★	-1,11	20
BL Global Asset 30 C	BQ DE LUXEMBOURG	BL	-1,11	21	★★★	★★★★★	-1,11	21
LRI Konzept 20 (EUR)	LRI FUND MGT	DE	-1,19	22	★★★	★★★★★	-1,23	24
EKA-KOMMERZ 13	ERSTE SPARINVEST	AU	-1,19	23	★★★	★★	-1,61	31
WFS CS Portfolio Fund	WINTERTHUR	BL	-1,25	24	★★★	★★	-1,60	29
H & A Lux Fds Select F	HAUCK & AUHF'USER	DE	-1,34	25	★★★	★★★★★	-1,21	23
SGAM ACTI 25	SOCIETE GENERALE	FR	-1,41	26	★★★	★★★★★	-1,25	25
Lux-Portfolio Defensiv	RAIFFEISEN	BL	-1,46	27	★★★	★★★★★	-1,30	26
Harmony Fund Defensif	SOCIETE GENERALE	BL	-1,51	28	★★★	★★★	-1,19	22
FLEMING STRATEGIES 25	JP MORGAN FLEMING	FR	-1,73	29	★★	★★★★★	-1,51	28
EFP Combi 75/25	FORTIS IM	BL	-1,79	30	★★	★★★★★	-1,64	32

Fonds mixtes internationaux équilibrés

Performance arrêtée le : 30/09/02

Toute la catégorie

Performance moyenne sur un an : - 9,66 %

CARMIGNAC PATRIMOINE	CARMIGNAC GESTION	FR	+2,87	1	★★★★★	★★★	+2,49	1
CARMIGNAC PROFIL REACT	CARMIGNAC GESTION	FR	+2,06	2	★★★★★	★★★★★	+1,85	2
JB Multicoop Str Cons	JULIUS BAER	DE	+0,66	3	★★★★★	★★	+0,49	3
VOLKSBANK-INTER-INVEST	VOLKSBANKEN	AU	-1,23	4	★★★★★	★★	-0,95	4
Nord Albis (EUR)	NORDINVEST	DE	-2,90	5	★★★★★	★★★★★	-3,15	9
ALBISNORD	NORDINVEST	LX	-3,06	6	★★★★★	★★★★★	-3,15	8
E 6 FUND	ERSTE SPARINVEST	AU	-3,17	7	★★★★★	★★★	-2,79	5
JB Multicoop Strat Bal	JULIUS BAER	DE	-3,25	8	★★★★★	★★★	-3,81	14
R-81 FUND	RAIFFEISEN	AU	-3,60	9	★★★★★	★★★	-2,99	6
COMPOSIT N 01	AXA IM	FR	-3,81	10	★★★★★	★★★	-4,35	16
Deka Lux Mix: W1 (EUR)	DEKA	DE	-3,96	11	★★★★★	★★★	-3,32	10
AESKULAP TRUST	CARL SPAENGLER	AU	-3,96	12	★★★★★	★★★	-3,11	7
FRANCE CROISSANCE LONG	SOMARGEST	FR	-3,96	13	★★★★★	★★★★★	-4,37	17
Dexia Patrimonial Bala	DEXIA BIL	BL	-4	14	★★★★★	★★★	-3,41	11
A 26	CAPITAL INVEST	AU	-4,02	15	★★★★★	★★★★★	-3,77	13
CARDIF GESTION EQUILIB	CARDIF	FR	-4,62	16	★★★★★	★★	-3,71	12
Lomb Odier Invest The	LOMBARD ODIER	DE	-4,72	17	★★★★★	★★★★★	-5,13	19
ILE DE FRANCE ACTIONS	SOMARGEST	FR	-4,89	18	★★★★★	★★★	-5,64	24
Capital Invest GF 27 M	CAPITAL INVEST	DE	-4,93	19	★★★★★	★★★	-4,21	15
Diversified Securities	KREDIETRUST	BL	-5,04	20	★★★★★	★★★	-4,38	18
MONTJOIE INVESTISSEMENT	ROTHSCHILD ET CIE	FR	-5,80	21	★★★★★	★★★	-6,46	33
Raiff. Bilanc.Globale	RAIFFEISEN	IT	-6,06	22	★★★★★	★★	-7,36	48
FRANCE VALORISATION PA	SOMARGEST	FR	-6,08	23	★★★★★	★★★★★	-6,88	40
Swissca Portfolio Fund	SWISSCA	DE	-6,08	24	★★★★★	*	-7,95	63
Top Profit Galaxy Euro	FORTIS IM	BL	-6,20	25	★★★★★	★★★	-5,50	22
Cisalp. Put.Glb.Balanc	CISALPINA	IT	-6,22	26	★★★★★	★★★	-5,49	21
Pictet Balanced Global	PICTET & CIE	DE	-6,22	27	★★★★★	★★★★★	-6,71	37
VICTOIRE MULTIGESTION	VICTOIRE AM	FR	-6,22	28	★★★★★	★★★	-5,37	20
GWA Favorenta	GWA	DE	-6,24	29	★★★★★	★★★★★	-5,95	27
JB Multiinvest Advance	JULIUS BAER	DE	-6,30	30	★★★★★	★★★★★	-5,78	26

Fonds mixtes internationaux dynamiques

Performance arrêtée le : 30/09/02

Les 30 premières de la catégorie

Performance moyenne sur un an : - 16,36 %

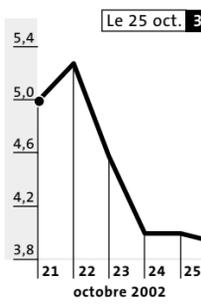
PH Empire (EUR)	PEH QUINTESENZ	DE	+4,01	1	★★★★★	★★★★★	+3,60	1
Hauck Return Diversifi	HAUCK & AUHF'USER	DE	-0,83	2	★★★★★	★★★★★	-0,79	2
DWS Ring-International	DWS	DE	-5,68	3	★★★★★	★★★★★	-5,14	3
OIM Top Ten Classic E	OPPENHEIM IM	DE	-7,01	4	★★★★	★★★	-8,03	8
Sauren Fonds Glob Gro	SAUREN FONDS	DE	-7,54	5	★★★★	★★	-9,24	12
Chase Inversion I	CHASE MANHATTAN A	ES	-8,24	6	★★★★★	★★★★★	-8,85	10
SOPHORA	BFT	FR	-8,32	7	★★★★★	★★	-6,88	4
PLACEMENTS GESTION DYN	PLACEMENTS GESTIO	FR	-8,43	8	★★★★★	★★★	-9,49	14
GROUPAMA EXPANSION	FINAMA AM	FR	-8,60	9	★★★★★	★★★	-6,93	5
PLACEMENTS CONVERTIBLE	BQ NSMD	FR	-9,18	10	★★★★★	★★	-7,73	6
CPB MULTI INVEST 11	CONSTANTIA PRIVAT	AU	-9,29	11	★★★★★	★★★	-8,14	9
Swissca Prt.Growth/Chf	SWISSCA	IT	-9,48	12	★★★★★	★★★★★	-7,95	7
DWS WANDEL UND OPTIONS	DWS	LX	-9,63	13	★★★★★	★★★★★	-9,17	11
Hansa D&P	HANSALNVEST	DE	-9,85	14	★★★★★	★★★★★	-11,07	33
Intervator Fondos	GESINTER	ES	-10,13	15	★★★★★	★★	-12	42
ORTALGOS INVESTISSEMENT	BNP PARIBAS	FR	-10,55	16	★★★★★	★★★★★	-9,46	13
DWS Convertibles (EUR)	DWS	DE	-10,59	17	★★★★★	★★★★★	-10,33	22
Ideal Invest Invest Mo	IDEAL INVEST SICA	DE	-10,64	18	★★★★★	★★★	-9,88	17
Fondos Mundiales BK	GESBANKINTER	ES	-10,67	19	★★★★★	★★★★★	-12,13	43
Schroder Tectum Fonds	SCHRODER	DE	-10,75	20	★★★★★	★★★★★	-10,83	27
OBJECTIF MONDE SICAV	LAZARD FRERES	FR	-11,03	21	★★★★★	★★★	-9,62	15
UFF DIVERSIFIE	VICTOIRE AM	FR	-11,06	22	★★★★★	★★★★★	-10,65	23
Activest Investor Worl	ACTIVEST	DE	-11,31	23	★★★★★	★★	-13,46	68
Top Profit Universe Eu	FORTIS IM	BL	-11,49	24	★★★★★	★★★	-9,69	16
OBJECTIF SELECTION	LAZARD FRERES	FR	-11,71	25	★★★★★	★★★★★	-10,74	25
PERFORMANCE DISCOVERY	LCF ROTHSCHILD AM	FR						

LES VALEURS DE LA SEMAINE

DJ EUROSTOXX600 25/10 22h35

Table listing various companies and their stock prices in euros, including 3I GROUP, A.B FOODS, A.B PORTS, etc.

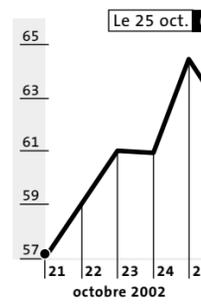
en euros à Paris



ALSTOM MENACÉ

Le titre du groupe de construction mécanique réagit aux craintes liées au dossier de l'amiante aux Etats-Unis et à l'avertissement émis par le groupe helvético-suédois ABB, qui a dit, le 21 octobre, qu'il envisageait de déposer le bilan de sa filiale américaine, les coûts liés au dossier de l'amiante étant susceptibles de dépasser la valeur de ses actifs. Sur la semaine, l'action perd 21,16 %, à 3,95 euros.

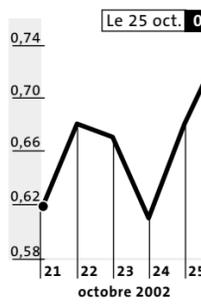
en euros à Paris



PIERRE ET VACANCES EN HAUSSE

Le numéro un européen des résidences de tourisme a annoncé, le 22 octobre, un chiffre d'affaires consolidé de 794,7 millions d'euros sur son exercice 2001-2002, en hausse de 31,4 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires des activités touristiques progresse de 50,5 %, celui des activités de développement immobilier recule de 43 %. En cinq jours, l'action progresse de 9,65 %, à 62,50 euros.

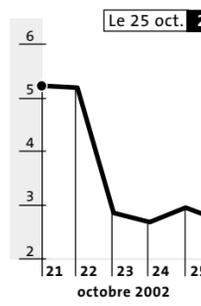
en euros à Paris



ERICSSON REBONDIT

Avec trois des principaux équipementiers télécoms mondiaux, le groupe a annoncé, le 21 octobre, avoir décroché un contrat pour la modernisation du réseau de téléphonie sans fil en Chine - portant sur l'amélioration du réseau sans fil CDMA de China Unicom, 2° opérateur chinois de téléphonie cellulaire - qui se chiffre en centaines de millions de dollars. En cinq jours, le titre gagne 19,35 %, à 0,74 euros.

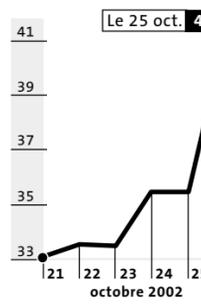
en euros à Paris



SOITEC PLONGE

Le fabricant français de silicium sur isolant, destiné à l'industrie du semi-conducteur, a annoncé le 21 octobre un chiffre d'affaires pour le 2° trimestre en baisse de 16 % par rapport au 1° trimestre. La société a ramené à 25 %-30 % sa prévision de croissance sur l'année alors qu'elle tablait auparavant sur plus de 50 %. La valeur, dégradée par plusieurs bureaux d'analyse, chute de 45,52 % en cinq jours, à 2,86 euros.

en euros à Paris



SIDEL ESPÈRE

Le tribunal de première instance de la Cour européenne de justice a annulé, le 25 octobre, un veto de la Commission européenne à la fusion du spécialiste des machines à souffler des bouteilles en plastique et de Tetra Laval. Ce dernier soumettra à nouveau à l'Union européenne son projet de rachat, réalisé à 50 euros par titre. L'action, en cinq jours, prend 23,64 %, à 40,80 euros, après un rebond, vendredi, de 14,83 %.

Table listing companies like CASTORAMA DUBOIS I, CATTLES, CATTOLICA ASSICUR., etc.

Table listing companies like D/S SVENBORG B, DAIMLERCHRYSLER N, DAIRY CREST GROUP, etc.

Table listing companies like E.ON, EADS, EASYJET, etc.

Table listing companies like FERROVIAL, FIAT, FINAXA, etc.

Table listing companies like FOX KIDS EUROPE, FRANCE TELECOM, FRESENIUS MED.CARE, etc.

Table listing companies like H. LUNDBECK, HAGEMEYER NV, HALMA PLC, etc.

Table listing companies like HEIDELBERGCEMENT, HEINEKEN HOLDING A, HEINEKEN NV, etc.

Table listing companies like IBERDROLA, IBERIA LINEAS AERE, ICAP, etc.

Table listing companies like INVESTEC, IRISH LIFE & PERMNI, ISS, etc.

Table listing companies like LAFARGE, LAGARDERE, LAND SECURITIES, etc.

Table listing companies like LONDON STOCK EXCH., LONMIN, LONZA GROUP N, etc.

Table listing companies like MAN AG, MAN GROUP, MARKS & SPENCER, etc.

Table listing companies like NATEXIS BQ POP., NATIONAL EXP GRP, NATIONAL GRID TRAN, etc.

Table listing companies like OCE NV, OLD MUTUAL, OLIVETTI, etc.

Table listing companies like P & O STEAM DEF.SH, P&O PRINCESS CRUIS, PARCESA HOLDING, etc.

Table listing companies like RAC, RANDSTAD HOLDING N, RANK GROUP PLC, etc.

Table listing companies like SCOT.&SOUTH.ENERGY, SCOTTISH NEWCASTLE, SCOTTISH POWER, etc.

Table listing companies like T ONLINE INT, TANDBERG A, TATE & LYLE PLC, etc.

Table listing companies like UBS N, UCB, UNAXIS HOLDING, etc.

Table listing companies like VALEO, VALLEHERMOSO, VALLERON NV, etc.

Table listing companies like WANADOO, WCM BETELIUNGSGS, WELLA NON VGT PREF, etc.

Le Monde Abonnés du Monde, votre nouvel avantage : les dossiers du Monde.fr. Includes logo and contact information.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing country codes for Zone Euro: AT: Autriche, BE: Belgique, DE: Allemagne, etc.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing country codes for non-Zone Euro: CH: Suisse, DK: Danemark, GB: Grande-Bretagne, etc.

MARCHÉS

Une semaine chaotique

LES INDICES boursiers ont connu une évolution chaotique, cette semaine, subissant plusieurs séances de prises de bénéfices entrecoupées de rebonds. La détente des prix du pétrole a favorablement influencé les marchés, mais elle est jugée fragile par les spécialistes. « Les opérateurs ont le sentiment que le risque de guerre entre les Etats-Unis et l'Irak s'est atténué (...), ce qui a contribué à la bonne tenue des indices boursiers », notent Antoine Brunet et Paul Douaihy, économistes chez HSBC CCF. « Ce sentiment explique aussi le passage du prix du baril de pétrole [WTI physique] en dessous de 28 dollars, à 27,77 dollars. Nous ne partageons pas ce sentiment [des investisseurs] et nous pensons que le danger géopolitique - et terroriste - reste important », poursuivent-ils. Les opérateurs cherchent encore leur direction à tâtons, divisés entre le sentiment d'une sous-évaluation des marchés et la crainte

d'une plongée mondiale dans la déflation. Selon les gérants de la Banque du Louvre, « la force des rebonds intervenus sur les Bourses après les plus bas de juillet et d'octobre montre que les valorisations actuelles paraissent attirer les investisseurs. En contrepartie, la visibilité limitée des croissances bénéficiaires des entreprises et du contexte géopolitique explique la volatilité actuelle et une certaine réserve ».

A Wall Street, l'indice Dow Jones a progressé de 1,46 % au cours de la semaine, à 8 443,99 points. L'indice Nasdaq des valeurs de croissance américaines a grimpé de 3,36 %, à 1 331,13 points. Sur les marchés européens, l'indice Euro Stoxx 50 a reculé de 2,79 %, à 2 456,91 points. A Francfort, l'indice Dax a cédé 3,17 %, à 3 102,01 points. A Londres, l'indice Footsie a reculé de 1,92 %, à 4 051,10 points.

A Paris, l'indice CAC 40 a perdu 3,17 %, à 3 056,88 points. Il est même tombé sous les 3 000 points,

mercredi. Plus forte hausse de l'indice, le titre Renault a gagné 8,81 % sur la semaine, à 48,79 euros, porté par les bons résultats semestriels de sa filiale Nissan. Plus forte baisse du CAC 40, le titre Saint Gobain a dégringolé de 24,20 %, à 19,95 euros, en raison de craintes liées à l'exposition au risque de l'amiante aux Etats-Unis. Les analystes du courtier Goldman Sachs ont revu leur recommandation en baisse sur l'action. Enfin, l'action Vivendi Universal a chuté de 15,90 %, à 12,59 euros, le marché souhaitant que le groupe vende sa participation dans Cegetel pour se désendetter, à l'inverse de la stratégie affichée, qui consiste à monter dans le capital de sa filiale de téléphonie.

A Tokyo, l'indice Nikkei est tombé lundi sous le seuil de 9 000 points, au-dessus duquel il s'était hissé lors de la semaine précédente. Il affiche un recul hebdomadaire de 3,96 %, terminant à

8 726,29 points malgré un rebond vendredi. Selon l'Agence France Presse, ce sursaut s'explique par des prises de positions techniques de court terme dans l'attente de la publication, mercredi 30 octobre, du plan gouvernemental visant à résoudre le problème des créances douteuses des banques. Ces mesures devraient s'accompagner d'un programme de lutte contre la déflation. La publication de la première version du rapport gouvernemental, qui était prévue mardi 22 octobre, a été annulée au dernier moment en raison d'une forte opposition des partis de la coalition de centre-droit au pouvoir. Les analystes pensent que la version finale sera nettement édulcorée par rapport aux propositions initiales.

Au Brésil, les craintes des investisseurs se sont modérées, à quelques jours de la victoire annoncée du candidat de gauche Luis Ignaciado da Silva, dit Lula, au second

tour de l'élection présidentielle, dimanche 27 octobre. Lula, dont le programme économique faisait peur aux marchés, est crédité de plus de 60 % des suffrages face au candidat centriste José Serra.

LULA N'EFFRAYE PLUS

« Les marchés brésiliens se sont redressés, ces derniers jours, en raison de spéculations selon lesquelles Lula nommerait Paolo Leme, le directeur de la recherche de la banque américaine Goldman Sachs au Brésil, à la tête de la Banque centrale », explique Pierre-Yves Bateau, responsable des actions émergentes à la société de gestions Fortis Investment Management.

Cette semaine, l'indice Bovespa de la Bourse de Sao Paulo s'est inscrit en nette hausse, gagnant 11 %, à 10 014,82 points. Au plus fort de la crise spéculative, le 16 octobre, le Bovespa était tombé jusqu'à 8 224,61 points. « La probable victoire de Lula aux élections brésiliennes

ne semble plus effrayer les marchés, du fait de ses positions "market friendly" [favorables aux marchés] et ceci en dépit de la gestion de la dette brésilienne, qui reste préoccupante à moyen terme », constatent les analystes de CDC Ixis Capital Markets. « Ce qui va se passer au Brésil [après l'élection de Lula] sera probablement plus agréable pour le marché que ce qui a été anticipé dans le monde », pressent de son côté Richard Graham, responsable de la clientèle institutionnelle de Baring Asset Management.

La situation économique du pays, surendetté, reste cependant une source de préoccupations. Depuis le début de l'année, l'indice Bovespa a perdu environ 60 % de sa valeur calculée en euros, compte tenu d'une chute de 25 % et d'une dégringolade de la monnaie, le real, face au dollar.

Adrien de Tricornot

Vers une nouvelle détente des taux ?

La situation économique demande une réaction de la banque centrale américaine, selon certains experts. Mais d'autres observateurs estiment qu'une baisse des taux serait inutile

Le marché des changes a été étonnamment stable durant la semaine : ni le dollar ni l'euro n'ont pris le dessus. La monnaie unique européenne a fini la semaine à 0,9776 dollar, vendredi 25 octobre, contre 0,9714 dollar le vendredi précédent. Les événements économiques de la semaine, pourtant très attendus, ont finalement laissé en l'état les interrogations des opérateurs sur le devenir de la croissance et des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Deux éléments d'importance sont néanmoins survenus, tous deux mercredi : une intervention d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed), lors d'une conférence organisée à Washington par le département du travail et l'Institut des entreprises américaines (American Enterprise Institute) sur la productivité américaine ; et la publication du rapport sur la conjoncture, le « Beige Book », compilation de la situation économique de chaque Etat, décrite par les Fed régionales. Un état des lieux d'autant plus attendu qu'il est établi en vue de la prochaine réunion de fixation de la politique monétaire par la Réserve fédérale américaine : la réunion du FOMC (Federal Open Market Committee) prévue le 6 novembre.

Curieusement, ces deux événements ont donné lieu à deux interprétations contradictoires. Alors que le patron de la Fed soulignait que « l'accélération du rythme des gains de productivité structurels, qui est intervenue à la fin des années 1990, n'a pas, jusqu'ici, marqué le pas », les différents gouverneurs de Fed régionales laissent entendre au sein du « Beige Book » que la situation économique s'était dégradée depuis leur dernière analyse de la conjoncture.

L'activité américaine est demeurée « molle » aux Etats-Unis sur les six dernières semaines, « dans la plupart des districts », souligne le rapport. « Les ventes de détail ont été fai-

bles dans le pays, marquant plusieurs reculs sur le marché des ventes de voitures, qui étaient à des niveaux très élevés. » La plupart des districts ont noté que « l'activité manufacturière a baissé, ou progressé plus lentement (...). Les constructions d'habitations individuelles, comme les marchés de l'immobilier résidentiel, ont dans l'ensemble connu une hausse ». Le marché de l'emploi s'est montré « terne », selon la Fed, qui parle d'un marché marqué par des hausses de salaires « modérées » dans l'ensemble.

Enfin, la plupart des districts ont fait part d'une forte demande en prêts individuels, notamment immobiliers, tandis que les prêts aux entreprises demeuraient « faibles ». Un portrait plutôt sombre auquel se sont ajoutées quelques statistiques orientées à la baisse et notamment une chute de 5,9 % des commandes de biens durables au mois de septembre, nettement plus forte que le recul de 0,6 % enregistré en août.

DEUX CAMPS

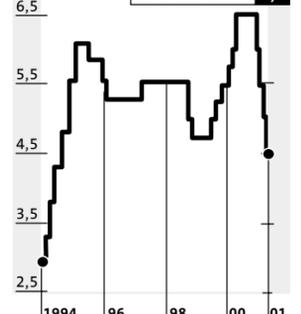
Les experts économiques ont tous noté que ce rapport n'était pas très encourageant. « Le ralentissement dans l'industrie est clairement mis en évidence. Depuis le FOMC de la fin septembre, la banque centrale a observé deux mois consécutifs de contraction de la production industrielle. Ce rapport apporte peu de réponses sur le profil à venir de la consommation des ménages, analysent les économistes du courtier français Aurel Leven. Les détaillants interrogés soulignent que les ventes au détail

LA BCE NE CÉDERA PAS AUX PRESSIONS

Ernst Welteke, le président de la Banque centrale allemande, qui siège au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a estimé, vendredi 25 octobre, que les appels en faveur d'une baisse des taux par la BCE lancés par les politiques vont à l'encontre du traité de Maastricht. « Les acteurs de la politique financière, sous pression, réclament une baisse rapide des taux. Ils dépassent ainsi leur domaine de responsabilité et méprisent l'indépendance de la Banque centrale », a indiqué Ernst Welteke à l'occasion d'un colloque à Berlin. « Nous, acteurs de la politique monétaire, n'avons besoin d'aucune aide des politiques pour prendre nos décisions. Les influences, d'où qu'elles viennent, enfreignent le traité de Maastricht », a-t-il poursuivi.

ATTENTE

Taux directeurs de la Réserve fédérale en %



Certains investisseurs tablent sur une nouvelle détente de la politique monétaire après la publication du rapport de la banque centrale sur l'économie américaine.

Source : Bloomberg

de septembre ont été particulièrement décevantes, avec un net recul des ventes dans le secteur automobile - après, il est vrai, un pic historique en juillet et août. Ils demeurent "très incertains" sur le profil de la consommation sur la fin de l'année. »

Malgré ce portrait maussade de l'économie, la communauté financière partage toujours en deux camps : celui des experts, qui estiment qu'une détente monétaire n'est pas l'action la plus appropriée pour redresser la situation, et celui des irréductibles partisans d'une baisse prochaine du loyer de l'argent.

MARCHÉ DES CHANGES 25/10, 22h35

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,80470	0,97625	1,55100	0,66529
TOKYO (¥)	124,27000		121,32500	192,75500	82,67538
PARIS (€)	1,02445	0,82435		1,58875	0,68150
LONDRES (£)	0,64475	0,51879	0,62950		0,42888
ZURICH (FR. S.)	1,05310	1,20955	1,46740	2,33165	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COUILLON DANOIS	7,4265	7,4352
COUILLON NORVÉGE	7,3698	7,3785
COUILLON SUÉDOIS	9,0999	9,1096
COUILLON TCHÉQUE	30,8678	30,9364
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7560	1,7585
DOLLAR CANADIEN	1,5291	1,5305
DOLLAR HONGKONG	7,6113	7,6157
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0027	2,0049
LEU ROUMAIN	240,8814	241,3954
FORINT HONGROIS	32577,0000	32643,0000
ROUBLE	30,9878	31,0090

MARCHÉS A TERME LE 25/10, 22h35

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 TER.	10/2	3024,00	3090,00	98570
EURO NOTIO.	12/2		91,11	0
EURO ST. 50	9/2		2472,00	1924
FRANCFORT				
BUND 10 ANS	12/2	110,42	110,48	724644
LONDRES				
EURIBOR 3M.	12/2	96,97	96,92	567492
NEW YORK				
DOW JONES	12/2	8295,00	8436,00	31563
S. & POORS	12/2	879,00	898,50	560218

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 25/10

	Taux 10 jours	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,29	3,25	4,74	5,12
ROYAUME-UNI	3,64	3,99	4,75	4,70
ITALIE	3,29	3,25	4,85	5,30
ALLEMAGNE	3,29	3,25	4,61	5,18
JAPON	0,05	0,07	1,07	1,73
ÉTATS-UNIS	1,78	1,82	4,13	5,27
SUISSE	0,62	0,76	2,82	3,45

OR

VENDREDI 25 OCTOBRE 22h35

	Cours	% var.
OR FIN KILO BARRE	10180,00	0,00
OR FIN LINGOT	10290,00	-0,10
ONCE D'OR EN DOLLAR	311,75	-0,11
PIÈCE 20 FR. FRANÇAIS	59,60	-0,51
PIÈCE 20 FR. SUISSE	59,20	-0,50
PIÈCE UNION LAT. 20	59,10	-1,17
PIÈCE 10 US\$	195,00	0,00
PIÈCE 20 US\$	374,00	-2,86
PIÈCE 50 PESOS MEXICAINS	382,25	0,26

MARCHÉS DES CAPITAUX

Des investisseurs peu empressés

LE BAS NIVEAU des rendements est une des principales raisons de la réussite du dernier emprunt d'Etat français dont la durée est de trente ans et dont le revenu variera en fonction de l'indice des prix à la consommation dans la zone euro. Les investisseurs ne montrent que peu d'empressément à acheter des obligations de type classique, à revenu fixe. Ils voudraient des taux plus élevés que ceux proposés aujourd'hui.

Certes, la conjoncture économique ne permet pas d'espérer un prochain changement de tendance. Les taux devraient, pour un bon moment encore, demeurer très bas. Mais on peut tabler sur une réaction momentanée, qui les ferait remonter un peu. Même si une émission a tout pour plaire, que la signature du débiteur est impeccable et qu'il offre un bon supplément par rapport à ce que rapportent les valeurs du Trésor,

est envisagé de l'augmenter, en 2003, par voie d'adjudication. Mais le calendrier des enchères n'est pas connu, pas plus que le volume envisagé. Plusieurs investisseurs frustrés, qui n'ont pas été servis comme ils le désiraient, ont acquis sans délai des titres déjà en circulation, à un prix un peu plus élevé que celui qui prévalait à l'émission. Une amélioration de 0,01 point est rapidement apparue par rapport à un autre emprunt d'Etat indexé (mais sur l'inflation française) et d'une durée très longue également (il viendra à échéance en 2029).

De fait, en plus de la demande suscitée par le niveau absolu des rendements actuels, la transaction indexée du Trésor français répondait à un besoin structurel de placement de la part d'organismes de retraites ou de pensions et d'autres compagnies d'assurances. Quatre banques avaient été chargées de la direction de l'em-

Des clients, qui n'ont pas été servis comme ils le désiraient, ont acquis sans délai des titres en circulation, à un prix un peu plus élevé que lors de l'émission

leur temps. On l'a bien vu ces derniers jours, lorsque l'Agence française de développement a levé 500 millions d'euros pour une durée de dix ans. L'émetteur agissait pour le compte de la France.

Le produit de la transaction est destiné à la contribution du pays au Fonds monétaire international. Les obligations rapportaient à leur lancement 4,86 % l'an, soit 0,16 point de base de plus que les valeurs du Trésor français qui courent sur la même durée. Malgré tous ses atouts, cet emprunt à taux fixe est lent à se placer.

Concernant le très long emprunt indexé que l'Etat a émis le jeudi 24 octobre, les investisseurs n'avaient rien à gagner à attendre, sachant que le revenu de cette affaire n'est pas figé et qu'il évoluera en corrélation avec l'inflation. Les premiers souscripteurs comptaient même sur une rapide hausse de la valeur de leurs titres. L'agence du Trésor public voulait un succès. Il était prévisible qu'elle procéderait à des réductions lors de la répartition. C'est bien ce qui s'est produit. Finalement, la demande n'a pas été entièrement satisfaite. Elle portait sur près de 6 milliards d'euros et le montant a été arrêté à 4 milliards seulement. Certes, il

prunt, à la tête d'un groupe de dix-sept autres établissements financiers. Et, pour stimuler le travail des quatre chefs de file, les responsables du service de la dette française leur ont versé des commissions plus élevées qu'aux membres ordinaires du consortium d'émission.

Cette façon de faire, autrefois courante, est devenue exceptionnelle, sauf dans le compartiment du franc suisse. Normalement, en euros, l'emprunteur verse la même commission, en pourcentage, à tous ses intermédiaires financiers au prorata, bien sûr, du montant revenant à chacun. Ici, le pourcentage varie. Une telle discrimination est révélatrice de la détermination de l'emprunteur à assurer la réussite de la transaction.

Par ailleurs, cette affaire a mis en évidence les divisions qui subsistent à l'intérieur de l'Europe en matière financière. Les titres indexés français ont été très bien vendus en France, bien en Grande-Bretagne et en Italie et assez bien aux Pays-Bas, mais très mal en Allemagne, où la plupart des investisseurs n'ont pas encore le droit d'acquiescer des titres dont la durée dépasse les dix ans.

Christophe Vetter

Cécile Prudhomme

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU "MONDE"

Conforter l'indépendance du Monde

Vous êtes attaché à l'indépendance du Monde. Vous pouvez y concourir en rejoignant la Société des lecteurs (SDL). Elle contrôle 10,46 % du capital du journal. Les titres de la SDL sont inscrits sur le marché libre, code SICOVAM 3477. Ceux qui possèdent un portefeuille peuvent passer un ordre d'achat à leur banque. Les autres peuvent acheter une ou plusieurs actions en s'adressant au secrétariat de la SDL. Les actions ainsi acquises seront inscrites en « compte nominatif pur », formule qui n'entraîne pas de droit de garde pour l'actionnaire.

Cours de l'action le 24 octobre 2002 : 22,45 €

Société des lecteurs du "Monde", 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél. : 01-42-17-25-01. Courriel : sdi@lemonde.fr

Emprunteurs : s'assurer contre le chômage ?

Immobilier. Les cinq questions que doit se poser toute personne qui souhaite souscrire

La plupart des emprunteurs souscrivent une assurance décès-invalidité, imposée par la banque, mais seuls 20 % d'entre eux y ajoutent une assurance perte d'emploi qui prend en charge une partie des mensualités.

L'assurance perte d'emploi connaît un succès mitigé, car son équilibre économique paraît introuvable. Les clients les plus aisés, aux prêts les plus importants, sont aussi ceux qui la font le plus souvent jouer.

Selon la Société de prévoyance bancaire, 3,5 % des emprunteurs assurés sont indemnisés chaque année. Mais une étude de l'Agence nationale d'information sur le logement (site Internet anil.org), publiée en septembre, indique que ce taux de souscription varie considérablement d'un établissement à l'autre, en fonction de sa clientèle : dans les banques spécialisées, comme le Crédit foncier et Enténial, la proportion d'assurés dépasse un tiers des emprunteurs, mais elle n'est que de 15 % dans les établissements généralistes, et de 5 % seulement au Crédit lyonnais.

Quatre assureurs - la Caisse

nationale de prévoyance, l'UAP, Suravenir, l'Assurance des crédits mutuels - et une mutuelle - Mutlog - se partagent le marché de l'assurance perte d'emploi.

Pour contenir un déficit qui deviendrait chronique, les assureurs ont rédigé des contrats très restrictifs, avec des conditions précises et limitées, tout en réclamant une prime (à verser) assez élevée - entre 1 et 5 euros par mois pour 10 000 euros empruntés. Selon l'ANIL, la majoration de taux dans le cas d'un prêt de 50 000 euros, sur 15 ans (au taux hors assurance de 6 %), est de 0,18 à 0,91 point.

Avant de souscrire une assurance perte d'emploi, l'emprunteur doit donc répondre à cinq questions.

► **Remplit-il les conditions d'entrée ?** Les banquiers exigent que l'emprunteur soit salarié à durée indéterminée, avec une certaine ancienneté, par exemple de six mois pour la BNP, d'un an au Crédit agricole, à Enténial, à la Caisse d'épargne et à La Poste. Il faut aussi qu'il ne soit pas en période d'essai ni en préavis de licenciement et qu'un plan social ne soit pas en préparation dans l'entreprise. La perte d'emploi doit, en outre, don-

ner lieu à une prise en charge par les Assedic, ce qui exclut la démission ou le licenciement pour faute grave.

► **Comment évolue la prime au cours du prêt ?** Dans les années 1990, avec la montée du chômage, beaucoup d'emprunteurs ont eu la mauvaise surprise de voir leur prime augmenter fortement et ne pouvaient qu'accepter cette hausse ou résilier le contrat. L'ANIL relève qu'une telle augmentation, en cours de contrat, n'est possible que si une clause la prévoit et uniquement si les critères qui la fondent sont précis et non tributaires de la seule volonté de l'assureur. Une prime fixe est bien préférable : le Crédit agricole et Mutlog la pratiquent désormais.

► **Quelle est la durée du délai de carence, c'est-à-dire la période, une fois l'adhésion enregistrée, durant laquelle l'assurance ne peut pas être mise en jeu ?** Elle varie de zéro (Crédit foncier, Caisse d'épargne) à douze ou quinze mois dans les autres établissements. Dans certains contrats, ce délai est fonction de l'ancienneté du salarié.

► **Quelle est la durée de la franchise, c'est-à-dire la période au cours de laquelle l'assuré n'est pas**

indemnisé alors qu'il perçoit les Assedic ? Elle varie de 3 à 6 mois, voire 9. Attention : La Poste appelle cette franchise « délai de carence », introduisant une confusion avec le délai de carence tel qu'expliqué plus haut et qu'elle appelle « délai d'attente » !

► **Enfin, quels sont le montant et la durée d'indemnisation ?** Le calcul du délai de franchise ne démarre qu'à compter du premier jour de prise en charge par les Assedic. L'assurance ne prend en charge le remboursement du prêt que pendant 6 à 30 mois par période de chômage, n'excédant pas une durée totale de 3 ans, parfois 4 ans et demi (BNP) et jusqu'à 6 ans (La Poste). Le montant, calculé en pourcentage de la mensualité, est choisi par l'assuré : il peut être progressif, pour compenser la baisse des indemnités Assedic. L'assurance perte d'emploi reste un produit cher pour les prestations qu'elle offre. Les emprunteurs d'un prêt d'accession sociale peuvent bénéficier d'une prise en charge de leurs mensualités par l'Etat et, selon leurs ressources, de l'aide personnalisée au logement.

Isabelle Rey-Lefebvre

PRATIQUE

Régler les procédures de la dernière demeure

Six cent mille personnes décèdent chaque année en France. Même si plus d'une sur deux s'était déjà rendue à la mairie pour réserver sa concession, il revient souvent à la famille d'y procéder au moment du décès et d'en prévoir la gestion.

Choisie de son vivant ou par la famille au moment du décès, la durée de la concession peut être temporaire (maximum quinze ans, souvent dix ans), trentenaire, cinquante ans ou perpétuelle. La concession peut être individuelle, de famille (parents, enfants, conjoint, alliés peuvent y être inhumés) ou collective pour accueillir les personnes nommées sur l'acte de concession, qu'elles soient de la famille ou non. Elle donne droit à un emplacement individualisé, qu'il s'agisse d'une inhumation en pleine terre ou d'un caveau de ciment. Les tarifs sont établis par les mairies et varient d'une commune à une autre, voire d'un cimetière à un autre. Ils ne comprennent que le droit d'usage du terrain, tous les aménagements restant à la charge des familles. Les coûts des concessions perpétuelles, principalement dans les grandes métropoles, sont dissuasifs, faute de place. Par exemple, une concession à perpétuité de 2 mètres carrés pour un adulte au Père-Lachaise en bordure d'allée vaut 6 848,5 euros (4 209,91 euros au milieu d'autres tombes), 5 756,36 euros à Lyon et 4 602 euros à Nancy. Tout mètre carré supplémentaire est facturé, et la surface nécessaire à la construction d'un mausolée peut dépasser les 18 000 euros. Les tarifs sont disponibles en mairie et affichés à l'entrée des cimetières.

Les héritiers doivent assurer le renouvellement, dans l'année précédant l'expiration de la concession ou dans les deux ans qui suivent l'échéance et en assumer les frais. Le renouvellement se fait généralement pour une durée au moins identique à celle choisie initialement : rares sont les mairies qui acceptent une durée inférieure (comme Lille, par exemple). Sans demande dans

les deux ans de l'échéance, les mairies peuvent reprendre les concessions, détruire ou revendre les constructions bâties dessus après avoir ôté tout signe distinctif et transférer les restes dans un ossuaire. En pratique, elles cherchent à contacter les héritiers pour leur proposer un renouvellement. Une concession perpétuelle ne peut être reprise par la mairie qu'après une lourde procédure intervenant à l'issue de trente ans, à condition qu'une inhumation n'ait pas eu lieu au cours des dix dernières années et que l'état d'abandon manifeste soit dûment constaté.

ACTE NOTARIÉ

Une concession ne peut pas être vendue (elle est « hors commerce »), mais peut être échangée contre une autre, par acte notarié. Elle peut aussi être transmise par voie de succession et attribuée à un légataire nommé par testament ou à défaut, transmise à titre indivise entre tous les héritiers qui, faute de place pour tous, peuvent y prétendre dans l'ordre des décès.

Elle peut également être donnée du vivant du concessionnaire, par acte notarié, et doit donner lieu à un acte de substitution auquel le maire participe. Si elle n'est pas utilisée, la concession peut être rétrocédée à la commune, qui n'est nullement tenue d'accepter. Si elle le fait, elle doit reverser au titulaire le prix payé au prorata du temps écoulé (déduction éventuellement faite du montant restant acquis au centre communal d'action sociale).

En pratique, il est conseillé de se rapprocher de la mairie, qui administre les cimetières, assure le suivi des concessions et est à même de fournir tous les renseignements.

Dominique de Noronha

► Adresses utiles :

Les services de l'état civil des mairies ; www.legifrance.fr, rubrique code général des collectivités territoriales, et www.afif.asso.fr (Association française d'information funéraire).

BRUITS DES MARCHÉS

■ **Patrimoine et entreprise :** le cabinet **Hewitt Associates** (conseil en management et ressources humaines) a annoncé, le 22 octobre, sa fusion avec Finance Arbitrage, cabinet de conseil en gestion d'actifs, afin d'introduire en France un nouveau concept : la rémunération patrimoniale. Il s'agit de proposer aux entreprises et à leurs salariés un service de conseil global sur les questions de gestion et d'optimisation sur le long terme des rémunérations différées du salarié. Sont ainsi concernées les diverses cotisations versées au sein de l'entreprise au titre de l'épargne

salariale, de la prévoyance et des diverses formes d'épargne-retraite supplémentaire.

■ **Immobilier :** le marché de l'immobilier parisien semble s'orienter à la baisse, le prix moyen au mètre carré à Paris intra-muros ayant, pour la première fois depuis six ans, amorcé un recul au 3^e trimestre, selon une étude réalisée par le journal spécialisé *De particulier à particulier*. Il s'établit à 3 440 euros, en repli de 1 % sur le trimestre précédent. Seuls les 3^e, 4^e, 5^e et 18^e arrondissements enregistrent une légère progression.

RÉPONSES À TOUS

Crédit immobilier

Pour construire ma maison, j'ai signé une promesse de vente pour un terrain à bâtir. Le constructeur qui m'a indiqué ce terrain devait aussi se charger de m'obtenir un prêt auprès d'une banque spécialisée dans le financement immobilier. Or les semaines passent, et ma demande de prêt n'est toujours pas déposée à la banque. L'agent immobilier, intermédiaire dans la transaction sur le terrain, me menace d'annuler la vente du terrain sans me restituer mon acompte. En a-t-il le droit ? Puis-je me dégager de la vente en récupérant cette somme ?

M^{me} T., Eragny (95)

Toute promesse ou compromis de vente d'un bien immobilier contient obligatoirement une clause suspensive de l'obtention des prêts, valable un mois (article L 312-16 du code de la consommation) : si l'acheteur se voit refuser un de ses crédits bancaires, il peut annuler la vente et

récupérer son acompte. Toutefois, l'acheteur dispose d'un mois pour faire sa demande de crédit et obtenir une réponse positive ou négative. Au-delà de ce délai, il ne peut bénéficier de la clause suspensive, le vendeur étant en droit de conserver l'acompte, sans se préoccuper si l'acheteur a mandaté quelqu'un d'autre pour faire les démarches.

L'acheteur a intérêt à se préoccuper lui-même de la recherche des financements. A titre amiable, tentez de persuader directement les vendeurs de renoncer à l'opération directement en vous restituant votre avance. L'agent immobilier ne peut, lui, toucher aucune rémunération si la vente échoue.

Vous pouvez adresser vos courriers à Stéphanie Hockliffe, « Le Monde Argent », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Fax : 01-42-17-21-67. Courriel : hockliffe@lemonde.fr

LA BOURSE VA MAL ? DÉCOUVREZ TALISMAN, LE NOUVEAU PLACEMENT DU CRÉDIT LYONNAIS :

- **+4%*** MINIMUM GARANTI
- **JUSQU'À +36%**** SELON LES PERFORMANCES DE LA BOURSE
- **UN PLACEMENT SUR 2 ANS**

Talisman, c'est la nouvelle solution de placement du Crédit Lyonnais pour protéger et valoriser votre capital sur les marchés financiers **sur une courte durée** (2 ans). Avec **Talisman**, votre capital investi (hors droits d'entrée) est garanti à 100%. La grande originalité de **Talisman** : au terme des 2 ans, vous êtes assuré de récupérer votre investissement majoré d'un **rendement minimum garanti de 4%***.

De plus, vous participez à l'évolution du marché actions français, avec une rentabilité indexée sur le CAC 40, pouvant atteindre **jusqu'à +36%**** ! Le montant global de l'offre étant limité, la souscription peut être close à tout moment, et au plus tard le 5 novembre 2002 à 12H. Renseignez-vous vite dans une agence du Crédit Lyonnais !

Aujourd'hui, qui peut se passer d'une bonne banque ?



CREDIT LYONNAIS

CRÉDIT LYONNAIS S.A. au capital de 1 807 874 827 €. SIREN 954 509 741. RCS LYON - Siège Central 19 bd, des Italiens - 75002 Paris
* taux actuariel annuel brut : 1,98 % ** taux actuariel annuel brut : 16,62 %. Ce placement a fait l'objet d'un agrément de la COB le 7/08/2002. La notice d'information est disponible auprès des agences du Crédit Lyonnais.

Mécène d'entreprise

Le magnat des produits de luxe, Bernard Arnault apporte une partie de ses capitaux à l'art

On lui a prêté l'intention de racheter Sotheby's : « Quitte à dépenser de l'argent, je préfère une belle collection de tableaux qu'une affaire pareille ! » Bernard Arnault est poli, offre une façade lisse et maîtrisée, mais le souvenir de ses aventures dans le marché de l'art paraît le troubler un instant. Il semble avoir été échaudé : « Il y a un côté mercantile assez développé et qui n'est pas ce qui me plaît le plus. Acheter ou vendre des tableaux, ce n'est pas forcément ce qu'il y a de plus stimulant intellectuellement. C'est intéressant, mais ce n'est pas un business. C'est trop irrationnel, en tout cas pour moi. L'irrationnel est indispensable à la création, mais ce n'est pas compatible avec les activités d'un groupe comme le nôtre. » En 1999 pourtant, il avait acquis la maison de ventes aux enchères Phillips, de Pury & Luxembourg, la troisième au monde après Sotheby's et Christie's. Avec d'autres sociétés comme Artprice.com, l'étude Tajan, les revues *Connaissance des arts* et *Art & Auction*, Bernard Arnault avait constitué en peu de temps un arsenal conséquent : « En y mettant de grands spécialistes et des moyens financiers, on devait arriver à faire de Phillips quelque chose de valable. » A condition, toutefois, de pouvoir attirer les grandes collections, qui vont naturellement chez Sotheby's ou Christie's.

Phillips réussit quelques coups, comme la mise en vente d'une œuvre exceptionnelle de Malevitch, ou la dispersion d'une partie des tableaux de l'ancien marchand Heinz Berggruen. Pour décider les vendeurs, elle leur assure un prix minimum, ou leur avance une partie du montant supposé de l'adjudication. Le procédé est courant mais Phillips va le pratiquer sans compter. Or les clients sentent l'odeur de l'argent, et exigent de plus en plus de garanties, qui finissent par plomber les résultats de Phillips, mais aussi de LVMH. Bernard Arnault se désengage donc partiellement, réduisant sa participation à 27,5 % en février 2002 : « Nous en avons refait une entreprise individuelle. Nous restons actionnaire minoritaire, mais elle n'est plus considérée par les différents acteurs du marché comme une vache à lait. »

C'est plus une question de principe qu'une question de moyens : seconde fortune de France avec des biens évalués à 7,6 milliards d'euros, trente-sixième mondiale selon le magazine *Forbes*, Bernard Arnault, 53 ans, a fait du groupe LVMH le leader des produits de luxe. Et un des premiers mécènes des musées français. Il contribue ainsi pour près d'un tiers au coût de l'exposition « Matisse-Picasso » (1 million d'euros sur un budget total estimé à 3,55 millions d'euros), et pour la moitié (152 000 euros) dans celui du site Internet consacré aux deux artistes.

C'est beaucoup, et c'est peu, au regard des sommes en jeu dans le marché de l'art : *Les Femmes d'Alger*, peintes par Picasso en 1955, qui clôt l'exposition du Grand Palais, lui ont coûté dix fois plus. Le tableau a été acheté 10 millions de dollars en 1997, à New York, chez Christie's. Il est habituellement accroché en face de lui, dans son bureau, avenue Montaigne.

Depuis, la pratique du mécénat d'entreprise est si peu répandue en France, comparativement à d'autres pays, que Bernard



Bernard Arnault

- **5 mars 1949** : naissance à Roubaix.
- **1977** : après Polytechnique, il intègre le groupe Ferret-Savinell comme directeur général puis président.
- **1984** : il devient PDG de la Financière Agache, de Christian Dior et de Boussac.
- **1989** : il est président du conseil d'administration de LVMH.
- **1990** : il commence l'activité de mécénat par la rénovation de la bibliothèque-musée de l'Opéra de Paris.
- **14 novembre 2001** : il achète chez Sotheby's à New York « Red, White, Blue » d'Ellsworth Kelly pour 1,43 million de dollars.
- **23 septembre 2002** : mécène de l'exposition « Matisse-Picasso » au Grand Palais.

Arnault fait figure d'exception. Depuis 1990, LVMH agit dans le domaine culturel et patrimonial en contribuant à la restauration de monuments (l'Opéra, les jardins du Palais-Royal, ou sept salles du château de Versailles), et au financement de grandes expositions. « Matisse-Picasso » est la quatorzième de la série. Pour lui, la raison de cette désaffection est double : « C'est une question de mentalité. En France, traditionnellement, ce sont les pouvoirs publics qui prennent en charge la culture. Il y a aussi un aspect plus prosaïque : il y a trop peu d'incitations fiscales, contrairement aux pays anglo-saxons. »

FÉDÉRER L'ENTREPRISE

Dans le contexte hexagonal, l'action de LVMH est donc atypique. Mais elle est aussi très réfléchie et le mécénat n'a rien d'une lubie : il s'agit, d'une part, d'associer l'art et le luxe dans l'esprit du public, mais aussi de fédérer une entreprise hétérogène.

Il y a douze ans, Bernard Arnault recrute un ancien collaborateur de Jack Lang, Jean-Paul Claverie. Ils ont à résoudre un problème : LVMH regroupe des métiers très différents, de la production de champagne à celle de sacs à main, de la création de mode à l'élaboration du Château Yquem. « Je voulais, explique Bernard Arnault, rassembler les collaborateurs du groupe sur autre chose que le cash flow. Avoir des marques exceptionnelles,

une très bonne rentabilité et être le premier au monde dans des entreprises d'artisanat de luxe, c'est un peu sec. On ne peut pas motiver des équipes uniquement là-dessus. Notre action de mécénat permet de réunir tout le monde autour de valeurs qui subliment la gestion d'une entreprise. »

A titre personnel, Bernard Arnault est passionné de musique. Il pratique assidûment le piano, et a même joué en public au Japon, sous la direction de Seiji Ozawa. Il parraine cet art en prêtant des stradivarius à de jeunes virtuoses, en offrant des places de concert aux élèves des conservatoires et des lycées parisiens. Pourtant son effort porte sur les arts plastiques, qu'il prise moins, mais dont la forme est plus proche de ses métiers : « Il faut que ce soit légitime et dans la philosophie de nos affaires. La réussite de nos entreprises repose sur l'artisanat d'art, voire sur des artistes, au sens plein du terme, sur la qualité et la créativité. Nous ne sommes plus à l'époque où une entreprise pouvait se contenter de faire des bénéfices. Bien entendu, le but d'une entreprise, c'est de progresser, mais ceci doit se faire en harmonie avec l'environnement culturel et humain. »

Il l'a démontré à New York, lors de la construction du siège du groupe. L'arrogance française n'est généralement guère appréciée à Manhattan, et pourtant, l'inauguration de l'immeuble conçu par Christian de Portzamparc fut saluée par la presse comme un événement. Jean-Paul Claverie et Bernard Arnault ont eu l'idée de présenter au préalable le projet à la Municipal Art Society, une fondation privée dédiée à l'architecture de New York, aux goûts plutôt conservateurs. Ses caciques adoptent Portzamparc et lui consacrent même une exposition. « J'ai une passion pour l'architecture depuis mes débuts dans le bâtiment, commente Bernard Arnault qui, après Polytechnique, a été directeur de la construction pour l'entreprise Ferret-Savinell. « *Christian de Portzamparc a un talent fou, mais en plus, il écoute son client. En interprétant le règlement d'urbanisme, il est sorti des tristes parallélépipèdes new-yorkais, et a impulsé une nouvelle façon de bâtir à Manhattan.* »

Le groupe construit également au Japon, principalement avec l'architecte Jun Aoki et Jean-Michel Wilmotte, qui a été chargé de la conception intérieure du futur siège parisien qui sera inauguré en

2003. Le hall en sera orné d'une installation de l'artiste contemporaine Jenny Holzer. Pierre Huyghe, qui représentait la France à la dernière Biennale de Venise, a conçu la nouvelle boutique Dior de Milan.

Cette irruption de l'art contemporain est toute nouvelle pour Bernard Arnault, qui avoue des goûts plus classiques : il se souvient de son premier émoi, à dix ans, au musée Van Gogh d'Amsterdam. « A cet âge, on a plutôt envie de voir des dessins animés ou de lire Tintin, alors j'étais sans doute réticent à l'idée d'entrer dans un musée. Mais j'ai eu l'émotion première, la plus forte, en voyant toutes ces œuvres réunies. »

EN FACE D'UN CRÉATEUR

L'âge et l'argent venus, il commence à collectionner : « Mon premier achat important, par la qualité, pas par le prix, c'est au début des années 1980, à New York, un tableau de Monet peint à Londres en 1902. Une période qui, à l'époque, ne valait pas cher du tout, parce qu'elle était considérée comme trop tardive. J'étais le seul à lever le doigt et, à ma grande surprise, je me suis retrouvé avec le tableau, et la salle a applaudi. » Il reconnaît avoir mis vingt ans pour passer de l'impressionnisme à un art plus contemporain. Ainsi, en novembre 2001, il achète chez Sotheby's à New York un tableau abstrait géométrique, *Bleu, blanc et rouge*, de l'Américain Ellsworth Kelly, pour la somme record de 1,43 million de dollars : « Monet ou Kelly sont de grands artistes tous les deux. Il n'y a pas vraiment d'opposition. Ce qui compte pour moi, c'est d'être en face d'un vrai créateur. J'ai eu la même sorte de réaction quand j'ai rencontré Galliano. Quand je suis sorti du défilé de Dior où les modèles étaient habillés en papier journal, je me suis dit, là, on touche vraiment à l'art. »

S'il envisage de montrer au public, à l'occasion, les œuvres de sa collection, Bernard Arnault est moins pressé de créer, à l'instar de François Pinault, une fondation : « Notre engagement est dans le mécénat. Mais la fondation est possible, si une opportunité se présente. C'est un projet que l'on caresse depuis une dizaine d'années. Il faut que tout cela mûrisse. Si on fait quelque chose, ce doit être dans la ligne de ce qu'on a déjà entrepris, en particulier au niveau architectural. »

Harry Bellet

Les bronzes animaliers

MARCHÉ DE L'ART. Oublié jusqu'aux années 1970, au profit de l'art abstrait, le genre retrouve ses collectionneurs

En février 2000, à Drouot, chez maîtres Delorme et Fraysse, l'enchère de 3,5 millions de francs touche au record du monde pour un bronze animalier de Rembrandt Bugatti (1884-1916), *Lion et lionne de Nubie*. Cette œuvre, signée de la star du genre, appréciée à la fois des collectionneurs de bronze et de l'Art déco, est suivie d'autres prix très soutenus. Tels ces 445 000 euros misés pour *Le Léopard*, cette année, au Four Seasons George-V à Paris.

Depuis une dizaine d'années, la sculpture animalière est ressortie du purgatoire où elle était reléguée. La préférence de l'abstrait au figuratif, la flambée des prix des années 1980, suivie de l'arrivée de faussaires avaient détourné les collectionneurs de cet art déclinant après guerre.

Au début des années 1990, la redécouverte des Barye, Mène et autres Pompon fait décoller le marché. La réaction ne se fait pas attendre. Face à la demande, les faussaires s'emparent de cette affaire juteuse. Les clients en perdent leur latin car, de tout temps, le bronze a été une véritable bouteille à l'encre : tirages et retraçages foisonnent du vivant du sculpteur et se poursuivent après sa disparition.

A cela s'ajoutent des dénominations floues qui prêtent à confusion : une œuvre « par » ou « d'après ». Michel Poletti, codirecteur avec Alain Richarme de la galerie L'Univers du bronze, s'insurge contre ces méthodes, et constate « une décote de 50 % entre une œuvre créée pendant la vie de l'artiste et reproduite après sa mort ». « Ainsi, poursuit Alain Richarme, une sculpture émise du vivant de Barye et sous son contrôle se négocie entre 7 500 et 15 000 euros. Elle tombe à la moitié pour des tirages produits pendant la décennie qui suit son décès et s'effondre autour de 3 000 euros pour ceux réalisés jusqu'en 1950. » Mais depuis 1973, la loi a clarifié la situation : il ne peut être fondu que douze exemplaires d'une œuvre, tous numérotés.

Récemment, l'actualité a mis en avant des sculpteurs animaliers des XIX^e et XX^e siècles. Entre février et avril 2002, le Musée des arts décoratifs de Bordeaux leur a consacré une exposition intitulée « De Barye à Pompon ».

LES FAUVES DU JARDIN

Historiquement, les premières sculptures animalières révolutionnent l'art. Jusqu'alors, la sculpture a pour but de glorifier le pouvoir en place, une autre tendance étant de copier les scènes mythologiques des modèles italiens. La France somnole sur ses statues. C'est alors que Barye (1796-1875), qui admire les grands fauves du Jardin des plantes, remporte un beau succès au salon de 1831 avec son *Tigre dévorant un gavia*. Mène (1810-1879), sept ans plus tard, devient célèbre au salon avec son *Chien étranglant un renard* (de 10 000 à 100 000 euros). La passion des courses et des grandes chasses déclenche des vocations chez Fratin (de

6 000 à 12 000 euros) ou Frémiet (de 2 000 à 15 000 euros). Au début du XX^e siècle, l'Art déco suscite de nouveaux émules. Sandoz signe des œuvres « cubisantes » (de 5 000 à 80 000 euros) ; Guyot (entre 15 000 et 100 000 euros), Petersen (de 8 000 à 20 000 euros) ou Artus (de 5 000 à 30 000 euros) suivent. Touchées par la spéculation, les deux vedettes des années folles, Bugatti (de 60 000 à 500 000 euros) avec ses grands fauves et Pompon et son bestiaire empreint de tendresse (de 15 000 à 100 000 euros), atteignent de très hautes sommes.

Après la seconde guerre mondiale, la mode est à l'abstraction et peu à peu, les animaux disparaissent, jusque dans les années 1970. Aujourd'hui, Judith Devaux invente de gros poissons (3 000 à 6 000 euros). Roch Vandromme met ses animaux en situation (7 000 à 10 000 euros) et François Chapelain-Midy imagine des insectes surréalistes (7 000 à



« Porcelet », Daniel Daviau, bronze patiné, édition originale numérotée V/VIII, 45 x 27 x 17 cm (11 500 euros).

10 000 euros). Daniel Daviau a été couronné par le prix Sandoz (3 000 à 30 000 euros). Jean-Marie Fiori travaille à la fois le bronze et la taille directe (3 000 à 20 000 euros). Jacques Owczarek crée dans une mouvance post-impressionniste (5 000 à 15 000 euros).

A ceux qui voudraient commencer une collection – entre 1 500 et 3 000 euros –, Pierre Dumonteil, directeur d'une autre galerie spécialisée, signale Pierre Voituriez, un « obsessionnel des oiseaux et des chiens », Patrick Bintz, « dans la tradition de ceux qui ont travaillé au Jardin des plantes », ou Vincent Celotti, « qui s'intéresse à un bestiaire rare ». Phénomène nouveau, les collectionneurs des grandes signatures des XIX^e et XX^e siècles se tournent vers ces jeunes talents prometteurs. Mais attention, mieux vaut ici s'adresser à des professionnels ayant pignon sur rue.

Françoise Chauvin

► **Exposition** : – Barye, œuvres de jeunesse et modèles rares, galerie Univers du bronze, du 4 au 28 décembre. Exposition organisée à l'occasion de la sortie de la *Biographie de Louis Barye*, par Michel Poletti, éditions Acatos.

► **Adresses utiles** : – L'Univers du bronze, Michel Poletti et Alain Richarme, 27-29, rue de Penhièvre, et 36, avenue Matignon, 75008 Paris, tél. : 01-42-56-50-30 et 01-42-89-25-60. – Galerie Pierre Dumonteil, 38, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 01-42-61-23-38. – Fabius Frères, 152, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél. : 01-45-62-39-18.

► **A lire** : – *Les bronzes du XIX^e siècle*, Pierre Kjellberg, éditions de L'Amateur.

ENCHÈRES

► **Carte postale record** : *Jeune fille bleue*, une carte postale dessinée par le Morave Mucha, a atteint le prix record de 5 500 euros, le 19 octobre à Morlaix (29) lors d'une vente aux enchères organisée.

► **Napoléon** : un fauteuil canné qui se trouvait dans la chambre de Napoléon à Sainte-Hélène au moment de sa mort, en 1821, estimé entre 60 000 et

80 000 euros, sera mis aux enchères le 17 novembre à l'hôtel des ventes de Fontainebleau, parmi 450 lots liés à l'Empire.

► **Nelson** : un sabre et une bourse tachée de sang ayant appartenu à l'amiral Nelson – qu'il portait sur lui quand il a été tué à la bataille de Trafalgar – ont été vendus aux enchères, le 21 octobre, par Sotheby's, à Londres, pour près de 1 million d'euros.

Les Voix du Téléthon Gala 2002

Maison de Radio France
Samedi 16 novembre 2002 à 20h

Alexia Cousin, soprano
Maîtrise de Radio France,
sous la direction de Toni Ramon

Bertrand Halary, piano
Anne Le Bozec, piano
Claude Collet, piano
Mario Hacquard, baryton

Credit photo : Mark Adams - Gettyimages

Entrée : 35 € - Réservation au 01 56 40 15 16 ou location à la Fnac et à Radio France.
Maison de Radio France - 116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16

La recette ainsi que les dons des entreprises partenaires des Voix du Téléthon
sont intégralement reversés à l'AFM (Association Française contre les Myopathies).

Partenaires 2002 :

Association Générale des Familles (17^e) - Imprimerie Maurice Dauer - Lions
(District de Paris) - Minulle Equipement - Scott & Mauduit Traiteur - Téléthon des Financiers

